

PHILIBERT VRAU  
1829 - 1905

**ACTES DU COLLOQUE  
DES 4 & 5 MARS 2005**

A l'Université Catholique de Lille

Préfacé par Monseigneur Gérard Defois

## VIVANTE MEMOIRE POUR CE NOUVEAU MILLENAIRE

L'écrivain Gilbert Cesbron disait : « Les Français connaissent davantage leurs vedettes que leurs saints ! ». Voici une occasion enrichissante d'entrer en connaissance d'une figure laïque hors du commun : Philibert Vrau.

Le sentiment populaire ne manqua pas de parler à son sujet du « saint de Lille ».

L'Eglise, dans sa sagesse et son discernement, attestera, quand bon lui semble, ce que Dieu veut.

L'Université Catholique de Lille s'honore d'avoir été fondée par des témoins de cette trempe.

Une telle œuvre universitaire ne se pérennise certainement pas sans être accompagnée, au quotidien, par la grâce fondatrice de ceux qui, dans le sillage de Philibert Vrau, développèrent cette institution.

Les actes de ce colloque feront date.

J'ai eu grand bonheur à les offrir, en compagnie de Monseigneur Defois, à la Congrégation romaine pour la Cause des Saints.

Ce colloque ouvre des pistes passionnantes permettant de conjuguer rigueur et ferveur.

Merci à tous ceux qui ont fait acte universitaire en explorant tel ou tel élément contextuel de l'existence de Philibert Vrau.

Grâce à cette publication, admirablement rassemblée par Catherine Masson, le rayonnement de ces travaux dépassera l'auditoire des séances de cette manifestation. Je dis souvent aux étudiants de l'Université Catholique : nous n'avons pas d'avenir si nous manquons de considérer avec acuité et noblesse la mémoire qui nous porte !

Philibert Vrau, mort en 1905, est bien de son temps. Toute l'historicisation le démontre. Il incarne, pourtant, une pluralité de valeurs et de charismes qui sont en résonance pour aujourd'hui et demain.

A la lecture instructive de ces communications du colloque, le lecteur ne manquera pas d'estimer, par ce témoignage, une passion pour Lille, une foi en Dieu, un sens du prochain et une communion ecclésiale universelle.

Comme le dit l'épître aux Hébreux : « Souvenez-vous de ceux qui vous ont dirigés. Méditez sur l'aboutissement de la vie qu'ils ont menée. Jésus-Christ, hier et aujourd'hui, est le même. Il l'est pour l'éternité ! ».

Se souvenir d'un certain Philibert Vrau, c'est croire que l'absolu est sous nos yeux. C'est répondre à Quelqu'un qui par lui nous convie à une identique radicalité pour les temps nouveaux.....

**Père Bernard Podvin**

Vicaire épiscopal

1<sup>er</sup> Vice Président Recteur

de l'Université Catholique de Lille

## SOMMAIRE

Préface. <i>Mgr Gérard Defois, archevêque, évêque de Lille</i> .....	5
Introduction. <i>Xavier Théry, industriel, Lille</i> .....	7
La quête métaphysique de Philibert Vrau. <i>Jérôme Grondeux, maître de conférences, Paris IV Sorbonne</i> .....	11
Philibert Vrau, chef d'entreprise. Philibert Vrau et l'argent. <i>Xavier Théry, industriel, Lille</i> .....	19
Aspects professionnels, syndicats et corporations. <i>Jacques Bonte, industriel, Lille</i> .....	25
Les femmes de la famille Vrau. <i>Béatrice Craig, professeur, Université d'Ottawa</i> .....	31
Philibert Vrau et Léon Harmel. <i>Pierre Trimouille, professeur agrégé d'histoire, docteur 3<sup>ème</sup> cycle</i> .....	41
Culte eucharistique. Congrès eucharistiques. <i>Jacques Benoist, docteur en histoire, Paris</i> .....	47
Philibert Vrau et les jésuites. <i>Michel Debeunne, s.j.</i> .....	51
Philibert Vrau et les Assomptionnistes. <i>Charles Monsch, ancien archiviste général des Augustins de l'Assomption.</i> .....	55
Philibert Vrau et le clergé. <i>Chanoine Roger Desreumaux, archiviste émérite du diocèse de Lille</i> .....	59
Philibert Vrau et les deux papes Pie IX et Léon XIII. <i>Francis Deplancke, chargé de cours, directeur de cabinet, présidence de l'UCL</i> .....	65
Arrière-plan politique de la France pendant les années 1871-1905. Position de Philibert Vrau. <i>Bruno Béthouart, professeur, Université du Littoral, Côte d'Opale</i> .....	73
Philibert Vrau et les congrès catholiques du Nord-Pas-de-Calais. <i>Emmanuel Fontaine, maîtrise d'histoire, Université d'Artois</i> .....	91
Philibert Vrau, l'Université catholique de Lille et l'ICAM. <i>Catherine Masson, maître de conférences, UCL</i> .....	99
Les bâtiments de l'Université catholique : utopie, doctrine et modernité. <i>Marie-Joseph Lussien-Maisonneuve, maître de conférences, Lille 3</i> .....	107
Les écoles primaires paroissiales. <i>Bernard Ménager, professeur émérite, Lille 3</i> .....	117

Philibert Vrau et la presse. <i>Jean-Paul Visse, journaliste, maître de conférences, UCL</i> .....	127
Portraits comparés et relations de Philibert Vrau et Camille Feron-Vrau. <i>Thibault Tellier, maître de conférences, Lille 3</i> .....	137
Les conférences Saint-Vincent-de-Paul. <i>Christian Verheyde, président des CSVV, Lille</i> .....	145
Les patronages. <i>Gérard Cholvy, professeur émérite, Montpellier 3</i> .....	159
La Sainte-Famille, mouvement d'action catholique <i>Yves-Marie Hilaire, professeur émérite, Lille 3</i> .....	167
Le procès de béatification commencé en 1912. <i>Mgr Louis Florin, ancien attaché culturel à l'ambassade de France près le Saint-Siège</i> .....	173
Conclusions : Philibert Vrau le théoricien de l'action religieuse. <i>Raymond Sansen, doyen honoraire de la Faculté libre des lettres et sciences humaines</i> .....	179

## Préface

Par ce colloque je souhaite faire apparaître au grand jour l'intérêt d'une reprise du dossier de canonisation, en particulier de relever en quoi l'évocation de la vie de Philibert Vrau serait révélatrice d'une actualité de l'Évangile du Christ dans la vie de l'entreprise et du travail industriel d'aujourd'hui. Chez celui qui, venant d'ailleurs, découvre les fruits de l'engagement spirituel et matériel de notre ami, son œuvre suscite des sentiments d'admiration et de vénération pour l'action de ce « patron » du dix-neuvième siècle. Aurions-nous cette magnifique Université catholique sans lui ? Et je ne compte plus les églises de la périphérie de Lille, les patronages, les écoles qui ont bénéficié de l'aide financière et morale du producteur industriel du « fil au Chinois » !

Philibert fut un actif, mais qui sut demeurer un « priant » et un spirituel.

Un grand créateur d'entreprise, gardant toutefois le souci des hommes et de leurs conditions de vie et de travail.

Un producteur de richesses, mais soucieux de formation ouvrant des écoles pour assurer l'éducation des enfants.

Un homme de solidarité et un homme de l'Eucharistie quotidienne. Dans un même mouvement.

Ce qui est sans doute le plus remarquable dans la vie de Philibert Vrau, c'est cette heureuse conjonction d'intérêts qui, en notre temps, paraissent opposés, sinon inconciliables. Par là il donne la preuve d'une « incarnation » de sa spiritualité dans le temporel d'un chef d'entreprise. Son rayonnement fut à la fois grand et discret par des journées où, ayant effectué de longs parcours par le train en troisième classe d'alors, il traitait ses affaires puis priait personnellement ou rencontrait des membres des organisations caritatives. Alors que les vastes responsabilités qui étaient les siennes auraient pu le conduire à des attitudes d'affirmation de soi et d'importance sociale, il demeurait humble et peu soucieux de sa personne, simple et très économe pour lui-même.

Il y a peu, certains le déclaraient « paternaliste », enclin à travailler pour le bien de ses employés sans les consulter. Il est sûr que les représentations syndicales n'avaient pas alors le rôle juridique qu'elles ont acquis depuis. Mais il ne fait pas de doute que sa vision des autres, éclairée par sa foi, l'amenait à souhaiter leur qualification par la formation, le travail, les loisirs et une vie religieuse, et à développer l'intelligence et le bien-être de ceux qui comptaient sur lui pour assurer leur subsistance. Par là, Philibert Vrau préparait leur avenir et leur promotion sociale et humaine.

Il faut ajouter encore l'action de notre ami pour la création et la diffusion internationale des congrès eucharistiques. Ceux-ci sont toujours d'actualité et ont lieu dans le monde entier. Leur centenaire fut célébré à Lourdes, en juillet 1981, après une conférence universitaire à Lille.

Il en est de même pour son soutien de la presse catholique à l'heure des "deux France" selon les termes du cardinal Perraud en 1896, quand les médias chrétiens prenaient leur essor, tout en connaissant des difficultés financières, particulièrement *La Croix* des Pères Assomptionnistes. Il fut sur ce point en avance sur les catholiques de son temps. Certes, de nos jours, Philibert Vrau peut paraître d'hier : comme congrès, il n'a connu que les congrès eucharistiques et pas ceux du

MEDEF, la troisième classe des trains à vapeur et non les TGV ou l'avion, la presse écrite et non le web ou la grande distribution. Si ses positions politiques furent ouvertes, mais ni libérales ni révolutionnaires, il eut conscience de servir l'homme avec l'Église. Et cela dans le contexte de l'anticléricalisme du tournant du vingtième siècle, à l'heure où la lutte contre les congrégations et les écoles catholiques battait son plein.

Mais nous devons retenir chez cet homme sa ténacité à exercer des responsabilités laïques de chef d'entreprise et l'audace de donner à sa foi chrétienne une fécondité exceptionnelle, tant pour des œuvres de piété que pour la vie humaine de ses employés. Il avait conscience d'avoir pour eux charge d'âme, sans pour autant mettre au second plan leur dignité humaine et leur compétence.

**Mgr Gérard Defois,**  
archevêque, évêque de Lille

## Introduction

Le colloque s'est tenu, les 4 et 5 mars 2005, à l'Université catholique de Lille. Il était organisé dans le cadre du CREDHIR (Centre de Recherche et d'Enseignement d'Histoire Religieuse) par Catherine Masson, maître de conférences à la Faculté des lettres et des sciences humaines. Yves-Marie Hilaire, professeur émérite d'histoire à l'Université Lille III, et Xavier Théry, ancien industriel, lui ont apporté leur concours.

Les quatre séances du colloque ont été présidées respectivement par Jean Heuclin, doyen de la Faculté libre des lettres et sciences humaines, Jean-Luc Blaquart, doyen de la Faculté de théologie, Mgr Gérard Defois, évêque de Lille et l'abbé Raymond Sansen doyen honoraire de la Faculté libre des lettres et sciences humaines. Les débats furent introduits par l'abbé Bernard Podvin, vice-recteur de l'Université catholique, et conclus par l'abbé Raymond Sansen.

Le colloque a mis en lumière l'extraordinaire fécondité apostolique de Philibert Vrau. Pour essayer de mettre en ordre son action, il est possible dans un premier temps de distinguer en lui deux hommes : d'une part le fondateur d'une grande entreprise dont il a fait une usine chrétienne, et d'autre part l'homme d'action ou plutôt d'actions catholiques représentant de manière extraordinaire les laïcs chrétiens engagés de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

Xavier Théry a mis en valeur la très grande efficacité industrielle de Philibert Vrau, caractérisée par un sens commercial très avisé. L'entreprise lui procure les ressources financières qu'il désire pour développer son action apostolique. Il réussit dans un milieu ouvrier, déjà chrétien il faut le dire, à développer dans l'usine une intense vie religieuse qui va se traduire par de nombreuses vocations. Son rapport à l'argent se vit dans un cadre de parfaite honnêteté et de complet désintéressement. L'exposé de Jacques Bonte a situé le contexte professionnel et social de l'époque, celui de Béatrice Craig a fait ressortir le rôle et l'influence des femmes dans la vie chrétienne de Philibert Vrau. Pierre Trimouille a présenté la comparaison avec Léon Harmel, son contemporain et ami, Jérôme Grondeux évoquant ensuite Philibert Vrau jeune homme, attiré par la philosophie de Victor Cousin. Celui-ci était proche du positivisme, philosophie basée sur la raison et sur la science. Philibert Vrau recherchait ardemment dans cette direction et finit par revenir au Christ après des expériences curieuses de tables tournantes.

L'abbé Jacques Benoist montre Philibert Vrau, dévôt de Jésus dans l'Eucharistie, et les réalisations qui en découlèrent : la fondation de l'Adoration nocturne à Lille et dans le Nord de la France et, par ailleurs, l'organisation des congrès eucharistiques internationaux qui, sous son impulsion, prendront naissance, précisément à Lille. Le père Debeunne, de la Société de Jésus, cite les Pères jésuites avec lesquels Philibert Vrau fut en rapport. Le père Monsch, Augustin de l'Assomption, parle de ses rapports avec les pères François Picard et Vincent-de-Paul Bailly. Il mentionne le rôle important de son neveu Paul Feron-Vrau dans *La Croix* et la Maison de Bonne Presse. Le chanoine Desreumaux parle des contacts avec le clergé séculier et spécialement les archevêques de Cambrai. Francis Deplancke relate les nombreux voyages à Rome et la soumission active de Philibert Vrau aux papes Pie IX et Léon XIII.

Bruno Bethouart situe l'arrière plan politique difficile dans lequel évolue Philibert Vrau. Emmanuel Fontaine le montre fondateur et grand organisateur des congrès catholiques du Nord de la France, les mieux tenus de tout le pays, malgré

les difficultés causées par le contexte politique et surtout les divisions d'opinions politiques entre catholiques. Catherine Masson raconte la naissance de l'Université catholique de Lille et le rôle, notamment financier, de Philibert Vrau. Elle relate également l'accouchement laborieux de l'ICAM, Institut Catholique des Arts et Métiers. Marie-Joseph Lussien-Maisonnette expose la genèse et la conception des différents bâtiments de style médiéval qui forment l'Université catholique de Lille, la plus remarquable de toutes les universités catholiques françaises. Dans un exposé très documenté, Bernard Ménager souligne le rôle discret mais très efficace de Philibert Vrau dans la création à Lille d'un réseau d'écoles primaires chrétiennes adossées aux paroisses. Jean-Paul Visse parle du très grand développement de la presse à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Philibert Vrau en avait pleinement conscience. Il accompagne et subventionne divers journaux catholiques. A la fin, il reporte ses efforts sur *La Croix du Nord*.

Thibault Tellier, a propos des rapports de Philibert Vrau et Camille Feron-Vrau, souligne leur communauté de vue dans l'appel aux religieuses de la Providence de Portieux pour développer la vie chrétienne dans l'usine. Il montre l'intérêt de Camille Feron-Vrau pour l'amélioration du logement ouvrier et relate son étude récompensée par une médaille d'or de la Société industrielle. Il y eut une réalisation de quarante logements dans le Vieux-Lille. Christian Verheyde évoque l'humilité de Philibert Vrau dans ses rapports avec les confrères de Saint-Vincent-de-Paul et le développement considérable qu'il va donner à l'œuvre dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais. Gérard Cholvy, orfèvre en la matière, traite de la création et du développement des patronages en France à partir du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Il donne des chiffres sur les réalisations de Philibert Vrau et fait remarquer que vers 1900 il y avait plus de patronages dans le Nord que dans le département de la Seine. Yves-Marie Hilaire raconte la fondation et le développement en France par Philibert Vrau d'un mouvement d'action catholique d'origine espagnole appelée la « Sainte-Famille », mouvement discret et très efficace. Yves-Marie Hilaire cite parmi les membres les noms de personnalités très importantes. Ainsi le grand philosophe Maurice Blondel, et plusieurs futurs évêques. Plus développé dans le Nord de la France, le mouvement s'étend à tout le pays au prix des voyages incessants de Philibert Vrau. Mgr Louis Florin expose les différentes phases du procès de béatification commencé conjointement pour Philibert Vrau et Camille Feron-Vrau, son beau-frère et associé tant dans l'entreprise que dans la plupart de ses œuvres religieuses. Le procès est allé loin et reçut l'encouragement des papes Benoist XV et Pie XI. En 1950, à la suite des grandes tensions sociales de l'époque, le procès est mis en sommeil à la demande du Cardinal Liénart. Non clôturé, il pourrait être repris.

L'abbé Raymond Sansen apporte la conclusion. Il lui a paru possible de dégager les principes qui ont donné une formidable efficacité à l'action de Philibert Vrau. Il précise que cette action étant au service de Dieu, c'est Dieu qui doit rester l'acteur principal.

Peu après la mort de Philibert Vrau, en 1906, Louis Baunard, auteur religieux et ancien recteur de l'Université catholique de Lille, a écrit sa vie dans un gros livre intitulé : *Philibert Vrau et les œuvres de Lille*. Après la mort de Camille survenue en 1908, Louis Baunard le compléta et publia en 1910 un nouvel ouvrage qu'il intitula *Les deux frères*. Xavier Théry connaissait de réputation Philibert Vrau pour avoir dirigé entre 1965 et 1985 l'entreprise qu'il avait fondée. C'est dans une occasion fortuite qu'il rencontra le père Beaudouin, rapporteur des Causes françaises dans la Congrégation de la Cause des Saints. Celui-ci lui fit valoir l'intérêt de la Cause susceptible d'être reprise. Libre de son temps, et avec l'encouragement de Mgr Gérard Defois, évêque de Lille, Xavier Théry réécrivit la vie de Philibert Vrau sous le titre *Le commis-voyageur de Dieu*. A la nécessité d'une mise à jour dans un esprit et un contexte qui avaient changé depuis 1910, s'ajoutait la disposition de sources nouvelles, en particulier les deux séries de témoignages qui avaient été produites

pour le procès de béatification. Le livre, publié en 2002, a rencontré beaucoup d'intérêt et son tirage est presque épuisé. Il a paru intéressant, pour aller plus loin de promouvoir un colloque où des spécialistes étudieraient les divers aspects du personnage et de la vie de Philibert Vrau. Le colloque s'est situé précisément l'année du centième anniversaire de la mort de Philibert Vrau. Parallèlement a été mis en place un comité de soutien à la Cause qui rassemble, sur la présidence de l'abbé Podvin, soixante membres représentatifs des divers milieux chrétiens de la région, pour partie ceux qu'avait connus et évangélisés en son temps Philibert Vrau.

Il appartient à l'évêque de demander la réouverture du procès. En cas de décision positive, la procédure est à reprendre car elle a changé. C'est ainsi, par exemple, qu'il est impossible de faire une procédure commune pour Philibert Vrau et Camille Feron-Vrau et qu'il a fallu choisir de présenter le premier. Il reste que l'enquête effectuée et les documents soigneusement conservés à Lille et à Rome seront précieux. Il ne saurait, sans imprudence, être parlé de délai. Les apports faits au colloque pourraient constituer une aide non négligeable.

**Xavier Théry,**  
industriel lillois

## **La quête métaphysique de Philibert Vrau**

*Jérôme Grondeux, maître de conférences, Paris IV Sorbonne*

On essaiera dans les lignes qui suivent d'apporter une réponse à deux questions concernant Philibert Vrau, et ses relations avec le climat intellectuel de son époque : Quel rôle a joué l'investigation philosophique dans son itinéraire ? Comment est-il passé, via le spiritisme, du spiritualisme au catholicisme<sup>1</sup> ?

Homme de foi, homme d'œuvres, Philibert Vrau ne semble pas habité dans sa maturité, au contraire de ce que son ami Camille Feron lui reproche durant sa jeunesse, par un goût excessif de l'interrogation métaphysique poursuivie pour elle-même. La manière dont il traite ces problèmes témoigne d'une quête éperdue de solutions définitives. Le jeune Philibert paraît chercher un sol stable pour entreprendre. Homme de foi, homme d'œuvres, il n'en est pas moins un entrepreneur. On peut même affirmer qu'il est entrepreneur jusque dans ses œuvres, jusque dans sa foi, et qu'il en montrait déjà les caractéristiques psychologiques dans les années qui précèdent sa conversion. Ces caractéristiques, nous les puiserons librement dans l'œuvre de Werner Sombart (1863-1941), un classique de la sociologie historique allemande.

Pour Werner Sombart<sup>2</sup>, l'apparition du capitalisme avait exigé la réunion de l'esprit d'entreprise et de l'esprit « bourgeois », dont la seule prudence n'aurait pas suffi à engendrer un tel bouleversement historique. Cet esprit d'entreprise, caractéristique de l'entrepreneur, était selon lui un esprit conquérant, organisateur, négociateur afin d'obtenir « l'heureuse réalisation d'une entreprise ». Sombart précisait que ce type idéal de l'entrepreneur s'était déjà incarné ailleurs que dans la vie économique ; il estimait que l'on en rencontrait jusque dans la vie religieuse.

Ce type idéal se montre assez opérant pour rendre compte de la manière dont s'est opérée l'évolution spirituelle de Philibert Vrau. Il permet de relativiser la rupture qu'a pu, par ailleurs, représenter sa conversion, ou si l'on veut, de souligner à quel point le terrain en était préparé.

Dans une lettre du 3 décembre 1884 où il retrace son itinéraire philosophique<sup>3</sup>, Philibert Vrau essaie de rendre compte, rétrospectivement, de sa phase « sceptique » :

« La philosophie de Cousin que l'on nous enseignait dans les collèges de l'État, m'avait fait croire que la religion avait fait son temps. Mais ensuite considérant tous les systèmes philosophiques qui se contredisent et se détruisent les uns les autres, j'étais arrivé à cette conviction que je ne pourrai jamais connaître la vérité, non pas qu'il fût impossible de la connaître mais parce qu'entraîné par le travail journalier de l'industrie et du commerce je n'avais pas le temps de me livrer davantage à des spéculations philosophiques ».

Le jeune Philibert Vrau est en quête de certitude. Rien de très original, mais sa singularité s'exprime dans la manière dont il envisage cette quête. Il ne doute pas un instant, si nous en croyons ce témoignage rétrospectif, que la certitude soit

<sup>1</sup> Le biographe de Philibert Vrau, Xavier Théry, a obligeamment mis à ma disposition les pièces de la correspondance de Philibert les plus éclairantes pour saisir son évolution spirituelle. Qu'il soit ici remercié.

<sup>2</sup> *Le Bourgeois. Contribution à l'histoire morale et intellectuelle de l'homme économique moderne*, édition originale 1913, tr. fr. S. Jankélévitch, Payot, 1928.

<sup>3</sup> Il s'agit d'une lettre du 3 décembre 1884 au père Eïsbach, supérieur du Séminaire français de Rome, qui a demandé à Philibert Vrau de l'éclairer sur la question du spiritisme.

accessible ; il ne paraît jamais avoir envisagé que le monde soit absurde. Le scepticisme métaphysique n'appartient pas à son horizon : il ne connaît que l'incertitude personnelle. Et il aborde cette incertitude d'une manière presque technique, puisque c'est le manque de temps qu'il incrimine avant tout. S'il pouvait se livrer à des études sérieuses, nul doute qu'il parviendrait à savoir quelle est la vérité absolue.

La quête d'absolu pourrait définir un tempérament d'intellectuel ; elle situe Philibert Vrau au cœur des interrogations de son époque. Dans un monde qui a conscience d'entrer dans une transformation rapide, de vivre une époque de mutations culturelles, politiques, économiques, sociales, la question de savoir ce qui reste stable, ce qui peut ne pas être remis en question, ce qui peut servir de base à un consensus, occupe beaucoup d'esprits. La « philosophie de Cousin », que Philibert Vrau évoque dans la citation faite plus haut, s'inscrivait dans cette aspiration à retrouver une stabilité. L'éclectisme cousinien, promu par Victor Cousin (1792-1867) qui cumulait les positions de pouvoir dans l'enseignement supérieur et dans l'enseignement secondaire, ambitionnait de constituer une philosophie totale en faisant la synthèse de toutes les vérités éparses déjà présentes dans la tradition philosophique<sup>4</sup>. L'histoire de la philosophie, dans laquelle il lançait ses disciples, n'était pas conçue comme une pratique visant à une connaissance désintéressée du passé, mais comme un moment essentiel de l'élaboration d'une philosophie correspondant aux besoins intellectuels et spirituels des esprits émancipés.

Le spiritualisme de Victor Cousin refusait le matérialisme, affirmait l'existence de Dieu et de l'âme, défendait l'idée du Beau, du Bon et du Bien. Il combattait également le scepticisme, en lequel il voyait une des tendances récurrentes de la tradition philosophique. Le rationalisme cousinien, dont le caractère platonicien était très affirmé, affirmait qu'il existait une vérité rationnelle universelle, tout en considérant que la raison universelle avait accompagné l'humanité depuis les origines, et qu'elle avait imprégné les grandes traditions.

Philibert Vrau affirme en 1884 avoir été plus frappé par le rationalisme du système que convaincu par les certitudes qu'il défendait : l'aspect rationaliste de la doctrine l'aurait détaché de la religion, et il serait resté frappé par la diversité des systèmes philosophiques qui se contredisent entre eux. Il faut soit choisir un système, soit faire la synthèse, ce qui serait conforme au programme cousinien, mais visiblement Philibert ne pense pas que Cousin ait donné les éléments importants de cette synthèse, ou du moins, il a besoin de s'en convaincre. Il en vient même à douter que la philosophie puisse fournir cette réponse<sup>5</sup>.

Le système cousinien donnait une place à la recherche désintéressée, en particulier en ouvrant largement le champ de l'histoire de la pensée humaine. Victor Cousin lui-même, à partir des années 1840, s'est consacré à des études érudites. On connaît d'autre part la célèbre phrase de Lessing selon laquelle « la recherche de

<sup>4</sup> Sur Victor Cousin : *Victor Cousin. Les idéologues et les Écossais. Colloque international de février 1982, au Centre international d'études pédagogiques, Sèvres, Université d'Édimbourg, École normale supérieure de la rue d'Ulm*, Presses de l'École Normale Supérieure, Paris, 1985 ; Pierre MACHÉREY dir., *Victor Cousin – suivi de la correspondance Schelling-Cousin*, Corpus, 1991 (n<sup>os</sup> 18-19) ; Jean-Pierre COTTEN, *Autour de Cousin. Une politique de la philosophie*, Paris, 1992 ; Claude BERNARD, *Victor Cousin ou la religion de la philosophie. Avec une anthologie des discours à la Chambre des pairs (avril-mai 1844)*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 1993 ; Patrice VERMEREN, *Victor Cousin. Le jeu de la philosophie et de l'État*, Paris, L'Harmattan, 1995 ; Jean-Pierre COTTEN, *La jeunesse de Victor Cousin et la naissance de la « nouvelle philosophie française »*, Thèse Paris I, 5 vol., 1996 ; Éric FAUQUET dir., *Victor Cousin, homo theologicus politicus. Philologie, philosophie, histoire littéraire. Journée d'études de Lyon de novembre 1996*, Paris, Kimé, 1997 ; Jacques BILLARD, *De l'École à la République : Guizot et Victor Cousin*, Paris, PUF, 1998.

<sup>5</sup> Voir les citations recueillies par Xavier THÉRY, *Le commis-voyageur de Dieu. Philibert Vrau (1829-1905)*, p. 26.

la vérité est plus précieuse que sa possession » ; elle exprime bien le goût des intellectuels pour l'investigation, la spéculation. Ce goût est manifestement étranger à Philibert Vrau. Il se consacre quelque temps à la philosophie, puis se décourage devant l'absence d'aboutissement.

« Nous étions décidés [...] à pratiquer tout ce que nous aurions reconnu », écrit-il en 1884 pour décrire les travaux qu'il avait mené avec ses amis. Sa correspondance de 1849 montre cependant une certaine fidélité à Cousin : il lit ce que le philosophe écrit de l'un de ses inspireurs, l'Écossais Dugald Stewart, et garde le contact avec son professeur de philosophie, un certain monsieur Beausire, probablement cousinien comme bien des philosophes de ce temps dans les lycées d'État.

Dans la note de 1884, à une époque où la philosophie de Cousin est moins rayonnante, Philibert Vrau ne lui attribue plus qu'un rôle dans son itinéraire, celui de l'avoir fait douter de l'actualité de ses croyances religieuses. Mais elle lui a aussi communiqué l'idée que, comme il l'affirme dans une lettre du 24 décembre 1849, nous sommes nés pour un but, et qu'il faut le connaître pour l'accomplir. « Hors de là tout est vanité et mensonge, futilité et tromperie. [...] Chercher de toutes nos forces quelle est cette loi et les devoirs qu'elle nous impose, voilà notre premier pas ». Il cherche bien « Dieu [...] le bien suprême, l'infiniment parfait ». La lecture de la correspondance entre Philibert Vrau et son grand ami Camille Feron, ainsi que la consultation de lettres de leurs proches, nous donne une idée plus précise de l'état des opinions de Philibert entre 1848 et 1850, durant ce que l'on peut appeler sa phase « cousinienne », et des détails précieux sur l'organisation de la petite société philosophique dont il est le centre.

Le groupe est organisé de manière assez méthodique : ses membres (une demi-douzaine) se réunissent chaque dimanche soir. Un thème a été par avance choisi, et chacun prépare un rapport. Ces rapports sont lus, discutés, et lorsque les choses sont assez mûres, un « rapport général » est rédigé. Mgr Baunard relève la manière dont se manifeste l'esprit d'organisation de Philibert, un homme qui « toute sa vie, et dans toutes ses œuvres, allait procéder par voie d'association<sup>6</sup> ». Nous connaissons quelques-uns des sujets traités : les devoirs des hommes les uns envers les autres, les devoirs envers Dieu. Des croyants fervents se trouvent dans ce groupe : Camille lui-même, mais aussi Charlemagne Ovigneur, qui mourra à vingt-cinq ans<sup>7</sup>. On débat de la Providence, du salut, de l'utilité de la prière. Philibert s'y montre très logicien : il est moins troublé que Charlemagne Ovigneur par la question du sort des enfants morts sans baptême, il reste impavide face aux plus formidables défis qui guettent les théologiens chrétiens : la conciliation de la toute-puissance de Dieu et de sa justice, la conciliation de l'idée de grâce et de cette même justice. Il accepte volonté l'idée de l'apôtre Paul, selon laquelle l'homme n'a pas à discuter la volonté divine. Au point que le pauvre Charlemagne, toujours troublé, voit en lui le « champion de la bonne cause<sup>8</sup> ».

Cette société qu'il anime, à Lille et à Paris, ne satisfait pas notre moraliste austère, qui écrit le 19 décembre 1849 : « Que l'homme est faible, même dans ses moyens de faire le bien. Je vois tous ces jeunes gens qui ont la notion du devoir, qui croient à la morale et qui la violent ouvertement, publiquement, ils rient, ils sautent, ils vont au Prado, au théâtre, au bal masqué, même au café et celui qui les blâme trop est traité de censeur importun. » La question morale donne lieu à des lectures

<sup>6</sup> Mgr Louis BAUNARD, *Les deux frères. Cinquante années de l'Action catholique dans le Nord. Philibert Vrau. Camille Feron-Vrau, 1829-1908*, Paris, Maison de la Bonne Presse / J. de Gigord, s.d., p. 6.

<sup>7</sup> Mgr Louis BAUNARD, *op. cit.*, p. 13.

<sup>8</sup> Lettre de Charlemagne Ovigneur à Charles Delecour, 2 avril 1849.

soutenues, celle de saint Augustin (il évoque dans une lettre du 23 décembre l'épisode célèbre des jeux du cirque relaté dans les *Confessions*<sup>9</sup>), mais aussi celle de Louis Veuillot, sur les conseils de Camille – deux lectures qui lient respect de la loi morale et vie religieuse. Cependant, il reste encore sur une base cousinienne : le 28 décembre, il écrit à Camille que c'est le « bien absolu », le bien que l'on peut servir, qui est la source de tous les attachements.

Cependant, Philibert ne trouve pas les réponses qu'il cherche, et il ne trouve pas la synthèse entre raison et foi qu'il paraît chercher. En 1850 ne croit plus en l'utilité du culte. La meilleure façon d'adorer Dieu est pour lui l'exercice de la charité envers son prochain. Charlemagne Ovigneur nous permet de nous faire une idée de l'état de son esprit au printemps de cette année-là, dans une lettre où il s'indigne du fait que Philibert n'écrive pas à sa sœur :

« De plus en plus il se laisse aller à son sec et acide raisonnement. Il oublie la charité par charité. [...] Dans chaque homme il voit, comme nous, un égal, un être qui à nos yeux doit avoir le même prix que nous, à qui nous devons donner tout au moins tous nos avantages. Il ne peut se décider presque à bien se nourrir, parce que d'autres manquent même du nécessaire. Et sur ce point il force presque ses parents à des privations fâcheuses. [...] Tu sais qu'il ne va plus à la messe parce que, dit-il, je ne sais pas si c'est la meilleure manière d'adorer Dieu. Si encore ce n'était que cette question qui l'arrêtait. Mais il cherche toujours à se prouver par la raison l'existence et confondant toujours deux questions, la nature, l'essence de Dieu, avec son existence, il ne peut se convaincre<sup>10</sup> [...] »

Plus logicien et encore plus tourné que les autres vers la pratique de la charité : Philibert Vrau a développé deux modalités de la quête d'absolu, une modalité pratique et une modalité intellectuelle.

L'influence de Beausire dans ce qui, rétrospectivement, apparaît comme une préparation à la « conversion » de Philibert Vrau ne doit pas être sous-estimée. Sur le plan théorique, c'est un spiritualiste incontestable. Né en 1824, Émile Beausire<sup>11</sup> a été agrégé de philosophie la même année que Renan. Quand il rencontre Philibert, il vient d'être nommé dans son premier poste, au lycée de Lille. Ses travaux sont encore à venir. Le premier d'entre eux sera sa thèse, qu'il soutiendra en 1855 sur... *le fondement de l'obligation morale*. Nous retrouvons là une des sources des préoccupations de son élève. Il a donné juste après la révolution de 1848 une série de conférences sur le « droit démocratique ». « Dans l'espoir, assure Francisque Bouillier, non pas, comme tant d'autres, d'acquérir de la popularité ou de gagner la faveur du pouvoir d'alors, mais de rectifier des idées fausses et dangereuses, de tempérer, de modifier les passions populaires, il avait entrepris de faire une série de conférences, la première étant sur le devoir des patrons, la seconde sur les devoirs des ouvriers, mais à peine avait-il ouvert la bouche qu'il fut interrompu, menacé et assailli par une multitude qui voulait bien qu'on l'entretînt de ses droits, mais non pas de ses devoirs<sup>12</sup>. » Par ailleurs, nous savons que la presse conservatrice n'apprécia pas mieux ses efforts, elle qui le qualifie de « farouche dévot de Robespierre<sup>13</sup> » ! Il

<sup>9</sup> Livre VI, chapitre VIII : Alypius, l'ami d'Augustin, va aux jeux du cirque, résolu à ne pas ouvrir les yeux. Il succombe à la tentation, entraîné qu'il y est par les cris de la foule.

<sup>10</sup> Lettre au même, 23 mars 1850.

<sup>11</sup> Sur Émile Beausire, *Funérailles de Charles-Émile Beausire le 10 mai 1899. Discours de M. Ouillier. Discours de Girard au nom de l'École Normale*, Paris, 1899. Voir également sa notice biographique et sa bibliographie sur le site [www.textesrares.com/philo19](http://www.textesrares.com/philo19).

<sup>12</sup> *Funérailles...*, p. 1.

<sup>13</sup> *L'Écho du Nord* des 7 et 11 mai 1848, cité par Paul Gerbod, *La condition universitaire en France au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, PUF, 1965, p. 200.

fut affecté ailleurs et ne rejoignit l'enseignement supérieur, à Poitiers, qu'après sa thèse.

Le petit groupe de Philibert apparaît proche des espoirs unanimes, vite déçus, de 1848. Beausire, quoiqu'en dise l'écho du Nord, est fondamentalement un modéré, soucieux d'harmonie sociale. Il fut vite dépassé par la montée des antagonismes. Par la suite, lui et Philibert se trouvent dans des camps opposés. Ce républicain est un homme de centre gauche après 1870, proche de Thiers comme beaucoup de cousiniers (et comme Cousin l'avait été lui-même en son temps). Surtout, il défend de manière constante l'Université. Il n'est pas hostile en soi à la loi de 1875, qui permet la fondation des Instituts catholiques, mais soucieux de maintenir un contrôle de l'État, hostile à ce qu'on leur permette de porter le nom d'Université. C'est le partisan d'une laïcité modérée mais ferme. Député de Vendée, membre, au nom de l'Institut, du Conseil de l'Instruction publique, il aurait voulu que les instituteurs puissent, de manière facultative, hors de l'horaire scolaire et dans les locaux, donner un enseignement religieux. Il affirme dans un de ses discours n'appartenir « ni aux sectaires de gauche, ni aux sectaires de droite<sup>14</sup> ». Il avait agi en modéré en 1871 comme en 1848 : sa dénonciation dans la *Revue des Deux Mondes* (15 avril 1871) de la non représentativité de la Commune de Paris lui avait valu d'être un temps détenu. Malgré cette modération, il n'est pas dans le camp du catholicisme militant.

Mais entre 1848 et 1850, lui et Philibert Vrau étaient en relative communion philosophique, sur des bases qui n'apparaissent pas choquantes à de jeunes et pieux catholiques. La philosophie semblait alors à Philibert une base solide. C'est quand il s'était découragé que le jeune homme s'était tourné vers la science et avait invoqué Cuvier<sup>15</sup>. Il n'est alors pas loin d'une attitude « positiviste », c'est-à-dire de croire que c'est dans la science que se trouverait la connaissance certaine, le fondement stable enfin trouvé. Mais cette orientation ne paraît pas avoir été prépondérante chez lui et il faut rappeler que Cuvier lui-même était un ferme protestant, soucieux de sauvegarder l'authenticité historique du déluge.

Il apparaît donc, et l'on peut se fier ici à son témoignage, qu'après la tentative des années 1849-1850, il se soit résolu à une sorte d'agnosticisme pratique. Toujours selon sa lettre de 1884, il avait alors arrangé son existence « en posant en fait l'abstention de toute affirmation religieuse ou philosophique<sup>16</sup>. »

## Spiritisme et conversion

En 1853, une voie lui est donnée pour sortir de cet état. Il s'agit du spiritisme, auquel il est initié par un voyageur de commerce venu de Paris<sup>17</sup>.

L'aspect organisé et systématique de l'entreprise philosophique se retrouve dans le spiritisme, selon son témoignage de 1884 : « Nous nous engageâmes dans des expériences méthodiques », affirme-t-il alors. Si les techniques utilisées sont classiques (table qui se soulève, chapeau avec une aiguille poussant les lettres de l'alphabet), Philibert et ses amis testent l'« esprit » présent. Notre jeune homme est vivement impressionné par l'épisode où la table frappe dix-neuf coups plus un parce qu'une des pièces qu'elle devait compter dans un porte-monnaie en est caché dans les replis.

<sup>14</sup> Sur toutes ces prises de positions, voir Émile BEAUSIRE, *La liberté d'enseignement et l'Université sous la Troisième république*, Paris, Hachette, 1884.

<sup>15</sup> Xavier THÉRY, *op. cit.*, p. 27.

<sup>16</sup> Xavier THÉRY, *op. cit.*, p. 32.

<sup>17</sup> Xavier THÉRY, *op. cit.*, p. 30.

L'évêque d'Aix et de Dax, à la suite de la copie de la lettre de 1884, affirme le 24 février 1905 avoir consulté le cahier dans lequel Philibert rendait compte des séances et constaté que les « questions posées dans un ordre très logique depuis celle de l'existence de Dieu jusqu'à celle de Jésus-Christ ; depuis l'immortalité de l'âme jusqu'à celle du châtement de l'autre vie étaient suivies de réponses absolument nettes et d'une parfait orthodoxie. »

Son expérience spirite constitue cependant un formidable raccourci : elle lui donne finalement la preuve attendue, avec le chapeau qui évoque un Dieu, une vie future, un paradis, un enfer, puis le purgatoire, le Messie – le soir même, il dit un Notre Père à genoux.. C'est à la suite de cette expérience qu'il reprend contact avec l'Église et finit par communier le 7 juin 1854.

Ensuite, dit-il dans sa lettre de 1884, « j'avais un tel dégoût de toutes les vaines recherches de l'esprit que pendant de longues années il me fut impossible de supporter la lecture de quelque discussion philosophique que ce fût ; je m'abstins même de toute lecture dans les premiers temps et ne parlai plus qu'à Dieu dans la prière et dans l'adoration, surtout dans l'adoration devant le Très Saint-Sacrement. Je trouvai là mon meilleur livre de philosophie<sup>18</sup>. »

On ne peut qu'être frappé devant cette rupture : l'absolu, la certitude qui se dérobe d'abord dans les lointains pour se révéler brusquement par une voie non intellectuelle. L'arrêt de la vie intellectuelle devant cette certitude, pour faire place à une intense vie spirituelle, nourricière d'une action continue. Le grand saut pour trouver une base à l'action. La rupture, avec le rationalisme cousinien est bien sûr totale : pour Cousin, le mysticisme était, au même titre que le scepticisme, l'idéalisme et le matérialisme, une des attitudes fondamentales de l'esprit humain devant le problème de la connaissance. La philosophie devait s'interdire le mysticisme, c'est à dire toute tentative d'accès direct à la vérité par illumination, sans passer la raison. « Qu'est-ce que le mysticisme ?, écrivait le philosophe. C'est, encore une fois, le coup de désespoir de la raison humaine qui, après avoir cru naturellement à elle-même et débuté par le dogmatisme, effrayée et découragée par le scepticisme, se réfugie dans la pure contemplation et l'intuition immédiate de Dieu<sup>19</sup>. » Nous sommes donc ici on ne peut plus loin de l'idéal cousinien, déjà délaissé en pratique depuis quelques années.

Dans cette quête qui se donne la certitude pour objectif, Philibert Vrau s'est montré prêt à adopter toutes les approches, pourvu qu'elles lui permettent de parvenir à ses fins. Il abandonne, une fois rallié à l'Église catholique, le spiritisme, mais peu lui importe : il a trouvé par son intermédiaire la réponse à sa question, et agit en conséquence.

Rien de surprenant à ce que cet organisateur, avant même son retour à la foi, ne se comporte en directeur de conscience. Le 18 décembre 1849, il écrit à Camille : « Quant à Coquelle, j'ai entrepris avec lui une correspondance très suivie et des plus intime, c'est celui où je trouve plus d'élan, plus de ressort, je suis bien heureux de lui ; c'est un bon cœur, tâche de te lier avec lui, vous avez plus d'une excellente qualité commune ». Le 28 décembre, il confesse à son meilleur ami, dans une lettre écrite à Lille, qu'il voudrait « remuer les autres comme je suis remué moi-même, faire passer mon âme dans la leur ». C'est un militant, dès le début, et souvent Camille lui reproche d'être trop brusque.

Parce qu'organisateur, Philibert Vrau devait trouver à s'épanouir dans toutes les possibilités d'action collective que l'Église catholique lui offrait. Il a, d'ailleurs

<sup>18</sup> Cité par Xavier Théry, *op. cit.*, p. 32.

<sup>19</sup> *Cours d'histoire de la philosophie morale au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Pichon et Didier, Paris, 1829, p. 15.

après sa conversion, songé à se faire prêtre<sup>20</sup>. Regroupons un instant ces deux caractéristiques déjà dégagées : Philibert Vrau est un conquérant et un organisateur. Il est rompu par son travail à la négociation, mais son évolution intellectuelle et spirituelle lui permet de donner libre cours à la négociation mise au service d'un but non plus économique, mais moral et caritatif. Intellectuellement et spirituellement, Philibert Vrau était un conquérant et un organisateur, qui attendait d'avoir trouvé la certitude pour devenir un négociateur. Alors même qu'il apprenait le métier d'entrepreneur, c'est dans un autre domaine qu'il se préparait à exercer son esprit d'entreprise.

---

<sup>20</sup> Xavier THÉRY, *op. cit.*, p. 20-21.

## **Philibert Vrau, chef d'entreprise. Philibert Vrau et l'argent**

*Xavier Théry, industriel, Lille*

Deux aspects sont traités : Philibert Vrau, chef d'entreprise et Philibert Vrau et l'argent

Le deuxième sujet découle du premier car Philibert Vrau n'avait pas de fortune personnelle et c'est l'entreprise qui lui a procuré l'argent, qui soutiendra ses activités de bienfaisance et ses activités religieuses.

I - Le chef d'entreprise

### **a) L'origine des Etablissements Vrau**

Déjà bien avant la Révolution, la ville de Lille était une place importante pour la fabrication du fil à coudre. En 1860, Lille emploie 7.000 ouvriers filtiers. La maison Vrau, fondée en 1816, connaît des débuts difficiles jusqu'en 1860. La période du second empire de 1853 à 1870 est très favorable à l'industrie. C'est la période du développement des chemins de fer, des banques et du commerce international avec des traités de commerce qui le favorisent.

Philibert, seul fils, avait commencé à travailler jeune dans l'entreprise de son père. En 1860, il a 31 ans et peut donner toute sa mesure.

### *b) Le développement de l'entreprise*

L'article de base est le fil de lin pour la couture à la main, le célèbre « Fil au Chinois ». Vers 1860 la pelote remplace l'écheveau. C'est une amélioration et une nouveauté.

La Maison Vrau était une filterie et non une filature. Elle achète en filature des fils de lin, les retord, les travaille et les conditionne pour la vente au public. L'entreprise emploie surtout des petites machines à pelotonner, de la dimension d'une grosse machine à coudre. Le personnel est essentiellement féminin et jeune, car les ouvrières, engagées à la sortie de l'école, quittent le travail à l'occasion du mariage.

Le succès vient, car la vente décuple entre 1860 et 1870 et de ce fait des bénéfices importants apparaissent. La Maison Vrau occupe presque 1.100 personnes en 1870. Sans jamais de licenciement, il y aura diminution du personnel par l'amélioration de la productivité et stabilisation autour de 600 personnes : 500 femmes et 100 hommes.

Les raisons du succès sont d'abord techniques : un bon fil de lin régulier et recouvert d'un enduit à base de cire d'abeille qui facilite le glissement du fil dans le tissu. L'article est bien présenté, il est ceinturé d'une jolie étiquette imprimée en couleur or sur fonds bleu acier avec une lisière rouge ou bleue respectivement pour le fil noir ou blanc.

Les raisons commerciales sont les causes déterminantes du succès. Les Vrau ne s'y sont pas trompés. Ils ne parlent pas de « la fabrique » ou de « l'usine », ils disent : « la maison de commerce » :

- Une seule marque « Fil au Chinois » à la différence de la concurrence éparpillée dans des quantités de marques.

- Un excellent réseau de représentants exclusifs intéressés aux ventes et bien payés. La clientèle c'est pour la France 3.000 grossistes en mercerie qui vendent à 30.000 détaillants : des merciers et bien d'autres.
- A partir de 1880, une publicité nécessaire pour contrer la concurrence, et en même temps des procès qui seront tous gagnés contre des « Général chinois », « Magot chinois », et autres chinoiseries. Une très belle affiche colorée, imprimée par le procédé nouveau de la lithographie, est tirée à des milliers d'exemplaires. Elle sera apposée dans les gares et dans les magasins de détail.
- La défense des prix et des marges des grossistes. En raison de son succès, le fil « au Chinois » court le risque de devenir un article d'appel, ce qui assurerait un succès éphémère. Sous peine d'arrêter les livraisons, Vrau interdit à ses grossistes de vendre en dessous d'un prix fixé.
- Le système de « Bonifications de fin d'année » (B.F.A.) : A l'époque, les marges des grossistes étaient faibles, 5 à 6 %. La bonification de fin d'année était un système de remise non seulement proportionnelle mais progressive sur le chiffre d'affaires du client pendant l'année. Les concurrents s'efforcèrent de lutter en réunissant leurs ventes pour créer une B.F.A. commune. Leur système était lourd et peu efficace.

### *c) Les résultats*

Le chiffre d'affaires est très réparti entre les clients, ce qui limite les risques financiers. La vente porte essentiellement sur un seul article en deux nuances, noir et blanc, dans une dizaine de grosseurs. Bon an, mal an, il se vend régulièrement 70 millions de pelotes de 50 mètres par an, soit à peu près deux pelotes par Français. Le prix payé par le consommateur est de huit centimes de franc-or par pelote, soit environ 0,30 euros. A l'origine la part de Vrau dans le marché est de 25 %, sans doute plus par la suite.

Nouveau venu, le fil à coudre en coton présenté sur bobine bois par de nombreux fabricants, dont J.T.P.F. et Wallaert, connaît un développement parallèle. Il ne concurrencera véritablement le fil de lin qu'à partir de 1910.

Le chiffre d'affaires moyen annuel se situe autour de cinq millions de franc or par an avec un bénéfice moyen de 16 % soit environ 800.000 francs. A l'époque il n'y a pas d'impôt sur les bénéfices, ni même de taxes sur les ventes.

### **d) Comment expliquer ce bénéfice, alors que les concurrents, sauf exception, vivaient ?**

Il y avait certainement une économie sur les achats de filés faits par grosses quantités, longtemps en Angleterre. La matière représentant 50 % du prix de vente, une économie de 4 % sur les achats représentait 2 % du prix de vente. Les frais de représentation sont ramenés de 5 à 1,5 %, d'où une économie de 3,5 %. L'économie sur les frais généraux peut être chiffrée à 2,5 %, et cela fait au total une économie de 8 %. Le reste de la marge se trouve dans un prix de vente légèrement plus élevé que celui de la concurrence et qui reste stable à une époque où le franc était lui-même stable.

### **e) Le rôle de Philibert Vrau dans l'entreprise**

A côté de son père qui meurt à 78 ans en 1870, Philibert Vrau joue un rôle moteur dans le développement. En 1866, son beau-frère, Camille Feron-Vrau qui était un médecin apprécié, cède aux instances de sa belle-famille et abandonne la médecine pour seconder Philibert. Il y avait à cela deux raisons. La première était

d'assurer une suite familiale à l'entreprise, car Philibert, pour des raisons religieuses, avait décidé de ne pas se marier. La deuxième était d'assurer une présence patronale dans l'entreprise, car Philibert était déjà très pris par des activités extérieures et voyageait souvent.

Philibert était responsable de l'extérieur, c'est-à-dire des rapports avec les fournisseurs et avec les clients. C'était un ou deux gros marchés de filé de lin par an. Quant à la clientèle, il était relayé par ses représentants exclusifs et il y allait de moins en moins.

Camille supervise l'intérieur avec un directeur pour l'usine et un chef de service pour le bureau commercial. Il contrôle le courrier avec les clients et les représentants.

Grâce à la relative permanence du marché et à l'économie de la gestion, au prix d'une baisse progressive des ventes, la Maison Vrau va passer deux guerres et vivre jusqu'en 1960 sur les bénéfices de son fil « Au Chinois ». En 1960, il fallut renouveler complètement les produits et les méthodes de ventes, sans jamais retrouver les résultats de la gestion de Philibert Vrau ... mais ce n'est plus dans le sujet !

### **f) Vie sociale et religieuse dans l'entreprise**

Jean-Pierre Hirsch, professeur d'histoire à l'Université de Lille III, a écrit : « On peut être déconcerté par la notion même d'usine chrétienne qui produit des vocations religieuses en même temps que du fil à coudre »<sup>21</sup>.

Le personnel est surtout féminin et jeune. La moitié des postes de travail sont assis. Il n'y a jamais de chômage. Les salaires sont ceux de la profession. Entre 1866 et 1910, avec un franc-or stable, il y a eu en gros un doublement de salaires pour un horaire de travail réduit de 72 à 60 heures, un peu moins pour les femmes. Il était difficile à la Maison Vrau de payer beaucoup plus que les autres usines textiles qui étaient à touche-touche dans Lille, sans leur nuire gravement, autrement dit en acculer certaines à la ruine et au chômage.

Par contre les institutions et les aides sociales étaient très développées : aides tarifées pour maladies, femmes en couche, retraites ... Les problèmes graves étaient connus des religieuses, toujours au contact du personnel, et, en cas de besoin, les patrons de l'entreprise, ou leurs femmes, intervenaient. Il y avait chez Vrau quelque peu de l'esprit des anciennes corporations.

Un conseil dit patronal avec une section d'hommes et une section de femmes a fonctionné de 1889 à 1905. Il avait vocation pour les questions sociales, religieuses et de travail. C'était, un ancêtre du comité d'entreprise.

Pour apprécier la vie chrétienne dans l'entreprise, il faut savoir qu'à l'époque le milieu ouvrier à Lille était, en bonne partie, chrétien. Cinq à six religieuses de la Providence de Portieux furent présentes dans l'entreprise où elles avaient une maison de communauté, entre les années 1876 et 1962.

Dans les ateliers elles dirigeaient une courte prière avant et après le travail. Elles faisaient le calcul des salaires mais ne touchaient pas à la production, ce qui était le rôle des contredames.

---

<sup>1</sup> *Revue du Nord*, p. 413, avril-juin 1999.

Elles assuraient la préparation des messes et des cérémonies religieuses et l'organisation des fêtes. Elles tenaient des patronages, une école ménagère et faisaient des visites dans les familles. Des retraites annuelles étaient organisées. Il y eut même des retraites fermées d'hommes à Mouvaux qui furent interdites par le sectaire Gustave Dron. Il y avait une chapelle dans l'usine avec un aumônier attiré qui était un père jésuite.

Une des conséquences fut une extraordinaire floraison de 85 vocations religieuses dans de multiples congrégations entre 1871 et 1953. « Les meilleures s'en vont », disait le directeur. Camille Feron-Vrau répondait : « Cela nous sera rendu en grâce dans le ciel ». Les ouvrières entraient souvent chez Vrau de mère en fille : « Nos filles seront préservées des mauvaises influences de l'atelier ». Hommes et femmes y étaient assurés de l'avenir et heureux autant que peut se faire sur la terre. Il n'y a jamais eu de grève chez Vrau, pas même en 1936 et 1968. C'est certainement un signe.

## II - Philibert Vrau et l'argent

### *a) Les revenus et leur utilisation*

Albert Westeel, homme de confiance à l'Université catholique, a dit : « il désirait gagner de l'argent, mais pour pouvoir en donner davantage ». Plus précisément, un autre a rappelé une parole de Philibert Vrau : « On ne sait pas à quel point les gens qui n'ont pas l'indépendance de la fortune, manquent d'initiative et sont portés aux solutions timides, contrairement à leur véritable manière de voir ».

Les revenus de la famille Vrau ont été précisés plus avant. Ils venaient tous de l'entreprise et les Vrau, et pas plus les Feron-vrau, n'ont jamais eu d'autres biens. Madame Vrau mère mourut en 1888, son mari était décédé en 1870. Elle touchait d'abord la moitié des bénéfices, plus tard le tiers. Philibert Vrau faisait part égale avec son beau-frère Camille Feron-Vrau. A la fin, de la vie de Philibert, Paul Feron-Vrau, fils de Camille et successeur dans l'entreprise, fera des prélèvements importants pour la presse catholique. L'entente dans la famille Vrau a toujours été excellente. Il y avait une grande unité de vues entre tous ses membres. Si Camille avait une famille avec des enfants, son train de vie était très modeste, de petite bourgeoisie, a dit le Chanoine Hautcœur.

Qu'en était-il de la répartition des revenus de l'entreprise ? A partir de 1876 et pendant de longues années les associés se partageaient les bénéfices, à raison de 7 % du chiffre d'affaires. Le surplus allait à l'Université catholique. Celle-ci toucha en tout 13.500.000 francs-or. Il faut mentionner un compte ICAM (Institut Catholique des Arts et Métiers) à hauteur de 850.000 francs et un compte écoles paroissiales de 1.420.000 francs.

A titre personnel, Philibert a touché 5.400.000 francs. Jusqu'en 1888 il était logé et nourri par sa mère. Il le fut ensuite chez son beau-frère et sa sœur auxquels il payait une pension. Si on ajoute à la pension, ses dépenses personnelles très limitées et les dépenses des nombreux voyages qu'il faisait aux prix les plus réduits, Philibert Vrau a disposé pour ses libéralités d'environ 5.000.000 francs. Il a fait des achats importants de locaux pour les grands patronages. Il a mis 100.000 francs de sa poche pour permettre aux religieuses du Sacré-Cœur, dont les moyens étaient insuffisants, d'acheter, rue Royale à Lille, l'hôtel de Wambrechies qui abrita les débuts de l'Université catholique et qui est aujourd'hui le siège de l'évêché de Lille. Il a mis de l'argent dans les nouvelles églises de Lille. S'il ne voulait pas d'églises très coûteuses, il ajoutait le presbytère, les écoles et le patronage. C'est ainsi que le curé de la paroisse Saint-Pierre-Saint-Paul à Lille a dit qu'il lui avait versé plus de 300.000 francs en dix ans. A l'occasion il a mis de l'argent ailleurs. Il a financé la reconstruction de l'église des Liquisses dans la paroisse de Nant près du plateau du

Larzac. Il a financé des congrès eucharistiques internationaux, encore que dans certains cas son crédit ait suffi, a dit un responsable. Il faut mentionner enfin l'aide à des personnes en difficulté, soit à des gens modestes souvent par son employé et ami Charles Baudelle pour garder la discrétion, ... soit à d'autres...

#### *b) Autour de l'argent, ses rapports avec les autres*

Philibert Vrau était très honnête et son comptable a dit dans une formule pittoresque : « Il n'a jamais volé un millième de centime ». Louis Bosquier, le directeur de l'usine ajoute le trait suivant : « Il n'a, je crois, lésé personne. Il a même fait rendre une somme que la douane n'avait pas perçue par erreur et il s'arrangea même pour que l'homme de quai ne fut pas inquiété pour l'erreur commise ».

Son aide financière était intelligente. Au début de la guerre de 1870 régnait l'incertitude du lendemain. Dans une lettre à un représentant, Camille Feron-Vrau écrit : « Nous n'avons qu'un but immédiat, c'est de nourrir nos ouvriers, les temps sont durs et le seront encore plus pendant l'hiver ». A l'époque l'entreprise occupait plus de mille personnes.

L'aide était discrète. Il existe sur ce point de multiples témoignages. Il a voulu que l'origine de ses dons à l'Université restât inconnue. Dans une lettre au recteur il écrit : « Vous êtes plus à remercier que moi. J'aurais seulement une demande à vous faire : c'est que l'origine des dons restât inconnue. C'est la condition *sine qua non* qui a été mise au début » (mots soulignés dans le texte). Pour les écoles paroissiales, la caisse de compensation entre paroisses riches et paroisses pauvres ne suffit pas. Maurice Gonnet, le secrétaire général, parle d'un « mystérieux fonds de réserve » et il ajoute : « Qu'était le fonds de réserve, sinon la bourse de Monsieur Vrau ? » Cette discrétion ressortait de la vertu d'humilité. Elle avait aussi pour raison de ne pas tarir les dons d'autres personnes. « Pourquoi donner ? Après tout, les Vrau s'en chargent ! ».

Sa délicatesse vis-à-vis des autres lui interdisait de faire sentir le poids de son argent dans la discussion. L'avocat, Gustave Théry, était souvent en rapport avec les « deux frères » : « Une chose que j'ai toujours admirée, disait-il, c'est leur attitude dans les discussions... ils auraient pu souvent dire : « après tout c'est moi qui paye. » Jamais je n'ai entendu ni l'un ni l'autre, dire le moindre mot pour faire sentir le poids de son argent ».

#### **c) Une partie importante de son argent a bénéficié à des pauvres**

Le million et demi de francs donné aux écoles paroissiales allait aux paroisses pauvres de Saint-Sauveur, Wazemmes, Moulins-Lille. Il en était souvent de même pour la construction des églises, le cas de la paroisse Saint-Pierre-Saint-Paul de Wazemmes est cité plus haut. Les grands investissements scolaires, Université, ICAM, bénéficiaient souvent à des familles méritantes sinon pauvres. Il faudrait encore citer l'aide apportée par la Société de Saint-Vincent-de-Paul à laquelle il donna un très grand développement dans le Nord et le Pas-de-Calais. Une estimation raisonnable chiffre à 300.000 francs par an la valeur des distributions annuelles faites par les Conférences à la fin de son mandat.

#### **d) Quel part de l'argent pour lui-même ?**

Philibert Vrau ne s'est pas marié par libre choix de conscience. Il n'a jamais eu de maison à lui. Bien entendu, il n'a pas eu d'équipage, de maison de campagne, de vacances à la mer. Quand c'était possible, il voyageait en troisième classe et descendait dans des hôtels de troisième catégorie. Un ami raconte que de passage à Rome il interrogea Philibert Vrau : « Vous qui connaissez bien Rome et y êtes allé souvent, pouvez-vous m'indiquer un hôtel convenable ? Philibert Vrau s'y refuse.

L'autre le persécute et finit par obtenir le renseignement désiré : « J'y ai logé une nuit, mais pas deux » ajoute l'ami.

Il dépensait ses revenus au fur et à mesure et ne voulait pas conserver un compte important dans la société. Paul Feron-Vrau, son neveu, raconte qu'à sa mort « sa succession était tellement réduite que nous avons craint les réclamations du Fisc devant l'in vraisemblance et pourtant l'exactitude de nos déclarations ».

L'entreprise Vrau gagnait beaucoup d'argent. Philibert Vrau a refusé de s'engager dans d'autres activités professionnelles, comme le font beaucoup de chefs d'entreprise de notre époque. Il aurait pu facilement monter une filature de lin pour fabriquer les très importantes quantités de fils que son entreprise utilisait et ajouter les bénéfices de la filature à ceux de la filerie. Philibert Vrau s'y est toujours refusé. C'était un sage.

En conclusion, Vrau, chef d'entreprise exemplaire et homme parfaitement désintéressé, s'attachait à la seule chose importante pour lui : faire avancer sur la terre le royaume de Dieu. C'est le texte de l'affiche du « Fil au Chinois » :

« Gloire à Dieu au plus haut des cieux et paix sur la terre aux hommes de bonne volonté. »

## **Aspects professionnels, syndicats et corporations**

*Jacques Bonte, industriel, Lille*

Je serai sans doute le seul intervenant qui ne vous parlera pas directement de Philibert Vrau puisqu'il m'a été demandé de vous décrire son environnement économique, social et professionnel et celui de son entreprise dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

Mon exposé comportera trois parties : d'abord l'évolution de l'industrie textile lilloise au cours du XIX<sup>e</sup> siècle ; puis l'évocation rapide de la situation sociale ; enfin, je vous parlerai des patrons lillois et des actions collectives professionnelles ou associatives dont Philibert Vrau a d'ailleurs été souvent l'animateur.

### **I - L'environnement économique**

#### **a) Les origines**

Une activité textile artisanale est importante à Lille depuis très longtemps, ainsi que dans les fermes du « plat pays » environnant, comme dans toutes les régions non viticoles, en complément des ressources agricoles. Production et négoce sont soumis au contrôle sévère des corporations qui entendent en garder la maîtrise et imposent des règlements malthusiens. Un « maître » ne peut avoir plus de cinq métiers à tisser et ni être commerçant. Un commerçant ne peut fabriquer. La liberté de produire et de vendre pour tous ne date que de 1762.

Les patrons lillois garderont longtemps une certaine nostalgie des corporations dont, pourtant, le malthusianisme a eu des effets négatifs et entraîné un déclin relatif du textile lillois. C'est ainsi que la production d'étoffes de laine disparaît complètement à Lille à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle au profit de Roubaix-Tourcoing. Heureusement, le coton a pris le relais. Le lin, filé dans les campagnes, est tissé à Lille pour la fabrication de la toile à matelas. La filerie, opération qui consiste à retordre plusieurs fils de lin ou de coton pour en faire du fil à coudre ou de la dentelle, occupe 6.000 ouvriers en 1810 dans de petits ateliers de cinq personnes en moyenne alimentant 30.000 dentellières.

#### **b) La Révolution industrielle**

Tout change : liberté de produire et de vendre, disparition des corporations, mécanisation, transport ferroviaire. L'industrie textile et la confection sont les premiers secteurs bénéficiaires de cette industrialisation avec plus du tiers des emplois industriels recensés en France en 1906, soit 2,5 millions de salariés sur 7.2 millions.

La région connaît de ce fait une forte explosion démographique : la population de Lille passe de 56.000 à 210.000 au cours du siècle, en absorbant quatre communes périphériques, il est vrai. D'autres centres se développent encore davantage : de 2.000 à 15.000 à Fourmies, de 7.000 à 29.000 à Armentières, de 12.000 à 80.000 à Tourcoing, de 8.000 à 120.000 à Roubaix. Le même phénomène se produit à Verviers en Belgique, à Barmen-Elberfeld en Rhénanie. La palme revient à Bradford dont la population est multipliée par vingt-deux pendant la même période.

#### **Première phase : Le décollage (1800-1840)**

Le premier métier à filer mécanique, la « mule jenny », est importé en fraude d'Angleterre. Des filatures aux noms bien connus se créent : Wallaert en 1815, Le

Blan en 1816, Thiriez en 1833. Il y a cinquante filatures de coton en 1832 dont la moitié équipée de machines à vapeur. On compte une douzaine de filatures de lin mécaniques avec 1.500 ouvriers à la même date. Il y a cinquante-six fileries en 1825, dont celle créée par François-Philibert Vrau, père de Philibert, en 1816 qui connaît des débuts difficiles, emploie seize ouvriers en 1825, quarante en 1840.

### ***L'explosion (1840-1870)***

C'est entre 1840 et 1870 que se produit l'explosion industrielle proprement dite. Le matériel de filature se perfectionne, le peignage de laine et le tissage se mécanisent. Cette époque connaît de nombreuses créations nouvelles, mais aussi des concentrations. Certaines entreprises deviennent importantes. Quatre filatures de lin lilloises ont plus de 5.000 broches en 1840 : Scribe Labbé avec 10.000 broches, Agache & Droulers et Le Blan 6.000.

Il y a aussi des périodes de crise. Celle de 1848 entraîne la faillite de Le Blan, racheté par Agache & Droulers. Julien Le Blan lance une nouvelle filature de lin en 1855, puis une filature de coton à la fin du second Empire. Le blocus des exportations de coton américain, dû à la guerre de Sécession, crée des difficultés d'approvisionnement en coton brut, le traité de commerce avec l'Angleterre ouvre la porte aux concurrents britanniques, une nouvelle dépression apparaît dans les années 1860.

En filerie de lin, les entreprises subissent la concurrence des fils de coton plus souple que le lin pour les nouvelles machines à coudre. Puis, le marché de la dentelle à main disparaît. Les cinquante-six entreprises de 1825 ne sont plus que vingt-neuf en 1845, vingt en 1860. Les plus importantes sont Crespel, Fauchille-Delannoy et Vrau qui connaît au contraire un fort développement : lancement de la marque de fil « au chinois » en 1847, mise en place d'un réseau de représentants, prospection du marché allemand. Les ventes décuplent en dix ans, les effectifs atteignent 1000 salariés en 1870.

### ***La consolidation (1870-1914)***

C'est à nouveau l'alternance de périodes de croissance et de crises. La concentration se poursuit : il ne restera plus que vingt filatures de coton en 1900 avec 30.000 broches en moyenne, dix-sept filiers en lin (ils seront quatre en 1920). Vrau couvre 25 % du marché mais retombe à 500 salariés.

En même temps, la croissance se poursuit, des filatures deviennent très puissantes : plus de 1.000 salariés chez Le Blan, 1.500 chez Thiriez, 3.500 chez Agache qui a racheté des firmes concurrentes. D'autres vont construire des usines à l'étranger, là où les marchés sont protégés.

En résumé, cent ans d'un développement fantastique, marqué par des progrès techniques et une formidable expansion, mais avec aussi des crises économiques – les historiens en comptent onze principales au cours du XIX<sup>e</sup> siècle et cela sera aussi le contexte de l'industrie textile au XX<sup>e</sup> – et le début de tensions sociales.

## **II - La situation sociale**

Camille Feron-Vrau évalue à 100.000 le nombre de salariés textiles à Lille en 1874, pour une population de 160.000 habitants. D'où viennent-ils ?

Certains sont d'anciens artisans ou des paysans façonniers déracinés de leurs campagnes par la disparition du travail à domicile. Il y a aussi des Belges réduits au chômage par la coupure du marché français après la chute de l'Empire et

l'indépendance de la Belgique. On en compte 30 % dans la population lilloise, 55 % à Roubaix à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Se pose naturellement le problème du logement. La description qui en est faite par Camille Feron-Vrau en 1896 à la Société industrielle est effrayante :

« Il est impossible de se figurer l'aspect des habitations de nos pauvres si on ne les a visitées. L'incurie dans laquelle ils vivent attire sur eux des maux qui rendent leur misère affreuse, intolérable, meurtrière. Leur pauvreté devient fatale par l'état d'abandon et de démoralisation qu'elle produit. Dans leurs caves obscures, dans leurs chambres qu'on prendrait pour des caves, l'air n'est jamais renouvelé, il est infect ; les murs sont plâtrés de mille ordures..., s'il existe un lit, ce sont quelques planches sales, c'est de la paille humide et putrescente... ».

Il n'y a quasiment pas de législation sociale : la loi de 1841 qui interdit le travail des enfants avant huit ans n'est même pas respectée ; celle de 1878 fixe l'âge limite à dix ans et la durée du travail à six heures par jour jusqu'à quatorze ans, douze heures pour les adultes, six jours par semaine, 52 semaines par an. Les règlements intérieurs des usines sont draconiens, truffés d'interdictions, de sanctions et d'amendes. Il n'y a ni préavis de licenciement, ni protection sociale en dehors de quelques initiatives individuelles d'entreprises telles que les Ets Vrau. Les salaires se situent autour de 1,60 F par jour pour un homme adulte au milieu du siècle, 2,60 F à la fin du siècle, soit de l'ordre de sept euros actuels pour une journée de douze heures !

Les syndicats sont interdits jusqu'à ce que la loi de 1884 les autorise. Ils se créent alors très rapidement. On assiste à une montée du socialisme. Les syndicats et groupes corporatistes de tendance guesdiste se fédèrent dans ce qui deviendra la CGT en 1895. Les premiers syndicats chrétiens naissent à Paris en 1887, puis dans le Nord où un congrès régional se tient à Lille en 1895, curieusement placé sous la présidence d'honneur d'un patron, Léon Harmel.

Auparavant, des mouvements sociaux étaient déjà apparus spontanément, notamment à l'occasion de la Révolution de 1848, puis de la Commune en 1870. Une menace de grève à Lille arrache une augmentation des salaires en 1886. Des affrontements durs se produisent avec les forces de l'ordre en 1890, des Premier mai tumultueux à Roubaix-Tourcoing, sanglant à Fourmies où on déplore la mort de 9 manifestants en 1891.

C'est au cours des années 1890 qu'apparaissent les prémices d'une véritable législation sociale. Un processus de réduction de la durée du travail à dix heures par jour est engagé en 1892, qui aboutira complètement vingt ans plus tard en 1912.

### **III - Le patronat**

Les patrons des entreprises textiles lilloises en cette seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle constituent un groupe, à la fois divers dans ses origines et homogène dans son comportement.

Parce que composé à la fois d'héritiers de familles notables de l'Ancien régime comme les Descamps ou les Crespel - maîtres des corporations, négociants ou manufacturiers – et « d'immigrés » d'origine rurale, de professions libérales comme l'agent de change François-Joseph Vrau, grand-père de Philibert, ou le médecin Camille Feron-Vrau, son beau-frère, ou encore de commerçants ou de salariés promus comme les Thiriez.

Mais ce groupe d'origines diverses est devenu homogène, les nouveaux venus calquant leur comportement et leur mode de vie sur ceux des anciens. Il

présente des traits largement partagés : l'esprit d'entreprise, l'ardeur au travail, le lien entre famille et entreprise, une grande austérité dans la vie courante, une rigueur morale et une pratique religieuse largement répandues. Des unions matrimoniales dans le milieu renforcent sa cohésion, ainsi que le sentiment que son pouvoir, ses intérêts économiques et l'Église sont fortement menacés par l'anticlérisme de la III<sup>e</sup> République et la montée du socialisme. Ce sentiment de vulnérabilité et aussi une certaine nostalgie des corporations de l'Ancien régime expliquent leur volonté d'agir ensemble dont je voudrais vous donner deux illustrations : l'action professionnelle au sein du Comité des fabricants de fil à coudre et l'Association Catholique des Patrons du Nord et la corporation de Saint-Nicolas.

### **a) Un début d'organisation professionnelle : le Comité des fabricants de fil à coudre**

La loi Le Chapelier de 1791 interdit les corporations. La République est soucieuse de faire respecter le libéralisme en matière économique autant que politique et d'éviter toute ingérence de corps intermédiaires entre la puissance publique et les citoyens. Il y en aura pourtant après la Restauration, davantage encore après 1848, jusqu'à ce que la loi autorise la création de syndicats patronaux et salariés en 1884. De fait, un comité des filateurs de coton se crée dès 1824 à Lille pour fixer des règles dans les relations entre filateurs et acheteurs. D'autres professions suivent.

Une convention est signée par les filiers en lin en avril 1848, renouvelée en 1860 et 1888 pour fixer des conditions de vente communes, les délais de règlement et les escomptes. Un Comité des fabricants de fil à coudre de lin est créé vers 1850, qui deviendra Syndicat des fabricants de fil à coudre de lin de Lille et Comines en 1890 et dont Camille Feron-Vrau sera le premier président.

Son objectif principal est de régler les litiges entre filiers par la conciliation et d'éviter une concurrence déloyale entre eux. Il y avait notamment de nombreux contentieux relatifs à la contrefaçon. Le Comité vise aussi à maintenir une protection à l'importation, à freiner la politique libre-échangiste du Second Empire (traité de libre-échange avec l'Angleterre) et à encourager le retour au protectionnisme (loi Méline de 1892).

De nombreuses dissensions persisteront entre les filiers. Camille Feron-Vrau tentera de mettre en place un conseil arbitral pour régler les conflits sur les contrefaçons, puis une commission de surveillance des conditions de vente 1892. Il finira par donner sa démission en 1899 à la suite d'une polémique le mettant en cause à propos de cadeaux publicitaires.

### **b) Les débuts du christianisme social : l'Oeuvre des Cercles et l'Association Catholique des Patrons du Nord**

Les questions sociales n'entraient pas dans le champ de compétence ni dans les préoccupations du syndicat des fabricants de fil à coudre. De fait, **un fossé s'est creusé** entre la France bourgeoise et rurale et la classe ouvrière naissante, que révèlent en particulier les émeutes de 1848 et leur dure répression.

Les catholiques découvrent la « question sociale » sous le règne de Louis-Philippe. Différentes œuvres caritatives sont initiées par des religieuses, des prêtres ou des laïcs, telle la première Conférence de Saint-Vincent-de-Paul créée par Frédéric Ozanam et un groupe d'étudiants lyonnais en 1833. Des courants apparaissent : monarchiste, socialiste chrétien, démocrate chrétien. En 1855, Le Play préconise le « patronage », appelant les patrons à leur devoir de solidarité envers les ouvriers qui, en retour, lui doivent affection et respect.

Le catholicisme social connaît une étape importante au début des années 1870 avec la création de l'Oeuvre des Cercles par Albert de Mun et René de la Tour du Pin. Des initiatives semblables sont prises à Reims par Léon Harmel, à Lille par Camille Feron-Vrau en 1872. Ce dernier crée un Comité des cercles catholiques qui adhère au Comité central de Paris en 1873. Lui-même présidera longtemps le Cercle de Notre Dame de la Treille. Dans le rapport qu'il fait au congrès national de Lyon en 1874, il indique clairement que ces cercles sont « pour les patrons le seul moyen possible de continuer, au sortir de l'usine, leur patronage effectif ». Il s'agit de restaurer une société chrétienne et de rétablir les corporations de l'ancien régime. Dans l'encyclique *Humanum genus*, le pape Léon XIII encourage les patrons chrétiens à s'engager dans la voie « des corporations ouvrières destinées à protéger, sous la tutelle de la religion, les intérêts du travail et les mœurs des travailleurs ».

Dans la mouvance de l'Oeuvre des cercles catholiques d'ouvriers, des patrons catholiques se réunissent à Lille, à Tourcoing, à Roubaix. Au cours d'une retraite, en 1884, 36 d'entre eux décident de créer l'Association Catholique des Patrons du Nord (A.C.P.N.). Henri Bayart, l'un des initiateurs, en définit ainsi le programme d'action :

« Agir en patrons chrétiens comprenant leur devoir et soucieux de le remplir ; exercer en conséquence, au profit de nos ouvriers, l'autorité dont Dieu nous a donné le dépôt ; organiser chrétiennement nos usines et faciliter la pratique du bien ; nous préoccuper aussi de leurs intérêts matériels ; créer de concert avec eux toutes les institutions économiques, d'épargne et de prévoyance de nature à améliorer leur condition et à les garantir contre les diverses éventualités de la vie ; rétablir en un mot, sous la direction de l'Église, les antiques corporations chrétiennes, selon le désir exprimé par Léon XIII ».

L'A.C.P.N. organise régulièrement des conférences et des retraites auxquelles les ouvriers sont invités à participer au Château Blanc, à Wasquehal, puis à Notre-Dame du Hautmont, construit à Mouvaux en 1890 par les jésuites. 2.136 retraitants y sont accueillis dès 1891, dont 1.243 ouvriers. Des patrons se rendent en pèlerinage à Rome accompagnés par 600 ouvriers en 1889. L'A.C.P.N. s'efforce d'organiser une vie religieuse à l'intérieur des entreprises. C'est le rôle de la « Confrérie Notre-Dame de l'usine » fondée en 1887, qui forme des « dizainiers » et des « dizainières » pour encadrer les ouvriers chrétiens sous le contrôle des doyens. Les « petites sœurs de l'ouvrier » jouent le rôle d'assistantes sociales, parfois de contremaîtresses, dans les ateliers. Des aumôniers sont désignés dans des usines, certaines possèdent leur propre chapelle.

Dans l'esprit des fondateurs, « l'association morale et religieuse précède l'association économique ». C'est pourquoi ils créent des « syndicats mixtes » dont l'idée de base est de regrouper délégués patronaux et ouvriers de façon à éviter des syndicats séparés qui dresseraient les uns contre les autres et de combattre le socialisme. La présidence revenait de droit à un patron.

C'est ainsi que se constitue la Corporation chrétienne de Saint-Nicolas à Lille en 1885, à l'origine de réalisations sociales tout-à-fait novatrices dans un environnement qui ne connaissait, rappelons-le, que des initiatives privées d'entreprises. Citons un bureau de placement, une Caisse d'épargne, la Société de secours mutuel Notre-Dame intervenant en cas de maladie, de maternité et de décès, des caisses d'assistance ou de prêt pour les salariés dans le besoin ne bénéficiant pas de ces mutuelles, la Caisse patronale d'assurance mutuelle contre les accidents du travail, un économat de type coopératif, la Société des logements ouvriers de Ste Marie-Madeleine et quelques autres.

L'A.P.C.N. connaîtra de fortes tensions. En 1891, elle décide de se constituer en Syndicat professionnel des patrons du Nord, dont Camille Feron-Vrau est désigné président. Mais la loi de 1881 considérant les questions religieuses comme

étrangères à l'objet des syndicats, elle est citée devant le tribunal correctionnel et dissoute en 1892. Elle prolongera son activité sous la forme associative.

La même année 1891, l'encyclique *Rerum novarum* de Léon XIII dénonce l'injustice sociale, pose la question d'un « juste salaire » et reconnaît la légitimité des syndicats, y compris séparés. Les « catholiques libéraux » de l'A.P.C.N. ne peuvent s'opposer ouvertement à l'enseignement pontifical, mais ne s'y rallieront jamais vraiment. C'est le début de controverses avec « les chrétiens sociaux » comme Eugène Duthoit ou les fondateurs des Semaines sociales. Un conflit oppose Camille Feron-Vrau et Léon Harmel. Ces tensions se prolongeront dans ce qu'on appellera « la querelle du modernisme social » jusqu'à la guerre de 1914, date à laquelle les syndicats mixtes se dissoudront à la demande de Mgr Charost, premier évêque de Lille.

En conclusion, la période 1870-1914 a été une période charnière. La révolution industrielle avait entraîné une forte expansion de l'industrie dans un environnement ultra-libéral que ni les interventions de l'État, ni un contrepouvoir syndical, ne venaient tempérer. Il en est résulté un grand essor économique, mais au prix d'une situation sociale humainement insupportable et explosive. La prise de conscience par certains patrons de leur responsabilité sociale, l'émergence du syndicalisme et la volonté des pouvoirs publics de mettre en place une réglementation du travail ont commencé à en tempérer les excès. Après 1918 et au cours du demi-siècle qui suivra, se construira progressivement un modèle économique-social plus équilibré entre initiative et solidarité, modèle actuellement remis en question du fait de la mondialisation.

L'apport qui me semble le plus novateur dans la démarche des patrons catholiques de l'époque est d'avoir confié la gestion des œuvres sociales à des institutions collectives, autonomes par rapport aux entreprises, associant les salariés, même si leur caractère éminemment paternaliste ne permet pas de la qualifier de « paritaire ». Cette amorce de mutualisation a porté ses fruits dans la phase suivante avec la création d'une véritable protection sociale étendue à tout le pays, issue pour une part d'initiatives patronales ou paritaires de notre région. Pour reprendre les termes de la déclaration des dirigeants des syndicats mixtes au moment de leur dissolution : « le travail n'a pas été perdu ; il a déblayé la voie, montré les possibilités réalisables ».

## Sources

- Archives Vrau.
  - Les patrons chrétiens du Nord, leur association, leurs œuvres. Camille FERON-VRAU (1903?).
  - Camille Feron-Vrau et l'œuvre des Cercles. Auteur inconnu (1910 ?)
  - *Quelques familles du patronat textile de Lille-Armentières (1789-1914)*. Jean LAMBERT DANSETTE. Emile RAOUST 1954.
  - *Une forme hybride du catholicisme social en France, l'Association Catholique des Patrons du Nord (1884-1895)*. Robert TALMY 1962.
  - Situation sociale et religieuse d'une entreprise à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Xavier THERY (1997).
  - L'organisation patronale des fabricants de fil à coudre de lin dans l'agglomération lilloise de 1848 à 1899. Mémoire de Marylène GUERIN (1996).
  - *Le commis voyageur de Dieu. Philibert Vrau*. Xavier THERY (2002).
- « Patrons Textiles, un siècle de conduite des entreprises textiles à Roubaix-Tourcoing 1900-2000 ». Jacques BONTE. *La Voix du Nord* 2002.
- *L'aventure du christianisme social, passé et avenir*. Jean BOISSONNAT et Christophe GRANNEC, Bayard, Paris, 1999, 156 p.

## **Les femmes de la famille Vrau** *Béatrice Craig, professeur, Université d'Ottawa*

Quel peut être l'intérêt de se pencher sur les femmes de la famille Vrau dans un colloque dédié à Philibert Vrau, et plus particulièrement à Philibert Vrau, homme public ? Comment rattacher les femmes au personnage sans tomber dans l'anecdotique ? Deux dames Vrau, la mère, Sophie, et la sœur cadette, Marie, ont laissé une abondante correspondance qui permet de mieux pénétrer dans leur intimité à deux moments de leur vie : pendant les fiançailles de Marie (décembre 1860- juin 1861), et un peu plus tard, vers 1878-80, quand Sophie, maintenant veuve, voyage. Cette correspondance, lorsque on la recoupe avec d'autres sources permet de saisir le rôle de la religion dans la vie de ces femmes et la manière dont elles comprenaient le rapport à Dieu. Comme on ne manque pas non plus de documentation sur les hommes de la famille, il devient possible de comparer ce rapport à Dieu, ainsi que les formes de piété et la pratique religieuse des hommes et des femmes sur deux générations. Ceci éclaire certaines questions actuellement d'intérêt parmi les historiens. Il y a d'une part la question de la « féminisation » de la religion au XIX<sup>e</sup> siècle (un phénomène qui d'ailleurs n'était pas unique à la France). C'est aux femmes que l'on attribue le maintien du catholicisme en France pendant et après la Révolution, du moins jusqu'à ce qu'une partie des hommes y revienne<sup>22</sup>. La religion du XIX<sup>e</sup>, intimiste, sentimentale, voire doloriste, aurait mieux convenu aux tempéraments féminins que masculins ont même dit certains. La deuxième question est ce fameux retour des hommes à la religion. Dans certaines régions, dont le Nord, les hommes de la bourgeoisie, jusque là indifférents voire anti-cléricaux revinrent à la pratique religieuse dans les années 1840 et 1850<sup>23</sup>.

### **Religion au féminin, religion au masculin**

Les facteurs derrière ce retour continuent à être discutés : alternatives culturelles proposées par Chateaubriand et les Romantiques, qui auraient favorisé l'éclosion d'une atmosphère propice à la pratique religieuse, rôle d'organisations telle la Société St Vincent de Paul, puis après le milieu du siècle, progrès de l'enseignement secondaire catholique, finalement relayé par la Presse catholique sous la III<sup>e</sup> République<sup>24</sup>. L'historien Américain Paul Seeley, notant la continuité de la pratique chez les femmes, y vit un élément déterminant de ce retour. Après la Révolution, Républicains comme conservateurs abandonnèrent la « sphère privée » et l'éducation des enfants, y compris celle des jeunes garçons, aux femmes. Celles-

---

<sup>1</sup> LANGLOIS C., « Féminisation du catholicisme », dans *Du roi très Chrétien à la laïcité républicaine*, éd. par Ph. Joutards, vol. 3 de *L'Histoire de la France religieuse*, dirigée par J. Le Goff et R. Rémond, éd. du Seuil, Paris, 2001, pp. 283-292 ; CHOLVY G., *Christianisme et société en France au XIX<sup>e</sup> siècle, 1790-1914*, éd. du Seuil, Paris, 2001, pp. 35-50 ; GIBSON R., « Le catholicisme et les femmes en France au XIX<sup>e</sup> siècle », dans *Revue d'histoire de l'Église de France* LXXIX (1993), pp. 63-93 ; DARROW M., « French Noblewomen and the New Domesticity, 1750-1850 », dans *Feminist Studies* 5 (1979), pp. 41-57.

<sup>23</sup> CHOLVY G. et HILAIRE, Y-M., *Histoire religieuse de la France, géographie XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Privat, Toulouse, 2000, pp. 52-56 et 139-141, ainsi que carte p. 46 ; LANGLOIS C., « Une France duelle ? L'espace religieux contemporain », dans *Du roi très Chrétien à la laïcité républicaine*, op. cit., pp. 293-320.

<sup>24</sup> CHOLVY G. et HILAIRE, Y-M., *Histoire religieuse de la France*, pp. 20-22, 79-80 et 236-38 ; CHOLVY G., *Christianisme et société*, pp. 102-107.

ci transmirent à leurs enfants des deux sexes leurs croyances religieuses, et élevèrent des petits croyants des deux sexes<sup>25</sup>.

En comprenant mieux la nature de la religion de Sophie et Marie Vrau, et le processus par lequel les membres de cette famille sont venus ou revenus à l'Église, on peut jeter sur cette question une lumière qui permet de mieux contextualiser Philibert. Car si Philibert était un homme très croyant, il l'était à la manière de son époque. Chez Vrau, ce ne sont pas les femmes qui ramenèrent les hommes à la Foi, où à l'église, mais l'inverse. On ne peut pas non plus parler de différences marquées dans le rapport au religieux des hommes et des femmes de la même génération. Par contre, Il n'en va pas de même entre les générations; la religion tient une place très différente dans la génération du retour que dans celle de leurs parents, même après que ces derniers aient repris la pratique religieuse

## I - La génération des parents

Commençons par la génération des parents. François-Philibert Vrau et Sophie Vrau-Aubineau d'une part, Jacques Feron et Virginie Feron-Montagne, parents de Camille Feron de l'autre, ces derniers apparaissant de temps à autre dans la correspondance familiale. Dans leur jeunesse, les différents membres de cette génération ne sont pas religieux, mais ils reprennent la pratique religieuse au milieu du siècle.

### a) Respect des convenances

François-Philibert et Sophie étaient catholiques, bien sûr, et se pliaient aux règles de base de l'Église. Ils se sont mariés à l'église et allaient à la messe. Sophie devait faire ses Pâques, parce qu'elle fut perturbée par le fait que Philibert ne les faisait plus<sup>26</sup>. Ceci n'allait probablement pas plus loin. Philibert ne fut baptisé qu'à six mois, pour permettre à son arrière grand père Danel de venir de Paris pour assister à la cérémonie. Les trois enfants issus du mariage firent leurs études dans des établissements laïcs – Philibert au collège de Lille, la fille aînée chez Madame Luiset (à Esquermes) et la cadette, Marie, chez les dames Brissez et Seymour. Le placement de Philibert fut plus tard justifié par l'absence d'alternatives<sup>27</sup>. Il n'y avait effectivement pas d'établissement catholique en ville, mais on pouvait envoyer les garçons en pension à Saint-Bertin ou au collège de Marcq, tous deux tenus par une société de prêtres<sup>28</sup>. Il existait une alternative pour les filles, les Bernardines d'Esquermes. Marie termina ses études chez les dames de Saint-Maur, mais parce que celles-ci rachetèrent la pension de madame Brissez qui prenait sa retraite en 1856<sup>29</sup>.

On sait fort peu de chose des idées religieuses de jeunesse de Sophie. Camille dira plus tard qu'elle avait subi dans la pension où on l'avait laissée jusque 19 ans « une influence marquée des doctrines jansénistes si fatales à la foi »<sup>30</sup> (« L'erreur janséniste » est un terme codé utilisé pour désigner le rigorisme hérité du XVIII<sup>e</sup>, une fois celui-ci balayé par la piété beaucoup plus affective encouragée par le

<sup>25</sup> SEELEY P., "O Sainte Mère: Libéralism and the Socialization of Catholic Men in Nineteenth Century France" dans *Journal of Modern History*, 70 (1998), pp. 862-891.

<sup>26</sup> Archives des établissements Vrau (ensuite Ar. Vrau), PC I-6 Lettre de Charles Delecourt à Camille Feron, 23 mars 1850

<sup>27</sup> Ar. VRAU, PCI28/2

<sup>28</sup> PIERRARD P., *Histoire des diocèses de Cambrai et Lille*, Paris, 1978, pp. 222 et 230.

<sup>29</sup> Ar. VRAU, PV1, Papers of Marie Feron-Vrau.

<sup>30</sup> Ar. VRAU, PCI 28-2, Récit de Camille Feron concernant Philibert Vrau.

liguorisme). Le rigorisme ne convenait pas à la nature « tendre et aimante » de Sophie ajouta Camille. Camille, qui eut entre les mains une lettre que Sophie envoya à son fiancé fut frappé par l'absence totale de référence religieuse dans celle-ci. « Aucune pensée religieuse, aucun abandon à Dieu ». <sup>31</sup> Toujours d'après Camille, Sophie, qu'il décrit comme « janséniste et mondaine » ne fit jamais appel aux ressources de la religion pour elle et ses enfants jusqu'à la conversion de Philibert.

Sophie en tout cas n'avait aucun désir de voir ses enfants embrasser la vie religieuse. La sœur aînée de Philibert, aussi appelée Sophie, avait passé un an et demi chez les Bernardines d'Esquermes pour se refaire une santé loin de l'atmosphère fétide de Lille. Sophie cadette se plut tant à Esquermes qu'elle envisagea d'y prendre le voile. Sophie mère, qui d'après Camille « avait lu dans sa jeunesse qu'on ne peut être heureux au couvent » décida qu'il était temps de partir en visite. On passa l'hiver de 1848-1849 chez sa sœur à Melun, puis on rejoignit à Strasbourg une tante récemment veuve, tante Braun. Née peu avant la révolution, Caroline Danel avait fait sa communion en secret sous la terreur, puis épousé un colonel protestant. Inutile de dire que tante Braun n'était pas une catholique pratiquante, et il semble qu'elle partageait les vues de sa nièce concernant la vie religieuse. Avant la fin du séjour, Tante Braun avait arrangé un mariage pour Sophie cadette avec un ingénieur des Ponts et Chaussées de 32 ans plein d'avenir de sa connaissance, Louis Gros. La dot de Sophie n'étant pas à la hauteur de ses charmes, tante Braun, qui n'avait pas d'enfant, y mit une rallonge. L'affaire alla rapidement. En décembre 1849, Philibert informait Camille que les négociations allaient bon train, et en janvier, Sophie devint Mme Gros. Le mariage fut d'abord très heureux, mais deux grossesses, dont une s'achevant par un enfant mort né, ruinèrent la santé de Sophie qui traîna ensuite une existence d'invalides jusqu'à son décès <sup>32</sup>.

Les idées philosophiques et religieuses de François-Philibert nous sont mieux connues grâce aux brouillons de deux lettres envoyées à son beau-frère en 1831. Hyppolite Aubineau avait 17 ans, et en avait par dessus la tête d'être orphelin, d'être en pension, et du grec et du latin dont on l'y gavait. Il se plaignait de surcroît de son manque de liberté et de l'insuffisance de son argent de poche <sup>33</sup>. François-Philibert lui répondit par un discours sur la patience et la soumission à son sort qui aurait fait les délices d'un homme d'Église, s'il avait fait la moindre référence à la volonté divine <sup>34</sup>. Mais la moralité de François-Philibert était purement séculière. Il déconseillait à Hyppolite de continuer à lire Rousseau qui n'était pas approprié pour son âge, stimulant trop l'imagination et enflammant les émotions. A la place, il lui suggéra de lire Voltaire. François-Philibert était donc plongé dans la culture des Lumières et, comme le dira Mgr Baunard, « il n'avait gardé de la pratique religieuse que ce que commandent le respect et les convenances sociales » <sup>35</sup>.

Les Vrau-Aubineau ne semblent pas avoir été différents de leurs amis Feron-Montagne, Jacques Feron avait épousé Virginie Montagne, une fille de censier de 18 ans sa cadette, en 1820. Les ruraux étaient réputés pour leur attachement à la religion et la solidité de leur foi. Les Montagne produisirent une vocation, une sœur de Virginie entra chez les Bernardines, où elle fut successivement enseignante puis sous-prieure. Virginie toutefois suivit un autre chemin. Jacques Feron n'était pas pratiquant (et semble en plus avoir eu mauvais caractère) et, en 1850, ni lui ni sa femme

<sup>31</sup> Ar. VRAU, PCI 28/13, Récit de Camille Feron concernant Mme Vrau-Aubineau.

<sup>32</sup> Ar. VRAU, PCI 28/13, Récit de Camille Feron concernant Mme Vrau-Aubineau ; PCI-17, Lettre de Philibert à Camille, 27 mars, 1850.

<sup>33</sup> Archives des Facultés Catholiques (AFC), Fonds Vrau, Lettres de H. Vrau à sa sœur ; lettres des 24 avril 1830 et 20 décembre, 1830.

<sup>34</sup> *Ibid*, Lettres de François-Philibert Vrau à Hyppolite Aubineau, 19 janvier 1831 et 25 janvier 1831.

<sup>35</sup> Mgr BAUNARD, *Les deux frères, cinquante années de l'action catholique dans le Nord, Philibert Vrau et Camille Feron-Vrau*, Editions de la Bonne Presse, Paris, 1911, p. 27.

n'allaient à la messe. Ils placèrent leurs deux filles à Esquermes et non dans un des pensionnats laïcs de la ville, mais ceci était probablement dû plus à la présence de Mère Bernarde qu'à un désir particulier de donner une éducation religieuse à leurs filles.

### b) Retour à la pratique religieuse

François-Philibert et Sophie reprirent le chemin de l'Église en même temps que leur fils. Il semble que le père ait été convaincu par les expériences spiritistes de son fils. On ne sait pas ce qui a convaincu Sophie. Même calendrier chez les Feron en ce qui concerne la mère qui en 1855 se confesse et fait ses Pâques. Jacques Feron reprit le chemin de l'Église le dimanche, mais refusa de faire plus, en dépit des pressions exercées sur lui par sa femme, Camille et ses deux filles. Il ne se convertit que sur son lit de mort<sup>36</sup>.

Le retour à la pratique religieuse ne prédisposa pas François-Philibert et Sophie à accepter la vocation de Philibert, qui voulait entrer dans les ordres. Sophie, pressentie la première, lui répondit qu'on pouvait faire le bien dans le monde, et que le célibat n'était pas un état supérieur au mariage<sup>37</sup>. Un an et demi plus tard, Philibert s'ouvrit finalement à son père, qui fut tout aussi négatif<sup>38</sup>. Il avait besoin de son fils pour l'aider dans les affaires et reprendre la relève. Cette idée de Philibert lui sembla égoïste et irresponsable. Que son fils ne s'attende pas à sa bénédiction s'il passait outre. La seule concession du père fut de s'engager à ne pas le maudire s'il le faisait<sup>39</sup>.

Le père restait très pratique. Dans son testament, il laissa l'usine à sa femme avec des instructions précises. Il attribuait la prospérité récente de l'entreprise à la Providence, il fallait donc se montrer reconnaissant. En conséquence de quoi il souhaitait qu'après avoir payé les dettes, doté enfants et petits enfants d'un capital, assuré le soutien matériel de Sophie pour le reste de ses jours, et constitué un fond de roulement pour l'entreprise, Sophie consacre le tiers des bénéfices aux ouvriers<sup>40</sup>. Les priorités étaient claires : la famille et l'entreprise d'abord. Être bon chrétien ne protégeait pas de la faillite. Seuls le travail assidu et une bonne gestion le pouvaient. François-Philibert était charitable, certes, mais charité bien ordonnée commençait par soi-même. Ce bon chrétien était d'abord et avant tout un bourgeois prudent.

Sophie n'était guère différente de son mari. Son Dieu à elle était un *gentleman* parfaitement bien élevé, serviable, fiable et discret. Ses activités religieuses devaient s'insérer dans son emploi du temps, et non l'inverse. La Providence seconde les efforts ou ne les seconde pas, mais ne se substitue pas à eux. En 1861, elle organisa une neuvaine de prière pour le rétablissement de sa fille. La neuvaine toutefois était un supplément. Elle ne doutait pas des résultats; « La Providence a trop fait pour nous pour ne pas terminer son œuvre. Par conséquent, les prières et les bons soins aboutiront aux résultats désirés. »<sup>41</sup>

Sophie n'avait absolument pas le sens du renoncement. Lorsqu'elle décrit les activités de Carême en 1861, on a l'impression d'une continuation de la « saison »

<sup>36</sup> Ar. VRAU, PC O 18, Lettres de Camille à Philibert, 19 mars 1855, 12 octobre 1855, 21 octobre 1855, 14 avril 1857.

<sup>37</sup> Ar. VRAU, PC I 18, Philibert à sa mère, 27 juillet 1854 et lettre sans date postérieure à la première.

<sup>38</sup> Ar. VRAU, PCI 18, lettres de Philibert des 22 novembre et 13 décembre 1855.

<sup>39</sup> Mgr BAUNARD, *Les deux frères*, p. 58 ; Ar. VRAU, Procès diocésain VII, session 28 juin 1912.

<sup>40</sup> AND, série J, Greffes de notaires, greffes de Me Jules Lefebvre, testament Fs. Ph. Vrau, J 1022-59

<sup>41</sup> AFC, Fonds Vrau, Lettres de Mme Vrau, lettres n° 56, 62, 69, 77, 82 ; sans dates, [printemps 1861].

lilloise. Les communiantes font leur ronde de visites, et les adultes se pressent aux prédications de religieux venus de l'extérieur. Elle prit un couvent de carmélites sous son aile, auquel elle envoyait de l'argent (un peu), mais surtout des gâteries : pain d'épice, chocolat, oranges, figues et une demi barrique de son vin favori. Les sœurs de St Vincent-de-Paul elles, n'eurent droit qu'à une charretée de charbon<sup>42</sup>. Par contre quand les clarisses demandèrent un gros prêt, contre lequel elles étaient disposées à hypothéquer leur couvent, Sophie s'y opposa formellement : elles ne pourraient jamais rembourser, ni même payer les intérêts<sup>43</sup>. Sophie, comme François-Philibert donc avait intégré les pratiques religieuses dans sa vie quotidienne, mais n'avait pas réorganisé sa vie pour autant. Et l'un comme l'autre attendaient moins de la Providence que de leurs propres efforts.

Deux rues plus loin, chez les Feron, la situation n'évoluait guère. En octobre 1855, Camille informa Philibert que sa mère était rentrée dans le troupeau; elle s'était confessée et avait reçu la Communion. Son père avait recommencé à assister à la messe, et son caractère s'était amélioré. Camille et sa mère le « travaillaient » pour obtenir sa conversion complète<sup>44</sup>. Jacques Feron toutefois n'avait pas l'intention d'aller aussi loin. En avril 1857, il était malade, déprimé et refusait toujours de se convertir. Philibert lui rendait visite tous les dimanches. Le ton des lettres suggère que l'atmosphère n'était pas des meilleures chez les Feron. Camille essayait d'influencer sa famille, particulièrement ses frères, qui préféraient toutefois suivre l'exemple de leur père<sup>45</sup>. Camille espérait que ses petites sœurs séduiraient leur père dans la voie de la religion. En 1861, Jacques Feron n'était toujours pas converti. Toutefois, il reçut l'extrême-onction avant sa mort en 1863. Quant aux frères, ils semblent être restés des chrétiens de convenance. Chez Feron, les hommes et les femmes n'étaient pas religieux de la même manière.

## II - La génération des enfants

Philibert, Marie et Camille ne furent donc pas été élevés dans un milieu pratiquant, et durent trouver eux-mêmes leur voie. Ils sont tous trois venus ou revenus à la foi ou à la pratique religieuse par des chemins différents – mais arrivèrent tous trois à peu près au même endroit – et à peu près au même moment. Leurs formes de piété et la place de la religion dans leur vie furent similaires, et différentes des parents. Les trois jeunes gens étaient déterminés à se mettre à l'écoute de Dieu et à accomplir sa volonté sur terre. Ils avaient confiance en la Providence qui leur fournirait tout ce qui était nécessaire.

Je ne vais pas rentrer dans les détails du parcours spirituel de Philibert, discuté par d'autres communicants. Il suffit de rappeler que Philibert perd la foi jeune, mais n'en veut pas moins savoir quel est le sens ultime de l'existence. Y passèrent la philosophie, l'économie politique, les mathématiques, les sciences et finalement le spiritisme. Son retour en 1855 fit suite à une conversion brutale et spectaculaire à la saint Paul sur le chemin de Damas.

Camille lui ne perdit jamais la foi, mais lorsqu'il débarqua à Paris pour y faire sa médecine, il ne pratiquait plus et n'éprouvait pas le besoin de pratiquer. Camille manquait énormément de confiance en lui, et il était en proie à des mouvements d'humeur excessifs, tantôt se jetant corps et âme dans ses études, tantôt sombrant dans un état dépressif. Il semble que Camille ait été maniaco-dépressif. Paris le

<sup>42</sup> Ar. VRAU PV1, Lettres de Sophie Vrau-Aubineau, lettres 7, 91, 103, 148, 160, sans dates ; [vers 1878-79].

<sup>43</sup> *Ibid*, lettre 50.

<sup>44</sup> Ar. VRAU, Lettre de Camille à Philibert, 12 et 31 octobre 1855.

<sup>45</sup> Ar. VRAU, Lettre de Camille à Philibert, 15 avril 1857.

paniquait, et la conduite de ses camarades (qui découvrent les filles) le scandalisait. Il se mit à prier parce que cela lui calmait les nerfs (comme on ferait de nos jours du yoga) – et aussi un peu par superstition : la prière est un talisman qui éloigne le Mal<sup>46</sup>.

Il se détacha toutefois assez vite de cet usage instrumental de la prière. D'abord son Dieu n'était pas un concept abstrait comme il le resta longtemps pour Philibert. Dieu était une personne qui l'écoutait et lui soufflait des conseils, d'autant plus nécessaires que son ami et guide terrestre, Philibert, s'éloignait de lui. Dieu devint donc son ami et son guide. Camille priait, faisait confiance en son sens moral, et s'en trouva fort bien. La conversion à petits pas de Camille fut le fruit d'un long cheminement (ses années de médecine), inspiré par son intuition et instruit par l'expérience. Il lisait aussi la Bible, et alla assister aux conférences de Carême à Notre-Dame<sup>47</sup>.

Il prit aussi de l'avance sur Philibert et, au début de 1855, lui conseilla de s'abandonner aux mains de la Providence au lieu de toujours chercher à être sur le siège du chauffeur. Philibert devrait chercher à mener une vie utile là où Dieu l'a placé, se consacrer à ses affaires et s'occuper de bonnes œuvres dans son temps libre. Arrivé à la fin de son séjour à Paris, Camille avait élaboré son plan de vie : aspirer au Bien et dans l'immédiat, donner le bon exemple à ses camarades. Plus tard, il voulait avoir recours à la science pour alléger la misère humaine. La destinée de l'homme sur la terre était d'agir et non de méditer au point de perdre contact avec la réalité comme Philibert avait trop tendance à le faire<sup>48</sup> (Camille, en deux mots, gardait les pieds sur terre).

En Marie, Camille rencontra véritablement l'âme sœur. Ils étaient spirituellement sur la même longueur d'onde et partageaient les mêmes buts pour leur vie terrestre. Chez Marie, pas ce crise spirituelle, ni d'angoisses face aux exigences de la vie. Marie décrit un cheminement spirituel sans heurts. Enfant, dit-elle, elle était séparée de la religion par l'ignorance. Après sa première communion à onze ans, elle accepte avis et instructions sans trop comprendre. La foi, ajoute-t-elle, a pris racine chez elle en grandissant<sup>49</sup>. Et pourrait-on ajouter, en autodidacte.

Elle ne trouva aucune aide autour d'elle. Sa mère étant prise par les affaires, elle fut selon ses propres termes livrée à ses propres ressources<sup>50</sup>. Elle avait quelques amies proches avec lesquelles elle avait des conversations sérieuses – mais Marie était convaincue que les jeunes filles manquent trop d'expérience et de maturité<sup>51</sup> pour pouvoir se guider mutuellement, et même se donner de sages conseils<sup>51</sup>. Quant à Philibert, n'en parlons pas. Avant sa conversion, il patageait, et après, il se détacha de son entourage. Marie le décrit comme excessivement réservé- ce qui l'empêcha d'avoir avec lui « cet échange intime de pensées et de sentiments qui m'auraient été profitables »<sup>52</sup>.

<sup>46</sup> Ar. VRAU, Lettre de Camille à Philibert, 19 décembre 1849 ; 7 janvier 1850 ; 14 février 1850.

<sup>47</sup> Ar. VRAU, Lettre de Camille à Philibert, 11 avril, premier et 24 mai 1855.

<sup>48</sup> Ar. VRAU, Lettre de Camille à Philibert, 22 juillet 1854.

<sup>49</sup> AFC, Lettres de Marie Vrau à Camille Feron, 29 mars 1861.

<sup>50</sup> AFC, Lettres de Marie Vrau à Camille Feron, 16 mars 1861 et 8 mars 1861. Elle a probablement profité de la bibliothèque de son frère. En 1850, celui-ci lisait le *Génie du Christianisme*, l'*Élévation* de Bossuet, *Les confessions* de saint Augustin et les *Lettres sur la religion* de Fénelon. Ar. Vrau, Lettres de Philibert à Camille, (27 mars 1850).

<sup>51</sup> AFC, Lettres de Marie Vrau à Camille Feron, 27 mars 1861.

<sup>52</sup> AFC, Lettres de Marie Vrau à Camille Feron, 12 avril 1861.

Alors elle lut, des choses sérieuses, comme saint Augustin, et elle réfléchit beaucoup. Marie jugeait que l'adolescence était une période pendant laquelle une jeune fille devait « étudier ses aptitudes, ses forces et ses moyens d'action »<sup>53</sup> pour découvrir sa vocation : état religieux, mariage, ou célibat dans le monde consacré à faire le bien<sup>54</sup>. Elle déclara ne s'être jamais sentie attirée par la vie religieuse; une main invisible dit-elle la retenait dans le monde. Elle s'était sentie appelée à rester au foyer familial, à s'occuper de ses parents, « à faire le bien et à soulager les infortunés »<sup>55</sup>. Pour elle, le « suprême bonheur, c'était de se rendre véritablement utile aux autres »<sup>56</sup>.

Mais elle se sentait aussi bien faible et incompetente. La Providence, consciente de sa faiblesse, lui envoya Camille « mes regards se tournèrent vers toi à ce moment » écrit-elle dans une de ses lettres<sup>57</sup>. Camille allait être son ami, son conseiller et son guide. De son côté, elle allait l'aider à réaliser sa vocation de médecin.<sup>58</sup> Marie avait aussi une vision sombre de la vie, qui à ses yeux était un chemin semé d'embûches. Elle décrit les époux comme des compagnons de pèlerinage qui se doivent encouragement, secours et conseils face aux difficultés encourues<sup>59</sup>. Dieu envoie les époux l'un à l'autre pour s'entraider (Marie qui initialement décrit Camille comme l'ami que la Providence lui a envoyé, se décrit à partir de mars comme l'amie que la Providence envoie à Camille)<sup>60</sup>. Mais l'ami ultime, celui qui est toujours là, c'est Dieu.

« Si nous accomplissons fidèlement les desseins de Dieu, la grâce et les forces ne nous manqueront jamais » déclare-t-elle en mai<sup>61</sup>. Tout ceci vint à point pendant les fiançailles. En mars, lorsque Camille traversa un de ses états dépressifs et s'effondra sur elle, elle trouva les mots justes. Elle ne lui conseilla pas de prier, mais d'aimer, de se tourner vers un Dieu d'amour<sup>62</sup>. La prière, lorsqu'elle n'est pas animée par la ferveur d'un cœur est froide et insuffisante, dit-elle. « Aime, et Dieu répondra avec lumières et consolation ». Puis elle lui suggéra de recevoir les sacrements, sans lesquels la prière devient froide<sup>63</sup>. Arrivée à ce point, Marie s'excusa de donner de tels conseils. Ceci ne faisait pas partie de ses habitudes. Mais en dépit de toutes ses dénégations a contrario, Marie se révéla être la plus forte des deux. La raison peut bien être sa conviction que « la véritable force et la grandeur de l'homme vient de la conscience de sa propre faiblesse et du recours qu'il a en Dieu »<sup>64</sup>.

Les parcours respectifs de Philibert, Camille et Marie jettent de la lumière sur le processus de retour à la pratique religieuse, voire à la foi dans les milieux bourgeois, leurs expériences respectives semblant en effet pouvoir s'appliquer à

<sup>53</sup> AFC, Lettres de Marie Vrau à Camille Feron, 6 avril 1861.

<sup>54</sup> AFC, Lettres de Marie Vrau à Camille Feron, 6 mai 1861.

<sup>55</sup> AFC, Lettres de Marie Vrau à Camille Feron, 6 mars 1861.

<sup>56</sup> AFC, Lettres de Marie Vrau à Camille Feron, 20 juin 1861.

<sup>57</sup> AFC, Lettres de Marie Vrau à Camille Feron, 6 mars 1861.

<sup>58</sup> AFC, Lettres de Marie Vrau à Camille Feron, 9 juin 1861.

<sup>59</sup> AFC, Lettres de Marie Vrau à Camille Feron, 10 mai 1861 ; avril 1861.

<sup>60</sup> AFC, Lettres de Marie Vrau à Camille Feron, 3 avril 1861.

<sup>61</sup> AFC, Lettres de Marie Vrau à Camille Feron, 20 mai 1861.

<sup>62</sup> AFC, Lettres de Marie Vrau à Camille Feron, 24 mars 1861.

<sup>63</sup> AFC, Lettres de Marie Vrau à Camille Feron, 3 avril 1861.

<sup>64</sup> AFC, Lettres de Marie Vrau à Camille Feron, 8 mars 1861

d'autres. L'Église offrait tout simplement des solutions. Aux intellectuels qui ne trouvaient pas de réponses satisfaisantes dans les systèmes philosophiques ou scientifiques du temps, elle offrait une vision extrêmement cohérente du monde (naturel et surnaturel). Les cérébraux pouvaient y trouver leur compte.

Aux empiristes qui, comme Camille et Marie voulaient savoir comment faire le bien et doutaient de leur capacité à y parvenir, elle proposait la vision d'un Dieu très personnel toujours prêt à leur venir en aide par l'intermédiaire de la Providence. Dieu agissait de la sorte parce qu'il aimait l'humanité, et l'humanité se devait de le lui rendre. Les âmes sensibles pouvaient donc aussi trouver leur compte dans la religion.

Les parcours de Philibert, Camille et Marie ne sont pas spécifiquement « féminins » ou « masculins ». On n'imagine pas les femmes suivant celui de Philibert, mais uniquement parce que les femmes ne faisaient pas d'études poussées. La philosophie ou les mathématiques ne leur étaient pas facilement accessibles. Mais on imagine facilement une jeune femme confrontée aux problèmes de la vie (comme Camille) ou un adolescent studieux et introverti (comme Marie) réagissant comme l'un et l'autre. Et si leur religion laisse une belle part à l'amour, elle n'est pas sentimentale, et certainement pas mièvre. On ne peut imaginer quelque chose de plus éloigné des petits Jésus à l'eau de rose que la correspondance de Marie. Les lettres de cette dernière prennent très vite le ton et le style de celles de Philibert ou de Camille.

Ce n'est toutefois pas là toute l'histoire. Philibert, Camille et Marie sont « Nouvelle Vague » en religion<sup>65</sup>. Le catholicisme qui les accueille est liguoriste (Dieu d'amour, dévotion individuelle et privée, sacrements fréquents). On peut douter que Camille et Philibert seraient rentrés dans le giron de l'Église si elle avait encore été rigoriste. Philibert n'aurait pas toléré une longue mise à l'épreuve (les trois mois qu'on lui imposa étaient déjà à la limite de ce qu'il pouvait supporter). Camille ne se serait jamais senti à la hauteur, et s'en serait éloigné à la première crise de dépression. Marie aurait probablement fait l'effort, mais n'y aurait probablement pas trouvé son compte. Le rigorisme n'aurait pas davantage convenu à sa nature qu'à celle de sa mère. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, trois jeunes bourgeois de Lille s'étaient tournés vers la religion pour donner un sens à leur vie, et se donner les capacités de répondre à ce qui leur semblait être la volonté de Dieu. Ils rencontrèrent une nouvelle forme de piété en accord avec leurs sensibilités respectives. Ils purent, comme le souhaitait Philibert, se jeter dans les bras de Dieu, alors que leurs parents, marqués par le rigorisme dans lequel ils avaient été élevés n'envisagèrent même pas la démarche.

Philibert, comme sa sœur et son ami et beau-frère d'une part, et comme ses parents d'autre part, fut un chrétien de sa génération. La comparaison entre le parcours spirituel de Philibert et celui des autres membres de sa famille nous permet de mieux comprendre et celui-là et ceux-ci.

En dépit de l'exceptionnalité du personnage de Philibert, les parcours des différents membres de la famille Vrau nous permettent également de mieux comprendre la dynamique religieuse du XIX<sup>e</sup> siècle. Le retour à la religion des hommes de la bourgeoisie a certes pu être le résultat de l'influence de leurs mères-mais il a tout aussi bien pu être la conséquence d'un besoin auquel le savoir séculier (science ou philosophie) ne parvenait pas à répondre. Le passage du rigorisme au liguorisme nettement plus accueillant et tolérant à l'égard de l'imperfection humaine facilita également ce mouvement.

---

<sup>65</sup> Cholvy, *Christianisme et société*, pp. 123-135 ; Cholvy et Hilaire, *Histoire religieuse de la France*, pp. 189-202.

C'est cette génération sceptique quant à la capacité du savoir séculier à répondre à leurs questions, enveloppée dans une piété affective et intériorisée qui fut confrontée à la montée du laïcisme républicain. L'intensité de sa foi, la place centrale qu'elle voulait voir la religion jouer dans leur vie peut expliquer pourquoi les rapports entre l'Eglise et l'Etat de détériorèrent si rapidement et si profondément. La génération de François-Philibert et Sophie, même après leur conversion ne serait peut être pas montée si volontiers aux barricades. Les Vrau peuvent donc se révéler un bon microcosme pour comprendre certains aspects de la société française de la moitié du dix-neuvième siècle.

## Philibert Vrau et Léon Harmel

*Pierre Trimouille, professeur agrégé d'histoire, docteur 3<sup>ème</sup> cycle*

Philibert Vrau et Léon Harmel sont des contemporains, nés la même année, en 1829. Harmel était un athlète. En 1889, lors du premier grand pèlerinage du Travail qu'il mena à Rome, il déclara à ses trois secrétaires épuisés : « Reposez-vous si vous le voulez, mais la fatigue, moi je n'y crois pas. » Plus fragile et ne ménageant pas sa santé, Philibert Vrau disparut dix ans plus tôt<sup>1</sup>.

### I - La même foi ardente. Des personnalités dissemblables

Tous deux étaient animés par une foi ardente qu'ils désiraient communiquer au plus grand nombre. Assurant à leur personnel ce qui était nécessaire à une vie digne, ils veillaient scrupuleusement à la pureté de leur vie morale. En cela ils étaient en accord avec la mentalité alors dominante chez les catholiques. Ceux-ci ne concevaient pas que l'on pût vivre sa foi sans la volonté d'observer une stricte moralité.

Élevés dans une famille aimante, les deux hommes partageaient la même conception de la solidarité familiale. En novembre 1855 Philibert, ayant demandé à son père de quitter l'entreprise pour se faire prêtre, s'inclina devant la volonté contraire de ce dernier. Harmel, quant à lui, avait renoncé en 1849 à des études supérieures pour venir en aide à son jeune frère Ernest tombé gravement malade. Cinq ans plus tard, son père étant tombé malade à son tour, il devint à vingt-cinq ans le véritable patron du Val des Bois.

Dès ses jeunes années Harmel apparaît comme un homme de certitudes. Formé au collège religieux Saint-Vincent, de Senlis, il ne semble avoir jamais connu le doute. Pendant deux ans, de 1848 à 1850, il s'interrogea sur une éventuelle entrée dans les ordres. Il conclut que Dieu l'appelait bien à l'apostolat mais non au sacerdoce. Il se maria en 1852. Philibert, par contre, connut plusieurs années d'interrogations, de 1849 à 1854, avant de revenir définitivement à la foi. Ayant renoncé à la prêtrise, il demeura célibataire.

Autre contraste. Sauf en 1876, année où il se présenta à la députation pour défendre l'idée d'une république chrétienne, Philibert Vrau refusa toujours de s'engager dans des débats politiques ou syndicaux. Léon Harmel, par contre, ne reculait jamais devant les controverses, y compris avec ses corrégionnaires. Ce fut notamment le cas avec Camille Feron-Vrau, le beau-frère de Philibert, qui défendait les positions opposées des patrons du Nord concernant la nature des syndicats. Au plus fort de la crise, Feron-Vrau s'adressa en septembre 1894 à son confrère du Val des Bois en le qualifiant d'*agitateur des intérêts de Dieu*. C'est une tout autre image que M. Xavier Théry se fait de Philibert Vrau, son lointain prédécesseur, lorsqu'il voit en lui *Le commis-voyageur de Dieu*. La différence des deux expressions est significative. Ajoutons que Philibert Vrau était humble de nature alors que Léon Harmel s'efforçait à l'humilité.

### II - Deux industriels dynamiques. Le choix original de Philibert

<sup>1</sup> La quasi-totalité des renseignements concernant Philibert Vrau provient du livre de Xavier THÉRY, *Le commis-voyageur de Dieu*, 2002, 350 p. Quant à Léon Harmel, il a fait l'objet dès 1927 d'un gros livre de deux volumes (344 et 437 p.) de Georges GUITTON, s. j., publié aux éditions Spes. Grâce à lui nous connaissons la personnalité de Léon Harmel et son action multiforme. A compléter par Pierre TRIMOUILLE, *Léon Harmel et l'usine chrétienne du Val des Bois, Fécondité d'une expérience sociale*, Lyon, 1974, 249 p. Cette étude contient un examen critique de l'usine chrétienne et des rapports de Léon Harmel avec les patrons, les ouvriers et le clergé.

Sur le plan professionnel les deux hommes font preuve d'un dynamisme et d'une réussite comparables, les différences étant dues pour partie au caractère propre de chaque entreprise. C'est avec la seule aide de son père que Philibert Vrau procède à la mécanisation et à la modernisation de l'affaire familiale, imaginant de remplacer la vente par écheveaux fabriqués de façon artisanale par celle de bobines cerclées d'une bande portant la marque « au Chinois ». Cela lui permet de multiplier les ventes par dix entre 1860 et 1870. D'où un bénéfice considérable qui rendit possible le financement de nombre d'œuvres ainsi que la création de la faculté catholique.

Au Val des Bois, entreprise employant plusieurs centaines de personnes, donc d'une taille comparable à la maison Vrau, Léon Harmel ne peut, à lui seul, suffire à la tâche en raison à la fois de la complexité plus grande des opérations concernant la filature de la laine et de l'importance des exportations (plus de 50 % après 1900), exportations intéressant des zones géographiques plus vastes. Aussi partage-t-il ses efforts avec ses deux frères, Ernest et Jules, ainsi qu'avec son cousin et beau-frère Albert Harmel. On ne peut pas pour autant nier son rôle, par exemple, dans le progrès technique. C'est ainsi qu'en 1894 il imagina un procédé permettant de réduire de plus d'un tiers la consommation de charbon pour la teinture.

La principale originalité de Philibert Vrau réside dans le choix qu'il fait en 1866. Il obtient alors la participation de son beau-frère à la direction de l'entreprise. Cela lui permet de se consacrer en priorité au secteur commercial et à ses activités extraprofessionnelles. Il parvient ainsi à organiser un réseau de représentants sur qui il peut compter et à entreprendre personnellement les démarches nécessaires auprès des fournisseurs de filés, y compris à l'étranger. Cette orientation explique que les contacts de Harmel se fassent presque exclusivement avec Camille Feron-Vrau, sa correspondance avec Philibert étant pratiquement inexistante.

### *III - Des vies religieuses également fécondes*

Léon Harmel et Philibert Vrau vivent intensément leur foi. Tous deux pratiquent une forme d'ascétisme qui se caractérise par le port du cilice et les flagellations nocturnes. Philibert, s'étant rendu plus libre de ses choix, se montre plus dur avec lui-même, qu'il s'agisse de nourriture, d'habillement ou de déplacements en chemin de fer qu'il effectue en troisième classe, de préférence la nuit afin de réserver un maximum de temps pour ses démarches.

Les deux hommes manifestent un penchant pour le mysticisme. Harmel s'en défend mais à tort, semble-t-il. En novembre 1894 il écrit à un cousin que l'essentiel, à son avis, consiste « à nous abandonner à l'action de la Providence et à maintenir notre âme dans un alléluia perpétuel ». A la fin de sa vie il avait pris l'habitude de s'adresser au Christ, parfois à voix haute, lui confiant ses ennuis fréquents dans les affaires et attendant sa réponse à la communion du lendemain. Quant à Philibert, il arrivait qu'avant de prendre une décision importante, il passât la nuit en prières puis il se décidait seul, ne prenant conseil que pour la mise en œuvre de son projet. On ignore s'il avait un directeur spirituel. Il ne semble pas avoir été affilié à un Tiers ordre, à la différence de Harmel, membre du Tiers ordre franciscain et qui avait un directeur de conscience du même ordre, le P. Jules. On connaît les lectures spirituelles de Léon Harmel : au départ *L'imitation de Jésus-Christ et Tout pour Jésus*, ouvrage d'inspiration salésienne publié en 1853 par un Anglais, le P. Faber. Après les épreuves de l'année 1870, marquée par la guerre et la perte de sa femme, Harmel accorde une importance égale au livre de Blanc de Saint-Bonnet sur *La douleur*. J'ignore, par contre, les lectures de Philibert Vrau qui paraissait entretenir avec Dieu un contact direct. Le cardinal Régnier, archevêque de Cambrai, put déclarer : « Messieurs, je vous avoue que lorsqu'une œuvre m'est présentée par M. Vrau, je n'ose refuser. Je le crois, cet homme, sous l'inspiration de l'Esprit-Saint. » Et Harmel déclara après sa mort : « Il était d'une ardeur communicative. On

se sentait plein de feu au sortir de son entretien. Monsieur Vrau était une flamme. » Philibert Vrau, pour sa part, témoignait à l'égard de Harmel d'une confiance amicale.<sup>2</sup>

Pour les œuvres, les deux hommes manifestent des intérêts communs, mais avec un engagement plus prononcé de la part de l'industriel lillois. Pensionnaire à Senlis, Harmel a été trésorier de la conférence locale de la Société Saint-Vincent-de-Paul. J'ignore si, par la suite, il a exercé des responsabilités dans cette société. De son côté Philibert Vrau en devient président régional pour le Nord - Pas-De-Calais en 1887 ou 1888. En ce qui concerne les congrès eucharistiques internationaux, il fait œuvre de pionnier en acceptant de recevoir le premier congrès de ce type à Lille en 1881. Il participe ensuite au moins à huit congrès, notamment à Avignon, Fribourg, Anvers et Jérusalem. Harmel, pour sa part, participe aux congrès de Reims (1894) et de Paray-le-Monial (1897) mais il ne peut, à son grand regret, se rendre en 1893 à celui de Jérusalem, alors que l'une de ses filles est clarisse en Terre sainte. A noter que les deux hommes manifestent un souci égal concernant la participation d'ouvriers et, plus largement, des milieux populaires aux retraites, pèlerinages et veillées nocturnes accompagnées de l'adoration du Saint-Sacrement.

Le Val des Bois et l'entreprise Vrau ont constitué des milieux également propices à l'éclosion de vocations religieuses. En mars 1902, 9 religieux dont 4 Harmel, 8 prêtres et 30 religieuses dont 2 Harmel provenaient de l'entreprise champenoise. Dans la maison Vrau 85 vocations féminines se sont déclarées entre 1871 et 1953 (il n'est pas question d'hommes, leur proportion dans la main-d'œuvre étant, pour des raisons techniques, beaucoup moins importante qu'au Val des Bois.)

#### *IV - Différences d'objectifs et de méthodes au sein de milieux contrastés. Les relations avec le clergé et les religieuses*

La principale différence entre les deux hommes apparaît dans la nature de leurs projets qui s'inscrivent, au surplus, dans des milieux régionaux et sociaux fort contrastés.

En implantant une usine chrétienne dans un zone rurale largement indifférente Harmel voulait montrer qu'avec le concours de ses confrères il était possible de refaire un peuple chrétien. Cela nécessita un encadrement systématique de multiples œuvres internes, tant religieuses que profanes, qu'il confia d'abord à des prêtres lazaristes et à des Filles de la Charité, en reconnaissance de l'attention qu'ils et elles portaient aux plus démunis. Encadrement doublé à partir de 1875 par la mise en place progressive d'un véritable quadrillage du personnel par les dizainiers de Notre-Dame de l'usine, ouvriers volontaires chargés d'aider et de surveiller à la fois neuf de leurs camarades. Rien de tel chez les Vrau dans un milieu régional où la pratique religieuse était restée vivace. La présence d'un seul aumônier jésuite et des religieuses de Portieux suffisait à maintenir un esprit religieux vivant (sur le rôle de ces religieuses M. Théry, dans son livre et son intervention, s'est clairement expliqué, ce qui me dispense de revenir sur cet aspect des choses.) L'entreprise ne paraît pas avoir connu de problème particulier.

Harmel, au contraire, dut faire face à des oppositions et soutenir des conflits. Certes il était bien considéré par Léon XIII et par les archevêques de Reims, Mgr Gousset puis surtout Mgr Langénieux en fonction de 1874 à 1905. Mais le curé de la paroisse voisine n'appréciait pas le privilège paroissial accordé au Val des Bois, véritable seigneurie industrielle. Plus grave, Harmel se heurta à la lassitude des

<sup>2</sup> Dans une lettre communiquée par M. Xavier Théry, lettre du 13 octobre 1896 concernant le prochain congrès national de Reims, Philibert Vrau recommande à son homme de confiance Victor Canet de faire inviter les représentants des groupes ouvriers par Léon Harmel. Cette lettre montre à la fois la confiance qu'il accorde à ce dernier et sa volonté de s'écarter de la position des patrons du Nord qui risquait d'hypothéquer l'avenir.

Lazaristes puis à l'opposition des religieuses qui refusèrent de continuer à jouer le rôle de contremaîtresses. D'où le départ définitif des uns et des autres en 1887 et leur remplacement par un aumônier, le P. Charcosset, et par des religieuses dépendant également du P. Dehon, de Saint-Quentin, (celui-ci était le supérieur de l'ordre des Oblats du Sacré-Cœur qu'il avait fondé et il faisait partie du tiers-ordre de Saint-François). Harmel reconnut son erreur et s'inspira désormais de la prudence des patrons du Nord pour les services à demander aux religieuses. Par ailleurs, un long conflit l'opposa, de 1897 à 1904, à un prélat pourtant sensible aux problèmes sociaux, Mgr Turinaz, évêque de Nancy. Celui-ci s'élevait contre la multiplicité des œuvres pieuses du Val qu'il jugeait contre-productive et contre le désir de Léon Harmel d'aider à la formation d'abbés démocrates.

Philibert Vrau, pour sa part, ne connut pas de tels problèmes. La seule difficulté qu'il rencontra avec la hiérarchie vint du cardinal Régnier qui le tenait pourtant en haute estime. Celui-ci restait réservé, quant à la constitution d'une faculté de théologie, le supérieur du séminaire de Cambrai craignant la création d'une formation concurrente pour les futurs prêtres du diocèse. Vrau fit alors appel, en 1879, à l'autorité du nouveau pape, Léon XIII, qui recommanda la fondation d'une faculté de théologie sans laquelle l'Université aurait été « un corps sans tête, c'est-à-dire sans vie. » A noter que Léon Harmel et Philibert Vrau ont entretenu l'un et l'autre de très bons rapports avec Pie IX puis avec Léon XIII.

Il n'en allait pas exactement de même pour les relations avec divers ordres religieux. Philibert Vrau appuya de tous ses efforts, y compris par de gros sacrifices financiers, le développement du journal *La Croix* et de la Bonne Presse. Tout en leur étant très favorable Harmel trouvait que le P. Bailly manquait parfois d'audace. Il était par ailleurs plus que réservé à l'égard des jésuites de Mouvaux qui, en accord avec les patrons catholiques du Nord, restèrent fidèles, bien après *Rerum novarum*, à la seule formule du syndicalisme mixte. Il leur préférait l'attitude d'autres jésuites pour la plupart également issus du Nord, ceux de l'Action Populaire créée en 1903, qui partageaient ses conceptions syndicales et sociales. Il restait marqué par l'esprit franciscain hostile aux excès du capitalisme.

### *V - Esquisse d'un bilan*

Quel bilan dresser de l'action des deux hommes ? Le résultat des efforts de Harmel ne fut pas celui qu'il avait escompté à l'origine. Il obtint néanmoins des résultats importants. Il permit la formation de syndicats ouvriers indépendants. Il favorisa l'émergence d'une centrale patronale catholique. Il préleva à la création de Secrétariats du peuple et, plus tard, de Missionnaires du Travail qui se montrèrent, les uns les autres, plus particulièrement actifs dans le Nord. Il contribua avec le chanoine Dehon à l'éveil social du clergé. Il participa à l'éducation sociale des catholiques en leur fournissant un exemple à méditer. En définitive la fécondité de son action fut d'abord d'ordre social.

De son côté Philibert Vrau sut mener à bien la réalisation de ses projets qui étaient, en priorité, d'ordre religieux.

Par un zèle inlassable, grâce aux bénéfices tirés d'une gestion dynamique et saine de l'entreprise familiale, il sut multiplier les œuvres catholiques. Parmi elles les écoles primaires de la région, l'Institut Catholique des Arts et Métiers, l'Université catholique de Lille comprenant l'ensemble des disciplines, réussite durable et unique en France sans oublier la Sainte-Famille, association discrète de spiritualité destinée à l'élite (on pense par exemple à Maurice Blondel.) Il sut également favoriser l'essor de la presse religieuse, relayé par la suite avec succès par son neveu Paul Feron-Vrau. Si l'on ajoute à tout cela que, selon la parole de sa belle-sœur, il vécut et mourut comme un pauvre, ne peut-on voir là des indices de sa sainteté ?

Certes les priorités pratiques des deux hommes étaient différentes mais ils présentaient incontestablement des traits communs : même ténacité, même démarche méthodique, même soumission au réel, même capacité d'adaptation sans rien renier de leur idéal. Tout en ayant, dans un premier temps, préféré la formule des syndicats mixtes unissant patrons et ouvriers, Harmel, qui comprenait la valeur de « l'initiative ouvrière », devint le défenseur d'un syndicalisme ouvrier chrétien indépendant et des démocrates chrétiens dont l'abbé Lemire. Philibert Vrau de son côté, en dépit de nettes réticences de son beau-frère, se refusa à laisser à l'écart des congrès catholiques les hommes marqués par de telles orientations. Il voulait éviter une forme de division qui eût été fatale pour ces congrès et donc, à ses yeux, pour l'unité et la paix dans l'Église de France. Les deux hommes manifestaient ainsi le même souci de préparer l'avenir en laissant ouverts les champs du possible<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> Cf. note 2.

## **Culte eucharistique. Congrès eucharistiques**

*Jacques Benoist, docteur en histoire, Paris*

Monsieur le président et doyen, je remercie monsieur Yves-Marie Hilaire, madame Catherine Masson et surtout monsieur Xavier Théry de m'avoir donné l'occasion de travailler sur la figure de Philibert Vrau qu'il ne faudrait pas, malgré tout, séparer de celle de Camille Feron-Vrau. Mais nous ne regarderons que le premier puisque le projecteur est braqué sur lui.

Le sujet qui m'a été demandé de traiter est lié à mon travail principal qui traite de la basilique du Vœu national au Sacré-Cœur de Jésus de Montmartre à Paris et de ses œuvres consacrées à la diffusion non seulement à la spiritualité dont elle porte le nom (sans oublier le cœur de Marie), mais aussi à celle liée au Sacrement du corps et du sang de Jésus. L'une est inséparable de l'autre dans les temps modernes et elles sont liées ensemble en effet aussi bien à Montmartre que dans la vie et l'œuvre de Philibert Vrau.

Monsieur Xavier Théry m'a communiqué des photocopies d'une centaine de documents se rapportant au sujet choisi afin de les analyser et de vous les présenter selon ma vue des choses. Il m'a donné également des extraits du livre de Mgr Baunard sur *Les deux frères*, comme dit le prélat, et enfin son propre ouvrage dont je le félicite. Tout cela enrichissait mes connaissances sur ces deux personnages qui se limitaient, il y a quelques mois, surtout aux articles que l'encyclopédie *Catholicisme* leur consacre et à leur présence dans les présentations générales de leur époque. J'avais cependant déjà travaillé l'histoire de l'église du Vœu de Lille au Sacré-Cœur de Jésus à l'occasion du 125<sup>e</sup> anniversaire de sa construction en 1995 à partir des textes de madame Chantal Colonge et de l'abbé Albert Dalle, alors curé de cette église lilloise. J'avais alors rencontré précisément Philibert Vrau sur ses terres. En historien, je vous présente en quatre points à la fois thématiques et temporels ce que j'ai cru comprendre de son œuvre dans le domaine qui m'a été alloué.

À partir de 1857 et durant les années 1860, on voit apparaître quatre associations : l'œuvre de Notre-Dame de La Treille, celle pour la construction des églises, celle de l'adoration nocturne et celle de zèle pour le développement du culte du Saint-Sacrement.

Dans les années 1870, naissent les congrès annuels des comités catholiques du Nord et du Pas-de-Calais – où les réflexions et les résolutions sur le culte eucharistique tiennent une place importante – et les pèlerinages eucharistiques, tandis que paraît la revue des œuvres eucharistiques.

Dans les années 1880, Philibert Vrau adopte le projet de congrès des œuvres eucharistiques et l'œuvre des oblats du Saint-Sacrement

Dans les années 1890 et jusqu'à sa mort en 1905, il orchestre ces neuf œuvres qui s'épanouissent et s'essoufflent comme lui.

### **I - À partir de 1857**

La mention d'un trait de l'action pastorale de Mgr Régnier, archevêque de Cambrai de 1850 à 1881, cardinal en 1873, s'impose pour situer celle de Philibert Vrau : le prélat et son clergé organisent l'adoration du Saint-Sacrement dans les paroisses, d'une façon perpétuelle au plan du diocèse, et encouragent le redémarrage des confréries du même nom. Chaque paroisse assure une journée d'adoration du matin au soir. L'universalité diocésaine est progressivement mise en

place sous son épiscopat. Une histoire de cette pratique serait à préciser. Ceci a lieu dans bien d'autres diocèses. Il faut noter également la pratique des quarante heures, durant les jours gras qui s'est réduite à la journée et ne pas oublier l'adoration eucharistique du jeudi saint. L'adoration eucharistique nocturne est lancée à Paris en 1851 et destinée aux hommes dans le sillage de l'adoration réparatrice de Théodelinde Dubouché. Son initiateur est Cyrille de Mont de Benque. Elle s'insinue entre les pratiques eucharistiques générales, entre les messes en quelque sorte. Philibert Vrau en l'adoptant et en la développant sur Lille et dans le diocèse entre dans ce mouvement. Elle progresse durant trente ans selon des dénombrements qu'il faudrait repérer systématiquement. Cette œuvre de l'adoration nocturne propose comme toutes les autres de la même époque un bon usage des indulgences, des prières pour ses membres défunts, une retraite annuelle en ville intitulée « prédications eucharistiques ». Il y a une cotisation pour être membre bienfaiteur. La direction spirituelle jésuite facilite l'accent mis chaque année sur le lien entre le mois de juin et les premiers vendredis du mois avec la Fête-Dieu et le jeudi consacré à l'attention au Saint-Sacrement.

En cette fin des années 1850, cet industriel entreprenant se rend compte qu'il n'y a pas de dévotion eucharistique sans un espace qui permet aux fidèles de la pratiquer. Il devient membre de la commission de l'œuvre de la basilique Notre-Dame de la Treille, la future cathédrale du futur diocèse réclamé par les Lillois depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle et qui verra le jour en 1913. Le chantier débute en 1860. Et l'on sait son devenir. Il travaille par ailleurs à la mise en place d'une œuvre des nouvelles églises dès 1858 pour le nouveau Lille dont certains quartiers sont occupés par des ouvriers parlant flamand et pour lesquels, à l'unisson de la pastorale de Mgr Régnier, des invitations sont rédigées dans cette langue. J'ai remarqué sa contribution pour l'église du Sacré-Cœur de Jésus de sa ville à partir de 1870. Il en offrira la première cloche. Les autres églises de cette époque sont à repérer. J'ai aussi deviné sa générosité et celle de son beau-frère pour la construction de la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre. Cette recherche de visibilité du lieu de rassemblement de la communauté chrétienne été mise en évidence par Yves-Marie Hilaire pour le diocèse d'Arras.

L'œuvre de zèle pour le développement du culte du Saint-Sacrement fondée en 1867 par le père jésuite Godefroy et adoptée par Philibert Vrau mériterait d'être mieux connue. Cette initiative est à rapprocher de l'apostolat de la prière du P. Ramière et de la garde d'honneur du Sacré-Cœur de Jésus, de Bourg-en-Bresse qui connaissent une grande extension à cette époque.

## **II - A partir de 1870. Rien sur le tournant de l'année terrible et la mort de son père**

L'histoire des congrès des comités catholiques a été renouvelée récemment par Daniel Moulinet. Elle dépasse mon sujet, mais il importe de les mentionner du fait de leurs préoccupations eucharistiques.

Elles se traduiront par l'organisation de pèlerinages en des lieux marqués par des miracles eucharistiques : par exemple, à Douai en 1875, en l'église du Saint-Sacrement de Miracle. On remarque également les pèlerinages eucharistiques de Cambrai, Arras et Armentières. On compte quarante mille personnes en 1893 en ce dernier lieu.

En 1876, Philibert Vrau renfloue la revue des œuvres eucharistiques fondée 1866 par le bienheureux Pierre-Julien Eymard et arrêtée deux ans plus tard par les pères de la société du Saint-Sacrement. Elle diffusera de nouveau le message du fondateur au moins pendant trente ans.

### **III - A partir de 1880, rien sur le tournant constitué par les lois contre les congrégations**

L'initiative d'un congrès des œuvres eucharistiques prise par Emilie Tamisier, encouragée par Mgr de Ségur et Mgr de La Bouillerie, est relayée par Philibert Vrau en 1881 avec le vicomte de Damas et le père Picard. Ils obtiennent le feu vert de Léon XIII et réunissent trois cents personnes qui représentent une trentaine d'œuvres à stature nationale et internationale. Mgr Duquesnay, archevêque de Cambrai de 1881 à 1884, les encourage et succède aux prélats ci-dessus à leur présidence. Il faudrait repérer le rôle de Mgr Monnier qui est évêque auxiliaire de sept archevêques de Cambrai successifs de 1872 à 1916. On remarque la participation de Philibert Vrau au congrès de Reims en 1894, avec huit cents autres personnes, à celui de Paray-le-Monial en 1897 et à celui de Bruxelles en 1898.

L'enseignement de Mgr Mermillod qui est invité à prêcher à Lille sur son thème favori, celui des trois blancheurs (l'eucharistie, Marie et le pape) éclaire aussi le contexte de l'activité de Philibert Vrau. Ce dernier adopte une association créée par le prélat, l'œuvre des oblats du Saint-Sacrement dont le devenir serait à préciser.

### **IV - Dans les années 1890, tournant du Ralliement**

Philibert Vrau cumule ces initiatives sur quarante ans. En 1894, il analyse l'activité des confréries du Saint-Sacrement avec leurs zéloteurs porte-flambeaux, l'adoration perpétuelle des diocèses d'Arras et Cambrai, les pèlerinages eucharistiques, l'adoration nocturne et l'annuaire eucharistique. Il n'oublie pas sa participation à l'œuvre du Vœu national qui construit le Sacré-Cœur de Jésus de Montmartre, en 1894, avec l'union fraternelle du commerce et de l'industrie, sous l'égide de Léon Harmel, l'abbé Garnier et le père Jean-Baptiste Lemius. Mais il conserve assez de bon sens pour constater un certain essoufflement. Il élabore un plan de relance vers 1900 qui ne semble pas avoir porté du fruit.

Il faut rappeler que Philibert Vrau a connu autour de ses vingt-cinq ans vers 1852-1854, une découverte de la vie chrétienne liée à l'eucharistie. Elle a induit une pratique de la messe quotidienne et de la communion fréquente. Dans son testament spirituel, il demande que son cœur soit inhumé près d'un tabernacle. Durant sa vie, il a explicité le versant public de cette conversion en promouvant les intuitions de sa jeunesse. Il s'inscrit ainsi dans le courant de l'Église latine centrée sur la « dévotion à l'humanité du Christ », initiée par saint Bernard, vécue dans le culte eucharistique du XIII<sup>e</sup> siècle et le culte du cœur des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, précisé par la réforme catholique du concile de Trente animée par la compagnie de Jésus et l'école française de spiritualité. Il est témoin d'un christianisme christocentrique à l'unisson et en décalage de la civilisation européenne occidentale centrée sur le sujet.

## Philibert Vrau et les jésuites

*Michel Debeunne, s.j.*

Pour bâtir cet exposé, je ne disposais en fait que de sources qui vous sont certainement connues. En premier lieu l'ouvrage de Monsieur Xavier Théry. Il m'a été offert par l'ICAM, et je l'ai trouvé extrêmement remarquable par le souci qui y est pris de décrire dans le détail la vie de celui qu'il appelle non sans raison « le commis voyageur de Dieu ». Ensuite, les deux tomes de celui de Mgr Baunard qui s'intitule *Les deux frères*. Enfin, le tome II du *Répertoire topobibliographique* (tel est son titre) publié sous la direction du père Pierre Delattre, et intitulé : « les établissements des jésuites en France », qui traite entre autres de leur implantation à Lille.

Dans l'amphi qu'il faisait à chaque rentrée aux nouveaux admis à l'ICAM, le Père Jacques Motte, qui en fut le recteur de 1952 à 1961, commençait son exposé par cette phrase qui était alors célèbre. « Deux beaux frères animés d'un même idéal... », et cela se poursuivait par l'historique de l'institution dans laquelle ils venaient d'entrer.

Si l'idéal leur était incontestablement commun, ils l'ont vécu de façon différente. Certes, ils se connaissaient, bien avant que Camille n'épouse la sœur de Philibert, mais leurs parcours dans la vie avaient été très différents.

Philibert était porté vers les lettres et la philosophie, tandis que Camille avait fait des études de médecine. Et ce fut d'ailleurs une chance pour l'Université catholique de Lille à sa fondation, puisqu'elle est la seule des cinq à posséder une faculté de médecine. Plus orienté, me semble-t-il, vers l'entreprise au sens général du terme, il accepta très généreusement d'entrer dans celle de son beau-père. De ce fait, il se préoccupa avec lui de la formation de ceux qui y entraient aux différents niveaux, dont celui de technicien et d'ingénieur, même si ce terme n'était pas explicitement employé à l'origine. Camille fut à ce titre le moteur de la création de l'ICAM en 1898, création à propos de laquelle je me permettrai de faire deux remarques.

La première, c'est que cette école, j'avoue que je préfère ce terme, a été baptisé Institut par la volonté de l'État qui déniait alors à une structure privée d'enseignement supérieur le droit de porter le titre d'école. Ceci est d'autant plus paradoxal que, deux ans plus tard, à Reims, une école de même statut voyait le jour, elle est actuellement à Lyon sur la colline de Fourvière, et c'est l'École Catholique d'Arts et Métiers dont les liens avec l'ICAM sont étroits puisqu'ils forment une Confédération.

Ma deuxième remarque, c'est qu'elles portent toutes deux dans leur titre la particule d'apostrophe « Institut catholique d'Arts et Métiers ». « École Catholique d'Arts et Métiers », l'État tenant à conserver à l'École Nationale, devenue depuis École Nationale Supérieure, le titre d'École des Arts et Métiers qu'elle porte avec ses six centres de Lille, Châlons, Cluny, Aix, Bordeaux et Angers.

Non seulement Philibert n'a pas été étranger à toute cette démarche, mais c'est lui qui suscita la création d'une commission chargée de la création d'une École Catholique d'Arts et Métiers. Elle devait primitivement être confiée aux frères des Écoles chrétiennes.

Un bienfaiteur anonyme, qu'il était en réalité, offrit un terrain de 20.000 mètres carrés où l'ICAM sera ultérieurement construit. Néanmoins l'honneur en revint à Camille : les deux beaux frères ont toujours fait assaut réciproque de modestie. C'est Camille qui en négocia l'ouverture avec le Père général de la Compagnie de Jésus.

C'est la raison pour laquelle la fondation qui rassemble les actifs de l'ICAM s'appelle Fondation Feron-Vrau.

Philibert naît en 1829. Que découvre-t-il au cours de sa jeunesse de la situation du monde où il vit ? Sur le plan civil, et en particulier celui de l'éducation de la jeunesse, les grands lycées existent déjà, et un enseignement secondaire privé existe également sous forme de collèges. Philibert entre dans l'un d'entre eux. C'est un élève ordinaire dans les classes de grammaire et de lettres mais il se révèle en classe de Philosophie où il entre en 1847. Les années qui suivirent furent très troublées du fait d'une sorte de divorce qui existait en lui entre ses croyances et son intérêt premier pour les questions vitales du point de vue de la raison humaine. Il tient à se démontrer par la seule raison ce que l'Église commande de croire et de pratiquer. Tout en poursuivant la formation qui devait lui permettre d'aider son père, et ensuite de lui succéder, dans la fabrication et le commerce du fil, il anime une conférence philosophique formée de ses camarades à Lille et à Paris.

Cette période de crise l'amène aussi à s'intéresser à des phénomènes étranges concernant le magnétisme. De cette période et des expériences qu'il y fit, nous avons une relation manuscrite que lui avait demandée le père Viart, et où il décrit, comme il le dit lui-même, les principaux incidents qui se sont présentés, « lorsque le bon Dieu a daigné l'attirer à Lui ». Camille, de son côté, poursuivait sa formation en vue de la profession médicale.

Finalement, la firme Feron-Vrau a demandé à chacun un sacrifice énorme, car après cette période de troubles internes, Philibert s'était, comme il le dit, réconcilié avec son Seigneur et il songeait de plus en plus à la vie religieuse, mais devant les problèmes psychoaffectifs que posait à son père l'abandon de sa collaboration professionnelle, il y renonça. Par la suite, et pour les mêmes raisons, en 1866, Camille renonça à son tour à la profession médicale.

Toute cette période correspond à une transformation profonde de la cité lilloise et, de ce fait, de ses structures économiques et religieuses. Lille a vu sa population décupler, les clochers qui n'étaient qu'au nombre de quatre au début du siècle se sont multipliés et c'est pour faire face à cette évolution progressive que l'abbé Bernard, curé de Sainte-Catherine, puis vicaire général du diocèse, dont le siège est à Cambrai, décide de faire appel aux jésuites. L'opération était délicate, le diocèse était gouverné par un prélat jureur, Mgr Belmas, gallican obstiné, aussi ombrageux à l'égard du Saint-Siège qu'opposé aux congrégations religieuses, surtout aux jésuites qu'il avait en aversion. Mais le souvenir des jésuites était complètement effacé dans la mémoire de la population car ils avaient quitté Lille depuis quatre-vingts ans. L'ignorance religieuse était générale et l'enseignement primaire et secondaire dispensé par des maîtres en majorité incroyants, n'était dans ce domaine d'aucun secours.

L'abbé Bernard, formé à Saint-Sulpice, et conseillé par un sulpicien de grande valeur, en avait reçu ce conseil : « la seule chose qui doit vous occuper, est une résidence des frères jésuites dans votre paroisse. Avec cela, vous aurez tout. Préparez -a dans le secret de manière que tout soit fait et prêt avant que l'on sache rien, excepté l'autorité ». Entre temps l'archevêque avait changé, et Mgr Giraud donna son autorisation.

Le père Pierre Vitse (1822-1881), originaire de Bollezeele, fut désigné par le Provincial, il logeait au presbytère et accomplit avec succès son nouveau ministère.

D'autres suivirent, et il fut possible d'installer une résidence, d'abord dans la rue Jean-Jacques Rousseau, puis dans la rue Voltaire. Par la suite, l'immeuble de la rue Négrier qui lui était adossé fut également acquis et cette solution subsista jusqu'aux expulsions, à la fin du siècle.

Avec la loi Falloux, il devint possible aux jésuites de rouvrir un établissement secondaire. Le collège Saint-Joseph, disparu depuis 1764, reprit vie, rue Solferino, en 1876. De 1880 à 1888, Mgr Baunard en fut d'ailleurs le supérieur avant de devenir censeur des Facultés catholiques. Il ne semble pas que ni Philibert ni Camille se soient fortement impliqués dans le secteur secondaire. L'enseignement primaire et l'enseignement technique les mobilisaient davantage.

Les relations entre la famille Vrau et les jésuites se sont établies dès l'arrivée de ceux-ci. Leur implantation locale respectivement les facilitait. Le premier jésuite à y intervenir fut le père Irénée Viart, il fut également le premier directeur spirituel de Philibert : « Je suis allé aux jésuites, écrit Philibert à Camille, et j'ai trouvé un homme d'une instruction qui m'est apparue prodigieuse, avec une piété des plus profondes et des plus éclairées ». Par la suite, lors d'une retraite qu'il fit avec lui à titre individuel, il concevra le désir de doter la ville d'une université catholique pour faire face au matérialisme et à l'incrédulité des maîtres et des élèves de l'enseignement public.

A travers ce rapide survol du siècle où a vécu Philibert, j'ai évoqué deux figures de jésuite les pères Vitse et Viart. Mais ils furent de fait un certain nombre et je vais préciser dans quelles circonstances ils ont été en relation avec lui. Disons d'abord que sur leur nombre à vivre dans cette résidence qui varia de huit à quinze durant cette période de 1844 à 1905, cinq se sont manifestés avec une réelle permanence. Le premier d'entre eux, déjà cité, est celui qui joua un rôle déterminant dans le retour de Philibert à une vie spirituelle profonde.

« La grande science du père Viart, et celle-là est vraiment prodigieuse, écrit-il à Camille paraphrasant saint Paul, c'est surtout la science suréminente de la charité du Christ ». Cette relation entre eux amène à ce que, le 7 juin 1854, fête de la Pentecôte, Philibert communie à nouveau, lui qui avait abandonné toute pratique sacramentelle. Il estime avoir une foi suffisante pour le faire.

C'est encore le père Viart qui célèbre la messe quand il s'agit de prendre cette décision redoutable de choisir la fidélité filiale et de demeurer dans l'entreprise. Comme il le dit alors à son père : « c'est à toi et au père Viart que je me remets de tout mon avenir ».

Mais ceci ne réduit pas ses engagements apostoliques, en particulier le premier d'entre eux, l'adoration nocturne du Saint-Sacrement pour laquelle il n'a cessé de rechercher des engagements et de multiplier les réalisations. Le chapelain de cette adoration nocturne est le père Auguste Cœurdacier dont Mgr Baunard dit qu'il sera pour Philibert un père pour son âme, et pour son œuvre un zélateur et un directeur spirituel, prêt à mettre toute son âme d'apôtre dans cet office. Né en 1816, d'abord prêtre diocésain, il entra dans la Compagnie en 1842. Grand prédicateur, il fut très présent à Lille où il créa un patronage dans l'hôtel de la Monnaie en 1858. Il mourut à Lille le Jeudi saint 1889 et fut enterré dans l'église Saint-André.

En 1867, le cercle et les comités créés par Philibert Vrau se transportent rue Marais, le Père Braun y célèbre la messe tous les premiers vendredis du mois. Le Père Braun, né à Metz en 1822 et mort à Lille en 1902, propage surtout la dévotion au Sacré-Cœur. Philibert fait d'ailleurs stipuler dans les statuts que le directeur du cercle doit être un père de la Compagnie de Jésus.

Citons enfin le père Breck, né également à Metz en 1838, qui fonda et dirigea *Le Dimanche*, journal de Philibert et Camille, qui fut chapelain de Notre-Dame de la Treille, et dont il est dit : « Il fut l'auteur ou confirma par son action tout ce qui fut fait de bon ou d'utile dans la firme de Philibert Vrau ».

En beaucoup de circonstances, il est difficile d'attribuer à Philibert ou Camille une action spécifique, même si, comme je l'ai déjà dit, le premier était plutôt porté vers les démarches spirituelles, et le second vers l'action dans la société. Le recours aux jésuites qu'ils font l'un et l'autre, y compris évidemment lors de l'installation à N.D. du Hautmont, est plus le fait de Camille. Mais lors de cette période troublée des années 1880, c'est Philibert qui organise des nuits d'adoration dans les établissements scolaires menacés par les lois de Jules Ferry. Et après l'expulsion des jésuites, deux d'entre eux, les pères Fristot et Marquigny sont accueillis dans la maison de madame Vrau qui est également celle de son fils.

Cependant, après la mort en 1892 du père Viart, dont j'ai dit quel rôle important il joua dans son choix de vie, et celle du père Cœurducier, il ne paraît pas qu'il se soit attaché à aucun ni que leur direction se soit étendue à la conduite de ses œuvres. Certes, quand il est fêté dans son usine, le 14 octobre 1904, à l'occasion de son jubilé, c'est le père Breck qui fait un discours, mais c'est dans la ligne du passé.

Philibert Vrau meurt le 28 mai 1905 et, durant le peu de temps qui lui reste à vivre, Camille poursuit son œuvre avec le tempérament qui lui est propre, car il ne manque pas de dire que, s'il s'applique à suppléer son beau-frère, comme il l'a aidé, ce beau-frère qu'il aimait et admirait, il aurait désiré chez lui, plus d'ouverture. « Il ne s'ouvrait complètement que vers le ciel », dit-il en confidence au père Doyotte. Car sur le plan de la relation, il manifestait à tous les jésuites beaucoup d'attachement.

En conclusion, il me semble pouvoir dire que c'est donc d'abord au titre de la direction spirituelle personnelle que les jésuites ont accompagné Philibert Vrau, même s'il leur a également confié des charges d'aumônerie et de gestion des œuvres qu'il a créées.

## **Philibert Vrau et les assomptionnistes**

*Charles Monsch, ancien archiviste général augustins de l'Assomption*

Engagé, comme il l'était, dans les « œuvres de zèle » les plus variées ; Philibert Vrau devait inévitablement trouver les assomptionnistes sur son chemin. Sa correspondance avec les pères François Picard et Vincent de Paul Bailly en fait foi.

Il a, semble-t-il, également connu le père Emmanuel d'Alzon (1810-1880), fondateur de la congrégation des assomptionnistes en 1850. On en trouve trace dans une lettre de Philibert à son beau-frère Camille, écrite de Rome, et datée du 15 février 1878. Il y parle de son séjour à Rome, dans l'interrègne entre les deux papes : Pie IX décédé, et Léon XIII, non encore connu. Il dit notamment ceci :

« Le père d'Alzon et le père Picard ont défini notre rôle, en assignant trois buts à notre démarche : nous sommes d'abord venus pour rendre hommage à la mémoire du bien-aimé Pie IX ; puis pour nous unir aux prières qui vont se faire durant huit jours pour l'Église ; enfin a ajouté le père d'Alzon, pour soutenir par notre présence le nouveau Pontife. »

Le père François Picard (1831-1903) a été le successeur du père d'Alzon à la tête de la congrégation, de 1880 à 1903. Le père Vincent de Paul Bailly (1832-1912) a été assistant général de la Congrégation et le bras droit du père Picard dans la fondation de diverses œuvres, particulièrement de la Bonne Presse.

Disons quelques mots de la fondation de la Bonne Presse. Cette entreprise commença comme une œuvre catholique, en 1873, avec la parution du Pèlerin, organe des pèlerinages, lancés par des assomptionnistes en 1871, dans le cadre de l'Association « Notre Dame de Salut ». Ils lancèrent ensuite, en 1880, *La Croix*, revue mensuelle devenue quotidienne en 1883. La raison sociale « Maison de la Bonne Presse » apparut en 1889, lorsque l'œuvre se mua en une véritable entreprise, avec machines, ateliers et des centaines d'employés. On connaît l'expansion des titres lancés par la Bonne Presse : plus de cent dès avant 1900. Ces titres couvraient largement tout le domaine des activités catholiques de l'époque. C'est de cette façon que Philibert Vrau fut amené à entrer en contact avec les créateurs de cette œuvre multiforme.

Pour ne citer que les points de contact les plus importants, je traiterai : des comités catholiques ; de l'enseignement supérieur libre ; des congrès eucharistiques ; de la presse catholique.

### **I - Philibert Vrau, les comités catholiques et les assomptionnistes**

Les premiers comités catholiques ont été fondés à Lille, et Philibert Vrau en fut l'instigateur. Suivant la définition de Yves-Marie Hilaire, le but de ces comités était d'étendre à de plus vastes domaines l'initiative laïque dans l'apostolat. Nous trouvons un écho des travaux du comité lillois dans une lettre du père Picard au père d'Alzon, en date du 27 février 1873. Il est de retour de Lille, où il a passé deux jours chez M. Vrau : « Nous avons abordé, écrit-il, la question de l'enseignement primaire, celle de l'enseignement secondaire, puis les pèlerinages et enfin les comités catholiques ».

En dépit de cette collaboration entre Lille et Paris, il se produisit un malentendu, que le père Picard évoque, dans une lettre du 6 novembre 1874 au père Bailly, et que je ne suis pas arrivé à élucider : s'agissait-il des rapports entre les comités catholiques et les pèlerinages ? De toutes façons, ce malentendu fut assez vite dissipé. Un mois plus tard, le père Picard écrit au père Bailly : « L'affaire Vrau est grave, mais elle est dans les prévisions : une explication un peu vive, un esclandre, voire quelque procès tournera tôt ou tard à l'avantage de notre liberté. Soutenez ces braves Lillois ! » (Lettre du 3 décembre 1874). Les comités catholiques ont suscité très vite les congrès catholiques, tant au plan régional qu'au plan national.

Dans ses souvenirs personnels, restés inédits, le père Bailly évoque la deuxième assemblée générale des comités catholiques de Paris, le 19 mai 1873. Le père Picard en était l'âme, écrit-il, comme Philibert Vrau était l'âme de l'assemblée régionale à Lille.

Des difficultés s'élevèrent au sein des comités de Paris. Les assumptionnistes s'en retirèrent. A l'inverse, les comités du Nord poursuivaient leurs activités, sous l'inspiration de Philibert Vrau. Celui-ci avait réussi à faire adopter par les Lillois le principe du « terrain catholique », également cher aux assumptionnistes de Paris. Cela voulait dire : exclusion des partis. Dans ses éditoriaux de *La Croix*, le « Moine » défendait ce principe. Tandis qu'à Paris, la confusion s'était installée, avec l'intrusion et les intrigues des partis conservateurs.

Beaucoup plus tard, le père Picard écrit au père Emmanuel Bailly, frère de Vincent de Paul – c'est la seule fois où je le mentionnerai, et donc toutes les autres mentions « Bailly » se rapportent à Vincent de Paul-Emmanuel Bailly (1842-1917) était alors procureur de la Congrégation à Rome. Il allait succéder en 1903 à Picard comme supérieur général. Voici ce que lui écrit le père Picard : « M. Vrau a dû voir M. Lamy ce matin : le mot d'ordre est celui-ci : « agissons, travaillons, poussons à l'organisation des forces catholiques » (Lamy était le chef des catholiques favorables au Ralliement, la lettre est datée du 12 décembre 1896). Vrau, 66 ans à ce moment, était le vieux sage qui pouvait se permettre de faire la leçon à un chef de parti de 51 ans.

## II - Philibert Vrau, les assumptionnistes et l'Université catholique de Lille

Dès leur fondation, les assumptionnistes avaient milité, comme Philibert Vrau, en faveur de l'enseignement supérieur libre.

Le père d'Alzon avait lancé, à Nîmes, en 1851, la *Revue de l'enseignement chrétien*. Dans une première période, de 1851 à 1855, il livra le combat pour l'enseignement secondaire. Il fit réapparaître la revue à Paris, dans une seconde série, de 1871 à 1877. Cette fois-ci dans le but de promouvoir l'enseignement supérieur libre. La devise de la revue était « *Delenda Carthago* » : il fallait littéralement détruire l'Université d'État sans Dieu. Entre temps, la loi du 12 juillet 1875 entérina l'existence légale de l'enseignement supérieur libre. L'un des tous premiers projets concrets de fondation dans ce domaine fut celui de Lille, et Philibert Vrau en fut le protagoniste. Je ne parlerai que de ses rapports avec les assumptionnistes sur ce plan.

Dans une lettre du 8 mai 1875 au père Bailly, le père Picard parle des encouragements du Pape pour la fondation de l'Université catholique de Lille, lors d'une audience accordée au père Picard et à MM. Vrau et de Caulaincourt. « Ils ont présenté timidement au pape leurs projets et les efforts pour fonder l'Université, et le Saint-Père est allé au-devant de nos désirs à tous, en nous donnant sa bénédiction avec indulgence, en latin ».

Au moment où, avec son frère Camille, Philibert cherchait à recruter des professeurs pour la future faculté de médecine, le bruit s'en répandit dans la gent assumptionniste. Un lointain missionnaire, perdu en Bulgarie, le P. Victorin Galabert, lui-même docteur en médecine, en eut vent et voici ce qu'il écrit au père Picard, le 2 décembre 1876 :

« On cherche des professeurs pour la future faculté de médecine de Lille. J'ai un ami d'enfance, bon praticien, qui serait un excellent professeur de clinique et d'accouchement, bien que peu pratiquant. Il a les idées spiritualistes de l'École de Montpellier, et de sérieuses convictions catholiques. Dans un milieu catholique, il ne tarderait pas à entrer dans un ordre d'idées auquel il n'a jamais été hostile ».

On ne sait pas si cette proposition a eu une suite.

Plus tard, le même père Galabert écrit à son disciple, le père Alexandre Chilier, à propos d'un banquier Levantin à Andrinople (Edirné) qui s'interdit d'accorder des prêts à des œuvres de charité :

« Pauvres gens ! Ils ne savent pas comprendre combien la charité enrichit une famille. Qu'ils sont loin d'imiter ce riche négociant de Lille, un des fondateurs de l'Université catholique, M. de Vrau (Galabert l'ennoblit !) Celui-ci donne tous les ans près de 200.000 francs pour cette œuvre. Il les retrouve placés à gros intérêt, puisque chaque année, ils lui rapportent près d'un million » (Lettre du 25 novembre 1883).

Enfin, un point particulier : celui de l'établissement d'une communauté assumptionniste à Lille. Dans une correspondance du 7 février 1885, Philibert sollicite, auprès du père Picard, cette fondation. Il la voyait sous la forme d'un foyer d'étudiants, animé par les religieux, à proximité de l'Institut catholique des Arts et Métiers, qu'il contribua à créer, dans ces années-là. Un long échange de lettres s'ensuivit, mais après diverses tergiversations, le père Picard renonça à ce projet.

### **III - Philibert Vrau, les assumptionnistes et les congrès eucharistiques**

Je n'entre pas dans le détail de la dévotion eucharistique de Philibert Vrau, qui se manifesta dans ses jeunes années, au lendemain de sa conversion, dans l'œuvre de l'Adoration nocturne, fondée à Lille, avec M. de Benque. C'est de cette œuvre, à laquelle il resta fidèle jusqu'à sa mort, que naquit le projet des congrès eucharistiques que M. Vrau voulut aussitôt internationaux. Sur ce projet, il y eut de nombreux échanges entre lui et les assumptionnistes. Dès que le projet eût pris forme, les assumptionnistes furent aux côtés de Philibert pour le soutenir et lui faciliter les contacts.

Le 10 mai 1881, Léon XIII accorda au père Picard, ainsi qu'à M. Vrau et au marquis de Damas, une audience pour le congrès eucharistique international de Lille, le premier, qui devait s'ouvrir peu après. Le lendemain, Philibert narre la scène dans une lettre à son frère Camille :

« Le Saint-Père arriva auprès de moi. Je tenais à la main la supplique pour le congrès eucharistique. Je me prosternai à ses pieds, et je sentis ses mains se reposer sur ma tête. Je demeurai là sans me relever un bon moment. Le père Picard, témoin de mon embarras et de mon émotion, se mit à expliquer au Pape l'objet de notre démarche. J'entendis le Saint-Père lui répondre en italien, qu'un pareil projet ne pouvait qu'être grandement encouragé et béni. Et puis, je le vis qui, éfendant les bras, me donna lentement sa bénédiction solennelle. Je me relevai alors, et je trouvai enfin la hardiesse de lui demander, en lui tendant la supplique, s'il ne voudrait pas, pour encourager les promoteurs et organisateurs du congrès, y mettre un mot de sa main, en précieux témoignage de son approbation. Sa sainteté daigna accueillir avec bienveillance ma requête... Nous aurons donc à bref délai le mot d'encouragement que nous désirions ».

Soit dit en passant : Philibert Vrau, pourtant un habitué des audiences pontificales, se montre ici tout perturbé. Il faut dire qu'il avait été familier des audiences « bon enfant » de Pie IX et qu'ici, il fut frappé par la majesté qui émanait de Léon XIII.

Pour les autres congrès, je n'évoquerai que l'un des plus importants : celui de Jérusalem, présidé par le cardinal Langénieux, en 1893. Philibert Vrau, le préparateur, l'organisateur et aussi le bienfaiteur, resta en retrait, une fois la chose faite. Il semble qu'il ait été à Jérusalem, mais on ne le vit pas. C'était tout à fait dans ses habitudes. Je lirai à la fin un témoignage assumptionniste sur ce trait de sa personnalité.

#### IV- Philibert Vrau, les assomptionnistes et la presse catholique

Personnellement et indépendamment des assomptionnistes de Paris, Philibert Vrau fonda un journal catholique local : *La Vraie France*. Je ne fais que citer les historiens de la presse : il semble que ce journal ait été de tendance légitimiste. De toutes façons, ce journal fut une lourde charge pour lui, que ce soit pour l'argent et le temps qu'il dut lui consacrer. Il réunissait, tous les mercredis les collaborateurs et diffuseurs du journal dans les locaux du comité catholique local. Il était là le rédacteur en chef, le directeur de la rédaction, entrant très loin dans les détails de la rédaction.

A côté de ce projet personnel, Philibert Vrau soutint avec son désintéressement coutumier la diffusion de la presse catholique de Paris, qu'on pourrait appeler « concurrente ». Il souscrivit des abonnements à toutes les publications de la Bonne Presse. Plus particulièrement pour *La Croix de Paris* ; il prit d'intéressantes initiatives pour sa diffusion dans l'aire de Lille. Il alla jusqu'à payer trois mille abonnements, pour être mis en dépôt dans les débits de boisson de Lille. Il paya des crieurs pour la vente du journal dans la rue.

Philibert Vrau fut, avec son neveu Paul Feron-Vrau et le chanoine Masquelier, l'initiateur du lancement de *La Croix du Nord* en 1889, initialement conçue comme un supplément de *La Croix de Paris*, puis devenue autonome et quotidienne à partir de 1890 ; *La Croix du Nord* fut, finalement, parmi les centaines de *Croix* régionales et locales en France, le seul quotidien et le seul à survivre pendant près d'un siècle. Et le sauveteur de la Bonne Presse, expropriée à la suite du "Procès des Douze" en 1900, ce fut Paul Feron-Vrau. Après d'in vraisemblables péripéties, perpétrées par le liquidateur Ménage, Paul Feron-Vrau put se faire reconnaître comme le propriétaire légitime de la maison et asseoir celle-ci sur de solides bases juridiques. A ses côtés, le chanoine Masquelier quitta pour un an *La Croix du Nord*, pour prendre en main *La Croix de Paris*, signant ses éditoriaux : « Cyr » à la place du « Moine », condamné à abandonner la plume.

Philibert Vrau, déjà dans les dernières années de sa vie, avait délégué entre les mains de son neveu la responsabilité de la plupart de ses œuvres, entre autres celles de la presse. Son quotidien *La Vraie France* disparaîtra un an après sa mort.

Je finis en vous livrant quelques traits de la personnalité de Philibert Vrau, tels que les a notés un assomptionniste, apparemment anonyme, mais dont j'ai réussi à percer l'anonymat. J'ai découvert, dans nos archives de Rome, une note manuscrite anonyme, de quatre feuillets. L'écriture de la note est celle du père André Jaujou (1859-1929) qui fut, de 1882 à 1903, le secrétaire particulier du père Picard et l'accompagna partout dans ses déplacements. Voici les premières lignes de cette note :

« La physionomie de M. Vrau est admirablement dépeinte par Mgr Baunard. Il faisait beaucoup et jamais ne laissait voir quelle part lui revenait ; et il est parvenu à ensevelir en quelque sorte sa propre histoire. Ce qui fut frappant pour moi dans les réunions où je l'ai rencontré, c'est la vénération qu'il inspirait. Les uns et les autres discouraient ; il gardait le silence en son coin. Mais si, à la fin, il prononçait quelques avis, chacun se rangeait aussitôt à ses vues. Bien que retiré du monde, il était d'une bonté joyeuse ; il se réjouissait des choses d'esprit, n'en manquant certes pas lui-même. Notamment, je fus très frappé de la façon avec laquelle il aimait à plaisanter et jouer avec son petit neveu, qui devait lui succéder un jour en tant d'œuvres »

Je termine sur ce témoignage qui montre bien l'intimité des rapports qui unissaient assomptionnistes et Philibert Vrau.



## Philibert Vrau et le clergé

*Roger Desreumaux, archiviste émérite du diocèse de Lille*

Avant d'entamer le sujet de cette communication, je voudrais dire pourquoi j'ai accepté la proposition que m'a faite M. Théry, dire ce qui me lie à Philibert Vrau. Je crois que je suis un des survivants avec Xavier Théry de la reconnaissance des restes de Philibert Vrau et Camille Feron-Vrau dans la crypte de la cathédrale le 1<sup>er</sup> octobre 1947. J'étais alors sous-diacre, cérémoniaire du Séminaire académique. L'abbé Charles Lefebvre (futur prélat et doyen de la Rote romaine) était le vice-postulateur de la cause et mon patron de thèse en théologie. Il m'avait demandé de lui trouver un porte-croix et deux acolytes pour former le cortège des évêques à la cérémonie. J'ai donc vu arriver les deux corbillards, j'ai assisté à l'ouverture des deux cercueils, j'ai entendu le médecin légiste, le professeur Muller, proclamer à voix haute et très intelligible ce qu'il découvrait un peu à la fois de l'état des corps. Je n'ai pas assisté à la cérémonie d'inhumation dans la crypte, ni au départ des cercueils vides vers la faculté libre de médecine de la Catho. Tel fut mon premier lien avec les « frères » Vrau.

Le second est plus intime. Par testament tous deux ont demandé que leurs cœurs soient conservés à la Catho, à proximité d'un tabernacle contenant la réserve eucharistique. Des aménagements de salles à l'Université ont amené des transferts pour rester fidèles à leurs volontés. Professeur à la Catho, puis chancelier de l'Evêché, c'est à moi qu'on a confié le soin de procéder aux transports nécessaires de la chapelle absidale au salon du rectorat, puis de celui-ci à la chapelle St Vincent, enfin au sanctuaire établi à l'intérieur de la grande chapelle universitaire où j'ai été ordonné prêtre. J'ai donc eu le privilège de tenir à trois reprises entre les mains le coffret contenant les cœurs de ces hommes qui ont tant œuvré pour l'Église : cela impliquait une méditation adéquate pour le prêtre porteur. Ce second lien avec Philibert m'a conduit à prendre la parole devant vous sur Philibert Vrau et le clergé.

### I - Sources

Les sources utilisées ont été d'abord la correspondance de Philibert Vrau, particulièrement celle qu'il a entretenue avec le professeur Canet, de la faculté des lettres de la Catho, qui jouait un rôle de coordinateur pour les assemblées des catholiques du Nord et du Pas-de-Calais. Mais j'ai pensé aussi aux deux procès de béatification, en particulier aux questionnaires qu'avaient dû préparer les promoteurs de justice successifs. Ayant dû remplir ce rôle pour deux procès je me disais qu'ils avaient dû faire comme moi : recevoir de Rome un questionnaire fleuve et y choisir les questions adaptées au procès en cours et aux témoins à interroger. Ils avaient dû y inclure une interrogation sur l'attitude du personnage concerné vis-à-vis des autorités religieuses et du clergé en général. Et j'ai trouvé et utilisé les réponses des témoins, ecclésiastiques bien sûr, mais aussi laïcs.

Le mot qui revient le plus souvent dans leur bouche est celui de « déférence ». Et je résume volontiers l'attitude correspondante par la formule du professeur de droit Paul Delepoulle interrogé sur l'attitude de M. Vrau avec les autorités religieuses : « il en parlait toujours avec le plus grand respect, elles avaient la première place dans les réunions ou banquets avec toast délicat et soumis ».

### II - Les papes

On peut avoir plusieurs nuances de déférence envers les personnes. Pour Philibert Vrau, il est évident qu'envers le pape, on peut parler de soumission respectueuse, qu'il s'agisse de Pie IX ou de Léon XIII. En 1935 le chanoine Peter, professeur d'histoire à la Catho, compte 15 voyages à Rome « pour demander

lumières, directions, bénédictions » ; il ajoute que « cela s'accorde parfaitement avec sa piété, son zèle, sa générosité et sa modestie ». Ces séjours romains avaient pour but de présenter au Saint-Père des projets et de solliciter approbation et encouragements. M. Vrau n'y allait jamais seul ; il s'efforçait d'être un des membres qui prenaient part à l'œuvre proposée. D'autre part, il tenait à ce que l'assemblée annuelle des catholiques du Nord et du Pas-de-Calais commence ses travaux par une adresse au Souverain Pontife et, si possible, que le Nonce prenne part à la réunion. Quand il fut question d'y inviter Marc Sangnier, il y eut des hésitations qui tombèrent dès qu'on sut qu'il avait été reçu par le Pape.

Sous Pie IX, je signalerais volontiers son zèle pour le Denier de St Pierre après la perte des États pontificaux, les démarches pour la création d'une Université catholique à Lille. Ajoutons-y la phrase de l'Adresse au Pape de 1875 : « Nous voulons toujours être les hommes de l'Encyclique et du *Syllabus* ».

Sous Léon XIII, l'obéissance aux directives politiques du pape est remarquable. M. Vrau s'oppose fermement à un collègue du Bureau des Conférences Saint-Vincent-de-Paul qui émet des réticences : « Comment ? Ne pas obéir au Pape ? N'est-il pas le père des fidèles, le vicaire de Jésus-Christ ? », quitte à s'excuser après la séance auprès de son contradicteur pour ce que ses paroles auraient pu avoir de blessant. Il accepta les désaccords avec des amis de longue date lorsqu'il manifesta franchement son ralliement à la République, tel que souhaité par Léon XIII. Il se présenta même dans une législative partielle pour qu'il y ait un candidat soutenant les directives pontificales. Une des raisons qui lui firent accueillir l'abbé Lemire, fraîchement élu dans les Flandres, c'est qu'il était un député républicain. L'encyclique *Rerum novarum* fut reçue par lui avec soumission, même s'il préférerait avec d'autres patrons du Nord et en particulier Mgr Fichaux, les syndicats mixtes aux syndicats ouvriers ; le texte pontifical n'était pas décisif sur le sujet. Lorsqu'en Italie s'organisèrent sous l'impulsion du pape des Comités d'Action populaire, il s'enquit de leur règlement et suggéra qu'un thème des assemblées annuelles soit la Démocratie chrétienne. Mgr Baunard résume son attitude dans une vraie dévotion au pape.

### III - Les archevêques de Cambrai

Après Rome, vient Cambrai et son archevêque. Ici aussi, on peut parler de déférente soumission, mais avec une nuance de familiarité, car Philibert rencontre souvent, au milieu des membres des bureaux des associations, son archevêque, à qui sont soumis projets et thèmes de réunions, ainsi qu'un calendrier des assemblées régionales des œuvres. Au début, c'est Mgr Régnier, avec lequel il a un problème lors de la fondation de l'Université catholique de Lille. L'archevêque a écouté son supérieur de Grand Séminaire, le célèbre M. Sudre, qui voit d'un mauvais œil la création d'une faculté de théologie à Lille ; cela établirait selon lui deux clergés dans le diocèse : à côté des prêtres pieux et zélés formés à Cambrai, il y aurait les intellectuels façonnés à Lille et donc moins dociles à l'autorité diocésaine. Mgr Régnier veut bien une Université à Lille, mais sans faculté de théologie. Philibert Vrau soumet la question au Pape qui lui fournit une réponse nette : Une Université catholique sans faculté de théologie est un corps sans tête. Mgr Régnier, qui est lui-même très romain, se soumet à la décision pontificale et on installe à Lille une faculté de théologie et, pour loger les séminaristes étudiants, un Séminaire académique. Dois-je signaler que la suspicion du Grand Séminaire de Cambrai envers les prêtres formés au SAC (abréviation commune dans le jargon ecclésiastique pour le séminaire des Facultés catholiques) perdurera dans le diocèse et pire, se poursuivra dans le diocèse de Lille quand il se formera. Un étudiant aux Archives diocésaines, m'interrogea il y a une quinzaine de jours sur un texte qu'il avait du mal à comprendre. En fait, c'était une réplique de l'abbé Maurice Declercq, ancien du SAC, directeur au Séminaire de Merville à l'époque (1935), répondant aux accusations de laxisme formulées par le Séminaire de Lille contre le Séminaire

académique (il était plus facile de s'attaquer à lui qu'à la faculté de théologie). Quand je suis entré au SAC en 1942, j'ai pu lire, comme mes confrères, un pamphlet contre la formation donnée dans ce séminaire. Chaque 2 février, dans la soirée, le cardinal venait présider un salut suivi du renouvellement de nos promesses cléricales ; il dînait en notre réfectoire et le supérieur du Grand Séminaire l'accompagnait, qui nous ignorait superbement. Petite révolution le 2 février 1946, le nouveau supérieur du Grand Séminaire profite de cette venue du cardinal pour réunir les séminaristes lillois afin de faire leur connaissance. Il faut dire qu'André Chavanat était lui-même ancien du SAC. Un de mes confrères d'alors me disait récemment qu'il nous fallait faire doublement preuve de notre valeur pastorale pour obtenir un visage bienveillant des autorités. L'atmosphère s'est heureusement améliorée avec la diminution du nombre des prêtres, la création d'un Séminaire interdiocésain unique et l'arrivée d'évêques qui n'avaient pas été dans l'équipe de formation du Grand Séminaire de Lille.

Mais revenons au cardinal Régnier. L'atmosphère était à la confiance réciproque entre Philibert Vrau et lui, au point que l'anecdote suivante nous est rapportée de plusieurs milieux, ce qui prouve qu'elle circulait dans le diocèse ; l'archevêque aurait déclaré aux membres de son conseil épiscopal : « Messieurs, je vous avoue que, quand une œuvre m'est proposée par M. Vrau, je n'ose refuser. Je le crois, cet homme, sous l'inspiration directe de l'Esprit-Saint ». Le transfert nocturne, auquel fut mêlé Philibert, de la statue de Notre-Dame de la Treille, jusqu'alors vénérée en l'église Sainte-Catherine vers la crypte de la Treille ne s'accomplit qu'avec l'autorisation de l'archevêque et la participation du curé de la paroisse. Mgr Monnier, l'évêque auxiliaire, témoigne de l'affliction vraiment filiale de M. Vrau envers le cardinal, qui le poussa à veiller le corps du défunt toute une nuit.

Les trois successeurs du cardinal ne restèrent chacun que trois ans sur le siège de Cambrai et n'eurent pas le temps d'établir des relations aussi personnelles avec Philibert Vrau. A signaler cependant plusieurs visites chaque année à Mgr Duquesnay se battant pour les écoles libres et à qui Philibert venait de Lille demander les directives nécessaires.

Arriva Mgr Sonnois qui demeura plus longtemps en poste ; avec lui Philibert Vrau retrouva de cette confiance mutuelle qu'il avait connue avec le cardinal Régnier. Il venait de Saint-Dié où, selon une lettre du vicaire général à l'abbé Boulay, professeur à la faculté des sciences de la Catho, on ironisait sur « Cambrai a eu son cygne, maintenant il a Sonnois ». Le nouvel archevêque reçoit volontiers les bureaux des associations dont fait partie M. Vrau, il approuve les programmes des congrès proposés, il résout les problèmes qu'on se pose à Lille. Ainsi en 1901 ; c'est lui qui décide du titre de la section « Œuvres de démocratie chrétienne » sans, qu'on ajoute « selon les directives du Pape », c'est lui qui accueille les thèmes « les syndicats jaunes » et « les maisons du peuple ». Il est d'accord avec Philibert Vrau pour qu'on reste sur le terrain religieux et non politique, sur les projets pratiques et non sur les théories dans l'assemblée des catholiques du Nord et du Pas-de-Calais. Il accueille la formule de M. Vrau relative à l'abbé Lemire après son vote sur les congrégations : « Si on l'invite, il ne viendra pas ; si on ne l'invite pas, il viendra et il demandera si on le considère comme un indigne ou comme un révolté » ; l'archevêque propose qu'on trouve un proche de l'abbé député qui lui suggère de se faire représenter par l'abbé Six ou l'abbé Bataille, tous deux démocrates connus. Et comme Philibert lui fait part de ses difficultés avec l'abbé Delassus, le propriétaire de *La Semaine Religieuse*, l'ultra-traditionnaliste chapelain de la Treille que d'aucuns ont surnommé « le basilic de la Treille », Mgr Sonnois « nous demande de ne pas nous y arrêter et d'aller de l'avant ». Philibert Vrau propose à l'archevêque chaque année un prélat de notoriété nationale pour apporter une parole épiscopale à l'assemblée régionale. En 1903, l'élu est l'évêque de Périgueux qui fait preuve de pédagogie dans ses discours ; il s'appelle Mgr Delamaire. Prémonition ? C'est lui que Rome, trois ans plus tard, donnera comme coadjuteur à Mgr Sonnois, lorsque celui-ci demandera un auxiliaire.

#### **IV - Autres évêques**

Les autres évêques sont traités avec la même déférence par M. Vrau, mais il exerce à leur égard une sorte de psychologie pratique, dont les remarques me semblent témoigner de l'expérience acquise par le commis-voyageur du « Fil au chinois » à travers la France. Voyons d'abord le plus proche, l'évêque d'Arras, avec qui on traite les mêmes questions qu'avec l'archevêque : thèmes de congrès, calendrier des présences épiscopales. Il signale que Mgr Williez « veut s'occuper personnellement de ce qui concerne le diocèse d'Arras, il ne cherche pas beaucoup à se lier à Cambrai, ne veut pas paraître sous sa coupe ». Il met dans la bouche du cardinal Langénieux de Reims, les paroles suivantes : « Nous accueillons tous les congrès, vous êtes chez vous, nous vous ouvrons nos bras et nos cœurs, heureux de vous offrir l'hospitalité ... mais c'est à vous de faire votre congrès ». Il dresse par ailleurs une liste des évêques « très bien disposés » en faveur des œuvres actives, liste où l'on trouve par exemple deux panégyristes notoires de Jeanne d'Arc, mais aussi différents que Mgr Turinaz, de Nancy, en opposition très active contre le gouvernement et Mgr Le Nordez, de Dijon, tellement favorisé du gouvernement qu'on le soupçonnait d'être franc-maçon. Philibert signale au passage que ces prélats doivent recevoir des invitations personnalisées pour répondre aux sollicitations qui leur sont adressées, sinon une circulaire restera lettre morte.

Pour les évêques qu'il n'a pas encore rencontrés, M. Vrau souhaite se présenter à eux comme un modeste accompagnateur d'un prélat connu, que ce soit Mgr Dehaisnes, l'historien d'art bien introduit dans la province de Reims ou Mgr Lamérand, directeur des congrès eucharistiques. S'il doit y aller seul, et ce sera le cas dans ses dernières années pour la propagation de la Sainte-Famille, il écoute d'abord l'évêque exposer ses projets pastoraux, puis il lui soumet sa proposition pour appuyer ceux-ci et enfin il sollicite ses instructions. Sa ténacité est bien connue dans les milieux ecclésiastiques.

Je voudrais terminer ce paragraphe sur les évêques par le témoignage de deux d'entre eux au procès des années 1930 ; ils n'étaient pas évêques au temps où ils ont connu M. Vrau et cela nous servira à passer de l'épiscopat au sacerdoce. Mgr Henri-Edouard Dutoit, évêque d'Arras, est un ancien vice-recteur de la Catho ; il signale, à propos de Philibert « sa discrétion et son obstination quand il s'agissait de gagner le clergé ou les catholiques à la cause des Conférences de Saint-Vincent-de-Paul ». Mgr Chollet, archevêque de Cambrai, reconnaît « avoir été durant quelques années le secrétaire de la commission de Foi et de Piété où je rencontrais presque chaque semaine M. Vrau [...] Dans les congrès auxquels j'ai assisté, j'ai toujours constaté chez lui une grande vénération envers l'archevêque de Cambrai et l'évêque d'Arras ».

#### **V - Les prêtres**

Dans la ville de Lille, Philibert Vrau était très déférent envers le clergé, et son biographe, Mgr Baunard, recteur de l'Université catholique de Lille, signale en ce domaine la question des patronages. M. Vrau souhaitait cette œuvre d'éducation continue sous une forme urbaine, mais les curés de Lille préféraient garder un œil sur des patronages qui seraient paroissiaux. Le laïc acquiesça aux vœux du clergé. Le même Mgr Baunard confia à Philibert l'organisation pratique d'une manifestation pour le mois du Sacré-Cœur à Lille en 1900. C'est au chanoine Didiot, doyen de la faculté de théologie, que Philibert proposa l'œuvre des oblats du Très-Saint-Sacrement, fondée à Tourcoing, proche de celle de l'Adoration nocturne de Lille à laquelle il était fidèle tous les samedis soirs. Il était aussi un constant collaborateur du vicaire général Bernard pour la rédaction des billets mensuels de l'Union de prières pour la ville de Lille. Il souhaitait la présence de l'archiprêtre de Lille à la réunion du bureau de la Conférence Saint-Vincent-de-Paul, quitte à en changer le

lieu, la date ou l'heure. Il faisait à ce propos une remarque qui, je crois, est toujours valable : « Le samedi est un mauvais jour de réunion pour les ecclésiastiques ».

Philibert Vrau estimait que sa mission ou plutôt son rôle, c'est le terme qu'il employait, était « de travailler lentement et discrètement à l'organisation des forces catholiques ». Pour cela, il lui fallait rencontrer les curés de base. Plusieurs témoignages nous disent comment il faisait, et je crois qu'on voit bien dans sa manière d'agir le « commis-voyageur de Dieu » (formule de M. Théry) qu'il était devenu après avoir longtemps exercé ses talents au profit de sa firme. L'avocat Camille Bataille est le plus concret : « Arrivé dans le village, il se rendait à l'église, puis chez le curé ; il s'agenouillait devant le prêtre et lui demandait sa bénédiction avant de commencer l'entretien ». Celui-ci portait sur l'état de la paroisse et sur l'apport que pourrait fournir telle œuvre déterminée. Des brochures, des tracts, des prospectus, soigneusement rédigés pour avoir de l'effet sur le public, étaient présentés. En somme, Philibert Vrau faisait l'article. Si l'affaire semblait en bonne voie, il remettait au curé les documents nécessaires à son intégration officielle dans l'œuvre. C'est comme cela, explique l'abbé Gustave Delattre qu'est née la Conférence Saint-Vincent-de-Paul en la paroisse Notre-Dame du Sacré-Cœur à Valenciennes. L'avocat Paul Delepoulle, qui lui succéda au conseil central des Conférences disait que Philibert Vrau « croyait tous les curés et aussi tous les catholiques susceptibles de s'intéresser à cette œuvre ».

Que pensait son propre curé, celui de Sainte-Marie-Madeleine à Lille, Mgr Fremaux ? Il montre M. Vrau assistant comme un bon paroissien à la messe dominicale, bien qu'il ait une chapelle privée. Il avait aussi accepté d'être membre du Conseil paroissial et même d'en être quelques années le trésorier. Quant à l'abbé Desmarchelier nommé vicaire à Sainte-Marie-Madeleine au sortir du séminaire, il se disait « confus des marques de respect que lui témoignait M. Vrau ».

## VI - Conclusion

L'abbé Desmarchelier nous donne aussi une autre indication précieuse : M. Vrau « aimait à regarder le prêtre à l'autel ». Cela m'inspire pour une conclusion à cette communication sur le clergé : pourquoi une telle déférence ? Nous connaissons la piété fervente de Philibert Vrau pour l'Eucharistie : Adoration nocturne, congrès eucharistiques, heures de prière devant le Saint-Sacrement durant sa vie et ... même après sa mort. Sa déférence envers les prêtres ne vient-elle pas de ce qu'ils détiennent le pouvoir extraordinaire de rendre présent le Christ sur l'autel ?

## VII - Post-scriptum

J'avais terminé ainsi mon texte, mais après le colloque, j'ai trouvé le témoignage de mon ancien supérieur du Séminaire académique, le Père Henri Desmet, au cours de la session du 25 novembre 1935. Le P. Desmet était un mystique qui avait traduit en langage poétique *l'Imitation de Jésus-Christ*. Il était aussi celui qui nous conseillait de faire grande figure, mais en nous disant que notre sainteté se conquérait avec des moyens de quatre sous. Voici comment il résumait la vie de Philibert Vrau : « Il fut en son temps et à sa manière un magnifique exemple d'action catholique. Laïc, il fut apôtre dans son milieu ; il y exerça un apostolat organisateur et conquérant. Il le fit en gardant religieusement le contact avec l'autorité hiérarchique ». Cette dernière phrase aurait pu être une conclusion.

## **Philibert Vrau et les deux papes Pie IX et Léon XIII**

*Francis Deplancke, chargé de cours, directeur de cabinet, présidence UCL*

Dans le livre qui a publié vers 1910 sur Philibert Vrau et Camille Feron-Vrau, *Les deux frères*, Mgr Louis Baunard écrit ceci :

« C'était en haut que Philibert Vrau cherchait l'inspiration de ses œuvres. S'il est vrai que personne n'a plus agi que lui, il est constant aussi que personne n'a plus prié. C'est ensuite à Rome, qu'il prenait son mot d'ordre pour toute entreprise grave. Philibert Vrau s'y rendit une quinzaine de fois. Il avait la dévotion, la religion du pape : parole du pape, parole de Dieu ».

Les deux papes que Philibert Vrau a rencontrés ainsi chacun à plusieurs reprises à Rome, ce sont Pie IX et Léon XIII. Leur pontificat dure de 1846 à 1878 pour Pie IX, soit 32 années, le plus long règne de l'histoire de l'Église, et de 1878 à 1903 pour Léon XIII. Ces quelque 50 années coïncident avec l'émergence et le développement de toutes les actions militantes que Philibert Vrau conduira dans la région du Nord et en France.

Avant de présenter les relations que Philibert Vrau a entretenues avec Rome et les Souverains Pontifes, il semble utile d'évoquer la personnalité et l'œuvre de Pie IX et Léon XIII, en essayant de comprendre comment celles-ci ont pu accompagner ou influencer les actions de Philibert Vrau

### **I - Pie IX**

Au début de son pontificat, Pie IX bénéficie d'une grande popularité notamment au sein de la population italienne. Il prend des mesures libérales : amnistie générale pour les exilés et prisonniers politiques ; censure confiée à une commission laïque ; mise en place d'un conseil consultatif de laïcs dont le rôle est de lui transmettre les attentes de la population des États.

Ce mouvement réformiste lui attire la sympathie de certains militants nationalistes qui voient en lui le personnage capable de fédérer les énergies en vue de réaliser l'unité italienne, même si Pie IX rappelle son opposition à toute transformation de la carte d'Italie.

En 1848, « le printemps des peuples » embrase l'Europe du congrès de Vienne. Des insurrections populaires dans les États pontificaux, et des troubles dans Rome obligent Pie IX à quitter Rome en novembre 1848 pour se réfugier à Gaète, une ville voisine située dans le royaume de Naples.

La « République romaine » est proclamée en février 1849, et les États du pape cessent d'exister. C'est un corps expéditionnaire français, appelé par le pape, qui s'empare de Rome et met un terme à l'expérience démocrate. Le pape rentre à Rome, à l'été 1850. Cet épisode est capital dans l'évolution de Pie IX, qui renforce son intransigeance et sa volonté de préserver le plus possible l'intégrité de sa puissance temporelle.

Au cours des deux décennies suivantes, le gouvernement du Saint-Père sur les États entourant Rome s'effrite. En 1859 les États du pape sont définitivement annexés par le royaume voisin de Piémont-Sardaigne, dont le souverain Victor-Emmanuel II est proclamé Roi d'Italie en 1861. En 1870, Rome est prise par les troupes italiennes et devient la capitale de l'Italie.

Pie IX se considère désormais comme prisonnier à l'intérieur de Rome. En France, il apparaît comme un « pape martyr » et l'opinion le soutient très

majoritairement, estimant que le pouvoir temporel du pape garantissait en quelque sorte son indépendance spirituelle.

Ainsi, le congrès catholique du Nord de novembre 1874, dont Philibert Vrau est l'artisan et l'organisateur, est inauguré par « une adresse collective au pape prisonnier, à qui il offre l'hommage, la protestation, le dévouement de ses fils assemblés ».

Et lors de son premier voyage à Rome en mai 1875, Philibert Vrau note : « On est partout très bien accueillis, mais les Romains subissent un peu le joug. Le gouvernement piémontais a donné des ordres pour que les pèlerins ne soient pas inquiétés, mais la situation de l'Italie est triste ». Plus tard, dans une autre lettre envoyée de Rome, Philibert Vrau parle du « nouveau soi-disant roi d'Italie ». Il mentionne aussi que « ni l'ambassadeur de France auprès du Saint-Siège, ni celui auprès du roi d'Italie n'ont voulu assister ensemble à une cérémonie à Saint-Louis des Français. Ainsi donc - conclut-il - la France officielle s'efface de plus en plus ».

L'un des effets des bouleversements politiques à Rome, c'est la perte des provinces les plus riches, ce qui obère les finances pontificales. Pour y remédier, le pape fait appel à la générosité des catholiques à travers le monde, qui sont invités à donner leur obole au Denier de Saint-Pierre.

Les catholiques du Nord de la France, et Philibert Vrau lui-même, y participent généreusement. En mai 1876, ce dernier se présente à Pie IX « porteur d'une très riche offrande du diocèse ». L'année suivante, c'est une somme de 400.000 francs qu'il remet au pape, « somme que le diocèse de Cambrai offre au denier de Saint-Pierre ».

Cependant, de toutes ces épreuves, le prestige moral de la papauté et l'autorité spirituelle qui en découle en sortent renforcés. Le Saint-Père intervient alors avec force dans la vie des églises nationales, en Pologne, dans l'empire allemand... De nombreux concordats sont signés par le Saint-Siège avec les états catholiques européens et américains.

Le concile œcuménique Vatican I se réunit de 1869 à 1871. Le dogme de l'infailibilité pontificale en matière de foi et de morale est proclamé en juillet 1870 par la Constitution *Pastor aeternus*.

Cette période est également celle d'un renouveau des formes de dévotion : culte marial, dogme de l'Immaculée Conception, culte du Sacré-Cœur (c'est l'époque de la construction de la basilique de Montmartre).

Enfin, le pontificat de Pie IX correspond à un durcissement de la papauté devant l'évolution des sociétés européennes et les idées du temps, devant la montée du laïcisme et de l'anticléricalisme. Cela se traduit par la publicité retentissante le 8 décembre 1864 de l'encyclique *Quanta Cura* à laquelle est joint le *Syllabus Errorum*, véritable catalogue des erreurs du temps.

Ces textes sont en quelque sorte des écrits de combat. Pie IX y affine sa volonté de condamner, je cite : « les principales erreurs de notre bien triste époque » comme le « principe impie et absurde du naturalisme, la si funeste erreur du communisme et du socialisme et aussi l'imprudence de certains de soumettre à la discrétion de l'autorité civile, l'autorité suprême attribuée par le Christ à l'Église et au siège apostolique ».

A de nombreuses occasions, Philibert Vrau et les milieux catholiques du Nord vont faire référence au *Syllabus*, qu'ils affirment vouloir suivre à la lettre dans les projets qu'ils mènent.

On peut ainsi donner en échos à *Quanta Cura* et au *Syllabus* les propos tenus par le doyen de la faculté de droit de l'Université catholique de Lille, Gabriel de Vareilles-Sommières, lors de la séance inaugurale de 1877 : « D'aveugles passions rugissent contre les établissements catholiques... Dieu a donné dans nos temps obscurs les universités catholiques comme des phares, les phares survivront à la tempête.... Les catholiques peuvent s'attendre à tout, mais ils n'ont peur de rien ».

On le constate : à écrits de combat, paroles de combat.

## II - Léon XIII

Léon XIII est élu pape en février 1878. Auparavant, il a été nonce à Bruxelles, où il agit en faveur de l'enseignement catholique, puis il a passé 32 années à Pérouse comme archevêque. Il y a développé de nombreuses actions pastorales, sociales... comme la création d'une Caisse d'épargne accordant des prêts avantageux aux petits commerçants et paysans, ainsi que la fondation en 1915 des « Jardins de Saint-Philippe de Néri » sur le modèle des Cercles catholiques ouvriers, initiés quelques années plus tôt en France par Albert de Mun.

Le nouveau pape Léon XIII va bénéficier de l'action de son prédécesseur dans le monde catholique, contribuant à renforcer le rôle que prend le souverain pontife dans la vie de l'église. Mais il mesure l'isolement diplomatique dans lequel la papauté se trouve à cette époque et tente d'améliorer les relations qu'entretient le Saint-Siège avec les puissances européennes : Empire allemand, Russie, Angleterre....

En Italie, Léon XIII soutient le *non expedit* prôné par Pie IX peu après l'annexion de Rome en 1870, et qui signifie la non participation des catholiques à la vie politique du régime en place.

A l'égard de la France, l'attitude du souverain pontife est tout autre. Léon XIII n'est pas hostile à la III<sup>e</sup> République qui protège et favorise les missions de l'Église dans ses possessions outre-mer. Le 12 novembre 1890, l'archevêque d'Alger, Mgr Lavigerie, préconise, suivant les directives du souverain pontife, le ralliement des catholiques au régime en place. Ce « toast d'Alger » est bientôt suivi de l'encyclique *Inter innumeras sollicitudines* (Au milieu des sollicitudes), publiée le 20 février 1892, par laquelle Léon XIII affirme la position de l'Église. L'effet de cette invitation restera cependant limité, voire même elle accentue les divergences de vue entre catholiques français : républicains d'une part, monarchistes, légitimistes ou orléanistes d'autre part.

Ainsi les congrès catholiques du Nord, organisés par Philibert Vrau depuis 1873, voient-ils leur sérénité s'altérer quand on touche à la politique. Philibert Vrau écrit en août 1896 : « Le comité catholique de Paris se rend impuissant, se refusant à suivre la direction du Saint-Père ». Ce comité était en effet dans les mains de monarchistes qui refusaient de suivre l'encyclique *Inter sollicitudines*. Philibert Vrau poursuit : « Je suis persuadé que tout comité catholique où on introduira les questions politiques est radicalement frappé à mort. Il est impossible de faire l'unité sur ce terrain, étant donné la division des esprits qui existe actuellement en France ».

Sur le plan doctrinal et à la différence de son prédécesseur Pie IX, Léon XIII s'efforce de faire face à l'évolution du monde moderne. L'avènement de la civilisation industrielle trouve en lui un observateur attentif et critique. En 1878, Léon XIII dénonce ainsi le socialisme par l'encyclique *Quod apostolici*. A son instigation, la doctrine de l'Église s'enrichit afin de reconquérir les classes ouvrières déchristianisées, avec la publication le 15 mai 1891 de l'encyclique *Rerum novarum*. Dans cette lettre, le souverain pontife se montre attaché à davantage de justice sociale. S'il défend le droit de chacun à la propriété, le pape énonce l'idée que

chacun doit avoir accès à une vie professionnelle conforme à la dignité de l'homme. Il dénonce ainsi la misère ouvrière, conséquence selon lui des progrès de l'industrialisation et des excès du libéralisme, avec des conditions de travail difficiles et des salaires insuffisants. Léon XIII réclame également une législation du travail appropriée. Il fait mention de « sociétés ou syndicats » composés de seuls ouvriers. Il se montre favorable aux associations chrétiennes de métier. En précisant quelles doivent être les relations entre le capital et le travail dans le monde chrétien, le souverain pontife préconise la collaboration et non la lutte des classes, la restauration de mœurs chrétiennes et cautionne donc l'œuvre du catholicisme social.

Il est intéressant, à ce moment de l'exposé, de considérer comment Philibert Vrau s'exprime quarante ans plus tôt, dès 1850, en pleine crise industrielle, sur la condition ouvrière : « Je cherche les causes du mal. D'où vient que les hommes qui travaillent ne peuvent pas gagner assez pour avoir quelque peu en réserve dans les mauvais moments ? ... Ce n'est pas tout de répartir les bénéfices, il faut produire ».

Et l'accompagnement social et religieux qu'il va réaliser avec Camille Feron-Vrau à la tête de l'entreprise Vrau sera en quelque sorte précurseur de l'encyclique *Rerum novarum*. Il mettra en œuvre des aides aux salariés en cas de maladie, des indemnités pour les femmes en couche, une caisse d'épargne avec des prêts à taux zéro, des possibilités d'achats groupés... La charge des différents compléments de salaires et aides diverses peut être estimée à 10 % des salaires payés.

La Maison Vrau organise aussi un « conseil patronal » qui a fonctionné de 1889 à 1905, avec deux conseils intérieurs s'intéressant aux questions sociales et religieuses, au travail dans les ateliers. C'est une ouverture rare à l'époque, qui peut préfigurer ce que seront, bien des années plus tard, les comités d'entreprise.

III - Venons-en maintenant aux voyages de Philibert Vrau à Rome

Toute sa vie, Philibert Vrau va suivre les directives du souverain pontife. Et c'est en allant à Rome une quinzaine de fois de 1875 à 1904 qu'il est allé prendre directement ses mots d'ordre pour chaque entreprise d'importance. Homme de contact et soucieux du dialogue, doué d'une excellente approche des hommes, Philibert Vrau a toujours montré sa soumission au pape sans hésitation, sans restriction ni limite.

### **1) Replaçons d'abord ces voyages à Rome dans leur contexte**

a) Philibert Vrau voyagera beaucoup pour ses affaires puis pour ses œuvres. C'est l'homme des chemins de fer, et il y passera une bonne partie de sa vie. Par simplicité, sens de l'économie... et sans doute de l'exemple, mais aussi parce qu'il est dur pour lui-même, c'est en habitué de la 2<sup>ème</sup> classe, voire de la 3<sup>ème</sup> classe, qu'il prend le chemin de fer. C'est souvent de nuit qu'il voyage vers Rome. Lors d'une audience auprès de Pie IX, en mai 1877, il remet 400 000 francs offerts au Denier de l'Église par le diocèse de Cambrai, et un surplus de 140 francs. A Pie IX qui en demande l'origine, Philibert Vrau précise qu'avec ses compagnons de voyage il avait pris des billets de seconde classe plutôt que de première classe : « Ce n'était qu'un petit sacrifice pour le Saint-Père », écrit-il.

b) Les déplacements à Rome et en Italie sont aussi l'occasion de nombreux moments de piété et de prières. Dans une lettre du 4 mai 1875 à Camille Feron-Vrau, il écrit : « Depuis 3 jours que nous sommes arrivés à Rome, nous passons de sanctuaire en sanctuaire, d'exercices de piété en exercices de piété. Si j'osais dire, je dirais que nous sommes au troisième ciel. La ville est remplie de reliques et de souvenirs incomparables ». Suit une longue description de ces reliques et lieux saints.

c) Les voyages sont également préparés avec beaucoup de soins par son collaborateur fidèle Gustave Champeaux, qui dispose de copieuses listes d'adresses sur la région du Nord, la France et le Monde, et par le comte Anatole de Caulaincourt, président du comité catholique de Lille. C'est qu'il est nécessaire d'être recommandé auprès de nombreuses personnes pour obtenir une audience auprès du souverain pontife. Dans une note de travail établie lors de son premier voyage à Rome, Philibert Vrau recense ainsi 21 prélats et personnalités à rencontrer en quinze jours.

## 2) Les audiences auprès du Saint-Père

Elles constituent des moments très intenses et décisifs pour Philibert Vrau qui va solliciter du souverain pontife les orientations, les appuis et les bénédictions concernant essentiellement les questions de l'Université catholique de Lille, de l'ICAM, et des congrès eucharistiques. Il y aura peu de conversations concernant les questions politiques et sociales. Ces audiences vont également créer des liens personnels très forts entre Philibert Vrau et les souverains pontifes, surtout avec Pie IX.

a) La première audience avec Pie IX a lieu le 7 mai 1875. Le Saint-Père a 84 ans, Philibert Vrau 46 ans. C'est l'occasion pour Philibert Vrau de présenter, je cite : « une adresse des enfants dévoués des diocèses du Nord de la France, qui ont eu la pensée de fonder à Lille une Université catholique, voyant les ruines morales des intelligences causées par l'erreur ». L'adresse se poursuit ainsi :

« Les fonds ne manquent pas, le local est assez vaste, la sympathie des pères de famille nous est acquise, les évêques nous encouragent, [...] et nous sommes disposés à suivre en toute chose la direction et les enseignements du Saint-Siège. Notre but unique est de créer un établissement qui, s'inspirant des saintes doctrines de l'Église et des enseignements qui nous ont été donnés par votre Sainteté dans le *Syllabus*, fasse pénétrer dans toutes les matières de l'enseignement, dans les Lettres et dans les Sciences, les vrais principes de la Foi».

L'adresse se termine par : « Très Saint-Père, bénissez ces efforts destinés à protéger la jeunesse catholique de France contre le venin des mauvaises doctrines ».

C'est un pape à la fois paternel, bienveillant, mais réservé qui accueille cette supplique. Réservé parce qu'il n'avait rien reçu auparavant du cardinal Régnier, l'archevêque de Cambrai, sur le projet de l'Université. Pie IX inscrit cependant en latin en bas de la supplique « Que le tout-Puissant dirige vos conseils, et permette que toutes choses se fassent sous la direction du premier pasteur. Je bénis votre ouvrage et je vous accorde ce que vous demandez ».

Philibert Vrau écrit le jour même à Camille Feron-Vrau : « Nous sommes bien heureux, le Saint-Père a été si bon. Tout s'est passé admirablement ». C'est de ce jour que date l'affection et l'admiration qu'il va vouer à Pie IX, et sa profonde conviction que « la bénédiction du Saint-Père doit obligatoirement porter ses fruits ».

b) Tout juste un an après cette première rencontre, le 7 mai 1876, Philibert Vrau est à nouveau reçu en audience privée par Pie IX, en compagnie du comte de Caulaincourt. Ils sont porteurs d'une lettre de l'archevêque de Cambrai et donnent des nouvelles de la « très prochaine installation complète de l'Université ». Pie IX affirme : « Oh, celle-là sera vraiment bien l'Université Pontificale ». Puis il répond à leur requête d'en nommer le chancelier. Ce sera Mgr Monnier, évêque-auxiliaire de Cambrai.

c) Au mois de mai 1877, Philibert Vrau reprend pour la troisième fois le chemin de Rome, au milieu de pèlerins des diocèses de Cambrai et d'Arras. Une audience publique est consacrée le 27 mai notamment à l'Université catholique de Lille et à ses liens avec la « chaire séculaire de Saint-Pierre ». Pie IX rappelle que cette Université doit être non seulement une Université Pontificale, mais aussi une Université modèle. Son entourage va recommander la fondation de la faculté de théologie sans laquelle « elle ne serait qu'un corps sans tête, c'est-à-dire sans vie ». Rappelons que la nouvelle faculté canonique sera inaugurée le 13 novembre 1877 sous le nom de collège théologique.

C'est lors d'une audience privée, quelques jours plus tard, que se produit une scène étonnante, rapportée par un membre de la délégation lilloise, montrant les liens d'affection et de dévouement qui unissaient Philibert Vrau et Pie IX. Philibert Vrau avait appris à Rome que des rumeurs couraient au sujet d'un attentat possible sur la personne du pape. Lors de l'audience, il s'adresse au Saint-Père :

- « J'aurai encore une grâce, une grande grâce à solliciter de votre Sainteté ».
- "Dites mon fils, laquelle ? »
- « Eh bien, si les temps devenaient plus mauvais, si votre personne était jamais menacée ? »
- « Et quoi, dites, mon fils ? »
- « Alors, daigne votre Sainteté se souvenir de Philibert. Il sera à Rome aussitôt ».
- « Nous avons tous compris », écrit le témoin, « que c'était le sacrifice de sa vie qu'il offrait au Pontife, heureux de lui faire au besoin un rempart de son corps ».

d) Huit mois après, le 7 février 1878, Pie IX décède. Philibert Vrau se met en route pour Rome immédiatement, avec des représentants et des étudiants de l'Université catholique de Lille.

e) La première rencontre des Lillois avec le nouveau pape Léon XIII a lieu en février 1879, en audience particulière. C'est Gustave Champeaux qui représente Philibert Vrau. Il est accueilli par un : « Vous êtes de Lille, du diocèse de Cambrai, si excellent sous tous les rapports, de Lille, cette ville qui donne tant de consolation à l'Église ».

Il est question lors de cette audience des comités catholiques de la province de Cambrai. Rappelons que Philibert Vrau avait créé à Lille dès 1866 un cercle catholique, et que les comités catholiques sont surtout connus par leurs assemblées générales, appelées congrès catholiques, organisés par Philibert Vrau. Champeaux précise au pape : « Nous sommes organisés dans le sens que vous avez indiqué pour ceux d'Italie ». « Oh dit le Saint-Père vous vous êtes organisés avant et vous avez fourni le modèle. Les Italiens vous suivront. Il faut qu'ils vous suivent ».

Autre question évoquée : l'Université catholique de Lille. Léon XIII s'exclame « Oh cette chère Université ! Les évêques de France me disent que l'on n'enlèvera que la collation des grades. J'espère qu'ils ne feront pas plus, et après, les temps meilleurs viendront ». Rappelons que Jules Ferry vient d'être nommé Ministre de l'Instruction Publique et que dès le 15 mars 1879 il dépose un projet de loi qui va modifier profondément la loi de juillet 1875 sur la liberté de l'enseignement supérieur, en supprimant les jurys mixtes et en restituant aux seules facultés de l'État le droit exclusif de collation des grades.

f) Une nouvelle audience a lieu le 5 mai 1879. Le Saint-Père prodigue encouragement et confiance, notamment en ce qui concerne les "Projets Ferry". Il croit que ces projets auront peine à réussir, car « ils paraissent choquer les sentiments de la Nation, froisser non seulement les catholiques mais même les gens purement honnêtes ». « Ce qui est violent ne durera pas », affirme Léon XIII.

g) Un an plus tard, le 8 mai 1880, Philibert Vrau remet à Léon XIII une supplique concernant le projet de l'École catholique des Arts et Métiers de Lille, dont il est membre du comité de fondation. On n'en est qu'au début d'un long processus, puisque l'ICAM ne sera officiellement créé qu'en 1898.

h) Les dernières visites de Philibert Vrau au pape Léon XIII concernent essentiellement les congrès eucharistiques.

C'est une œuvre d'une grande importance et Philibert Vrau joua un rôle déterminant dans la mise en œuvre du premier congrès eucharistique qui se tint à Lille en juin 1881 dans les tous nouveaux locaux de l'Université catholique, dont la Maison Albert le Grand, boulevard Vauban, et rassemblant plus de 350 personnes.

Pour obtenir l'accord de Rome, Philibert Vrau se présente le 10 mai 1881 devant Léon XIII, lui présentant une supplique et lui demandant de bien vouloir encourager les promoteurs et organisateurs du congrès. Ce ne fut pas seulement un mot d'encouragement au bas de la supplique que donna Léon XIII. Ce fut un « Bref de forme » qui, le 16 mai, fut adressé de Rome au président de l'œuvre. L'ère des congrès eucharistiques venait véritablement de s'ouvrir.

i) Une nouvelle audience est obtenue quelques mois plus tard auprès du pape pour demander que le prochain congrès se tienne à Rome.

Bien des années plus tard, en 1904, se trouvant à Rome pour le congrès marial, Philibert Vrau renouvelle ses suppliques pour le même objet : « J'ai parlé au Saint-Père - c'est alors Pie X - des congrès eucharistiques, écrit-il à Camille Feron-Vrau, et particulièrement de celui qu'on voudrait réunir à Rome l'année prochaine. Il m'a dit de faire de la propagande à cet effet dans la ville sainte ».

Le congrès se tint en effet à Rome en 1905, l'année de la mort de Philibert Vrau. Un observateur attentif de ces congrès, le cardinal Vannutelli, préfet de la Congrégation du concile, écrivit bien des années plus tard : « Il reste vrai que Philibert Vrau fut l'instrument de Dieu pour réaliser effectivement cette grande initiative : c'est lui qui était venu remettre entre les mains du pape Léon XIII les destinées de cette œuvre désormais mondiale ».

Pour conclure, les quelques éléments documentaires que je viens de donner sur les rapports entre Philibert Vrau et les papes Pie IX et Léon XIII, je propose de souligner les points suivants :

- d'abord l'esprit de déférence et de soumission de Philibert Vrau au chef de l'Église, dans le même temps où le pape à Rome, et les chrétiens en France, sont confrontés aux bouleversements politiques ;
- l'attachement, voire l'affection à la personne même du pape, surtout à Pie IX ;
- ensuite, la certitude profonde pour Philibert Vrau que les orientations, les directives du pape ne peuvent qu'être les bonnes, et que ses bénédictions ne peuvent qu'amener la réussite des projets qu'il soutient ;
- enfin, l'affirmation avec force par Philibert Vrau qu'il faut accepter les directives du pape et les mettre en pratique.

Philibert Vrau a dû aussi analyser, assimiler des écrits aussi engagés et parfois aussi différents que le *Syllabus*, *Inter sollicitudines*, *Rerum novarum*... Il s'est engagé lui-même pour faire appliquer ces directives, en même temps qu'il faisait tout ce qui était possible pour promouvoir l'unité des chrétiens.

## **Arrière-plan politique de la France pendant les années 1871-1905. Position de Philibert Vrau**

*Bruno Béthouart, professeur, Université du Littoral Côte d'Opale*

Lorsqu'au mois d'août 1896, Philippe Vrau estime que « tout comité catholique où l'on introduira les questions politiques, est radicalement frappé à mort », il met l'accent sur le paradoxe des relations entre ses frères dans la foi et la vie politique du pays où ceux-ci représentent alors plus de 90 % de la population. Il poursuit son argumentation en considérant qu' « il est impossible de faire l'unité sur ce terrain, étant donné la division des esprits qui existe actuellement en France »<sup>66</sup>. Ce « commis-voyageur de Dieu »<sup>67</sup> est un témoin important de par ses multiples voyages en France, le réseau important de contacts qu'il a noués ; il est aussi un acteur qui n'hésite pas à prendre parti en faveur « des directions pontificales » dans la question sociale et du ralliement aux institutions républicaines dans un monde catholique largement monarchiste et encore porté par le gallicanisme.

Ce choix minoritaire peut-il s'inscrire non seulement dans une conviction personnelle et une fidélité au Saint-Siège mais également dans une évolution politique et religieuse propre à la région Nord - Pas-de-Calais ? Au début des années 1870, la France, sonnée par la défaite contre la Prusse, se tourne encore vers l'espoir d'un retour à la grandeur par la monarchie et, durant les trente années qui suivent, insensiblement puis clairement la République devient l'horizon politique du pays. L'examen de la situation comparée au plan national et régional au début de la période peut éclairer la position personnelle de Philibert Vrau qui, décédé en 1905, fait figure de précurseur dans le ralliement à la République.

### **I - Les perspectives politiques dans les années 1870**

#### **a) Un pays à la recherche de son identité politique**

En remplacement de Thiers, pour éviter le glissement du régime, le duc de Broglie, orléaniste, chef de la majorité conservatrice, qui souhaite revenir à une monarchie parlementaire du type anglais avec une oligarchie éclairée, propose la solution Mac Mahon, légitimiste catholique. Le nouveau gouvernement conduit par le duc de Broglie procède à une épuration de l'administration, suspend et remplace certains préfets et s'en prend à des journaux hostiles. Des restrictions pour les enterrements civils sont énoncées ainsi que pour des manifestations républicaines tandis que des congrégations religieuses se manifestent : les assomptionnistes utilisent pour leur apostolat des journaux à grand tirage tels *Le Pèlerin* édité par la « bonne presse », de grands pèlerinages à Lourdes, Paray-le-Monial, la Salette, sont organisés par voie ferroviaire : 150 députés vouent la France au Sacré-Coeur à Paray-le-Monial et l'Assemblée « déclare d'utilité publique la construction de la basilique du Sacré-Coeur de Montmartre »<sup>68</sup>. La liberté de l'enseignement supérieur est accordée en 1875<sup>69</sup> : parmi les cinq instituts catholiques fondés, celui de Lille est le plus complet et le plus solide dans son projet financier. Face à des évêques affichant leurs positions monarchistes, l'aile marchante des républicains devient de plus en plus anticléricale.

<sup>66</sup> Archives Ph. Vrau, Xavier Théry.

<sup>67</sup> THÉRY X. ., *Le commis-voyageur de Dieu, Philibert Vrau 1829-1905*, Lille, 2000.

<sup>68</sup> MAYEUR J.- M. ., *Les débuts de la III<sup>e</sup> République, 1871-1898*, t. 10, NHFC, Seuil, Paris, 1973.

<sup>69</sup> BÉTHOUART B., *Religion et culture en Europe occidentale de 1800 à 1914*, Editions du Temps, Paris, 2001, p. 156.

Le refus énoncé le 27 octobre 1873 par le futur Henri V « d'inaugurer un règne réparateur par un acte de faiblesse » aboutit à la mise en place d'une solution d'attente : les lois constitutionnelles de 1875 permettent au chef du pouvoir exécutif de devenir un « roi sans le titre ». Ce régime parlementaire où les ministres sont responsables devant les Chambres prend le 30 janvier 1875, grâce à un catholique modéré, le professeur à la Sorbonne, Henri Wallon, le titre de régime républicain : un tel compromis entre les orléanistes et les républicains, de caractère empirique peut servir de cadre aussi bien à une monarchie constitutionnelle qu'à une république. Les élections de janvier et février 1876 amènent une faible majorité conservatrice au Sénat, avec 161 élus contre 149 républicains, et une forte majorité républicaine à la Chambre avec 340 députés sur 553.

La situation dans le Nord - Pas-de-Calais est quelque peu décalée par rapport au mouvement national en faveur de la droite. En 1876, le Pas-de-Calais offre des sièges aux bonapartistes, qui, joints aux monarchistes, obtiennent 40 % des inscrits. Surnommé la « Corse du Nord », le département du Pas-de-Calais bénéficie du souvenir favorable laissé par le régime de Napoléon III notamment dans le monde paysan<sup>70</sup>. Le choix de bons administrateurs comme les préfets Tanlay de 1854 à 1864 explique leur futur succès politique. Charles Levert, sous-préfet de Saint-Omer puis préfet de 1864 à 1866, devient député du Pas-de-Calais de 1872 à 1889 dans une circonscription à dominante rurale et où les trois-quarts des élèves de la ville-siège, Saint-Omer, sont instruits par les Frères des écoles chrétiennes en 1879. Les présidents du Conseil général du Pas-de-Calais sont des notables de tendance « orléano-bonapartistes » comme Alexandre Adam maire de Boulogne, le marquis d'Havrincourt, agronome réputé et chambellan de l'Empereur<sup>71</sup>. Les bonapartistes incarnent l'ordre face à un double danger, celui des châtelains monarchistes du Ternois et du Boulonnais à droite, et celui des républicains à gauche.

Dans le Nord<sup>72</sup>, les républicains, en 1876, l'emportent avec 40 % des inscrits : ils peuvent compter sur trois notables, Jules Deregnacourt, industriel, constructeur de machines à Roubaix, Edouard Parsy, négociant et maire de Cambrai, Emile de Marcère, conseiller à la cour d'appel de Douai élu à Avesnes mais aussi sur Henri Wallon, normalien, professeur d'histoire à la Sorbonne, catholique libéral, élu centre-droit en 1871. La victoire de la gauche correspond à l'aboutissement d'une série de succès au conseil général et dans les mairies mais la division s'installe du fait de la présence d'une extrême gauche radicale et socialiste. A Lille, Léon Gambetta est largement élu de même que Pierre Legrand et Jules Deregnacourt tandis qu'à droite, Eugène Des Rotours et Georges Brame, bonapartistes, ainsi que Jules Leurent, monarchiste, emportent d'autres circonscriptions.

### **b) Philibert Vrau : un engagé politique ?**

Il connaît une expérience politique lors des élections de 1876. En effet, dans la seconde circonscription de Lille, Léon Gambetta a été facilement élu avec plus de 60 % des suffrages exprimés. Mais, ayant choisi de siéger au titre d'une autre circonscription, il est nécessaire de procéder au « renouvellement des élections », le 16 avril, « le jour de Pâques »<sup>73</sup>. Le contexte est marqué, à Lille, par la création récente de l'université catholique de Lille qui est au cœur de la campagne électorale. Le discours de Gambetta à Lille contre la loi de 1875 en faveur de la liberté de l'enseignement supérieur est critiqué et les candidats républicains dont notamment

<sup>70</sup> Le MANER Y., *Histoire du Pas-de-Calais 1815-1945*, Mémoires de la Commission départementale d'Histoire et d'Archéologie, tome XXX, 1993, pp. 115-123.

<sup>71</sup> LÉOPOLD J.- Y., *Les présidents des Conseils généraux du Pas-de-Calais*, Arras, Archives départementales, 1996.

<sup>72</sup> HILAIRE Y.- M. *et alii*, *Atlas électoral Nord - Pas-de-Calais 1876-1936*, PUL, Lille, 1977.

<sup>73</sup> Annexe 1 : tract électoral du candidat Ph. Vrau. Archives Xavier Théry, p. 86-87.

Gustave Masure, journaliste, rédacteur à l'*Écho du Nord* qui remplace Gambetta dont il a été l'un des collaborateurs à Tours, sont soumis à des questions précises sur leur position face à cette mesure législative. Philibert Vrau se présente comme manufacturier et explique les motivations de son engagement : ayant cédé aux sollicitations de ses amis, il se situe clairement dans le cadre « des sociétés républicaines » et affirme, en parodiant Thiers, que « la République sera chrétienne ou elle ne subsistera pas ». Cette double affirmation en faveur de ce régime et du rôle de la religion dans ce cadre fait de lui un pionnier qui anticipe le ralliement pontifical qui n'intervient que seize ans plus tard.

Au verso du tract, un appel aux ouvriers lillois est lancé par un comité composé de Laurens Henri, ouvrier tapissier, Lamoureux Adolphe, ouvrier filtier, et de Leroux François, ouvrier serrurier. Ils insistent sur la crédibilité professionnelle d'un « industriel capable » et sur la générosité connue d'« un homme dont la bourse est toujours ouverte pour bâtir des écoles, des patronages où nos enfants sont bien élevés, pour créer des caisses de secours, des établissements de bienfaisance où l'on soigne nos maladies et où on secourt nos vieux jours ? ». La harangue finale appelle à voter pour le « Véritable AMI de l'OUVRIER ».

Philibert Vrau accepte et cherche à se présenter comme un homme qui accepte les institutions républicaines, qui veut préserver la place et l'influence de la religion et qui affiche nettement son souci de la question sociale et plus précisément des mesures en faveur du monde ouvrier. Il réunit sur son nom 2240 voix alors que le futur maire de Lille, Jules Dutilleul, n'en obtient que 2216 mais il est largement battu par le candidat radical, Gustave Masure qui profite de ses affinités réelles avec Léon Gambetta. Philibert Vrau ne renouvelle pas l'expérience par la suite, mais cette approche politique indique le positionnement pionnier de cette personnalité originale dans ce monde politique qui n'hésite pas, au sujet de cette élection, à supplier « les âmes pieuses de vouloir bien prier à cette intention ».

### **c) La montée en puissance des républicains**

Sur le plan national, la situation demeure instable. Des républicains divisés en modérés d'esprit conservateur comme Dufaure, à côté de la Gauche républicaine de Ferry et Grévy, de l'Union républicaine de Gambetta et la Gauche radicale avec Naquet. Mac Mahon choisit ses ministres dans la majorité républicaine, avec d'abord Dufaure, qui démissionne à la suite d'un incident lors d'un enterrement civil puis Jules Simon, adversaire de Gambetta, qui se lance alors dans une violente campagne contre le cléricisme ; « je ne fais que traduire le sentiment intime du peuple de France en disant du cléricisme ce qu'en disait un jour mon ami J. Peyrat : le cléricisme, voilà l'ennemi ! »<sup>74</sup>. La lettre de blâme envoyée par le président de la République, le 16 mai 1877, entraîne la démission du ministère et le retour de Broglie accueilli par un ordre de défiance. La dissolution de la Chambre, le 25 juin, conduit Léon Gambetta à affirmer à Lille dans la nouvelle campagne électorale à l'adresse du chef de l'État, que « quand la France aura fait entendre sa voix souveraine, il faudra se soumettre ou se démettre ». Le texte, paru dans le journal de Gustave Masure, le *Progrès du Nord*, lui vaut des poursuites pour offenses au chef de l'État. Le résultat aboutit au maintien d'une majorité républicaine de 120 sièges. Le succès des républicains est conforté dans les conseils municipaux grâce à un langage modéré pour rassurer les campagnes, et au Sénat, par voie de conséquence, lors du premier renouvellement par tiers le 5 janvier 1879 : majoritaires dans les deux chambres, les républicains exigent une épuration de l'administration : Mac Mahon accepte pour les civils, refuse pour les militaires et démissionne le 30 janvier 1879. Il est remplacé par Jules Grévy : tous les rouages de l'État sont aux mains des républicains, le 14 juillet est proclamé fête nationale, et la Marseillaise hymne national.

<sup>74</sup> RÉMOND R., *L'anticléricalisme en France de 1814 à nos jours*, Complexe, Bruxelles, 1985.

Désormais minoritaires, les monarchistes continuent d'être divisés : en 1883, à la mort du comte de Chambord, des légitimistes refusent de reconnaître le comte de Paris et des orléanistes se rallient au régime républicain modéré ; les bonapartistes se divisent après la mort du Prince Impérial en 1879. Cependant les monarchistes demeurent très présents dans l'administration, la magistrature, les ambassades, et surtout dans l'armée : ils disposent du soutien de l'Église et du monde des affaires. Leurs vainqueurs font également preuve de divisions : les radicaux suivent le programme de Belleville formulé par Gambetta en 1869, repris et étendu en 1881 à Montmartre par Clemenceau où figurent la séparation de l'Église et de l'État, le rétablissement du divorce, la mise en place d'une instruction primaire laïque, gratuite et obligatoire. Les opportunistes, largement majoritaires avec 375 députés contre 50 aux radicaux et 90 aux monarchistes, sont partisans de réformes, mais sans brutalité pour ne pas heurter le pays. Attachés à l'ordre, hostiles à l'influence politique et scolaire de l'Église, ils se montrent libéraux dans le domaine politique avec les lois sur la liberté de réunion en juin 1881 et de presse en juillet 1881.

L'unité des républicains se réalise autour du combat anticlérical. Les opportunistes conduisent une laïcisation systématique de l'enseignement<sup>75</sup>. Dès 1880, une loi retire aux facultés catholiques le droit de décerner les grades universitaires réservé seulement à l'État, deux décrets, en mars 1880, aboutissent à la fermeture des établissements des jésuites dans les trois mois et l'obligation pour les autres congrégations de se faire autoriser dans le même délai : 5.600 religieux sont ainsi chassés et 200 magistrats qui refusent de se prononcer sont destitués. Une loi de Camille Sée institue les lycées pour jeunes filles et l'École normale de Sèvres pour leurs professeurs et surtout dans l'enseignement primaire ; en 1881, une loi crée l'école primaire gratuite, à la charge des communes et de l'État ; en 1882, l'école devient obligatoire et laïque de 6 à 13 ans, l'instruction civique remplace l'instruction religieuse et, en 1886, les instituteurs remplacent les congréganistes dans les écoles publiques. En 1893, sur les 68.000 écoles primaires publiques, 3.900 demeurent aux congréganistes, 15.000 écoles primaires privées sont créées et 84.000 élèves fréquentent les lycées publics contre 52.000 dans le privé<sup>76</sup>.

#### **d) Des résultats contrastés dans la région <sup>77</sup>**

Dans le département du Nord<sup>78</sup>, en 1877, la droite monarchiste et bonapartiste réconciliée obtient 44 % des inscrits, devançant de 7 % la gauche : des notables influents assurent sa victoire tels le monarchiste Frédéric d'Arras à Dunkerque, l'industriel bonapartiste Catteau à Roubaix. La question romaine est choisie pour critiquer les républicains catholiques comme Screpel à Roubaix, Massiet du Biest à Hazebrouck qui ont condamné les manifestations ultramontaines. En 1881, la droite s'effondre et ne recueille que 20 % des inscrits contre 42 % à la gauche et perd la moitié des sièges : seuls Ignace Plichon à Hazebrouck résiste ainsi que les deux bonapartistes Georges Brame et Eugène des Rotours et Désiré Debuchy, légitimiste clairement contre les décrets d'expulsion : Gustave Masure, Pierre Legrand, opportunistes, et Achille Scrépel du centre-gauche soutiennent les premières laïcisations à Lille. La vallée de la Lys et le Houtland flamand avec les cantons de Wormhoudt et de Bourbourg font figure de môle de résistance.

<sup>75</sup> BAUBÉROT J. (dir.), *La morale laïque contre l'ordre moral*, Seuil, Paris, 1997, BÉTHOUART B., *op. cit.*, pp. 128-143.

<sup>76</sup> BÉTHOUART B., *op. cit.*, pp. 128-132.

<sup>77</sup> Voir annexe 2, figure n° 1 et 2, p. 88-89.

<sup>78</sup> HILAIRE Y.- M. et alii, *op. cit.*, p. 44.

En 1885, malgré l'utilisation par *Le Progrès* de l'argument « c'est la guerre des blancs contre les bleus qui recommence », le rappel d'une lutte entre « la République et la Monarchie cléricale et ultramontaine », « un pouvoir immuable appuyé sur un clergé fidèle et sur une aristocratie composée de grands propriétaires et de riches financiers, tel est l'idéal de nos adversaires », la gauche n'obtient que 36 % des inscrits : Jules Cambon, préfet du Nord, explique l'échec républicain par « l'inébranlable attachement des populations flamandes à leurs croyances et à leurs intérêts »<sup>79</sup>. La droite, avec 46,5 % des inscrits, double ses scores notamment dans les zones de ferveur religieuse comme la Flandre intérieure, dans les secteurs agricoles évolués tels que le Cambrésis, les cantons ruraux des arrondissements de Lille et de Douai. Elle se fait élire sur le slogan « nous ne voulons plus des députés qui ouvrent les bagnes et ferment les églises ». « De tous les engagements pris par la République, combien en a-t-elle rempli ? Quelles réformes a-t-elle réalisées en faveur des classes laborieuses ? Une seule promesse a été tenue : une guerre perfide a été entreprise contre la religion ». A côté des notables comme Georges Brame, Ignace Plichon, figurent des industriels comme le catholique Paul Le Gavrian, Auguste Lepoutre et Edmond de Martimprey ainsi que Charles Thellier de Poncheville. Lors d'élections partielles comme celle de novembre 1887, où Jean Louis Ernest Camescasse, né à Brest, fils du procureur général de Douai, avocat, préfet du Pas-de-Calais entre 1877 et 1880 est élu député du Nord, la gauche remonte la pente mais demeure sous la droite en 1889 avec 37 %. La droite, avec 42 % des inscrits, conserve la première place en 1889 grâce à Jean Plichon et Anatole de Frescheville à Hazebrouck et Alphonse Bergerot à Dunkerque, mais aussi le boulangiste Eugène des Rotours à Lille, Louis Thellier de Poncheville à Valenciennes. Un clivage net s'instaure entre la Flandre à l'ouest qui n'élit que des royalistes et des révisionnistes, le sud-est qui élit sept républicains sur dix députés et l'arrondissement de Lille qui fait la transition avec trois élus conservateurs dont le monarchiste Geoffroy de Montalembert et quatre républicains.

Dans le Pas-de-Calais<sup>80</sup>, les bonapartistes voient leur influence diminuer après 1877 et connaissent la déroute en 1889 pour ceux qui se sont laissés séduire par le boulangisme. De 51 % des inscrits en 1877, la droite s'effondre à 28 % en 1881, remonte à 48 % en 1885 et s'efface devant la gauche en 1889 avec 35 % des inscrits. Henri Taillandier, conservateur progressiste élu à Arras II, reconnaît qu'« on a fait trop de politique et pas assez d'affaires ». Les grands vainqueurs sont désormais les républicains modérés<sup>81</sup>. En effet, les partisans de la République connaissent un renouvellement de leur encadrement : l'agrarien Brasme et Louis Martel à Saint-Omer, « républicains de raison » issus de la bourgeoisie à la place des quarante huitards idéalistes comme Louis Devaux à Saint-Omer et Ernest Deusy à Arras. A partir de 1881, de fortes personnalités font progresser le vote républicain : Alexandre Ribot, né à Saint-Omer en 1842, avocat puis magistrat, est élu député dans sa ville natale en 1878 ; il devient l'un des opportunistes les plus en vue à la Chambre ; il accède au ministère des Affaires étrangères, se fait le promoteur de l'alliance franco-russe et devient à cinq reprises président du conseil entre 1892 et 1917. Charles-Célestin Jonnard, né à Fléchin en 1857, est élu député du Pas-de-Calais de 1889 à 1914, avant de devenir sénateur et président du Conseil général, puis ministre : il remplit les fonctions de gouverneur général de l'Algérie, et devient ambassadeur extraordinaire près du Saint-Siège.

## II - Philibert Vrau : le choix du ralliement

### a) Le ralliement d'une partie de la droite

<sup>79</sup> HILAIRE Y.- M. et alii, *op. cit.*, p. 61.

<sup>80</sup> Le MANER Y., *op. cit.*, pp. 124-127.

<sup>81</sup> VAVASSEUR-DESPERRIERS J., *Charles Célestin Jonnard*, PUS, Lille, 1994, pp. 60-65.

Le Pape Léon XIII prend acte de la solidité du régime républicain et veut séparer la cause de l'Église de celle des monarchistes en se rapprochant des républicains modérés. Le souhait est émis d'une mise en place d'un grand parti conservateur, tolérant pour l'Église et ouvert aux questions sociales : « Il fallait accepter la constitution pour changer la législation »<sup>82</sup>. Le 12 novembre 1890, le cardinal Lavignerie, archevêque d'Alger, porte un « toast » lors d'une réception des officiers de marine à Alger. Le 20 février 1892, le pape publie l'encyclique « Au milieu des sollicitudes » qui confirme les propos. Un parti rassemble les ralliés ; « l'Action libérale » de Jacques Piou, et Albert de Mun. Celui-ci, catholique et légitimiste, se rallie pour obéir à Léon XIII, et intervient souvent avec les catholiques sociaux en faveur des lois sociales. Ce parti demeure victime de l'hostilité d'une droite et d'une gauche méfiantes à son égard. A la suite de l'encyclique *Rerum novarum* en 1891, un mouvement démocrate chrétien s'organise autour des abbés démocrates et auquel est associé l'abbé Lemire qui s'emploie à marquer sa spécificité. Par la suite, le Sillon de Marc Sangnier, en 1894, s'inscrit dans cette ligne. Cependant la majorité des catholiques pratiquants ne suit pas et demeure attachée aux espoirs d'un retour à la monarchie. En retour, les radicaux restent très anticléricaux à l'image de Georges Clemenceau qui affirme en confondant volontairement ou non la hiérarchie avec l'ensemble des catholiques : « Vous ramèneriez plus ou moins vite les partis monarchistes, vous ne ramèneriez jamais l'Église ».

#### b) Philibert Vrau se rallie aux options pontificales

Ce monarchiste de cœur et de tradition, dès 1876, fait référence à la « République chrétienne » dans son tract même s'il rappelle que « s'il s'agissait d'une constitution à établir, il y aurait peut-être à chercher la forme de gouvernement qui convient le mieux aux besoins et aux intérêts du pays ». Dans une lettre du 4 août 1896 à Victor Canet<sup>83</sup>, il dénonce le comité catholique de Paris qui « se rendra impuissant en refusant de suivre les directions du Saint-Père » et le 23 août 1899, à la suite du décès de M. Chesnelong, royaliste convaincu, il confie avoir « commencé une neuvaine pour que la Providence ménage un choix favorable dans la nomination de son successeur. Si ce dernier pouvait accepter les directions du Saint-Père, quel bien ne ferait-on pas ! ». Le 22 août 1896, il fait remarquer à son proche collaborateur :

« Si on n'a pas une base commune, si on n'accepte pas les directives pontificales, on ne fera rien sur le terrain pratique. Or vous savez mieux que moi encore, que tout le monde ne suit pas les directions pontificales dans les comités catholiques : pourquoi alors porter les discussions sur ce terrain brûlant ? Je dirai la même chose, au point de vue social. Tout le monde est loin de partager la même manière de voir. [...] Pourquoi alors ne pas rester sur la base exclusivement de la défense sur le terrain religieux ? Là, tout le monde est d'accord ».

En 1903, alors que Léon XIII vient de décéder, les organisateurs hésitent sur les personnalités à inviter pour les conférences finales à l'hippodrome : Sangnier ou Bazire et Keller sont les orateurs souhaités par Philibert Vrau : « il y aurait là plus qu'une parole mais un acte en ce moment où les catholiques ont tant besoin d'union, ce serait une affirmation de bonne entente et un espoir d'organisation des catholiques dans toute la France ». Cependant la venue de Keller risque d'égarer l'opinion publique : « on croira qu'on fait machine arrière, on dira qu'on profite de la disparition de Léon XIII pour secouer ses directives ».

#### c) Il comprend le danger de la politisation

<sup>82</sup> MAYEUR J. M. et alii (dir. ), *Histoire du Christianisme*, t. 11, Desclée-Fayard, Paris, 1990.

<sup>83</sup> Archives Ph Vrau, Xavier Théry.

Le 22 août 1896, il se confie à Victor Canet <sup>84</sup> :

« Je suis persuadé que tout comité catholique où l'on introduira les questions politiques est radicalement frappé à mort. Il est impossible de faire l'union sur ce terrain étant donné la division des esprits qui existe actuellement en France [...] Pourquoi alors ne pas rester sur la base exclusive de la défense sur le terrain religieux ? Là, tout le monde est d'accord, et je dirai même que cet accord peut préparer des rapprochements et laisser entrevoir la possibilité de faire plus et mieux à l'avenir ».

En mai 1903, ayant appris qu'un représentant du comte de Lur Saluces, considéré comme le chef du parti royaliste est présent à Paris, il s'interroge sur « l'allure politique » que ces conditions seraient de nature à donner au congrès et il souhaite prendre l'avis de Paul Feron, d'Henri Groussau et de quelques autres amis. Il se réjouit, en juin 1903, d'un accord entre l'Action libérale populaire et les organisations catholiques « sur le terrain des œuvres » avec un Punch d'honneur<sup>85</sup> « offert par la jeunesse catholique à M. Keller et Piou » et du fait « que ces deux chefs de la défense religieuse y figureront pour se donner la main ».

#### d) Le dilemme des démocrates chrétiens

Il combat en faveur du droit d'expression de leur courant dans les congrès des catholiques du Nord - Pas-de-Calais. Le 23 septembre 1896, il propose de faire venir l'abbé Garnier : « Je suis vraiment attristé de voir qu'on n'a fait aucune place à ce bon abbé qui se dévoue avec un zèle admirable à la conversion de Paris et au salut de la France. Vous savez qu'il est toujours prêt. Il ne nous manquerait certainement pas ». Il trouve des soutiens en la personne de Charles Jonglez de Ligne, industriel, né à Tourcoing dont il préside la chambre de commerce de même que les comités des écoles primaires catholiques de Lille. En 1895, celui-ci estime « qu'il y a place dans nos assises pour tous les amis du peuple chrétien : il y a place, laissez-moi me servir d'un mot qui ne m'effraie pas pour ma part et que je ne veux pas laisser accaparer par nos adversaires, il y a place, dans un congrès catholique, pour cette Démocratie qui, voulant être chrétienne, sait, tout en revendiquant ses droits légitimes, respecter les droits des autres à tous les degrés de la hiérarchie sociale et les droits supérieurs de Dieu »<sup>86</sup>.

Dans ce souci de prendre en compte les abbés démocrates et le courant qu'ils représentent, il est en accord avec Charles Thellier de Poncheville, le président des Assemblées générales des catholiques du Nord - Pas-de-Calais<sup>87</sup> : avocat, né à Valenciennes, monarchiste, il se rallie en 1892. Protectionniste, spécialiste des questions sociales comme le livret ouvrier, les accidents du travail, les caisses de retraite, il est le promoteur de l'enseignement libre. Dans un courrier à Victor Canet, le 26.08.1897, Philibert Vrau à propos d'une menace de démission évoquée par Thellier de Poncheville, informe son correspondant « qu'il ne maintient pas absolument sa résolution de se retirer mais qu'il la subordonne un peu à ce qui sera fait pour les Démocrates-chrétiens. Comme vous le verrez par sa lettre, il a été suffoqué de voir qu'on n'avait pas suivi l'idée, qu'il avait approuvé de constituer de petits congrès particuliers et surtout qu'on n'ait pas fait place aux démocrates ». En vue de la préparation du congrès de 1897, Thellier de Poncheville fait expressément la demande à l'abbé Lemire de lui fournir l'ordre du jour de ce petit congrès

<sup>84</sup> Archives Ph. Vrau, Xavier Théry.

<sup>85</sup> Archives Ph. Vrau : courrier du 1. 06. 1903, Pont-à-Mousson.

<sup>86</sup> VAN ELSLANDE J.- M., *Les Congrès catholiques du Nord et du Pas-de-Calais (1897-1912)*, Lille, 1967, p. 23.

<sup>87</sup> Bibl. mun. Lille, 23 340, *Les assemblées générales des catholiques du Nord et du Pas-de-Calais depuis 1873 jusqu'en 1898*, Lille, Imprimerie Victor Ducoulombier, 1898.

supplémentaire et considère qu'il n'y a « rien de subversif dans le programme » tout en veillant à ce que les textes des communication lui parviennent. Philibert Vrau regrette le 15 août 1898, que, dans le volume du congrès de 1897, il n'y ait que le seul discours de l'abbé Lemire alors qu'il aurait souhaité que soient inclus les travaux du petit congrès de la démocratie chrétienne.

Avec eux, il s'oppose aux catholiques intégristes et plus particulièrement au chanoine Delassus, directeur de la *Semaine religieuse du diocèse de Cambrai* : le 25 septembre 1898, à propos du numéro du 1<sup>er</sup> octobre de cette revue, dans lequel il est fait allusion au congrès de Lille, le chanoine Delassus<sup>88</sup> affirme que les organisateurs mettent en tête de leur programme un congrès de la Démocratie chrétienne. Devant « cette petite entorse à la vérité », Philibert Vrau estime qu'il faut « plutôt y répondre indirectement dans une circulaire rappelant le congrès et rétablissant les faits ». Le 17 du même mois, face à une campagne menée dans le Nord « contre des idées qui déplaisent malgré les avertissements maintes fois réitérés », il s'appuie sur ce que précise un clerc, le P. Poisat, dans une brochure, traduite de l'italien, sous le titre : « le concept chrétien de la Démocratie ». Il rappelle qu'en 1897, ce texte « a été accueilli avec une **extrême** faveur par S.S. Léon XIII » et termine son courrier en constatant qu'« il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas entendre ».

Cependant, les choix politiques de l'abbé Lemire à partir de 1901<sup>89</sup> lui posent problème. Elu depuis 1893, le député-maire d'Hazebrouck ne cesse de faire des propositions en matière de liberté d'association, de participation des salariés aux bénéfices, et souhaite que la maison de famille et le jardin soient considérés comme des biens insaisissables. Ayant accepté la laïcité de l'État, la neutralité de l'école publique, il est critiqué davantage sur sa droite que sur sa gauche : il doit faire face à l'hostilité de *La Dépêche*. Il est notamment accusé d'un manque de solidarité lors de la loi du 2 juillet 1901 qui sanctionne les congrégations : à la suite de son discours des 28 et 29 janvier 1901, il est accusé de privilégier le clergé séculier au détriment des ordres réguliers. Cette « réputation » embarrasse Philibert Vrau qui, le 11 avril 1901, est « assez préoccupé de la question de la démocratie chrétienne » et se demande avec Henri Groussau « ce qu'il y a à faire pour le congrès ». Le 13 juillet suivant, il estime, à propos de l'abbé Lemire que « si on l'invite, il ne viendra pas, et si on ne l'invite pas, il viendra ou nous écrira comme l'année dernière pour savoir si on le considère comme un indigne ou un révolté ». Lors de la constitution du bureau de la Démocratie chrétienne, en septembre 1901, il rappelle que le maintien de la présence de l'abbé Lemire a fait l'objet d'un accord avec les autorités épiscopales mais que la gestion du programme relève de l'équipe de direction du congrès : « Il n'y a, en cela, rien de choquant pour l'abbé Lemire. S'il proteste ou s'élimine lui-même, c'est son affaire, mais nous, nous ne pouvons pas l'éliminer ». L'année suivante, la question devient tellement « épineuse » qu'il confie, le 27 juillet 1902, à Victor Canet qu'il ne serait « pas fâché de voir disparaître le cher député de la scène de nos congrès, car je crois qu'il doit avoir bien de la peine à adopter les directions du Saint-Père sur la démocratie dans leur plénitude ». Il souhaite proposer une autre candidature en la faisant accepter par l'abbé Lemire lui-même ; soit celle de l'abbé Bataille, soit celle de l'abbé Six : « Il me semble que l'abbé Six qui a accepté pleinement les directions données par le Saint-Père dans les documents italiens pourrait très bien, à défaut de M. l'abbé Bataille, figurer comme vice-président. Il dirige la revue intitulée *La démocratie chrétienne*. Que M. Lemire choisisse qui il voudra, c'est le mieux ». Il propose de prendre comme secrétaire de ce bureau un

<sup>88</sup> CAUDRON A, *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine*, t. 4 « Lille-Flandres », Beauchesne, Paris, Centre d'histoire de la région du Nord et de l'Europe de Nord-Ouest, 1990, pp. 156-158.

<sup>89</sup> MAYEUR J.- M., *Un prêtre démocrate, L'abbé Lemire, 1853-1928*, Casterman, Tournai, 1968, pp. 288-292.

journaliste de *La Croix du Nord* qui est « assez bien avec les démocrates chrétiens : cela ferait plaisir à ces derniers et n'effaroucherait personne ».

Le soutien à Marc Sangnier est clairement manifesté dès lors que le Sillon reçoit les encouragements du pape<sup>90</sup>. Dans un courrier du 13 octobre 1903, il estime à son sujet

« qu'il n'y a pas à hésiter qu'il faudrait le demander le plus tôt possible [...] Faudrait-il en outre demander à M. Keller de dire quelques mots à la séance de clôture, c'est là que nous aurions à examiner. Il y a beaucoup de pour et beaucoup de contre. Les questions concernant la liberté d'enseignement vont être plus que jamais discutées : voilà le pour. Faire parler Keller avant ou après Marc Sangnier n'est-ce pas lui jouer un mauvais tour et faire ressortir la supériorité comme orateur du second sur le premier. De plus convient-il d'avoir trois orateurs à l'hippodrome: voilà le contre ».

L'année suivante, il estime le 30 août 1902 qu'il faut inviter le samedi Marc Sangnier et le joindre aux orateurs prévus : « vous avez en vue et vous aurez un succès complet parmi la jeunesse ».

### III - La consolidation électorale du régime républicain et la lucidité de Philibert Vrau

#### a) La résistance de la droite dans le Nord

Les résultats électoraux<sup>91</sup> laissent des espoirs à la droite jusqu'en 1906. Certes, dès 1891, cinq royalistes se rallient Déjardin, De Frescheville, Thellier de Poncheville, Le Gavrian et Renard mais ils s'inscrivent dans la droite constitutionnelle de J. Piou. En 1893, face à la concurrence socialiste, les candidats accordent de l'importance à la question sociale : l'abbé Lemire est élu député à Hazebrouck, Jules Guesde à Roubaix contre un ouvrier démocrate-chrétien, Vienne, mais Lafargue est battu à Lille par un patron social, rallié, Ernest-Henri Loyer. Les élections de 1898 font la part belle aux catholiques pratiquants soutenus par le réseau des organisations religieuses : ils incarnent la fraction sociale du patronat tels Eugène Motte ou Albert Masurel et défendent parfois avec Jules Lemire et Paul Rogez à Lille les idées des démocrates chrétiens. Jules Méline, à qui se réfèrent des candidats de droite, explique que « si la France est religieuse, elle n'est pas cléricale ; si elle reste attachée à sa foi, et ne veut pas qu'on porte atteinte à la liberté de conscience, elle n'admet pas que le clergé se mêle des affaires temporelles »<sup>92</sup>. La gauche demeure sur la défensive mais les opportunistes vont être touchés par l'affaire Dreyfus et l'affaire Flamidien qui déchaîne les passions à Lille. En 1902, la droite qui recueille 35,3 % des inscrits demeure en tête face aux radicaux et aux socialistes grâce au succès de Motte à Roubaix, Dansette à Armentières, Plichon à Bailleul, Guillaïn à Dunkerque, Groussau à Quesnoy-sur-Deûle. En 1906, elle augmente encore son résultat avec 36,5 % des inscrits, la droite arrive en tête au premier tour derrière ses leaders tels Henri Groussau, Jules Dansette mais doit s'effacer au second tour tout en demeurant la principale tendance politique régionale. Les radicaux, excepté le fief de Gustave Dron à Tourcoing, l'emportent dans les zones rurales comme Maubeuge avec Paul Defontaine mais désormais les socialistes profitent de la discipline républicaine. Cependant après 1906, la droite faiblit et passe à 30,6 % en 1910 et 29 % en 1914. La partie flamande baisse de 49,3 % à 40 % soit 9 % en moins, la partie orientale s'affaisse de 13 % en passant de 30,8 % à 17,6 %, l'arrondissement de Lille chute de 41 à 36,5 % soit une baisse de 5

<sup>90</sup> CARON J., *Le Sillon et la démocratie chrétienne, 1894-1910*, Plon, Paris, 1967.

<sup>91</sup> Voir annexe 2, figure 3 et 4.

<sup>92</sup> HILAIRE Y.- M. et alii, *op. cit.*, p. 99.

% seulement. Philibert Vrau ne connaît pas ce déclin des forces de droite qui, dans la métropole est plus sensible à Roubaix qu'à Lille sous la pression socialiste.

A l'Assemblée nationale, cette droite est composée de deux éléments, outre le cas Lemire. L'Action libérale populaire, fondée en 1901 vise à réunir les anciens conservateurs, ralliés à la République, sur le terrain de la défense religieuse, associée à la défense sociale ; ce sont souvent des orléanistes pragmatistes qui ne veulent pas fusionner avec les opportunistes tels que Jules Dansette, député d'Armentières, Alfred Dumont et Henri Cochin, députés des deux circonscriptions de Dunkerque, Jean Plichon, lié au patronat catholique, Henri Groussau professeur de droit à la faculté catholique de Lille, champion de l'opposition à la loi de 1905, soutenu par *La Dépêche*. Les ralliés devenus progressistes se constituent en Fédération républicaine autour de Jules Méline et d'Eugène Motte, Marcel Delaune, Théodore Barrois dans le Nord. La droite nationaliste n'est pratiquement pas présente ni la droite plébiscitaire qui, à la différence du Pas-de-Calais, s'est effondrée beaucoup plus rapidement dans le Nord.

### **b) Le triomphe des républicains modérés dans le Pas-de-Calais**

En 1893, le Boulonnais grâce à Paul Dussausoy et Achille Adam et l'Artois oriental où s'impose Henri Tailliandier demeurent des bastions de la droite mais, avec 18,7 % des inscrits, celle-ci est loin des opportunistes qui recueillent 42 %. Alexandre Ribot estime que « pour la première fois, les partis hostiles à la République ont été forcés de s'incliner devant la volonté nationale. La République s'identifie désormais avec la France elle-même ». Les opportunistes se font protectionnistes dans les campagnes, à l'image du député républicain de Saint-Pol-sur-Ternoise, Georges Graux, partisan des tarifs proposés par Méline. En 1898, les scores des opportunistes sont impressionnants : ils recueillent 43,9 % des inscrits mais sont attaqués par les socialistes à gauche et par les conservateurs comme Edmond Lefebvre du Prey à Saint-Omer ; les trois députés de droite demeurent en place mais cette tendance perd 5 % des inscrits. En 1902, coalisée sur le programme de défense religieuse, la droite remporte des succès à Montreuil avec Paul Truy et à Béthune avec le baron Henry Dard avant que ces élections ne soient invalidées. Rejetés au centre, les opportunistes modérés, soucieux d'une « politique ouverte » mais favorables au maintien de la laïcité, perdent leur hégémonie à la suite de l'affaire Dreyfus et de la lutte contre la droite catholique. Cependant ils se maintiennent à 21,9 % des inscrits, soit la perte de près de la moitié de leurs voix au bénéfice de la droite qui atteint 30,3 % et des socialistes recueillant 18,1 % des inscrits. En 1906, le centre républicain avec Philogène Delelis-Fanien à Lillers et Pierre-Victor Farjon à Boulogne parvient à bénéficier des voix des catholiques mais doit subir désormais la concurrence radicale dans des fiefs comme Saint-Omer, Ardres et Saint-Pol où Alexandre Ribot, Charles Jonnart et Georges Vallée perdent des voix. Les socialistes s'affirment dans le bassin houiller avec Emile Basly et Arthur Lamendin et seuls des élus bien implantés peuvent se maintenir.

L'unité de la gauche continue de se faire autour du combat scolaire. Les opportunistes se montrent fermes devant le danger clérical ; ils prônent la laïcisation de l'école et participent à la lutte contre les congréganistes à la suite des lois scolaires de 1881-1882. Deux écoles normales sont créées en 1883 à Arras. L'instituteur devient le « hussard noir » du régime mais l'école rendue gratuite et obligatoire voit ses effectifs baisser jusqu'en 1913 de 843 pour 1000 à 749 pour 1000 en 1913. Le Pas-de-Calais occupe le 85<sup>ème</sup> pour la fréquentation hivernale. En 1874, le certificat d'études est créé : 53 % de reçus en 1881 puis 85,8 en 1913, ce qui situe le Pas-de-Calais au 74<sup>ème</sup> rang pour les analphabètes tandis que le Nord est à la 76<sup>ème</sup> place. Un puissant réseau para-éducatif se crée autour de l'école primaire comportant des caisses d'épargne scolaire, une association d'anciens élèves, une amicale laïque, des Sociétés républicaines d'instruction (SRI). L'enseignement secondaire ne concerne que 3 à 4 % des enfants du Pas-de-Calais : il n'existe qu'un

seul lycée, celui de Saint-Omer. Les effectifs du second degré sont de 2000 élèves en 1826, 3500 en 1900.

c) Philibert Vrau : un laïc actif et lucide

Animateur des comités d'organisation des congrès catholiques du Nord de la France depuis l'origine, soit depuis 1873 jusqu'en 1904<sup>93</sup>, il est secondé dans cette lourde tâche par Victor Canet qui remplit les fonctions de secrétaire général depuis 1894. Celui-ci, originaire du Tarn, est professeur d'histoire à l'Université catholique. L'ambition plus ou moins avouée de ces grandes manifestations est d'obtenir un retentissement le plus large possible et d'atteindre une dimension non seulement régionale mais aussi nationale. En 1894, dans un courrier à son secrétaire général, le 10 septembre, il estime que

« si le cardinal Langénieux couvrait tout de sa pourpre et de son autorité, le congrès de Lille prendrait une importance que l'absence d'autres congrès et les circonstances semblent appeler. N'y a-t-il pas en effet une place à prendre en ce moment ? A défaut du congrès de Paris, ne faudrait-il pas que celui de Lille remplisse en quelque sorte le rôle de congrès national ? Je livre cette pensée à vos réflexions ». Il fixe comme objectif premier de ces assemblées la défense religieuse : conscient des déchirements internes aux catholiques, il précise que « plus qu'une union de pensée, il s'agit d'une union dans l'action. Il s'agit d'un précieux instrument destiné à conquérir la liberté d'association, la liberté d'enseignement, l'égalité dans les subventions scolaires et devant l'impôt, le droit de manifester hautement, officiellement ses croyances dans toute cérémonie culturelle »<sup>94</sup>.

Philibert Vrau a, en effet, le souci de l'union des catholiques de la région. Dès 1889, il souligne que « toute la force de nos associations repose sur l'union des deux diocèses ». Le simple rappel est significatif dès cette époque d'un souci autant que d'un souhait. En 1894, le 27 septembre, il fait état d'un courrier qu'il a reçu de Mgr Williez, alors évêque d'Arras où celui-ci évoque « une observation qu'il a souvent entendue autour de lui mais dont il ne connaît pas l'origine. C'est que le clergé du Pas-de-Calais ne veut pas se laisser dominer par le clergé du Nord ». Philibert Vrau s'interroge alors : « fait-il allusion aux pèlerinages, à certaines préséances dans les cérémonies ou à quelques incidents dans les conseils et les réunions. Je l'ignore. Toujours est-il que le fait existe et qu'il faut changer cela. Il faudrait [...] mettre plus souvent les Atrébates en avant ». Quatre ans plus tard, le 29 août 1898, Philibert Vrau revient sur la question : « Mgr d'Arras ne cherche pas beaucoup, vous le savez, à se lier avec le diocèse de Cambrai, il ne voudra surtout pas être sous sa coupe et venir au congrès se soumettre au contrôle et se livrer aux appréciations de gens qui n'ont rien à faire chez lui [...] S'il s'agissait de faire quelque chose dans le diocèse d'Arras, il y serait très favorable ; mais il tiendrait à s'en occuper personnellement ».

Grâce à la création et à la pérennité durant quelques décennies des assemblées générales des comités catholiques, il a été possible de justifier et de développer la création de l'Université catholique de Lille, la première de cet ordre en France<sup>95</sup>. Dès 1877, l'abbé Mortier, chef d'un établissement secondaire, estime que « la fondation d'une université catholique est éminemment religieuse [...]. Grâce à l'université, nous verrons partout surgir des hommes disposés à offrir leur protection,

<sup>93</sup> Bibl. mun. Lille, 23 340, *Les assemblées générales des catholiques du Nord et du Pas-de-Calais depuis 1873 jusqu'en 1898*, Lille, Imprimerie Victor Ducoulombier, 1898.

<sup>94</sup> JOVENEUX J.-R., *Les congrès catholiques du Nord et du Pas-de-Calais (1873-1898)*, Lille, 1967, p. 198.

<sup>95</sup> HILAIRE Y.- M. (dir.), *Le Nord-Pas-de-Calais de 1900 à nos jours*, Privat, Toulouse, 1982.

leur concours, leur encouragement à tout ce qui est vrai et bon »<sup>96</sup>. L'année suivante, le congrès engage des démarches auprès des députés du Nord et surtout lance une souscription en s'appuyant sur des soutiens dont le plus important est Philibert Vrau, « la poule aux oeufs d'or du parti clérical » comme le signe le rapport de la Sûreté générale<sup>97</sup>. Une fois créée en 1875, l'université fait l'objet de rapports d'activité, d'appels au soutien financier. Comme le souligne le cardinal Régnier, archevêque de Cambrai, « notre université ne tient qu'à un fil, mais ce fil est solide, c'est le fil Vrau »<sup>98</sup>.

Une autre activité ne cesse de concerner l'essentiel de ses démarches et a trait à la dimension sociale de sa conviction catholique. Philibert Vrau accepte de devenir le président pour la région Nord de la société Saint-Vincent de Paul et il devient par la suite un propagandiste national de cette cause, côtoyant les responsables nationaux tels que Antonin Pages<sup>99</sup>. Son beau-frère Camille Feron-Vrau insiste sur la nécessité d'améliorer les logements, il entreprend une vaste enquête où plus de mille locataires répondent à un questionnaire<sup>100</sup>.

Cependant, la référence romaine est la clé ultime de lecture de la cohérence de son action y compris sur le plan de l'organisation des catholiques : la communion avec le pape se retrouve dans le souci de prendre modèle dans l'organisation interne sur l'exemple des comités et congrès italiens : « il paraît que le pape consulté par les organisateurs du congrès de Tarente sur la révision de leurs statuts a fait étudier la question par une commission cardinalice et qu'ensuite le pape a revu le travail et l'a modifié de sa main », fait-il remarquer dans un courrier du 23 juillet 1901. M. Dogrin, dans une note adressée à Paul Feron appelle son attention sur les nouveaux statuts de l'Oeuvre des congrès d'Italie lors du congrès de Tarente qu'il dit admirables. En avez-vous connaissance et y a-t-il quelque chose à en tirer pour l'organisation en France ? ». Il revient sur la question le 7 avril 1902 :

« je crois que plus on se rapproche du type italien connu et sanctionné à Rome, plus les choses seront facilitées. Il est évident qu'on devra s'appuyer sur la hiérarchie de l'Église, surtout si l'on veut avoir, non seulement un comité central et des comités diocésains mais encore, ce qui est vraiment pratique, des comités paroissiaux. Nous ne pourrions sans doute pas en France avoir une intervention explicite du Saint-Père mais nous pourrions avoir un encouragement formel ».

Cette organisation attendue a pour but en Italie de « donner plus d'autonomie aux différentes sections qui sont paroissiales, diocésaines, régionales, le tout aboutissant à un comité central ». La réflexion porte en elle la suite logique, au nom de la référence aux directives pontificales : la montée en puissance du laïcat. Philibert Vrau, le 14 janvier 1903, estime que « l'œuvre sera laïque et l'organisation laïque. Seulement on a besoin du clergé pour la mise en train : sans lui on ne pourrait rien faire surtout dans les campagnes. Une fois les comités constitués, ils seront hiérarchisés et par conséquent formeront un corps autonome ».

Face à un monde qui change, il estime le 16 septembre 1899, que « la situation devient de plus en plus inquiétante et tout le monde sent que c'est dans l'idée chrétienne qu'il faut chercher le salut de la société ». A la suite des lois sur les congrégations, le 3 juillet 1901, il s'interroge :

<sup>96</sup> JOVENEUX J.- R., *op. cit.*, p. 106.

<sup>97</sup> *Ibidem*, p. 107.

<sup>98</sup> CAUDRON A., *op. cit.*, p. 478.

<sup>99</sup> Ph Vrau, lettres, collection de Xavier Théry.

<sup>100</sup> JOVENEUX J.- R., *op. cit.*, p. 155.

« les dernières mesures prises par le gouvernement ne nécessitent-elles pas, plus que jamais, le groupement des catholiques et que de choses ne pourrait-on pas faire soit par des conférences de protestation, la distribution de tracts, de brochures ou de journaux pour soutenir le sentiment catholique et faire comprendre aux populations l'abîme vers lequel nous marchons. Je demande à Dieu d'inspirer aux catholiques des résolutions viriles en rapport avec les dangers que va courir la foi des populations».

En lien, et en déduction de cette prise de conscience, la lutte contre la franc-maçonnerie a l'avantage de faire l'union autour de la défense religieuse : Mgr Delamaire, évêque de Périgueux, invité pour la première fois en 1903, obtient un succès éclatant avec une conférence sur le thème « la franc-maçonnerie, voilà l'ennemi ». Philibert Vrau signale le 2 janvier 1904 que « le discours de Mgr Delamaire a été enlevé en quelques jours à plus de 40.000 exemplaires. Le nombre doit maintenant dépasser 50.000 ». Comme pour les associations anticléricales, l'identification d'un adversaire bien précis facilite le rassemblement des forces, efface un temps les divisions.

## En conclusion

La France connaît une phase d'incertitude politique caractérisée par une recherche de l'identité politique avec une opposition entre une droite monarchiste puis républicaine conservatrice et une gauche d'abord modérée puis plus radicale et socialiste. Celle-ci trouve son unité dans un combat en faveur de la République puis de la laïcité dans le domaine scolaire, face aux congrégations et dans le choix d'une séparation des Églises et de l'État.

Le Nord - Pas-de-Calais possède des particularités qui évoluent durant la période : Le Nord dispose d'une droite qui n'est pas séduite par les opportunistes et qui, tout en se diversifiant, demeure souvent plus influente que sur le plan national mais elle doit faire face à une montée des socialistes dès 1898 et des radicaux à partir de 1902. Le Pas-de-Calais est sous l'emprise du courant bonapartiste jusqu'en 1881 puis les fortes personnalités de républicains opportunistes comme Alexandre Ribot, Charles Jonnart, Louis Boudenoot et Georges Graux s'imposent jusqu'au moment où un équilibre à trois se reconstitue entre une droite rassemblée, des républicains modérés et des socialistes implantés dans des bastions.

Philibert Vrau fait figure de pionnier dans cette région et sur le plan national : il est sollicité en 1876 pour se présenter : il s'affiche en faveur d'une République mais qui doit être chrétienne et qui doit disposer d'une dimension sociale forte : il s'oppose ainsi aux monarchistes qui veulent politiser le combat des catholiques en faveur de leur identité et aux intégristes refusant les directives pontificales : il soutient les démocrates chrétiens mais s'accommode davantage de Marc Sangnier que de l'abbé Lemire.

Sa priorité demeure d'un bout à l'autre de son activité la défense de l'Église ; elle doit passer par l'union des catholiques, de ses forces vives et par la référence romaine y compris dans le domaine de la mise en avant d'un mouvement de laïcs sur le modèle italien : après avoir accepté par fidélité au pape de se rallier à la République, il anticipe sur la mise en valeur d'une donnée qui va devenir un élément essentiel du renouveau catholique : la montée en puissance du laïcat selon les directives pontificales.

**Annexe 1 :**

Tract électoral du candidat Philibert Vrau, 2<sup>ème</sup> circonscription de Lille, 16 avril 1876  
(Archives de Xavier Théry)

## A MM. LES ÉLECTEURS

### de la 2<sup>me</sup> Circonscription électorale de l'Arrondissement de Lille

---

#### Messieurs les Électeurs,

J'ai cédé aux sollicitations d'un certain nombre d'entre vous, en consentant à me porter candidat aux prochaines élections législatives.

Eloigné des luttes de la politique, je n'aurais pas accepté le mandat que l'on me proposait si l'on n'avait fait valoir à mes yeux des considérations d'un ordre élevé et qui touchent aux intérêts mêmes de la société.

Dans ma pensée, ce qu'il y a d'essentiel pour toutes les organisations politiques, c'est le maintien des principes de religion, d'ordre et de moralité. Ces principes sont surtout utiles dans les sociétés républicaines où, une plus grande liberté individuelle devant être laissée à chacun, il est indispensable, pour que l'État subsiste, que les bases mêmes de toute société soient mieux reconnues, nettement affirmées et plus universellement respectées.

A son sens,

**LA RÉPUBLIQUE SERA CHRÉTIENNE OU ELLE NE SUBSISTERA PAS.**

Élevé au milieu des ouvriers, ayant partagé leurs travaux dès ma jeunesse, je connais leurs intérêts, leurs besoins et leurs désirs. Je sais que je réponds à leurs vœux en travaillant à la réalisation de ce programme.

S'il s'agissait d'une constitution à établir, il y aurait peut-être à chercher la forme de gouvernement qui convient le mieux aux besoins et aux intérêts du pays. Mais, à l'heure présente, il faut améliorer et perfectionner ce qui existe, en appliquant ces trois mots qui résument toute ma profession de foi :

## RELIGION, HONNEUR, PATRIE.

PH. VRAU,  
Manufacturier.

# AUX OUVRIERS LILLOIS

## CAMBAILLES,

Vendons-nous ouvriers à la Chambre un député qui puisse défendre nos intérêts, notre travail, notre gain-pain dans la crise que nous traversons ?

Nous avons un industriel capable, un filon qui veut consciencieusement nous servir Monsieur VRAU, Français dont les intérêts sont les nôtres, et qui se mettra à nous servir nous aussi.

Vendons-nous faire représenter par un homme dont la bourse est toujours ouverte pour faire des écoles, des patronages où nos enfants vont bien élevés, pour créer des caisses de secours, des établissements de bienfaisance où l'on soigne nos malades et où on accorde aux vieux jours VOTONS pour Monsieur VRAU, le Véritable Ami de L'OUVRIER.

MAIS IL EST SI BIENT ENVOYÉ :

LES OUVRIERS  
L'OUVRIER, MATH, MATH, MATH,  
L'OUVRIER, MATH, MATH, MATH,  
L'OUVRIER, MATH, MATH, MATH,  
L'OUVRIER, MATH, MATH, MATH.

ELECTION A LA CHAMBRE DES DEPUTES

25 Avril 1918

100 Boulevard de l'Industrie à Lille

LEMBERT GUYONNETTE

# PH. VRAU

INDUSTRIEL

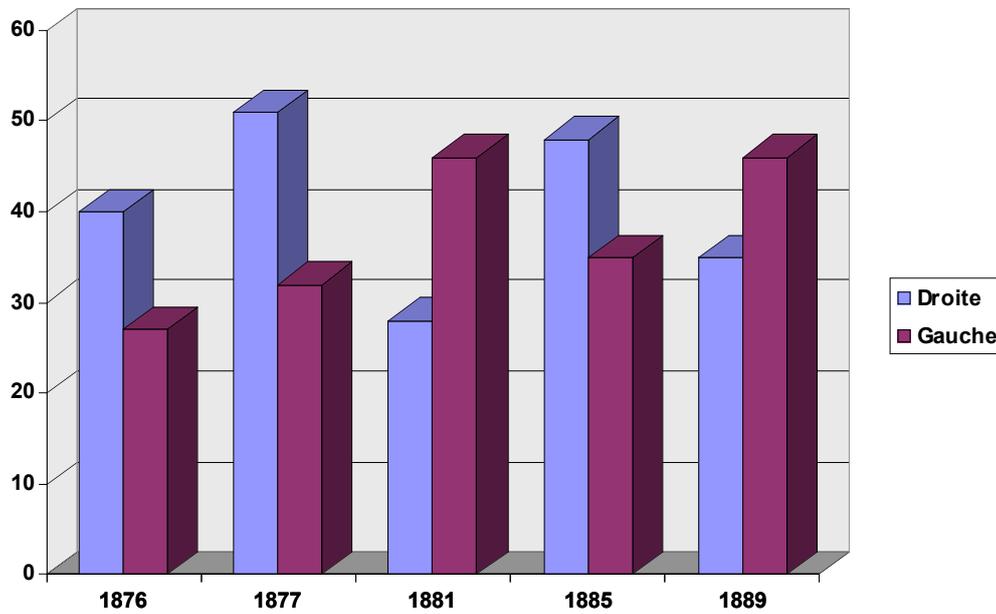
100 Boulevard de l'Industrie



## Annexe 2

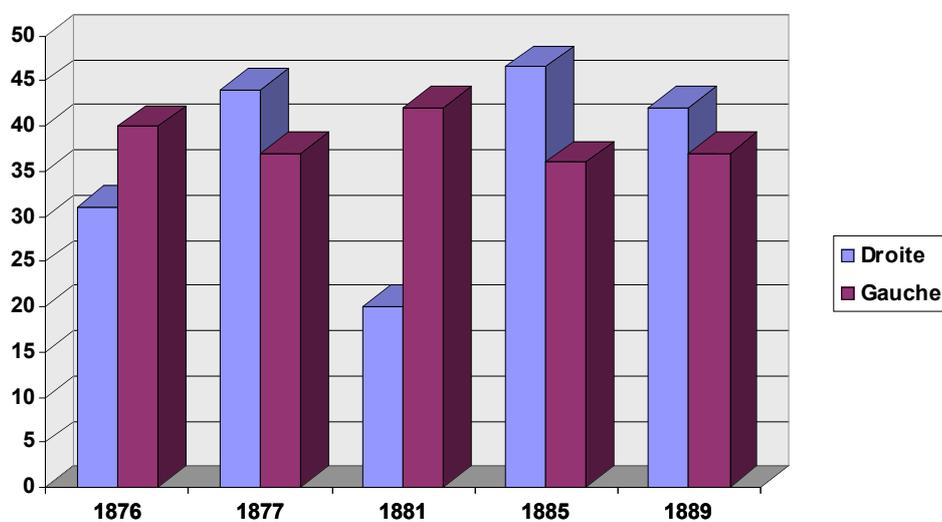
## Graphiques des résultats électoraux dans le Nord - Pas-de-Calais

Figure 1 : Législatives Pas-de-Calais 1876-1889



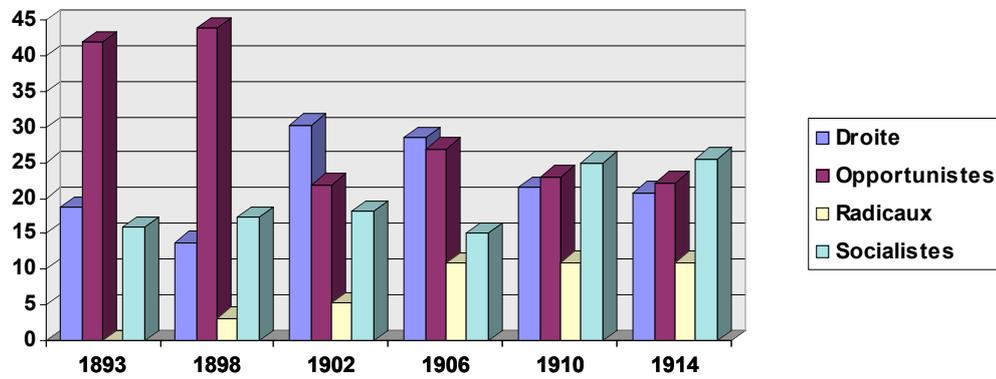
Source : Atlas électoral Nord - Pas-de-Calais, 1876-1936  
Lille, PUL, 1977.

Figure 2 : Législatives Nord 1876-1889



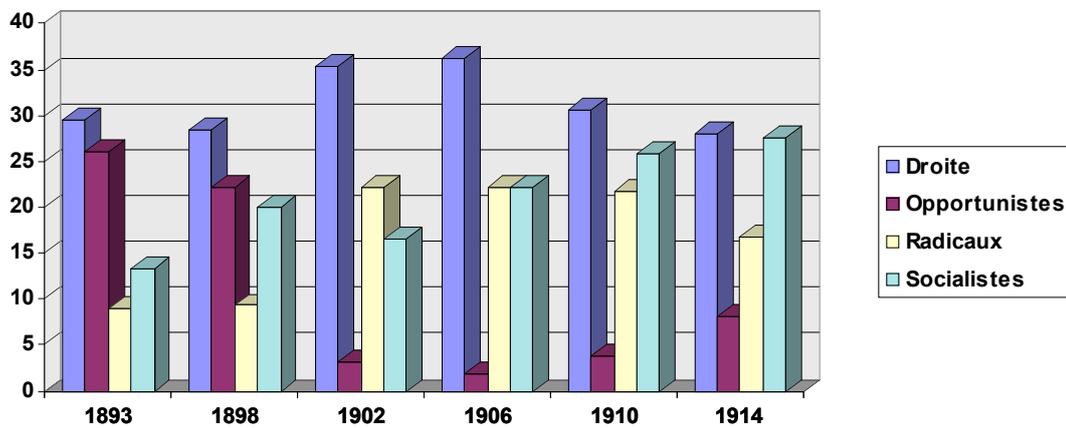
Source : Atlas électoral Nord - Pas-de-Calais, 1876-1936  
Lille, PUL, 1977.

Figure 3 : Législatives Pas-de-Calais 1893-1914



Source : Atlas électoral Nord - Pas-de-Calais, 1876-1936  
Lille, PUL, 1977.

Figure 4 : Législatives Nord 1893-1914



Source : Atlas électoral Nord - Pas-de-Calais, 1876-1936  
Lille, PUL, 1977.

## **Philibert Vrau et les congrès catholiques du Nord et du Pas-de-Calais**

*Emmanuel Fontaine, maîtrise d'histoire, Université d'Artois*

Dans une France marquée par le désastre de 1870-71, les catholiques du Nord cherchent à se regrouper pour faire face aux nouveaux défis religieux et sociaux, dont la question ouvrière. Des comités catholiques composés de clercs et de laïcs essaient rapidement dans les villes du Nord et du Pas-de-Calais. De 1903 à 1913, ils tiennent annuellement congrès. Jusqu'à sa mort en 1905, Philibert Vrau y tient un rôle à la fois central et discret : grand organisateur, il travaille chaque année à la préparation du congrès, le pourvoyant en intervenants et personnalités de marque.

Mais, à partir de 1892 surgissent des difficultés politiques quand s'affrontent à la tribune royalistes et républicains ralliés. Face aux montées de l'anticléricalisme, Philibert Vrau passe alors ses dernières années à promouvoir l'unité des catholiques.

### I - La naissance des comités catholiques du Nord et du Pas-de-Calais

#### **a) Les comités catholiques parisiens**

Suite aux chocs de 1870-1871, au changement de régime et à la Commune (notamment à ses manifestations anticléricales), les catholiques français cherchent à se regrouper. A Paris, quelques mois seulement après la fin du siège, existe un comité de catholiques qui essaime bientôt dans les divers arrondissements de la capitale. Le 30 septembre 1871, le Père Vincent-de-Paul Bailly écrit au futur supérieur général des Augustins de l'Assomption, « que le comité catholique qui a pour président le docteur Frédault et pour secrétaire général M. Pagès<sup>101</sup>, est la seule ligue sérieuse qu'il connaisse, qu'elle fonde des comités catholiques dans tous les arrondissements, même dans les cantons et qu'elle se propose toutes les questions catholiques, y compris les élections. » Vrau, qui connaît Antonin Pagès, assiste à Paris en 1872, à la première réunion des comités de province sous la présidence du Docteur Frédault, qui invite à créer des comités catholiques dans toutes la France.

#### **b) La naissance des comités nordistes et le premier congrès**

Sous l'impulsion de Vrau à Lille, les comités catholiques apparaissent dès 1871 et se développent rapidement dans les diocèses de Cambrai et d'Arras, alors que l'Ordre Moral est institué par Mac-Mahon et le Duc de Broglie. En 1873 existent à Lille sept comités paroissiaux réunissant 250 hommes. Chaque comité dispose de son bureau particulier. Un comité central a en outre pour fonction de donner l'impulsion aux autres comités. Il est aidé en cela par un secrétariat permanent. La même année, les diocèses de Cambrai et d'Arras comptent en tout 18 comités catholiques, qui se répartissent entre les villes importantes de la région. Au cours du premier congrès des comités catholiques (25-26 octobre 1873), qui réunit 600 personnes, Vrau, nommé rapporteur de la commission d'organisation, entretient l'assemblée de l'union des comités catholiques : « Lorsqu'au milieu de nos désastres, quand la Patrie éplorée cherchait à retrouver les éléments de sa force et de sa grandeur un moment éclipsées, des cœurs généreux, catholiques, français, sondant les véritables causes de nos malheurs, s'unirent pour travailler en commun à refaire une France chrétienne ; ils n'eurent pour ambition que de lever le drapeau de la religion et, le montrant à tous leurs concitoyens, de les convier à s'unir pour

<sup>101</sup> Le Docteur Frédault et Antonin Pagès faisaient parties de la Société de Saint-Vincent-de-Paul. Ce dernier en a notamment été le Président Général de 1886 à 1903.

travailler eux aussi, au salut suprême de la patrie et de la société par l'affirmation de la foi et l'audace de la vérité. » En même temps qu'il prononce ce discours de restauration nationale et religieuse, Vrau propose la réunion, une fois par an des membres de tous les comités catholiques du Nord et du Pas-de-Calais (c'est donc grâce à lui que les congrès se sont institutionnalisés). Il rejoint en cela l'avis du Mgr Régnier, archevêque de Cambrai, qui déclare à la fin du congrès de 1873 : « Messieurs, vous m'avez procuré une des meilleures journées de mon épiscopat [...] Oui, il faut que cette journée revienne chaque année... » Vrau propose aussi des réunions trimestrielles des Présidents et délégués des comités catholiques, et des fêtes communes célébrées par chaque comité en union de prière avec les autres comités. Il demande, en outre, la fondation d'un comité catholique dans chaque canton et dans chaque chef-lieu d'arrondissement. L'appel lancé s'avère être entendu et le nombre des comités passe de 19 en 1873 à 33 en 1875.

## II - Les congrès catholiques : leur fonctionnement

Comme cela se fait à Paris, les comités catholiques du Nord décident de tenir congrès. De 1873 à 1913, ce congrès se réunit annuellement à l'automne, à Lille ; sauf en 1896 où un congrès national exceptionnel réunit tous les comités catholiques de France à Reims.

L'organisation de chaque congrès régional annuel est confiée au comité central de Lille, auquel appartient Philibert Vrau. Nous reviendrons sur le rôle précis de celui-ci.

Chaque congrès dure ordinairement cinq jours pleins et s'étend du mardi soir au dimanche après-midi, généralement au cours d'une semaine de novembre. Les congrès catholiques ont cette particularité s'être organisés suivant le même canevas d'année en année. Nous reproduisons ici celui de 1883. Les centres d'intérêt en sont notamment définis sous forme de trois axes à travers lesquelles est présentée la triple fonction de l'Église de l'époque : l'Église prie, enseigne et secourt.

**Première section : Œuvres de foi et de prière :** œuvres du TSS, pèlerinages, œuvres de catéchisme, sanctification du dimanche, œuvres pontificales (denier de Saint-Pierre), œuvres militaires, œuvres diverses (dont associations de prière contre la franc-maçonnerie).

Deuxième section : Enseignement, presse, art chrétien

*1. première commission :* enseignement professionnel, enseignement supérieur, enseignement primaire (avec beaucoup de rubriques car thème d'actualité).

*2. deuxième commission :* presse et propagande (dont l'œuvre de Saint-Michel pour la publication des bons livres et moyens de combattre la mauvaise presse).

*3. troisième commission :* art chrétien, musique religieuse, écoles de Saint-Luc, moyens d'arriver à l'interdiction des exhibitions artistiques à caractère immoral, société des beaux-arts pour encourager les artistes à traiter des sujets religieux.

Troisième section : œuvres sociales et charitables

### 1. œuvres sociales

a. *Première commission* : œuvres de défense sociale et religieuse, résistance aux sociétés secrètes, comités catholiques de la région, préservation des jeunes de 13 à 20 ans.

b. *Deuxième commission* : organisation chrétienne de l'usine et des corps d'État, confréries, fêtes patronales, économats populaires, logements ouvriers, les petites sœurs de l'ouvrier, œuvres des cercles catholiques d'ouvriers : Œuvres en faveur des ouvriers, du milieu urbain.

c. *Troisième commission* : œuvres pour les campagnes.

**2. œuvres charitables** : Société de Saint-Vincent-de-Paul, orphelinats, patronages, réunions dominicales

### III - Le rôle de Philibert Vrau dans la préparation des congrès

Les comptes-rendus des congrès et les Procès verbaux des Commissions, qui étaient publiés tous les ans, ne donnent qu'une idée fort incomplète de l'action de Philibert Vrau. S'ils témoignent de son engagement dans les discussions au cours des congrès même, ils ne révèlent pas la part prépondérante qu'il prenait dans leur préparation. Celle-ci est en partie mise en lumière par la correspondance de Vrau sur cette question (correspondance en notre disposition mais qui ne commence qu'en 1894)<sup>102</sup>. Comme nous l'avons déjà dit, la préparation de chacun des 31 congrès catholiques du Nord était prise en charge par Philibert Vrau, comme président du comité d'organisation. Au mois de mai de chaque année, d'accord avec le secrétaire du congrès, Vrau réunissait les diverses commissions en vue de l'élaboration du programme pour le congrès de novembre, du choix du rapporteur, du recrutement des congressistes. Nouvelles réunions des commissions en octobre provoquées par Vrau pour prendre les dernières dispositions.

Personnage central, pivot même des congrès, Vrau n'en a jamais accepté la présidence du comité de Lille qu'il a toujours laissée au Comte de Caulaincourt. Lorsque ce dernier meurt en 1896, d'insistantes démarches sont organisées auprès du vieux Philibert pour qu'il accepte la présidence du comité. Il finit par céder en 1903 à condition que son neveu Paul Feron-Vrau en remplisse les fonctions effectives.

#### • Les partenaires de Philibert Vrau

Le Comte Anatole de Caulaincourt (1811-1896) : s'il connaît bien Philibert Vrau, c'est qu'il appartient comme lui au cercle des hommes d'œuvres lillois. Ils se retrouvent tous deux à la Société Saint-Vincent-de-Paul (dont Caulaincourt est vice-président du Conseil particulier à partir de 1863), à l'œuvre de la sainte Famille (présidée par Caulaincourt) Il est également adjoint de Vrau à la tête de l'Association de prière pour la ville de Lille (1863). Légitimiste, Caulaincourt reste convaincu de la nécessité de « réparer les ruines accumulées par la Révolution ». Lorsqu'en 1892 et 1894, il exprime son ralliement officiel à la forme républicaine du gouvernement, conformément au vœu de Léon XIII, il précise que « la société ne saura sauvée qu'à la condition de prendre le contre-pied de la Révolution. » En 1871, à la demande de

<sup>102</sup>

1894	19 lettres	1899	46
1895	12	1900	32
1896	66	1901	37
1897	35	1902	43
1898	17	1903	48
		1905	7

Philibert Vrau, le comte de Caulaincourt prend la présidence du comité catholique de Lille, qu'il conserve jusqu'à sa mort en 1896. Dès la première assemblée en 1873, Caulaincourt siège au Bureau. Les années suivantes, il préside les séances de chaque congrès annuel, avec les Comtes de Diesbach et de Melun jusqu'en 1877, puis seul. D'abord vice-président du congrès, Caulaincourt porte à partir de 1887, le titre de président du bureau central des comités des deux départements. A sa mort en 1896, Charles Thellier de Poncheville accède à la présidence des congrès catholiques dont il assume l'intérim jusqu'en 1903, date à laquelle Ph. Vrau accepte la présidence, à la condition qu'elle soit effectivement assurée par son neveu Paul Feron-Vrau.

Gustave Champeaux (1834-1908) : il occupe le poste de premier comptable aux établissements Vrau et devient le bras droit des deux frères Vrau et Feron-Vrau. Philibert surtout trouve dans Champeaux un porte-parole fidèle, un secrétaire et un confident. Ce dernier seconde Vrau dès le lancement des comités catholiques en 1871-1872, et l'aide à préparer le programme du premier congrès en 1873. Il devient à partir de là secrétaire général de chaque congrès annuel, et collaborateur du président Caulaincourt, dont il partage les idées politiques (légitimisme). Champeaux s'est aussi largement occupé d'autres œuvres, notamment la fondation de l'Université catholique. Il doit abandonner ses nombreuses fonctions en 1893 pour raisons de santé.

C'est à cette date qu'il est remplacé par Victor Canet (1824-1909) : originaire de Castres, il dirige le comité catholique de sa ville dès 1871 et lance un journal, *Le Tarn*. En 1877, découvert par Gustave Champeaux, il arrive à Lille pour occuper la chaire d'histoire de la toute nouvelle Université catholique (qu'il ne quitte qu'en 1899). Ami et collaborateur de Philibert Vrau et de Camille Feron-Vrau, il joue un rôle actif au conseil central des Conférences de Saint-Vincent-de-Paul. Il donne des conférences pour les comités catholiques dans le Nord et en Belgique, et dès 1878, il prend part aux congrès de Lille. Il succède à Gustave Champeaux comme secrétaire des congrès et du comité catholique régional. En 1896, l'organisation du congrès national de Reims lui est confiée. Il devient à la même date collaborateur discret du nouveau président Thellier de Poncheville.

On le perçoit bien, Philibert Vrau eut à travailler avec différents collaborateurs qui se distinguent par leurs positions monarchistes, et plus précisément légitimistes. Même s'ils se rallient à la République suite à l'appel lancé aux catholiques français par le pape Léon XIII dans l'encyclique *Inter sollicitudines* (1892). Cela n'est pas sans poser au cours des différents congrès où, finalement, les enjeux politiques prennent une place prépondérante. Philibert Vrau se révèle être alors un homme de conciliation. Loin de prendre parti pour les monarchistes, il se veut fidèle aux directives léonines et favorise la démocratie chrétienne.

#### **IV - Les centres d'intérêts de Vrau au cours des congrès**

Lorsqu'il intervient au cours des congrès, Vrau s'intéresse principalement aux :

- *Œuvres de foi et de prière* :

Interventions régulières sur certains sujets qui lui tiennent à cœur : œuvres eucharistiques (adoration nocturne, adoration du TSS qu'il cherche à développer : rapports sur l'état de ces œuvres en expansion), pèlerinages, denier de St Pierre

Ligue anti-maçonnique (congrès de 1884, 1885, 1887, 1889)

Propose la création de cimetières exclusivement catholiques

Catéchismes et repos du dimanche

Moyens pour répandre la presse catholique : notamment en 1888 : Vrau exprime le désir que les suppléments de *La Croix* soient distribués aux ouvriers le dimanche afin de les retenir à la maison.

- *Œuvres sociales et charitables* : Sociétés de secours mutuel  
Catéchismes et repos du dimanche  
Société Saint-Vincent-de-Paul
- Vrau, au cours de ses multiples voyages à travers la France et l'Europe, et grâce aux correspondances qu'il entretient, réfléchit beaucoup sur l'organisation des forces catholiques

1878 : Vrau parle à l'occasion du projet de création, dans la région du Nord, d'associations catholiques à l'instar des associations belges.

1897 : Il fait un exposé de l'œuvre de l'adoration nocturne en Espagne.

1902 : A la section d'action générale, Vrau prend une part très active dans la discussion sur le rôle des comités catholiques qui, à son avis, ne doivent pas être des comités politiques ; il expose, avec une grande netteté, l'organisation de l'œuvre des congrès en Italie et demande que l'organisation projetée s'inspire de celle qui existe en Italie.

Canet présente au congrès lillois de 1902 un projet d'organisation des comités catholiques de la province ecclésiastique de Cambrai. Il préconise la création de comités de paroisse, de canton et d'arrondissement. Il assigne à ces comités la défense des intérêts religieux et sociaux, le soutien des œuvres.

A travers cette intervention de Vrau, on comprend les difficultés que connaissent les comités catholiques depuis une dizaine d'années, et qui ressurgissent annuellement lors des congrès. La place importante que les monarchistes (laïcs et clercs) occupent dans les comités risque de faire basculer dans une perspective de comité politique, qui servirait de base à un grand parti catholique monarchiste.

## V - Les difficultés des congrès

Elles nous surtout connues par la correspondance qu'échange Vrau et Canet à partir de 1894.

- **Nécessité de faire venir des évêques aux congrès** : une des préoccupations de Vrau a toujours été d'assurer le rayonnement des congrès catholiques, par le comité de présidence ainsi que par les intervenants. Si l'archevêque de Cambrai et l'évêque d'Arras sont régulièrement présents, Vrau cherche à inviter d'autres évêques aux congrès, qui servent finalement de « vitrine » au dynamisme catholique du Nord. Mais déjà existe-t-il des difficultés entre les clergés des deux diocèses de la province ecclésiastique. Mgr Williez, évêque d'Arras, lui a en effet confié « que le clergé du Pas-de-Calais ne veut pas se laisser dominer par le clergé du Nord ». Cette situation découle apparemment d'un problème de préséances dans les congrès, et Vrau écrit à Canet afin d'y remédier<sup>103</sup>. Ce genre de malentendu semble en outre exister entre les deux évêques, doublé de divergences politiques. Vrau en conclut qu'il « faut redoubler d'attentions et de prévenances et surtout aider à tout le bien que [Mgr Williez] veut faire au diocèse d'Arras.<sup>104</sup>

Sur la question des évêques à inviter, Philibert Vrau reste persuadé de la nécessité de leur présence. Pour le congrès de Lille en 1894, qui prend des allures nationales étant donné que Paris ne tient pas de congrès la même année, Vrau use

<sup>103</sup> A 37 : lettre de Vrau à Canet du 27 septembre 1894.

<sup>104</sup> *Ibid.*

de ses relations, issues de ses voyages pour le développement de sainte Famille. Moins de deux mois avant le début du congrès, il précise que Mgr Renou, évêque d'Amiens, « a presque accepté de venir au congrès de Lille en novembre. » Il pense également inviter Mgr Duval de Soissons et le cardinal archevêque de Reims, Mgr Langénieux. En 1896, pour le congrès national de Reims, Vrau vise encore plus haut que la présence de simples évêques et demande à Victor Canet de trouver des archevêques et des cardinaux, « ce qui serait beaucoup mieux. »<sup>105</sup> Finalement, face au mouvement anticlérical qui prend son essor, beaucoup d'évêques ne répondent plus aux invitations pressantes de Vrau. Pour le congrès de 1899, il cite douze évêques qu'il connaît et qui sont susceptibles de venir à Lille : NNSS de Nantes, du Mans, d'Amiens, d'Angers, de Sées, de Dijon, de Saint-Dié, d'Evreux, d'Orléans, de Tours, de Soissons et de La Tarentaise<sup>106</sup>. Mais ne se déplace que Mgr Foucault, évêque de Saint-Dié, qui préside l'une des séances du congrès.

### • **Oppositions entre catholiques républicains et catholiques monarchistes**

A partir de la fin des années 1880, le grand mouvement de laïcisation de la République prenant son élan, les congrès catholiques se préoccupent de plus en plus de la lutte contre les agents « nocifs » qui entretiennent ce climat antireligieux. Nous avons déjà vu combien la lutte anti-maçonnique occupe régulièrement les travaux des congressistes. Pour le congrès de Lille en 1894 (qui sert de congrès national), Vrau propose d'ajouter aux quatre questions déjà programmées une cinquième, à savoir l'organisation de la lutte contre le socialisme dans les campagnes (cf. développement du mouvement radical au niveau de la politique locale).<sup>107</sup>

On l'aura compris, les congrès catholiques traitent de questions où politique et religieux sont parfois intimement mêlés. Mais les comités catholiques prennent aussi le risque de devenir des cercles politiques d'orientation monarchique, ce que Philibert Vrau a toujours refusé. Déjà au sein du comité lillois, Vrau réclame des mises au point sur la question. Il s'en ouvre à Canet : « il serait bon de s'entendre avec M. de Margerie<sup>108</sup> pour que le Comité catholique ne tourne pas à la politique et qu'on n'y traite pas des questions comme celle-ci : faut-il faire alliance ou non, avec les socialistes. Nous devons rester sur le terrain des œuvres : créer un organisme politique si c'est utile à la cause catholique mais ne pas nous en occuper directement. »<sup>109</sup>

La tentation politique des catholiques Lillois est encore accentuée dans le comité catholique parisien. Cela pose des difficultés pour le congrès national de Reims, à l'occasion de l'anniversaire hautement symbolique du baptême de Clovis. Vrau redit son refus catégorique de voir s'engager des discussions politiques : « les comités catholiques devront être forcément non politiques, pour atteindre leur but. »<sup>110</sup>. Philibert Vrau n'est que trop conscient de la division politique des

<sup>105</sup> A 78 : Lettre de Vrau à Canet du 22 août 1896.

<sup>106</sup> A 209 : Lettre de Vrau à Canet, 12 septembre 1899.

<sup>107</sup> A 36 : Lettre de Vrau à Canet, 2 septembre 1894.

<sup>108</sup> Amédée de Margerie (1825-1905) : ultramontain et légitimiste convaincu, il milite activement pour la restauration de la monarchie. En 1876, après consultation du pape, il vient à Lille où il fonde la Faculté catholique. Doyen jusqu'à sa retraite en 1905, il verse dans le néo-thomisme. Vice-président du comité catholique, ami de Philibert Vrau, il préside pendant 24 ans la section d'enseignement des congrès annuels du Nord et du Pas-de-Calais. En 1889, il propose de célébrer en 1896, l'anniversaire du baptême de Clovis. C'est l'origine du congrès national de Reims dont il préside le comité d'organisation. Il a fait partie de la députation reçue à la nonciature pour le dépôt d'une supplique demandant la création du diocèse de Lille (1892). Après l'appel de Léon XIII, on le disait « rallié à la manière de *La Vraie France* ».

<sup>109</sup> A 50 : Lettre de Vrau à Canet du 5 décembre 1895.

<sup>110</sup> A 65 : Lettre de Vrau à Canet du 18 juin 1896.

catholiques, de leur impossibilité à trouver un terrain d'entente entre monarchistes ralliés (à moitié) et vrais républicains. Les résultats aux élections successives le prouvent suffisamment. Selon lui, les comités catholiques ne doivent leur survie qu'au refus délibéré d'y traiter les questions d'ordre politique : « vous connaissez mon opinion. Je suis persuadé que tout comité catholique où on introduira les **questions politiques** est frappé radicalement à mort. Il est impossible de faire l'union sur ce terrain étant donné la division des esprits qui existe actuellement en France. Dès qu'on abordera les questions **pratiques**, immédiatement les divergences se produiront. Les comités ne dureront pas six semaines. M. de Benque croit que je fais de l'opposition et il argue de la décision du comité d'organisation de Paris. Je ne fais aucune opposition. Mais je constate un fait. Si on n'a pas une base commune, si on n'accepte pas les directions pontificales, on ne fera rien sur le terrain pratique. Or vous avez, mieux que moi encore, que tout le monde ne suit pas les directions pontificales dans les Comités catholiques. Pourquoi alors porter les discussions sur ce terrain brûlant ? Je dirai la même chose, au point de vue social. Tout le monde est loin de partager la même manière de voir. Je pourrais à cet égard vous citer des faits péremptoires. Pourquoi alors ne pas rester sur la base **exclusive de la défense sur le terrain religieux** ? Là tout le monde est d'accord, et je dirai même que cet accord peut préparer des rapprochements et laisser entrevoir la possibilité de faire plus et mieux à l'avenir. »<sup>111</sup> Ces lignes confidentielles, écrites à seulement quelques semaines du congrès de Reims, expriment toute l'angoisse de Vrau devant le possible ratage du congrès. Au lieu de manifester l'union des catholiques, il risque fort d'être une nouvelle preuve de leurs oppositions internes, d'autant plus que l'épiscopat français semble lui-même divisé : « les choses ont tourné tout autrement que je ne le pensais pour le congrès de Reims. Le cardinal Langénieux ne peut en prendre l'initiative pour des motifs que je vous expliquerai de vive voix et qui tiennent au peu d'accord qui existe dans l'épiscopat. »<sup>112</sup> Afin d'assurer un minimum de succès au congrès, Vrau propose une sage solution, à savoir le doter d'un président dont le nom reçoit l'unanimité, également chez les parisiens à majorité royaliste. Thellier de Poncheville lui semble tout indiqué car « car il a des facilités à se concilier les sympathies de tous les groupes catholiques (depuis Piou jusqu'à Chesnelong) »<sup>113</sup>

- Les congrès de Lille ne sont pas non plus épargnés par les divisions entre catholiques républicains et catholiques monarchistes, qui existent autant chez les laïcs que chez les clercs. Dans le Nord, Vrau se rend bien compte des tensions existantes : « On ne peut s'imaginer à quel point les passions sont parfois surexcitées : en ce moment une campagne est menée dans le Nord, contre des idées qui déplaisent malgré des avertissements maintes fois réitérés. »<sup>114</sup> Dans les questions sociales et économiques discutées lors des congrès, Vrau tient à laisser une place aussi large à la démocratie chrétienne. Une section lui est donc entièrement consacrée, pour laquelle Vrau invite des intervenants dont les noms irritent bien souvent les partisans du conservatisme, qui se retrouvent facilement dans les idées de l'Action Française à la création de cette dernière. Ainsi Mgr Delassus, directeur privé de La Semaine Religieuse de Cambai, les Jésuites du Hautmont se révèlent-ils les opposants les plus acharnés de la présence aux congrès des idées et des représentants de la Démocratie chrétienne. Cela l'inquiète à nouveau pour l'avenir du congrès de Lille de 1898 : « Il y a de gros nuages qui s'accumulent sur le congrès... de la part des partisans d'études sociales réunis à Hautmont chez les jésuites, de l'archevêque hostile à l'abbé Lemire, et de Mgr Delassus de la Semaine Religieuse... »<sup>115</sup> Dans sa lutte pour faire une place à

<sup>111</sup> A 78 : Lettre de Vrau à Canet du 22 août 1896.

<sup>112</sup> A 51 : Lettre de Vrau à Canet du 12 décembre 1895.

<sup>113</sup> A 58 : Lettre de Vrau à Canet du 20 mars 1896.

<sup>114</sup> A 165 : Lettre de Vrau à Canet du 17 septembre 1898.

<sup>115</sup> A 166 : Lettre de Vrau à Canet du 25 septembre 1898.

la démocratie chrétienne, Vrau trouve un appui efficace en la personne du président du congrès Thellier de Poncheville, qui avait déjà fait merveille à Reims. Les démocrates-chrétiens sont invités au congrès de Lille en 1897. Mais leur initiative suscite une double hostilité : celle de l'Association catholiques des patrons du Nord qui refuse d'assister au congrès et celle de l'Union démocratique de Fernand Leclercq.<sup>116</sup> Ce dernier, ami et défenseur de l'Abbé Lemire, n'assiste pas au congrès de 1897, arguant que « la plupart des têtes sont nos adversaires ». Thellier de Poncheville insistant, il est présent au congrès de 1901 comme secrétaire du Bureau de la Démocratie chrétienne. Cela vient encore accroître la mésentente entre Vrau et son beau-frère Feron-Vrau, ce dernier étant moins favorable à la démocratie chrétienne et à Leclercq (qui n'avait pas hésité à déclarer en 1893 : « Nous disions l'autre jour que M. Feron-Vrau aurait été décoré si le ministère récompensait ceux qui affament les ouvriers. »)

L'ennemi désigné des anti-démocrates reste l'Abbé Lemire. Député depuis 1892, Jules Lemire s'est déjà représenté à la députation sans avoir reçu la bénédiction de Mgr Sonnois. Vrau tient à le faire participer aux congrès, pour ne pas laisser le champ entièrement libre aux conservateurs. Ceux-ci usent de leur influence auprès de l'archevêque, qui continue à assister aux congrès mais y joue un rôle très effacé (à l'image de son épiscopat !) pour éliminer le perturbateur Lemire. Vrau l'écrit à Canet en 1901 : « Bureau de la Démocratie chrétienne [...] Mais pourquoi avoir supprimé l'Abbé Lemire. Vous savez que cela a fait l'objet d'une longue discussion au Comité Catholique et que Mgr [Sonnois], consulté, a consenti à le maintenir. Vous pourriez peut-être lui écrire ; ce serait une occasion d'entrer en explications avec lui. »<sup>117</sup>

Par ailleurs, après la fondation de l'Action Libérale Populaire par Jacques Piou et Emile Keller en 1903, Vrau travaille à inviter ces derniers aux congrès de Lille, et à faire des comités catholiques des relais locaux de l'ALP.

---

<sup>116</sup> Fernand Leclercq (1858-nc) : Opticien, il fonde des cercles d'études sociales et entre en relation avec l'Abbé Six. Faisant état des abus dénoncés par le personnel des établissements Vrau, Leclercq défend le droit des ouvriers à participer aux bénéfices devant le congrès de 1892. Fondateur des premiers syndicats chrétiens de la région et d'un journal, Le Peuple, Leclercq préside dès 1895 l'Union démocratique du Nord, née de la réunion des syndicats chrétiens.

<sup>117</sup> A 282 : Lettre de Vrau à Canet du 17 septembre 1901.

## **Philibert Vrau, l'Université catholique de Lille et l'ICAM** *Catherine Masson, maître de conférences, UCL*

Alors que la loi Guizot (1833) et la loi Falloux (1850) avaient instauré respectivement la liberté de l'enseignement primaire et celle de l'enseignement secondaire, l'enseignement supérieur était resté monopole d'État depuis Napoléon I<sup>er</sup> (loi du 10 mai 1806 et décret impérial du 17 mars 1808). Cependant l'enseignement supérieur français resta peu dynamique tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Seules les facultés de Droit (9 en France) et de médecine (3) montraient quelque vitalité, dans la mesure où elles préparaient à une profession, formant des praticiens et non des savants. Les autres facultés (lettres et sciences) n'avaient d'autre raison d'être que la collation des grades à des professeurs destinés à former les jurys d'examen (baccalauréat et licence). Il n'y avait ni véritable enseignement, ni véritable recherche. Quant à la théologie, elle s'enseignait dans deux facultés de théologie protestante et 6 facultés de théologie catholique. Mais ces facultés instituées par Napoléon I<sup>er</sup> étaient moribondes, boudées par les évêques qui privilégiaient pour leurs séminaristes l'enseignement – souvent médiocre également – donné à l'intérieur des séminaires.

La région du Nord était le reflet – aggravé – de cette situation. L'Université, dans l'académie de Douai y était particulièrement médiocre. La faculté de théologie la plus proche était à la Sorbonne à Paris, où était dispensé un enseignement de qualité. Le séminaire de Cambrai de son côté, était dominé par le Lazariste Sudre, plus réputé pour son austérité que pour sa science. En outre les différents évêques qui se succédèrent sur le siège de Cambrai (Belmas, Giraud et Régnier) ont toujours été réticents à laisser les prêtres suivre les cours de l'Université. Ajoutons à la médiocrité de l'enseignement universitaire le problème du contenu de celui-ci, marqué par le rationalisme qui imprégnait alors toute la culture universitaire, tandis que, de leur côté, les clercs étaient davantage préoccupés de questions doctrinales dépassées qu'ouverts aux problèmes contemporains.

Dans ce contexte beaucoup rêvaient de renouveau... C'était le cas de l'abbé Edouard Hautcœur, particulièrement soucieux de la formation scientifique du clergé. Il menait depuis plusieurs années un combat en ce sens, avec au moins l'espoir d'aboutir à la création de plusieurs centres d'instruction théologique sur le territoire français. S'il ne pensait pas obtenir de l'État l'établissement de grades académiques, il espérait cependant de Rome l'institution canonique. Douai aurait pu, pensait-il, accueillir l'un de ces centres pour le Nord. On se souvenait de la splendeur passée (XVIII<sup>e</sup> siècle) de l'Université de Douai, même si elle était alors en pleine décadence, détrônée par l'Université de Louvain, première Université « libre », voulue par les évêques belges au lendemain de la naissance du Royaume. Ces questions semblaient toutefois préoccuper peu les catholiques de la région, au moins jusque 1870. Peut-être les désastres de Sedan et de la Commune provoquèrent-ils des prises de conscience ? Toujours est-il que l'opportunité offerte par une assemblée à majorité monarcho-cléricale allait constituer un aiguillon et précipiter les choses en France et particulièrement à Lille. Il y fut mis en œuvre un projet très ambitieux, dans un esprit de reconquête chrétienne. Ce projet mobilisa de nombreux clercs et laïcs. Mais il n'aurait sans doute pu prendre une telle ampleur sans la « main généreuse et cachée » des membres de la famille Vrau. Un autre projet mit plus de temps à voir le jour, celui de l'ICAM. La persévérance des Vrau permit d'aboutir en 1898.

### **I - Un projet ambitieux dans un esprit de reconquête chrétienne**

Les Lillois réagirent très vite en 1871. L'idée d'une Université catholique n'était pas nouvelle, puisque déjà Charles Kolb-Bernard, député du Nord avait déposé un projet au Corps législatif en faveur de l'enseignement libre et qu'une commission parlementaire avait travaillé en ce sens dès mars 1870. Le projet fut repris après la

guerre. Très vite le principe de la liberté fut acquis même si la discussion achoppait sur la question de la collation des grades.

Le Nord fut particulièrement actif dans ce mouvement national en faveur des Universités catholiques et les catholiques de la région surent rapidement en prendre la tête. Après la fête impériale et la défaite militaire, il fallait « refaire l'âme de la patrie », lutter contre « la perversion des idées et des mœurs », contre « la fausse direction donnée à la science et à l'enseignement » et tout cela dans le « chaud rayonnement de la papauté »<sup>118</sup>. On le sent bien il ne s'agit pas seulement, ni surtout, de former des clercs et de leur donner un solide bagage scientifique et théologique, il s'agit de créer une Université catholique afin de former des chrétiens de haute culture intellectuelle. Contre l'Université, dont l'enseignement était imprégné de gallicanisme, de positivisme, de scientisme, de rationalisme... de toutes les idées condamnées par Pie IX dans *Le Syllabus* (1864), il fallait constituer une Université capable de sauver les esprits et les âmes. P. Pierrard reprend quelques expressions qui illustrent bien la croisade entreprise : aux « fils de Voltaire allaient répliquer « les fils de croisés », Gédéon allait pouvoir terrasser les Philistins.<sup>119</sup>

Le mouvement, on l'a vu, était national. La Société d'Education et d'Enseignement avait été fondée à Paris en 1867 – contre la Ligue de l'enseignement fondée par Jean Macé en 1865 – par des prêtres et des catholiques désireux de « garantir les jeunes catholiques de la contagion des doctrines antichrétiennes ». Dans les années 1872-1873 se multiplièrent les actions de cette véritable « armée catholique », en faveur d'une « liberté vraie »... Un vaste mouvement en ce sens se développait dans le Nord autour principalement de Philibert Vrau. On a déjà vu les multiples œuvres auxquelles il a attaché son nom et plus particulièrement la création de l'Assemblée générale annuelle des Comités catholiques du Nord - Pas-de-Calais. Le problème de l'enseignement supérieur libre fut évoqué au cours de la première assemblée générale en 1873. Les hommes du Nord et Philibert lui-même étaient des hommes pratiques. Aussi ne s'éternisa-t-on pas en vœux pieux. Sans attendre le vote de la loi, l'Assemblée des catholiques, présidée par les évêques de Cambrai et Arras, décida d'ouvrir immédiatement des cours de hautes études et de fonder prochainement une Université catholique. Deux commissions furent créées, la commission des études présidée par l'abbé Hautcœur et la commission de la propagande et des fonds qui s'identifiait avec le Comité catholique de Lille, en fait Philibert Vrau<sup>120</sup>. Avant d'aborder la question financière, soulignons l'ardeur de Philibert Vrau, animé d'abord par un souci spirituel et qui toute sa vie porta au fond de lui-même cette œuvre dont il se fit le propagandiste zélé, tant auprès des bailleurs de fonds que des autorités ecclésiastiques et du pape lui-même qu'il fallut convaincre. Le 7 mai 1875, accompagné d'Anatole de Caulaincourt, président du Comité catholique de Lille, Philibert Vrau fut reçu par Pie IX, qu'ils rencontrèrent à nouveau un an plus tard. Dans une lettre manuscrite qu'il adressa au pape, Philibert Vrau évoquait le pensée des catholiques de Lille de fonder une Université « voyant les ruines morales des intelligences causées par l'erreur ». Notre but unique, précisait-il, était de « créer un établissement qui s'inspirant des saines doctrines de l'Église et des enseignements qui nous ont été donnés par Votre Sainteté dans le *Syllabus* fasse pénétrer dans toutes les matières de l'enseignement, dans les lettres et dans les sciences les vrais principes de la foi. »<sup>121</sup> Le souci était

<sup>118</sup> Pierre PIERRARD, « A propos du Centenaire de la loi du 12 juillet 1875, les origines de l'enseignement supérieur catholique à Lille », *Ensemble* n°1, 1975, p. 11.

<sup>119</sup> *Ibidem*.

<sup>120</sup> Celui-ci bien sûr n'était pas seul. Etaient membres de la commission Philibert Vrau, Camille Feron-Vrau, Gustave Champeaux, Henri et Paul Bernard, Auguste Scalbert, Gustave Théry, Louis Delcourt, le Comte Jonglez de Ligne, le comte de Nicolaï, Charles Verley et Anatole de Caulaincourt, tous fervents catholiques, appartenant à l'aristocratie et à la haute bourgeoisie légitimiste.

<sup>121</sup> Archives de l'usine Vrau, PC VIII, 3.

en même temps de s'assurer que l'œuvre qui avait reçu un commencement de réalisation fut « vraiment conforme aux désirs de [Sa] Sainteté » et d'obtenir la nomination d'un chancelier : « Nous voulons que notre Université soit tout à fait ultramontaine » dit Philibert Vrau au pape au cours de l'entrevue.<sup>122</sup>

Plusieurs rapports furent travaillés par la commission des études et particulièrement celui du chanoine Hautcœur, qui présentait l'architecture complète du projet d'Université catholique. P. Pierrard le synthétise ainsi : « Au sommet, la *théologie*, « reine des sciences ». La faculté de droit et la faculté de médecine occuperont la seconde et troisième place ; pourquoi ? parce qu'elles prépareront à une carrière déterminée, ce qui attirera naturellement les étudiants ; puis « l'enseignement du droit dans les facultés universitaires étant profondément abaissé, mutilé », - on y forme des procureurs, non des jurisconsultes » - l'Université catholique sera là pour enseigner « la science du droit dans toute son ampleur ». Quant à la médecine, « elle a plus besoin encore d'une réforme dans le sens spiritualiste et chrétien » ; car c'est dans les facultés de médecine que « trône l'athéisme ». Derrière ces trois « reines » s'avanceront les deux facultés de lettres et sciences, héritières des antiques facultés des arts et qu'on pourra regrouper en une faculté de philosophie. Ainsi, continue le chanoine Hautcœur, se constituera dans le Nord « une école de hautes études où toutes les branches du savoir humain seront largement représentées. Cette école sera beaucoup plus qu'un « asile offert à notre jeunesse pour la soustraire à de funestes influences » ; elle sera « un foyer qui rayonnera sur tout le pays et dont les vives lumières dissiperont les ténèbres amassées comme à plaisir sur toutes les questions par la science incrédule ».<sup>123</sup>

Vaste programme qui connut tout de suite un début de réalisation. Si Marie Feron-Vrau<sup>124</sup> note la discrétion de son frère dans cette œuvre, elle souligne aussi qu'il y joua à l'origine un rôle essentiel. Il en fut, écrit-elle, l'inspirateur, l'organisateur, le fondateur et le principal bienfaiteur ». Nous allons revenir sur ce dernier point. Il importe auparavant de remarquer que, s'il ne fut pas seul à l'origine de l'Université catholique ni ne fut le seul bienfaiteur, il participa activement à sa création. Il inspira selon sa sœur la rédaction du premier projet et déploya avec son beau-frère Camille Feron-Vrau une grande activité pour que celui-ci fût mis en œuvre. On voyait grand à l'époque, en termes de bâtiments, laboratoires, bibliothèques, mais aussi d'encadrement des étudiants en maisons d'accueil appropriées et bien sûr d'enseignants. Dès août 1875, on recherchait les cadres de la nouvelle Université. Il s'agissait de trouver des personnalités chrétiennes qualifiées, possédant les titres universitaires nécessaires (doctorat). Philibert Vrau, Camille Feron-Vrau, le chanoine Dehaisne s'y employèrent, sillonnant la France. La tâche fut difficile. Le Nord était réputé froid et brumeux. Si certains étaient tentés par l'aventure d'autres, surtout s'ils avaient charge de famille, hésitaient à quitter un poste sûr, une carrière, des attaches. On réussit à convaincre quelques personnalités, il y eut aussi des échecs (Charles Perin). Le contexte n'était pas non plus très porteur avec à partir de 1880 la perte de la collation des grades et du droit de porter le titre d'Université. Mais surtout rien ne pouvait se faire sans un concours financier important. Et sans doute rien – ou beaucoup moins - n'aurait-il pu se faire sans la générosité de la famille Vrau.

## II - « Une main généreuse et cachée »

Une générosité discrète et continue, que les archives de l'usine Vrau et celles de la Catho nous révèlent cependant. Suivons-là à travers l'histoire des débuts de l'Université. Après hésitations et réflexions Lille avait été choisie de préférence à Douai pour l'accueillir. Une opportunité se présenta lorsque les Dames du Sacré-

<sup>122</sup> *Ibid.*

<sup>123</sup> P. PIERRARD, *op. cit.* p. 15-16: synthèse du rapport du chanoine Hautcœur le 15 décembre 1873.

<sup>124</sup> Témoignage de sa sœur, en vue du procès de béatification, 21 décembre 1912. Archives Vrau.

Cœur manifestèrent, en février 1874, leur intention d'acquérir l'ancien hôtel de la préfecture pour agrandir leur institution mitoyenne. Philibert Vrau estimant que cet hôtel (hôtel de Wambrechies, futur évêché) conviendrait tout à fait pour abriter les débuts de l'Université fit un accord avec les Dames du Sacré-Cœur selon lequel elles acquéraient l'immeuble et le louaient pour 5 ans, Ph. Vrau prenant à sa charge les intérêts du prix d'achat, soit la somme de 32 250 F/ an à titre de loyers. La somme était déjà considérable et l'on sait, d'après le témoignage de sa sœur, qu'il dut ajouter 100 000 F de sa poche, les enchères montant davantage que prévu<sup>125</sup>.

Il fallait agir vite, disait Mgr Monnier, car l'on pressentait bien que les jours de l'Assemblée nationale étaient comptés. Les premiers cours furent donnés en novembre 1874 (droit). Une société civile à capital variable fut créée en août 1875, comme support juridique de la future Université. Il fut décidé d'ouvrir une faculté de droit complète et quelques cours de lettres et sciences, embryons des futures facultés. Il ne fut pas question alors de faculté de théologie, la création de celle-ci se heurtant à l'hostilité du haut clergé, des directeurs du séminaire et surtout de son supérieur M. Sudre, qui craignait de voir sa maison privée d'une élite et de perdre son autorité. Rome désarma finalement les réticences locales et la faculté de théologie s'ouvrit en novembre 1877. Un projet de faculté de médecine était d'ores et déjà envisagé et proposé par Camille Feron-Vrau, mais il fallait résoudre le problème spécifique de l'hôpital, nécessaire aux études.

On s'inquiéta également très tôt de la question de l'accueil des étudiants. Il avait été décidé en 1874 que l'Université ne prendrait en charge que le séminaire académique. La création d'autres internats restant à l'initiative privée. Mais pour Philibert Vrau, il s'agissait d'une demi-mesure dont il ne pouvait s'accommoder. Pour lui les laïcs, plus que les clercs, avaient besoin de protection. Aussi est-ce grâce à lui que, quelques années plus tard, l'Université catholique disposait de trois Maisons de famille. La Maison Albert Le Grand, construite dès 1877 fut le premier bâtiment de l'Université installée dans le quartier Vauban.

Le 18 novembre 1875 avait été constituée la société anonyme de l'Université catholique de Lille sous la direction de Henri Bernard. Celle-ci put recevoir des dons et legs, mobiliers ou immobiliers, en vue de la fondation et de l'entretien de l'Université catholique de Lille. Le 21 novembre, les deux évêques de la Province de Cambrai lançaient une souscription. Le résultat en fut prodigieux puisque en 3 mois fut réunie la somme de 6.473.263 F, grâce à 8000 souscripteurs. Clercs, laïcs, riches et pauvres avaient participé. Parmi les dons celui d'«une famille de Lille » qui avait versé 500.000 F... Tout le monde savait qu'il s'agissait de la famille Vrau.

Les archives de la société Vrau communiquées par Xavier Théry, conservent une note importante rédigée par Camille Feron-Vrau et adressée à Mgr Delamaire qu'il rencontra le 5 janvier 1907 en compagnie de Mgr Baunard<sup>126</sup>. Une note manuscrite confirme l'entretien et nous éclaire sur les modalités et l'importance de ce soutien :

« En 1875 SE le cardinal Régnier autorisa la fondation de l'UC à deux conditions, la première c'est que cette Université appartiendrait à l'autorité ecclésiastique du diocèse (ou des deux diocèses de la province), la seconde c'est que la charge pécuniaire retomberait tout entière pour la responsabilité aux laïques. C'est moi-même qui, chargé de cette grave négociation, eut l'honneur d'avoir à rapporter cette réponse à la commission des fondateurs... depuis lors, la famille Vrau, ou plutôt les trois associés, Madame Vrau (†1888), Monsieur Philibert Vrau et moi, nous prîmes la résolution de travailler avec persévérance jusqu'à la fin de nos jours à soutenir les finances de l'Université. A cet effet nous ouvrîmes dans nos

<sup>125</sup> *Ibid.*

<sup>126</sup> Note signée de C. Feron-Vrau et relative au financement des facultés catholiques de Lille de 1876 à 1906. (Document extrait des Archives de la Société Vrau. PCVIII, 5).

livres un compte spécial où nous avons versé au-delà d'une partie déterminée de nos bénéfices, le surplus de ces bénéfices. Le compte alimenté de la sorte nous a suffi et au-delà, pour apporter à l'Université les sommes qui lui étaient nécessaires »

Effectivement, Camille Feron-Vrau reprenant ses livres de comptes put ainsi récapituler les dons effectués : La somme totale de ce compte a donc été pour ces trente années écoulées de 12 605 491.45 F. Il précisait :

« Dans les quinze premières années, c'est-à-dire jusque vers 1890 et peut-être un peu au-delà, nous avons pu non seulement pourvoir à ce qu'exigeaient les besoins constants du fonctionnement de l'Université, mais nous avons aussi pourvu à des dépenses extraordinaires de fondations. Nous avons acheté la presque totalité des terrains, et pourvu la presque totalité des constructions ; nous avons pu aussi fonder une dizaine de chaires et pourvoir à d'autres dépenses en dehors de celles strictement nécessaires. Depuis douze ans au moins la situation s'est amoindrie. L'Université est arrivée à posséder une somme importante en revenus, mais presque tout ce qui lui a été donné, implique des charges spéciales qui en absorbent en grande partie l'emploi. Depuis douze ans environ, nous nous bornons à peu près à couvrir le déficit soit 200.000 F environ par année. Ce déficit est considérable malgré tous les efforts continus pour la réduction des dépenses. L'expérience nous permet d'affirmer que nous sommes arrivés depuis déjà longtemps aux limites des économies possibles. Mais dans une œuvre comme la nôtre, il n'est pas bon de pousser trop loin et trop longtemps aux économies ; il faut beaucoup plus de latitude dans le budget, pour perfectionner l'enseignement, agrandir le matériel scientifique, améliorer les traitements. Ce n'est pas 200.000 qu'il faudrait trouver en plus auprès des catholiques des deux diocèses, mais le double ou le triple. »

Aussi s'il rendait grâce à Dieu de laisser à l'évêque une œuvre prospère, plus que celle des autres Universités catholiques, il insistait sur la nécessité d'engager pour la suite les catholiques du diocèse. Mgr Delamaire exprima son complet accord et proposa de former une commission de patronage composé de chrétiens, zélés et fortunés, qui prendraient le relais. Un chiffre évocateur pour conclure sur ce chapitre : tandis que les Vrau versaient quelques 12.6 M de F (don collectif, Ph. Vrau a participé pour sa part) on a évalué, compte tenu de l'ensemble de ses dépenses et de voyages qu'il effectuait et diverses autres libéralités que pendant ces 30 années, Philibert Vrau a dépensé pour lui-même 400.000 F, somme déjà importante au regard du salaire moyen d'un ouvrier chez Vrau vers 1900 (23.09 € par semaine<sup>127</sup>). Ont également été versés près de 5 M F à diverses autres œuvres. Ajoutons à ces sommes à partir de 1883 un compte approvisionné de ½ à 1 % du chiffre d'affaire de l'entreprise pour l'ICAM. La somme avait atteint 837.606 F en 1905. Comment dans ces conditions trouver les relais suffisants ? On comprend l'inquiétude de Camille Feron-Vrau qui mourut peu de temps après en 1907.

### III - La fondation de l'ICAM

L'Institut Catholique des Arts et Métiers connut une gestation particulièrement difficile. L'idée première des fondateurs dont les plus connus furent Camille Feron-Vrau, Philibert Vrau et Léon Harmel fut de créer une école destinée à former pour toute la France des contremaîtres et directeurs d'atelier dans un « esprit profondément chrétien ». Philibert Vrau et son beau-frère ne partageaient pas le dédain souvent affiché alors pour l'enseignement technique. En effet la profession d'ingénieur n'avait pas le prestige qu'elle a acquis par la suite, l'enseignement universitaire français négligeant complètement cette formation. Une dichotomie existait entre le travail intellectuel et le travail manuel et un mépris affiché pour les arts appliqués face aux beaux-arts (la situation était différente en Grande-Bretagne, au Japon ou même en Belgique). Or Philibert Vrau, dirigeant une manufacture de fil

<sup>127</sup> Chiffre établi par X. THÉRY, *Le commis-voyageur de Dieu. Philibert Vrau, 1829-1905*, p. 143.

à coudre connaissait bien la situation industrielle de la région et était persuadé de la nécessité d'une solide formation technique. Le congrès des catholiques du Nord en 1876 s'intéressa à ces questions. Ph. Vrau y suscita la formation d'une commission en vue de la création d'une école d'arts et métiers. Cette commission composée de quelques notables, industriels et professeurs, auxquels se joignit un Frère des Ecoles chrétiennes (FEC) conclut très vite de l'utilité d'une telle entreprise. Un bienfaiteur anonyme – en fait Ph. Vrau – offrit un terrain de 20 000 m<sup>2</sup> et une société civile fut créée en 1877. Mais la souscription lancée pour obtenir les fonds nécessaires à la construction n'eut que peu de succès (60 000 F en 3 ans pour une dépense évaluée à 1 M F). Que faire ? C'est à la prière que ces croyants firent appel pour entretenir la flamme, en lançant en mars 1880, avec le soutien des évêques de Cambrai et Arras une « union de prière ». L'image distribuée donnait bien à cette fondation une signification spirituelle : « Si le Seigneur ne construit pas l'édifice, c'est en vain que travaillent ceux qui l'élèvent. » L'œuvre était présentée comme étant absolument nécessaire tant du point de vue social que religieux. Elle était placée sous le patronage de saint Joseph. En même temps que cet appel à un « plébiscite de prières », qui sera plusieurs fois renouvelé, en particulier quand viendra le temps de la construction en 1897-1898, était lancé un appel aux dons. Jean-Marie Lhôte dans *L'Orange bleue* écrit « Sans doute nous faut-il aujourd'hui quelque effort d'imagination pour saisir la manière dont s'exprimait alors la foi que l'on soit ou non croyant comme pour apprécier la générosité et la valeur du paternalisme social vécu dans l'usine Vrau comme dans d'autres. »<sup>128</sup>

Paternalisme suspect considéré par certains comme une entreprise patronale destinée à soumettre davantage le personnel des usines au service du capitalisme : sans doute ce sentiment habitait-il ces hommes à une époque où les antagonismes étaient exacerbés, dans un contexte d'anticléricalisme sans nuance. La liberté de l'enseignement apparaissait comme un enjeu essentiel tant pour la formation humaine et religieuse de la jeunesse face à une laïcité militante. Mais on ne peut douter non plus du désintéressement radical de Philibert Vrau ...

Cependant le projet n'avancé pas même si les Vrau ne ménageaient pas leur peine, si le terrain était acheté, si les évêques encourageaient, si les FEC avaient donné leur accord de principe (et bien que tous ne soient pas favorables au projet). Philibert Vrau finit par prendre contact avec les jésuites. Mais ceux-ci pouvaient-ils accepter d'être aumôniers d'une École dont ils n'auraient pas la direction. Or les FEC malgré leurs réticences (ils ne pourraient déléguer que quelques frères à Lille) ne s'étaient pas encore désistés. Ce n'est qu'après une intervention de Camille Feron-Vrau, accompagné de Léon Harmel que les FEC se retirèrent définitivement. Philibert Vrau, en 1895, se rendit à Rome pour demander et obtenir l'accord des jésuites. Dès lors les choses s'accéléchèrent, d'autant que cette même année 1896, G. Delory fut élu maire de Lille : même s'il n'était pas un anticlérical acharné, les catholiques s'inquiétaient. On peut aussi penser que l'œuvre profita du courant suscité par l'encyclique de Léon XIII *Rerum novarum* (1891).

Depuis tant d'années les Vrau avaient cependant réussi à économiser et rassembler la somme nécessaire. Le P. Lacouture fut désigné par ses supérieurs pour assurer la direction de la future école qui finalement formera des ingénieurs. On s'attacha alors à recruter des élèves doués, pas nécessairement des fils de patrons, et pour les encadrer des professionnels, laïcs. L'inauguration eut lieu en 1898. La loi sur les Congrégations ne prit pas au dépourvu l'ICAM, en fait établissement civil, même si les jésuites durent à nouveau se disperser.

Philibert Vrau mourut en pleine crise de 1905 ; son beau-frère trois ans plus tard. La Catho avait pu grâce à leur action et à leur générosité prendre son essor à

<sup>128</sup> Jean-Marie LHÔTE, *L'orange bleue. Le siècle d'or des écoles d'ingénieurs en France*, CPL, 1997, p. 28.

travers vents et marées. Dès 1880, s'était posée le problème de la collation des grades. S'était posé aussi celui de la faculté de médecine et des lits d'hôpitaux nécessaires à son fonctionnement.... Il y eut d'autres mains généreuses... mais plus jamais dans de telles proportions. L'œuvre vit toujours aujourd'hui, mais dans des conditions bien différentes de celles dans lesquelles elle a vu le jour. Ce a été pour l'Université catholique une occasion de mettre à l'honneur celui et ceux à qui elle doit tant. La présence des cœurs dans un oratoire à côté de la grande chapelle, de reliques et objets ayant appartenu à la famille Vrau en restent aujourd'hui un témoignage, comme le nom de l'amphi Feron-Vrau en faculté de médecine ou encore un buste à l'ICAM. Témoignages très discrets et souvent ignorés aujourd'hui, comme le fut en son temps leur action.

## Les bâtiments de l'Université catholique : utopie, doctrine et modernité

*Marie-Joseph Lussien-Maisonneuve, maître de conférences, Lille 3*

Afin de désenclaver la ville de Lille qui étouffe dans une ceinture de fortifications héritées de l'époque de Vauban, les décrets impériaux du 2 juillet et du 13 octobre 1858 autorisent son conseil municipal à multiplier par cinq la superficie urbaine. Elle passe de 411 à 2.110 hectares avec le rattachement des communes limitrophes de Moulins, Wazemmes, Esquermes, Fives et celui du faubourg de Saint-Maurice des Champs. Une fièvre constructrice saisit les édiles, les architectes et les responsables des institutions soucieux de doter la ville de palais et de bâtiments à la mesure de son dynamisme économique et démographique<sup>129</sup>. Construits à partir de 1879 et pendant plus de cinquante ans, les bâtiments de l'Université catholique vont dresser leur silhouette inspirée du Moyen Âge chrétien au coeur du quartier Vauban qui prend forme à l'ouest de la ville agrandie. Que représentent ces bâtiments emblématiques dans le paysage urbain lillois<sup>130</sup> ?

La consultation des archives du fond universitaire et des collections publiques régionales met bien en évidence toute la complexité du projet initial. Si les commanditaires et les maîtres d'ouvrages marquent leur volonté d'édifier la citadelle de la reconquête catholique sous la bannière de la foi et du Saint-Siège, le projet des architectes peut paraître s'en éloigner. Pour chacun d'eux, prime la conception d'un monument original représentant le chef d'œuvre susceptible de contribuer à la fois au bonheur des hommes et au progrès de l'humanité. A cet effet, ils investissent dans l'entreprise le meilleur de leur connaissance et de leur pratique architecturale. Pour les hommes de talent qui se sont succédé sur le chantier du boulevard Vauban pendant plus d'un demi-siècle, la construction des bâtiments universitaires catholiques doit forcément répondre à tous les critères de la modernité aux yeux des contemporains et de la postérité.

### I - Un ensemble néogothique original

#### a) Un urbanisme d'inspiration monastique<sup>131</sup>

Les bâtiments universitaires du quartier Vauban s'imposent d'abord au sein d'un parcellaire quadrangulaire s'étendant sur plus de cinq hectares. Il est découpé, d'ouest en est, en carrés presque réguliers par la rue François Baes (actuelle rue Norbert Ségard) et la rue du Port, perpendiculaires au boulevard Vauban ouvert dès 1863 sur une largeur de trente-deux mètres à la suite de la mise en œuvre du plan d'agrandissement de 1858. La rue de Toul, ouverte en 1869, forme la bordure septentrionale de cet ensemble. Elle rejoint à l'est la rue Roland qui reproduit avec

<sup>129</sup> R. ROBINET, Ph. MARCHAND, *Une ville nouvelle : Lille agrandie 1858-1900*, catalogue de l'exposition du service éducatif des archives du Nord, novembre 1974-mai 1975, Lille, 1974 ; M.- J. LUSSIEN-MAISONNEUVE, « Lille, 1858-1870 : le grand bouleversement » dans *Atlas historique des villes de France*, J.- L. PINOL dir., Barcelone, 1996, p. 104 ; ID., « Agrandir et embellir une ville industrielle (1851-1914) » dans *Histoire de Lille, du XIX<sup>e</sup> au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle*, Y.- M. HILAIRE dir., Paris, 1999, p. 17 ; ID., « Lille, une ville dynamique au développement illimité », dans *Villes haussmanniennes : Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille*, P. De Moncan et Cl. Heurteux dir., Les Éditions du Mécène, Paris, 2003, p. 104.

<sup>130</sup> Les Facultés Catholiques de Lille, plans, vues des édifices élevés de 1879 à 1887 sous le pontificat de N.S.P. le pape Léon XIII, Lille, 1887 ; M.-J. LUSSIEN-MAISONNEUVE, « Fascination médiévale et architecture de la Catho », *Ensemble*, 1977, p. 277-289 ; J.-P. RIBAUT, « De l'aventure initiale à l'expansion contemporaine : la politique immobilière de l'Université », *Ensemble*, 1987, pp. 7-18 ; ID., « Les pierres parlent : chronologie et esprit d'une construction » dans 1877-2002, Entre science et foi, une Université catholique, Université catholique de Lille, Lille, 2001.

<sup>131</sup> M.-J. LUSSIEN-MAISONNEUVE, « Contagion néogothique et urbanisme dans les villes septentrionales au XIX<sup>e</sup> siècle », *Revue du Nord*, t. 79, n° 320-321, 1997, p. 633.

les rues Auber, Lestibouois et Jean-Baptiste de la Salle un schéma orthogonal comparable à celui des lotissements de l'Institut catholique des Arts et Métiers et de l'Institution Saint-Pierre.

C'est un urbanisme manifestement influencé par le modèle monastique. D'épais murs crénelés et des grilles ferment les parcelles dont les bâtiments enserrant des espaces aménagés en cours ou en jardins destinés à jouer, à l'image des cloîtres de monastères, le rôle d'espaces de réflexion et de méditation. De longues galeries de circulation à l'abri des intempéries et des sollicitations extérieures pénètrent dans les bâtiments sur toute leur longueur. Y débouchent de vastes escaliers destinés à mettre en communication les divers niveaux de ces bâtisses consacrées au travail intellectuel, et particulièrement aux études théologiques et religieuses. Toutefois, ce nouveau quartier ainsi protégé à l'extrémité de la ville agrandie fait-il seulement penser à une forteresse installée aux avant-postes dans un programme de reconquête catholique ?

Certes, il s'agit plutôt d'un quartier latin chrétien apparenté aux modèles des prestigieuses universités anglaises de Cambridge et d'Oxford. Ses ensembles monumentaux en brique et pierre sont inspirés des formules de l'architecture médiévale, comme le souhaitait Mgr Édouard Hautcœur (1830-1915), premier recteur de l'Université catholique en 1875, soucieux de recréer une atmosphère proche de celle qui baignait l'ancienne collégiale Saint-Pierre et son collège, tous deux balayés par la Révolution<sup>132</sup>. Toutefois, l'analyse des bâtiments met en évidence une quête systématique de solutions originales sur le plan des techniques de construction, de l'adaptation pédagogique et de la rationalisation des coûts. Cette démarche découle directement de la nouvelle réflexion des architectes dans le dernier tiers du siècle.

## **b) La construction des bâtiments**

Après une phase de tâtonnements de mars 1877 à avril 1879, qui correspond à l'élaboration du programme et aux débats suscités par les trois projets non retenus de l'architecte originaire de Gand, le Baron Jean-Baptiste Béthune (1821-1894), la première étape de la construction s'étend à peu près sans interruption de 1879 à 1893.

Dès le 20 juin 1879, un homme bien connu des milieux de notables par ses hôtels particuliers, comme celui du comte d'Hespel au 67 de la rue Royale, transformé ensuite en succursale de la Banque de France<sup>133</sup>, l'architecte lillois Henri Meurillon (1836-1894), inaugure le complexe universitaire. Il édifie à l'angle de la rue François Baes et du boulevard Vauban la première maison de famille, l'actuelle maison Albert le Grand. Il s'agit d'une résidence destinée à loger dans une atmosphère studieuse et recueillie les étudiants et les séminaristes non lillois. L'architecte fait triompher une façade de briques à quatre niveaux d'ouvertures géminées logées sous de *finas arcatures à la brugeoise* rappelant le décor maniériste qui orne les baies des maisons flamandes de l'autre côté de la frontière belge. En 1880-81, Henri Meurillon construit selon un plan et un décor identiques la maison de famille Saint-Louis sur la rue du Port, face à l'extrémité du Palais Académique. Elle n'a pas survécu aux années 1995, lors de la construction de la bibliothèque spécifique aux sciences économiques. Manifestement, tant le parti brique et pierre que le décor d'arcatures et les gâbles et fleurons en bois de l'étage

<sup>132</sup> Mgr E. HAUTCOEUR, Histoire de Notre-Dame de la Treille dans l'ancienne Collégiale de Saint-Pierre et dans la nouvelle basilique érigée en cathédrale par sa sainteté Pie X, le 25 octobre 1913, Lille, 1913 ; J.-P. RIBAUT, « Un rêve médiéval de Mgr Hautcœur, le chapitre Saint-Pierre en l'Université », *Ensemble*, numéro spécial du Centenaire, décembre 1976, p. 193-198.

<sup>133</sup> « Notice nécrologique de Henri Meurillon », *L'architecture et la construction dans le Nord*, 1894, p. 13.

sous comble correspondent aux exigences du programme néo-médiéval. Cependant, la présence de colonnes de fonte, notamment dans le soutènement des sous-sols, la disposition des escaliers et le mode de distribution d'une lumière abondante épousent les innovations architecturales du temps.

Contacté dès décembre 1878, c'est en totale cohérence avec Henri Meurillon que Louis Dutouquet (1821-1903), architecte renommé, établi à Valenciennes, mène le chantier des palais universitaires<sup>134</sup>. Après une brillante formation reçue à Paris à l'École des beaux-arts dans l'atelier d'Hippolyte Lebas (1782-1867), l'architecte de Notre-Dame de Lorette érigée de 1823 à 1836, il a acquis une excellente réputation auprès du clergé et des élites chrétiennes du diocèse de Cambrai en construisant de nombreux collèges et des maisons d'éducation, dont la plupart existent encore aujourd'hui. Il s'est particulièrement attaché à l'élévation et au décor des oratoires de ces institutions. La belle chapelle construite en 1859 pour les pères maristes, Place Verte à Valenciennes, témoigne de ses aptitudes à traduire le gothique du XIII<sup>e</sup> siècle inspiré de la Sainte Chapelle érigée au coeur de la Cité au temps de saint Louis. L'aménagement du mobilier et les cartons de vitraux qu'il confie à son ami peintre Bruno Chérier (1817-1880) démontrent déjà avec évidence sa conception très synthétique de l'art néo-gothique<sup>135</sup>. Sa vision artistique est identique pour le nouveau Carmel de Lille et sa chapelle dont la construction lui est confiée dès octobre 1879 sur les recommandations de Mgr Hautcoeur. Il mènera le chantier en même temps que celui de l'Université de septembre 1880 à septembre 1882, à l'angle de la rue Nationale et de la rue du Port.

De 1879 à 1881, Louis Dutouquet dessine les plans et dirige la construction de l'imposant Palais Académique long de 125 mètres sur trois niveaux, au comble éclairé de lucarnes à gâbles et fleurons. Il loge le rectorat au sein du corps central, la faculté de théologie ou séminaire académique dans l'aile occidentale et la bibliothèque à l'extrémité orientale, dans un bâtiment perpendiculaire longeant la rue François Baes. Pour le public des lecteurs déjà familiarisés avec les colonnes de fonte et les grandes baies vitrées, depuis les innovations parisiennes menées de 1838 à 1850 par Henri Labrousse (1801-1875) à la bibliothèque Sainte-Geneviève, il consolide le bâtiment de la bibliothèque avec le même type de supports et poursuit les aménagements fonctionnels jusqu'à user de planchers, rayonnages et escaliers totalement en fonte sur cinq étages. Le comble d'angle est également consolidé avec soin pour recevoir le futur observatoire.

En 1882-1883, au sud-ouest de cet ensemble, de l'autre côté de la rue du Port, tout en veillant à la rigoureuse distribution des fonctions, l'architecte plante un décor relativement chargé d'arcs brisés, de meneaux divergents et de corniches à gargouilles pour la faculté de médecine qu'il érige dans la profondeur d'un lotissement quadrangulaire dont plus de la moitié de la surface est prévue pour accueillir un jardin botanique. Ce dernier existe encore partiellement aujourd'hui.

En 1883-1884, le long de la rue de Toul, Louis Dutouquet conçoit enfin l'élégante architecture de la faculté des sciences dont les trois niveaux enferment une cour carrée. La pureté des volumes et la sobriété du décor de ce dernier

<sup>134</sup> « Notice nécrologique de Louis Dutouquet », *L'architecture et la construction dans le Nord*, 1903, p. 97 ; M.-J. LUSSIER-MAISONNEUVE, « Fascination médiévale et architecture de l'Université catholique de Lille », *Ensemble*, 1977, p. 285 ; ID., « Sur les traces de Louis Dutouquet, architecte à Valenciennes de 1848 à 1903 », dans *L'almanach de Valenciennes*, Jacques Bavy éditeur, Valenciennes, 1983, p. 32.

<sup>135</sup> C. GUILLOT, « Les dessins de Bruno Chérier (1817-1880) », dans *Catalogue des dessins français du XIX<sup>e</sup> siècle. Collection du Palais des Beaux-Arts de Lille*, Réunion des Musées Nationaux, Paris, 2004, p. 103 ; C. GUILLOT, M. MOYNE, *Du dessin au vitrail. Peintres et maîtres verriers dans le Nord de la France au XIX<sup>e</sup> siècle, catalogue de l'exposition Illustria*, Deauville, 2006. Toutefois, les dessins de B. Chérier pour la chapelle des pères maristes de la Place Verte de Valenciennes n'ont pas été retrouvés. Nous poursuivons nos recherches dans les fonds publics et les collections privées.

ensemble de simples briques sur un soubassement de grès et coiffé d'ardoises en font le bâtiment le plus abouti et le plus moderne de l'ensemble universitaire.

De 1886 à 1889, en répétant les trois niveaux de brique et pierre abrités sous comble d'ardoise, la clinique Saint-Raphaël est construite au sud-ouest du boulevard Vauban et à l'angle de la rue du Port qui borde sa façade principale. Plusieurs fois profondément remaniés et modernisés au cours du XX<sup>e</sup> siècle, en particulier lors de l'installation de la maternité Sainte-Anne, en 1925, sur le boulevard Vauban, les bâtiments ont de nos jours abandonné leur affectation médicale au profit du regroupement hospitalier de Saint-Philibert de Lomme, géré par l'Institut catholique .

La maison de famille Saint-Michel, conçue en 1892-93, à l'ouest de la rue du Port et le long du boulevard Vauban, clôt le cycle de construction de Louis Dutouquet. L'architecte âgé de 62 ans aura lutté pendant plus de 14 ans pour la poursuite de cet énorme chantier, dans des conditions financières serrées et sans cesse confronté aux sollicitations partiellement injustifiées des membres de la commission permanente de l'Université. La correspondance de l'architecte met en évidence les difficultés qu'il rencontre face aux revendications en matière de style et de décor émises par des personnalités peu exercées à l'étude de l'architecture, y compris celle du Moyen Âge<sup>136</sup> :

« ... Ces messieurs voient, avant tout dans l'architecture gothique une accumulation de bizarreries...ses ouvertures ogivales...de gros contreforts saillants...Cette croyance s'explique par l'habitude de voir les églises et le peu de connaissances que l'on a des anciennes constructions civiles... Il y a en architecture des principes primordiaux dont on ne peut se départir sans s'écarter de la vérité. La construction la plus parfaite est celle qui indique, à l'extérieur comme à l'intérieur, sa destination et son mode de construction. Si les salles sont voûtées, avec des voûtes à grande portée, il faut nécessairement des contreforts à l'intérieur ou à l'extérieur pour soutenir la poussée, mais au contraire, si les étages sont séparés par des planchers, les contreforts sont un contresens, les charges à porter n'étant que verticales. Je suis pourtant d'avis qu'ils doivent être utilisés dans une sage mesure pour la décoration, à la place qu'occupent les pilastres dans l'architecture romaine... »

L'analyse des bâtiments qui vient d'être menée fait bien ressortir la compétence technique de Louis Dutouquet, jointe à sa grande maîtrise de la théorie architecturale, qui ont finalement convaincu les maîtres d'ouvrage de l'Université. Rien n'empêche de supposer qu'ils furent alertés par les commentaires discrets mais enthousiastes du recteur Mgr Hautcoeur.

### **c) Les dernières étapes de la construction**

Le chantier marque ensuite un temps d'arrêt jusqu'à la fin de la décennie. Le rythme des ouvertures de chantiers s'interrompt. Il faut attendre le tournant du siècle et une population dépassant les six cents étudiants pour que soit passée commande à l'architecte Paul Destombes (1850-1919)<sup>137</sup>, originaire de Roubaix, de la Maison des Étudiants appelée aussi Cercle des Étudiants, le long de la rue de la Grande Allée (actuelle rue Meurein), exactement située dans le prolongement de la rue François Baes au sud du boulevard Vauban. En 1911, Paul Vilain (1860-1933)<sup>138</sup>, le

<sup>136</sup> Archives de l'Institut catholique de Lille, dossier G A 5 d, que nous avons inventorié, puis analysé pour la première fois dans « Fascination médiévale et architecture de l'Université catholique de Lille », *Ensemble*, 1977, p. 286.

<sup>137</sup> M. JEANSON, « Un architecte roubaisien : Paul Destombes », *Bulletin de la Société d'Émulation de Roubaix*, n° 6, juin 1994, p. 1 ; M.-J. LUSSIEN-MAISONNEUVE, « Notice biographique de Paul Destombes », dans *Allgemeines Lexikon der Bildenden Künstler von der Antike bis zur Gegenwart*, U. Thieme und F. Becker ed., dernière édition, vol. 24.

<sup>138</sup> « Notice nécrologique de Paul Vilain », *Bulletin de la fédération des groupements d'architectes de la région du Nord de la France*, 1933, p. 248 ; M.-J. LUSSIEN-MAISONNEUVE, « Contagion néogothique

nouveau maître d'œuvre de la basilique Notre-Dame de la Treille, future cathédrale de Lille, accepte la mission d'ériger l'École des Hautes Études Industrielles, dans l'alignement de la bibliothèque rue François Baes. Puis Jean-Baptiste Maillard (1857-1929)<sup>139</sup>, architecte à Tourcoing, se voit confier la tâche de terminer l'ensemble universitaire par la construction de la chapelle dont le gros œuvre est achevé en 1913, avant celle de l'aile de l'Aula Maxima menée de 1922 à 1927. Dès lors, la façade méridionale sur le boulevard Vauban de cette dernière bâtisse abrite l'entrée principale et fonctionnelle de l'Université. Elle est symétrique du portail de la chapelle universitaire, destiné aux laïcs, par rapport au corps central du Palais Académique, très ouvragé et surmonté d'une flèche de croisée abritant les cloches, marquant la place évidente du recteur et de ses services au centre de gravité de l'ensemble universitaire.

En dépit de ses maîtres d'œuvre successifs et de son échelonnement dans le temps – un demi-siècle – le chantier de l'ensemble universitaire s'est développé dans une harmonieuse cohérence. Il représente une réponse forte au programme de la commission permanente de l'Université catholique. Compte tenu du développement actuel de l'étude des courants néo-gothiques dans l'Europe du Nord-Ouest et les régions septentrionales de notre pays, il est actuellement possible d'éclairer en profondeur cette démarche lilloise dans l'histoire contemporaine.

## II - De l'utopie néo-médiévale à la réalité contemporaine

### a) L'apparition d'un nouvel art gothique

Les courants artistiques venus de tous les horizons se succèdent dans cette région partagée entre Flandre, Hainaut, Artois et Picardie. Ils influencent tous les arts en de profitables synthèses dont l'éclectisme et le régionalisme représentent quelques beaux fleurons à l'époque contemporaine. La quête d'un nouvel art gothique, menée par des tempéraments artistiques diversement épanouis dans les pays s'étendant depuis les rives du Rhin jusqu'à l'embouchure de la Seine et au bassin de la Tamise, a forcément concerné nos régions septentrionales<sup>140</sup>. Elle a engendré diverses expériences monumentales, qualifiées soit d'archéologiques, soit de pittoresques, et dont Adolphe-Napoléon Didron (1806-1867) a largement rendu compte dans ses *Mélanges et Nouvelles*, véritables chroniques régionales sur la construction religieuse publiées au sein des *Annales Archéologiques* entre 1844 et 1867. La revue a ainsi orchestré le débat sur l'art chrétien et le style à adopter en archéologie sacrée, *le gothique du XIII<sup>e</sup> siècle*<sup>141</sup>.

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le mettre en évidence au départ de nos recherches sur le néogothique dans les régions septentrionales, c'est le 12 novembre 1844 que les autorités ecclésiastiques du diocèse de Cambrai ont choisi

---

et urbanisme dans les villes septentrionales au XIX<sup>e</sup> siècle », *Revue du Nord*, t. 79, n° 320-321, 1997, p. 639.

<sup>139</sup> « Notice nécrologique de Jean-Baptiste Maillard et présentation de ses œuvres récentes », *Bulletin de la fédération des groupements d'architectes de la région du Nord de la France*, 1930, p. 161 avec planches.

<sup>140</sup> Pour une vision synthétique de ces questions, voir les travaux de Jan DE MAEYER en Belgique, Roderick O'DONNELL en Grande Bretagne et en Irlande, Jean-Michel LENIAUD en France, Mario KRAMP en Allemagne, Arjen LOOYENGA aux Pays-Bas et les principaux intervenants, dans *Gothic Revival, Religion, Architecture and Style in Western Europe 1815-1914, Proceedings of the Leuven Colloquium, 7-10 November 1997*, J. De Maeyer and L. Verpoest ed., Universitaire Pers Leuven, 2000, KADOC Artes 5.

<sup>141</sup> Soit 27 volumes publiés à Paris chez l'auteur, de 1844 à 1870, et un volume de tables en 1881 ; M.-J. LUSSIEN-MAISONNEUVE, « Les revues et le débat artistique après 1850 » dans *Deux mille ans du Nord-Pas-de-Calais, t. II, De la Révolution au XX<sup>e</sup> siècle*, A. Lottin et É. Bussièrre dir., Lille, 2002, p. 118.

de consacrer officiellement le style gothique à la construction religieuse<sup>142</sup>. La bénédiction par l'archevêque Mgr Pierre Giraud (1791-1850) de la chapelle funéraire d'Estourmel (canton de Carnières en Cambrésis), construite par Henri de Baralle (1827-1882)<sup>143</sup> sur le modèle de la Sainte-Chapelle<sup>144</sup>, est l'occasion d'une cérémonie solennelle à laquelle le clergé accourut des points les plus éloignés du diocèse pour en relever l'éclat par sa présence, selon la relation qu'en font les *Annales Archéologiques* dans leur dernière livraison de 1844<sup>145</sup>. Dès lors, quelques curés bâtisseurs sont en mesure de défendre le programme d'une grande église de pèlerinage en style gothique du XIII<sup>e</sup> siècle. C'est le combat mené par l'abbé Hyacinthe Pique (1794-1866) pour Notre-Dame du Saint-Cordon à Valenciennes à l'occasion du concours de 1850<sup>146</sup>. C'est aussi, pour Notre-Dame de La Treille à Lille lors du concours de 1854, celui de l'abbé Charles-Joseph Bernard (1806-1882)<sup>147</sup>, épaulé par le ténor des *Annales Archéologiques* et un comité de catholiques zélés qui préféreront ouvrir la compétition à l'échelle internationale sur le thème du gothique de la première moitié du XXIII<sup>e</sup> siècle. A l'issue du concours de Lille et en dépit des succès remportés par des architectes originaires de Grande-Bretagne, c'est une étonnante synthèse archéologique inspirée des grandes cathédrales gothiques nationales qui est finalement retenue<sup>148</sup>. Néanmoins, sous l'influence de la Grande-Bretagne et de la Belgique, diverses tendances néo-gothiques resteront identifiables dans la région pour traduire l'art du XXIII<sup>e</sup> siècle et l'adapter aux contraintes de la vie quotidienne, telles que les perçoivent les cadres de la nouvelle société chrétienne.

### **b) Les projets lillois du Baron Jean-Baptiste Béthune et l'utopie néogothique**

Les divers courants néo-gothiques animent le débat artistique dans la région depuis plus de trente ans lorsque à partir de mars 1877, le Baron Jean-Baptiste Béthune (1821-1894) présente successivement trois projets pour l'ensemble

<sup>142</sup> M.-J. LUSSIEU-MAISONNEUVE, « L'éclectisme au XIX<sup>e</sup> siècle », dans *Monuments historiques*, n°121, juin-juillet 1982, p. 46 ; ID., « Contagion néogothique et urbanisme dans les villes septentrionales au XIX<sup>e</sup> siècle », *Revue du Nord*, t. 79, n° 320-321, 1997, p. 631.

<sup>143</sup> Henri-Joseph de Baralle, 1827-1882, collaborateur et successeur de son père André-Louis de Baralle, 1804-1872, tous deux successivement architectes de la ville de Cambrai et architectes diocésains, voir M.- J. LUSSIEU-MAISONNEUVE et A. LANGLET, « L'institution des architectes départementaux et municipaux et la concurrence des ingénieurs en France, au XIX<sup>e</sup> siècle », *Revue du Nord*, n° 335-336, avril-septembre 2000, p. 498.

<sup>144</sup> Afin de comprendre le mythe de la Sainte-Chapelle comme modèle d'architecture religieuse inspirée du Moyen Âge, tenir compte de l'importance des publications accompagnant sa restauration, en particulier, F. de GUILHERMY, *Description de la Sainte-Chapelle*, Paris, 1867 ; ID., *La Sainte-Chapelle de Paris après les travaux commencés par M. Duban... terminés par M. Lassus, ouvrage exécuté sous la direction de M. V. Calliat*, Paris, 1877 ; J.-M. LENIAUD, *Jean-Baptiste Lassus (1807-1857) ou le temps retrouvé des cathédrales*, Paris, 1980, p. 59.

<sup>145</sup> « Mouvement archéologique, construction », *Annales Archéologiques*, I, 1844, p. 469.

<sup>146</sup> M.-J. LUSSIEU-MAISONNEUVE, « L'art monumental à Valenciennes au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle », dans *Histoire de Valenciennes*, Chanoine H. Platelle dir., Lille 1982, p. 236 ; ID., « La construction religieuse », dans *Deux mille ans du Nord-Pas-de-Calais, t. II, De la Révolution au XXI<sup>e</sup> siècle*, A. Lottin et É. Bussière dir., Lille, 2002, p. 119.

<sup>147</sup> Mgr de SEGUR, *Vie de l'Abbé Bernard, vicaire général de Cambrai*, Paris, 1883 ; M.-J. Lussieu-Maisonneuve, « Quelques personnalités et événements oubliés concernant l'histoire de la paroisse Sainte-Catherine au XIX<sup>e</sup> siècle », *Bulletin de l'association des amis de l'église Sainte-Catherine*, n°11, septembre 1999, p. 9.

<sup>148</sup> J.-M. LENIAUD, *Jean-Baptiste Lassus (1807-1857) ou le temps retrouvé des cathédrales*, Paris, 1980, p. 146 ; M.-J. LUSSIEU-MAISONNEUVE, « Une lettre inédite de E. Viollet-le-Duc à propos de Notre-Dame de la Treille », *Bulletin de la Commission Historique du Nord*, t. 41, 1977-1979 (1981), p. 153-166 ; A. PLATEAUX, « Le rêve néogothique et la construction de Notre-Dame de la Treille à Lille », *Revue du Nord*, t. 71, 1989, p. 415-436 ; F. VIENNE, *Notre-Dame de la Treille, Du rêve à la réalité. Histoire de la cathédrale de Lille*, Lille, 2002.

universitaire de Lille<sup>149</sup>. Cette personnalité belge, réputée dans les domaines artistiques et décoratifs, s'impose à la fois comme architecte, orfèvre et maître verrier et comme participant remarqué aux assemblées annuelles des comités catholiques du Nord et du Pas-de-Calais réunies à partir de 1873<sup>150</sup>. Installé à Gand, cet ardent défenseur de la renaissance gothique en Belgique, fondateur avec les Frères des Écoles chrétiennes des Écoles d'art de Saint-Luc, était le disciple du britannique Augustus Welby Northmore Pugin disparu en 1852<sup>151</sup>. Ce dernier fut un brillant théoricien aux traités largement diffusés et traduits sur le continent, notamment *Les vrais principes de l'architecture chrétienne* en 1841, à Bruges. Depuis sa conversion au catholicisme en 1835, il prônait la renaissance de la société catholique dans un cadre architectural religieux et civil adapté, inspiré du Moyen Âge chrétien, le groupe paroissial. Il le met au point dès 1843 à proximité de sa résidence, *The Grange* et de l'église Saint-Augustin de Ramsgate. Il en défend le principe à la Royal Academy de Londres en 1849, lors d'une exposition de l'aquarelle représentant et expliquant son prototype<sup>152</sup>. Avec la collaboration de ses amis industriels et artisans d'art, il le diffuse dans toute l'Europe à l'occasion de la présentation de sa *Medieval Court* au Crystal Palace de Londres, lors de la première Exposition Universelle, en 1851<sup>153</sup>.

Ce groupe paroissial représente un ensemble d'équipements, tantôt lieux de détente et de loisirs destinés à accueillir cercles et patronages, tantôt salles de réunion et d'éducation, comme des bibliothèques et des ouvroirs, voire des écoles paroissiales et ménagères, édifiés à proximité de l'église paroissiale sous l'autorité soit du curé et de ses vicaires, soit d'une communauté de religieux ou de religieuses dont le couvent est établi à proximité.

En Belgique, les tentatives du Baron Jean-Baptiste Béthune pour l'adoption du modèle sont bien connues, à travers l'édification de deux béguinages, à Mont-Saint-

<sup>149</sup> J. HELBIG, *Le Baron Béthune, fondateur des Écoles Saint-Luc, étude biographique*, Lille-Bruges, 1906, p. 264 ; M.-J. LUSSIEN-MAISONNEUVE, « Fascination médiévale et architecture de la Catho », *Ensemble*, 1977, p. 282 ; *Paris-Bruxelles, Bruxelles-Paris, 1848-1914, les relations artistiques entre la France et la Belgique*, catalogue de l'exposition du Grand-Palais et du Musée des Beaux-Arts de Gand, Paris, La Réunion des Musées Nationaux, 1997, p. 85

<sup>150</sup> *Album-Souvenir du baron Béthune (décédé le 18 juin 1894) publié par la Gilde de saint-Thomas et Saint-Luc*, Société Saint-Augustin, Desclée, De Brouwer et Cie, 1896 ; J. VAN CLEVEN, « Jean-Baptiste Béthune : een neogotische Roeping », dans *Neogotiek in België*, Gent/Mariakerke, 1994, p. 167 ; J. DE MAEYER dir., *De Sint-Lucasscholen en de Neogotiek, 1862-1914*, Universitaire Pers Leuven, 1988, KADOC Studies 5. Voir aussi *Les Assemblées Générales des Catholiques du Nord et du Pas-de-Calais* publiés à Lille, chez Lefebvre-Ducrocq à partir de 1874. Le Baron Béthune ou l'un de ses proches collaborateurs, tels le Frère Marés co-fondateur des Écoles d'art de Saint-Luc, ou l'architecte Arthur Verhaegen, y prendront part régulièrement de 1875 à 1885 suscitant la fondation d'une école de Saint-Luc à Lille en 1877.

<sup>151</sup> A. W. N. Pugin, 1812-1852. Voir pour l'essentiel : P. STANTON, *Pugin*, London, 1971 ; A. WEDGWOOD, *Catalogue of the Drawings Collection of the Royal Institute of British Architects, The Pugin Family*, Farnborough, 1977 ; A. WEDGWOOD, *Catalogue of Drawings in the Victoria and Albert Museum, A. W. N. Pugin and the Pugin Family*, London, 1985 ; P. ATTERBURY, C. WAINWRIGHT dir., *Pugin, a gothic Passion*, New Haven and London, Yale University Press, 1994 ; M. ALDRICH, P. ATTERBURY, B. BERGDOLL, *A. W. N. Pugin : Master of gothic Revival*, New Haven and London, Yale University Press, 1995 ; M.-J. LUSSIEN-MAISONNEUVE, « Groupes paroissiaux catholiques et maisons du peuple socialistes : des instruments concurrents d'éducation populaire à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle », dans *Le peuple des villes dans l'Europe du Nord-Ouest*, Ph. Guignet dir., vol. II, CRHENO, Université Charles de Gaulle Lille 3, p. 471-486.

<sup>152</sup> A. WEDGWOOD, « Domestic Architecture » dans P. Atterbury, C. Wainwright dir., *Pugin, a gothic Passion*, New Haven and London, Yale University Press, 1994, p. 59, fig. 105.

<sup>153</sup> A.W.N. PUGIN, « Medieval Court, Crystal Palace », *Illustrated London News*, 1851 ; M.-J. LUSSIEN-MAISONNEUVE, « Groupes paroissiaux catholiques ... », dans *Le peuple des villes dans l'Europe du Nord-Ouest*, Ph. GUIGNET, dir., vol. II, CRHENO, Université Charles de Gaulle Lille 3, 2003, p. 482 et planches.

Amand près de Gand et à Vivenkappelle dans la proche banlieue de Bruges<sup>154</sup>. En France, les premières tentatives correspondent à l'installation de paroisses flamandes spécifiques à Lille, Roubaix et Paris, désignées par l'expression *Oeuvre des Flamands*. Il est particulièrement intéressant de mentionner l'expérience communautaire très aboutie de la paroisse Saint-Joseph de Roubaix à laquelle participe activement le Baron Jean-Baptiste Béthune. Les terrains sont acquis en 1873, les plans sont dessinés par le Baron dès 1875. Une belle église en style gothique de 2.100 places est inaugurée le 10 novembre 1878<sup>155</sup>.

Désormais, la nécessité de mettre en place un dynamique réseau de nouvelles paroisses solidement encadrées s'ajoute à l'obligation de former les cadres pédagogiques des institutions et collèges religieux et aux exigences d'un enseignement théologique de haut niveau. L'Université catholique devient le lieu de formation idéal de ces élites appartenant au clergé et à la société laïque et ayant vocation à préparer l'organisation de la nouvelle société chrétienne.

Cette perspective sous-tend l'enthousiasme du Baron qui accepte, le 16 mars 1877, la conduite du chantier universitaire *en style gothique du XIII<sup>e</sup> siècle*. Trois séries de plans successivement présentés sont néanmoins chaque fois remises en chantier. Sa conception générale des diverses facultés n'est pas remise en cause, non plus que l'ordonnance de ses élévations aux contreforts très apparents. C'est la place trop centrale de la chapelle et l'orientation rigoureuse de son chevet vers l'est qui pose des problèmes de distribution interne au niveau du Palais Académique et de l'exploitation du parcellaire. Ne pouvant se résoudre à abandonner les grands principes de l'archéologie sacrée, le Baron est remercié le 2 avril 1879 par la commission permanente de l'université, en quête de solutions réalistes et fonctionnelles<sup>156</sup>. A cette date, Louis Dutouquet reçoit officiellement la responsabilité du chantier de l'ensemble universitaire, pour l'agencement duquel le débat est déjà très avancé et dont il devra tenir compte.

### c) Une architecture adaptée à la modernité du XX<sup>e</sup> siècle

Les difficultés des hommes de l'art rencontrées sur le chantier de l'Université catholique découlent du contresens sur la doctrine néogothique commis par les membres de la commission permanente. Animés d'une volonté de tisser une atmosphère favorable à la renaissance chrétienne, ils entretiennent la vision subjective et mythique d'un paysage de clochers, rosaces, contreforts et corniches à gargouilles. La conception du complexe universitaire, y compris celle des élévations du Palais Académique et de la faculté de médecine, illustre cependant une réflexion plus épurée et intellectuelle, passée au filtre rationaliste des architectes.

A l'imitation des usages qui triomphent pour les universités de Louvain et de Gand, ils choisissent la brique industrielle vernaculaire qui modèle la plasticité et la cohérence des appareils, concédant à la pierre blanche les rehauts de murs et de baies des façades de prestige. Toutefois, la transparence des parois, alliée à la distribution des circulations et des fonctions, traduit la volonté scientifique et

<sup>154</sup> J. HELBIG, *Le Baron Béthune, fondateur des Écoles Saint-Luc, étude biographique*, Lille-Bruges, 1906, p. 227, avec photographies et planches ; R. BOTERBERGE, *Vivenkappelle Parel van de neogotiek*, Vivenkappelle, 1990.

<sup>155</sup> M.-J. LUSSIEN-MAISONNEUVE, « Contribution de la Flandre aux développements néo-gothiques de la ville et de la vie artistique en France septentrionale au XIX<sup>e</sup> siècle », dans *Gothic Revival, Religion, Architecture and Style in Western Europe 1815-1914, Proceedings of the Leuven Colloquium, 7-10 November 1997*, J. De Maeyer and L. Verpoest ed., Universitaire Pers Leuven, 2000, KADOC Artes 5, p. 177 ; *Id.*, « Groupes paroissiaux catholiques et maisons du peuple socialistes ... », dans *Le peuple des villes dans l'Europe du Nord-Ouest*, Ph Guignet dir., vol. II, CRHENO, Université Charles de Gaulle Lille 3, 2003, p. 474.

<sup>156</sup> Cf. notre note 21.

pédagogique qui sous-tend le projet exécuté par les architectes. Tant l'emploi du béton en fondation, joint au recours systématique à la fonte dans les soutènements et les ossatures des bâtiments, que l'armature des voûtes et des combles représentent une autre facette du métier très moderne des architectes, exercé en particulier par Louis Dutouquet. Cet homme, passé par le creuset de l'École des beaux-arts et confronté dans la capitale aux expériences des plus grands praticiens du temps sur des chantiers de prestige, a retiré des leçons de ses maîtres, Hippolyte Lebas (1782-1867)<sup>157</sup>, Henri Labrouste (1801-1875)<sup>158</sup>, voire Eugène Viollet-le-Duc (1814-1879)<sup>159</sup>, une conception élevée et exigeante de son art.

L'absence de liens stylistiques pertinents avec les chantiers universitaires de Belgique peut surprendre. A Louvain, l'ingénieur Joseph Helleputte (1852-1925)<sup>160</sup>, promoteur de la modernité néo-gothique, entame sa carrière d'architecte à l'aube de 1879 et devient professeur d'architecture à l'Université catholique de Louvain en 1882 avant d'être accaparé par une carrière politique. Ces faits trop tardifs n'ont pu exercer d'influence sur la genèse du chantier lillois. En revanche, son beau-frère Louis Cloquet (1849-1920)<sup>161</sup>, ingénieur des Écoles Spéciales du Génie Civil de Gand, architecte et enseignant, a davantage marqué les successeurs de Louis Dutouquet à Lille, en particulier Paul Vilain (1860-1933)<sup>162</sup>, ancien et brillant élève des Écoles de Saint-Luc de Gand. Ce dernier est profondément imprégné de la vigueur du néogothique d'ingénieur, dont la théorie et les applications monumentales, décoratives et urbanistiques sont longuement commentées dans les écrits de Louis Cloquet, en particulier les cinq volumes du *Traité d'architecture. Éléments de l'architecture, types d'édifice, esthétique, composition et pratique de l'architecture* publiés à Paris en 1900. Avant de lancer le chantier de l'École d'Électricité pour les Hautes Études Industrielles en 1911, Paul Vilain construit à partir de 1886, à l'est du complexe universitaire, le pensionnat et l'institution Saint-Pierre pour les Frères des Écoles Chrétiennes et l'Institut Catholique des Arts et Métiers, rue Auber<sup>163</sup>. Ces deux chantiers d'expérimentation des nouvelles

<sup>157</sup> H. Lebas, 1782-1867, architecte en particulier de Notre-Dame de Lorette, de la prison de la Petite Roquette, F. LOYER, *Histoire de l'architecture française, de la Révolution à nos jours*, Paris, Mengès/éditions du patrimoine, 1999, p. 71.

<sup>158</sup> H. Labrouste, 1801-1875, le concepteur des premières bibliothèques rationalistes avec structure métallique, la bibliothèque Sainte-Geneviève (1838-18) et la Bibliothèque Nationale à Paris, P. SADDY, *Henri Labrouste architecte (1801-1875)*, catalogue de l'exposition de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, Paris, 1976 ; *Voir et revoir l'œuvre de Labrouste*, catalogue de l'exposition de la Bibliothèque Sainte-Geneviève du 11 octobre au 9 novembre 2001, Bibliothèque Sainte-Geneviève, Paris, 2002 ; J.-M. LENIAUD dir., *Des palais pour les livres. Labrouste, Sainte-Geneviève et les bibliothèques*, Éditions Maisonneuve et Larose, Bibliothèque Sainte-Geneviève, Paris, 2002.

<sup>159</sup> Ses principaux travaux d'archéologue et de pédagogue : *Dictionnaire raisonné de l'architecture française du XI<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle*, Paris, B. Bance et A. Morel, à partir de 1854 ; *Entretiens sur l'architecture*, deux volumes, Paris, A. Morel, 1863 et 1872. Les travaux les plus exhaustifs le concernant : P.-M. AUZAS, *Eugène Viollet-le-Duc, 1814-1879*, exposition de l'Hôtel de Sully en 1965, Caisse Nationale des Monuments Historiques et des Sites, Paris, 1965, réédition en 1979 ; *Viollet-le-Duc*, exposition aux Galeries Nationales du Grand Palais, 19 février-5 mai 1980, Paris, 1980 ; J.-M. LENIAUD, *Viollet-le-Duc ou les délires du système*, Mengès, Paris, 1994.

<sup>160</sup> J. DE MAEYER, L. VAN MOLLE dir., *Joris Helleputte architect en politicus 1852-1925*, I : Biografie, II : K. MAES, *Oeuvrecatalogus*, Universitaire Pers Leuven, 1998, KADOC Artes 1 ; R. VERMEIREN, L. BESSEMANS, *Joris Helleputte en de Leuvense neogotische ateliers*, KADOC, Leuven, 1997.

<sup>161</sup> Actif rédacteur de la *Revue de l'art chrétien*, fondée en 1857 par le chanoine Jules Corblet d'Amiens (1819-1886) ; *Biographie Nationale de Belgique*, t. XXIX, Bruxelles, 1957, p. 459. L. CLOQUET, *Essai sur les principes du beau en architecture*, Gand, 1894 ; *Traité d'architecture*, 5 volumes, Paris, 1900 ; *L'esthétique des rues et des places*, Lille/Paris/Bruges, s.d. ; *La construction des villes*, Mons, 1904.

<sup>162</sup> Cf. notre note 10.

<sup>163</sup> « Visite de l'ICAM, rue Auber par la Société Régionale des Architectes du Nord de la France », *L'architecture et la construction dans le Nord de la France*, 1899, p. 43.

techniques, notamment le béton armé sur le second chantier, vont apparaître aux yeux de la profession comme d'authentiques démonstrations de la modernité architecturale.

La conception du groupe universitaire catholique de Lille et son décor ont pu paraître dépassés, à l'heure des grands changements de l'architecture et de l'urbanisme au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Néanmoins, le chantier de ce nouveau Quartier Latin, le plus important depuis l'agrandissement de 1858 par la mobilisation des hommes et des capitaux, est le premier grand laboratoire architectural lillois, innovant, voire révolutionnaire. En familiarisant élites et institutions à la matérialisation d'une vision grandiose sans retombées immédiates, il prépare la ville de Lille à assumer son destin de grande capitale septentrionale. Les mentalités et les administrations sont prêtes à affronter avec succès les entreprises de l'Université, de l'hôpital, de la Métropole et de la Région.

## Les écoles primaires paroissiales

### *Bernard Ménager, professeur émérite, Lille 3*

Le rôle de Philibert Vrau dans le développement des écoles paroissiales de Lille n'est pas évident à première vue. Il n'a occupé aucun poste de responsabilité au sein de l'Oeuvre des écoles chrétiennes de Lille dont la présidence a été longtemps assurée par Jonglez de Ligne. Il n'est pas intervenu dans les débats des congrès annuels des catholiques du Nord et du Pas de Calais. Seul, l'ouvrage de Mgr Baunard *Philibert Vrau et les œuvres de Lille* paru au lendemain de sa mort (1906) insiste sur son action déterminante. Le recteur des Facultés catholiques avait eu accès à des informations d'ordre privé recueillies auprès de Maurice Gonnet, secrétaire de l'Oeuvre et son fidèle compagnon. Les sources familiales que nous avons pu consultées grâce à l'obligeance de Xavier Théry permettent de prendre la mesure de l'impulsion décisive donnée par P. Vrau. M. Gonnet avait écrit à Mgr Baunard : « *tout ce qui s'est fait depuis un quart de siècle pour l'œuvre des écoles est l'œuvre de Philibert Vrau* ». Jonglez de Ligne lui avait déclaré au cours d'une réunion : « *Vous êtes le Gambetta de notre Œuvre* ».

Il convient tout d'abord de rappeler le contexte scolaire national et local au moment où P. Vrau s'engage dans l'œuvre des écoles chrétiennes. Nous dégagerons ensuite sa marque spécifique, puis les différents aspects de sa politique scolaire pour conclure par un bilan des résultats obtenus et des problèmes rencontrés.

#### **I - Un défi national et local à relever**

##### **a) La loi du 28 mars 1882 récusée**

La loi de Jules Ferry rendant l'enseignement primaire obligatoire pour tous les enfants âgés de 6 à 13 ans et laïc dans les écoles publiques pose aux militants catholiques un double problème. Il faut construire de nouvelles écoles pour accueillir la masse d'élèves non encore scolarisés. Il est souhaitable par ailleurs de drainer vers l'enseignement catholique privé les enfants fréquentant jusque là les écoles communales et qui sont désormais privés de l'éducation religieuse à l'école.

P. Vrau considère la loi du 28 mars comme une abomination. Il termine une lettre datée du 14 mars 1879 et adressée à M. Gonnet par cette prière : « *Des écoles sans Dieu, délivrez nous Seigneur !* » (le projet est déposé à cette date sur le Bureau de la Chambre des Députés). Le 23 mars 1883, il écrit à ce même correspondant à propos de la fixation de l'ordre du jour de la prochaine réunion du comité de l'Oeuvre : « *on examinera tous les moyens pour vider les écoles neutres. Condamnées par l'Église, de telles écoles ne peuvent être acceptées par les parents chrétiens* ».

Une telle intransigeance difficilement acceptable aujourd'hui s'explique par la véritable révolution culturelle que constitue la laïcisation de l'enseignement. Elle rompt avec une tradition séculaire associant étroitement enseignement profane et religieux. Par ailleurs, la neutralité semble un leurre, l'enseignement d'une morale indépendante du dogme une impossibilité. L'enseignement ne peut être que catholique ou athée. Pour autant, P. Vrau ne s'est pas rangé dans le camp des catholiques prônant la résistance à outrance et la grève scolaire. Avec la hiérarchie catholique, il se prononce en faveur d'une résistance légale visant à empêcher la laïcisation de l'enseignement grâce à la menace d'un enseignement catholique concurrent.

## **b) La situation difficile des écoles paroissiales de garçons de Lille**

Les catholiques lillois avaient déjà dû relever en 1868 le défi de la laïcisation du personnel de la plupart des écoles communales de garçons, les Frères des écoles chrétiennes qui les dirigeaient ayant refusé les exigences de la municipalité lilloise en matière de brevet de capacité. La loi ne l'imposait que pour les directeurs et, pour contraindre les Frères à accepter leurs exigences, les conseillers municipaux avaient diminué les traitements de ceux qui n'étaient pas pourvus du brevet. Les catholiques formèrent un comité de soutien pour créer et entretenir les écoles privées dirigées par des Frères. Une souscription de 50.000 francs fut lancée et elle est à l'origine de l'Oeuvre des écoles chrétiennes de Lille. Renouvelée ensuite, son produit tendait à baisser et la situation devenait préoccupante à la fin des années 1870 alors que l'enseignement communal progressait chez les garçons mais aussi chez les filles, la municipalité créant de nouvelles écoles dirigées par des institutrices laïques en vue de préparer la laïcisation des écoles de Sœurs qui fut décidée en 1881.

En résumé, les catholiques lillois étaient confrontés à une triple tâche : sauver les écoles paroissiales de garçons existantes, relever les écoles communales de filles anciennement dirigées par des Sœurs et laïcisées, créer enfin de nouvelles écoles pour accueillir le maximum d'enfants non encore scolarisés avant la loi de 1882 et les soustraire à l'enseignement laïc.

## **II - L'impact personnel de Philibert Vrau dans l'Oeuvre des Écoles chrétiennes.**

L'influence de Philibert Vrau est omniprésente et multiforme. Cinq axes peuvent être dégagés : la réforme des structures de l'œuvre, l'animation des instances dirigeantes, l'action politique et médiatique, la contribution financière, l'importance de la prière.

### **a) La réforme des structures**

En 1868, un comité avait été mis en place qui centralisait les ressources et les redistribuait à l'ensemble des écoles paroissiales. La gestion s'avérait bureaucratique, le dynamisme paroissial n'était pas encouragé. Lors de la réunion du comité le 23 mai 1878, P. Vrau fit adopter le principe de la décentralisation. La création et l'entretien des écoles privées incomberaient désormais à des comités paroissiaux qui puiseraient leurs ressources dans les souscriptions paroissiales et le produit de la rétribution scolaire. Le comité central de l'Oeuvre n'interviendrait que pour aider les comités paroissiaux déficitaires grâce à ses propres ressources provenant du reversement du dixième des souscriptions paroissiales, du Denier des Écoles catholiques créé à ce moment à Lille et de dons particuliers. Par ailleurs, P. Vrau fit créer une commission permanente de l'œuvre se réunissant tous les huit ou quinze jours, la session du Conseil général de l'Oeuvre étant annuelle.

Cette réforme permit de la redynamiser grâce à l'application du principe de subsidiarité. Mais le budget du comité central s'avéra vite insuffisant pour aider les paroisses pauvres.

### **b) L'animation des instances dirigeantes**

Elle revêt diverses formes.

- **Le recrutement des militants**

P. Vrau était un meneur d'hommes sachant, grâce à son charisme, mettre en route des personnes diverses dans toutes les œuvres auxquelles il se consacrait.

- **La préparation des réunions**

P. Vrau intervenait souvent dans la fixation de l'ordre du jour des réunions de la commission permanente comme l'atteste sa correspondance avec Maurice Gonnet, secrétaire de l'Oeuvre. On relève onze interventions de P. Vrau entre 1879 et 1886, tantôt sur des points importants (mise en place des comités paroissiaux, souscription générale de 1882), tantôt sur des questions apparemment mineures (rapports entre les écoles paroissiales et les écoles supérieures de musique et de dessin). P. Vrau s'intéressait aux moindres détails de l'Oeuvre.

- **La tenue des réunions.**

P. Vrau était très assidu aux réunions malgré leur fréquence et il savait orienter les discussions. Laissons la parole à M. Gonnet : « *La séance tournait parfois à la conversation. M. Vrau nous laissait quelques instants de récréation puis doucement nous ramenait à notre sujet. Le bon M. Delestré (il s'agit du trésorier de l'œuvre) qui avait plus de 80 ans emboîtait le pas à Vrau et venait à la rescousse en disant : Soyons sérieux* » Tout le monde riait alors de bon cœur et l'on se remettait à l'œuvre ».

- **Le suivi des réunions.**

Philibert Vrau portait intérêt aux compte rendu des séances comme en témoigne une lettre du 3 avril 1883 adressée à Gonnet où il regrette l'absence de compte rendu de la réunion précédente et où il propose la teneur du prochain compte rendu.

- **Un important travail statistique.**

Philibert Vrau était soucieux d'obtenir des informations très précises car il refusait les solutions a priori des problèmes posés et il réservait son jugement dans l'attente des résultats d'une enquête. On peut dire de lui qu'il était un positiviste chrétien. Les données chiffrées sont omniprésentes dans sa correspondance et ses papiers personnels contiennent de nombreux tableaux où sont précisés les effectifs scolaires à divers moments de l'année pour tenir compte des variations saisonnières. La statistique de Philibert Vrau est prospective et comparative. Prospective, car elle vise à calculer le nombre de classes à ouvrir pour accueillir un nombre d'élèves souhaité en fonction de la population scolarisable, cette dernière étant calculée à partir des chiffres du dernier recensement. Comparative, car P. Vrau évalue les effectifs des écoles communales laïques sur la base des renseignements donnés par les curés sur le nombre de communions solennelles (il se méfie des chiffres officiels). Il dessine ensuite des diagrammes comparant par paroisses les effectifs des écoles laïques et paroissiales. Nous avons ainsi, grâce à lui, une vision affinée de la sociologie religieuse de la ville de Lille à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ces tableaux sont annotés de sa propre main, ce qui atteste la part prédominante qu'il a pris à leur établissement.

### **c) L'action politique et médiatique de Philiber Vrau**

Vrau sait observer l'adversaire, mesurer sa force, discerner sa stratégie. Il recueille des informations sur la politique scolaire de la ville de Lille et utilise les services du baron des Rotours, député de l'opposition conservatrice. Le 16 février 1881, il attire l'attention de Gonnet sur l'habileté de la municipalité lilloise qui prépare la laïcisation des écoles communales de filles en créant préalablement de nouvelles écoles dirigées par des institutrices laïques. L'observation de l'adversaire est parfois mise à profit pour l'imiter. P. Vrau communique à Gonnet un exemplaire d'imprimé utilisé par les maîtres laïcs pour justifier les absences de leurs élèves auprès de la commission scolaire chargée du contrôle de l'assiduité et il souhaite que les congréganistes s'en inspirent. Mais l'observation est aussi un moyen d'attaque. En 1883, P. Vrau dirige une campagne contre l'utilisation du manuel de morale Compayré mis à l'index par l'Église et il note attentivement les classes où il est utilisé et selon quel mode (en classe, à la maison, par dictée...) P. Vrau observe aussi les changements de stratégie de l'adversaire. Il a très vite compris l'importance de la

célèbre lettre de Jules Ferry aux instituteurs relative à l'application de la neutralité (novembre 1883) et il dénonce à cette occasion le danger « *d'une politique plus hypocrite et plus perfide que la précédente* ».

P. Vrau se montre soucieux de médiatiser la résistance religieuse à la politique de laïcisation. Il fait venir à Lille des personnalités nationales tel Albert de Mun qui attire 5.000 personnes le 23 novembre 1879 ou Chesnelong au début des années 1880. Il inspire ou rédige lui même des tracts : il s'en prend ainsi à la laïcisation des dispensaires du Bureau de Bienfaisance décidée par la ville de Lille (on trouve dans ses papiers trois brouillons successifs attestant son rôle majeur dans la rédaction et dans la diffusion de ce tract). Il rédige aussi de nombreux appels en faveur des souscriptions pour les écoles paroissiales pauvres et, en 1888, il n'hésite pas à citer en exemple le nouvel empereur d'Allemagne soucieux de développer l'enseignement religieux dans son pays. P. Vrau apporte enfin son soutien financier à divers journaux combattant la politique scolaire de la ville de Lille comme *Le Nord hebdomadaire*, puis *Le Lillois*, le censeur des « *palais scolaires municipaux* », n'hésitant pas à mobiliser en faveur du *Lillois* voulu comme un journal populaire le réseau des militants des diverses œuvres qu'il anime.

#### **d) L'investissement financier**

Le déficit chronique de l'Oeuvre des Écoles a obligé Vrau à renflouer constamment la caisse centrale de l'Oeuvre de façon très discrète. Il existait en principe un fond de réserve qui n'avait selon Gonnet qu'une existence mythique. En réalité P. Vrau versait chaque année des dizaines de milliers de francs. Gonnet relate une anecdote illustrant la générosité de P. Vrau. Il avait vivement encouragé un curé lillois à créer une école paroissiale en lui promettant l'aide du comité central de l'œuvre. Un soir, en rentrant chez lui, le curé vit une ombre rôder près de la porte du presbytère, puis s'enfuir à son approche. Il découvrit dans la boîte aux lettres une enveloppe contenant 100.000 francs, obole personnelle de P. Vrau.

#### **e) L'importance de la prière**

Comme les grands mystiques, P. Vrau ne séparait pas la prière de l'action. M. Gonnet témoigne : « *Le caractère surnaturel de son action demeure. Il prie et fait prier* ». Il avait demandé à ce dernier de rédiger une circulaire invitant les directeurs et directrices des écoles de faire prier les enfants pour le succès de la souscription générale de 1883. Il faisait aussi prier les communautés religieuses dans les mêmes circonstances et leur adressait des offrandes. P. Vrau instaure une véritable chaîne de prières pour le succès de l'œuvre.

### **III - La politique scolaire de Vrau et du comité des écoles.**

*Inséparables comme cela a été précisé, elle vise à développer au profit des écoles paroissiales une offre quantitative et qualitative accompagnée de mesures sociales.*

#### **a) L'offre quantitative**

Les écoles paroissiales de diverses sortes sont multipliées. Le nombre des établissements masculins passe de 12 à 34 entre 1878 et 1900. Aux 10 écoles communales dirigées par des Sœurs en 1881, succèdent 42 écoles privées sous les mêmes directions. P. Vrau a soutenu énergiquement l'enseignement féminin. Dès 1881, un comité de Dames a été mis en place et il fonctionne selon les mêmes principes que celui des hommes. P. Vrau a défendu ce comité accusé d'accaparer trop de ressources au détriment des écoles de garçons. Il était peut être favorable à une fusion des deux comités comme le laisserait entendre une lettre adressée à M. Gonnet où il le charge d'informer la présidente du comité des Dames du refus du

comité masculin de la proposition de fusionner. Il espère qu'elle ne sera pas découragée pour autant et que les relations entre les deux comités resteront excellentes grâce à l'entremise de Gonnet. P. Vrau était plus ouvert que nombre de ses collègues à l'enseignement féminin.

Les écoles maternelles ne sont pas oubliées pour autant bien qu'elles ne soient pas concernées par l'obligation scolaire. Elles sont importantes pour l'éveil de la foi et constituent un vivier pour le recrutement des écoles élémentaires paroissiales. Avec ces 35 écoles maternelles créées, chaque groupe scolaire paroissial compte au minimum une école élémentaire de garçons, une école élémentaire de filles et une école maternelle.

P. Vrau a veillé à ce que les paroisses pauvres ne soient pas désavantagées. Sur les 111 écoles fonctionnant en 1900, 46 sont implantées dans 4 paroisses pauvres (Saint-Sauveur, Saint-Vincent de Paul, Saint-Pierre Saint-Paul et Fives). Elles abritent la moitié de la population scolaire paroissiale.

### **b) L'offre qualitative**

Soucieux d'offrir un enseignement paroissial de qualité, P. Vrau et le comité ont multiplié les initiatives.

**L'organisation de l'inspection scolaire** est mise en place grâce au concours de l'inspecteur Bernot, ancien inspecteur de l'enseignement public dont P. Vrau s'est assuré le concours. Sa mission est élargie à l'ensemble du diocèse en 1883. Il est secondé par des délégués des comités paroissiaux.

**Des examens spécifiques sont créés.** Le certificat d'instruction primaire et d'éducation chrétienne se substitue au certificat d'études de l'enseignement public dont les jurys sont soupçonnés de partialité. Les programmes sont identiques et les industriels et commerçants lillois sont invités à embaucher de préférence les titulaires de ce nouveau diplôme. La création en 1884 d'un concours annuel d'instruction religieuse répond au souci de renforcer la formation catéchétique. Elle donne lieu à une remise solennelle des prix en présence de l'archevêque de Cambrai. La cérémonie est l'occasion d'une grande manifestation en faveur de l'enseignement catholique.

**Les dirigeants de l'œuvre mettent en place un enseignement primaire supérieur professionnel.** L'école Saint-Luc consacrée à l'enseignement artistique est fondée en 1878. La scolarité est de six ans et l'établissement compte 60 élèves en 1883. L'école de commerce créée en 1880 est confiée aux Frères des Écoles chrétiennes. Les études durent trois ans. Après avoir émarginé au budget de l'œuvre, elle est dotée ensuite d'un financement autonome. La formation dispensée est appréciée des industriels et des commerçants lillois, ce qui assure aux élèves des débouchés certains. Les jeunes filles suivent de leur côté des cours commerciaux donnés dans quatre paroisses. Elles comptent 200 élèves en 1883.

### **c) Les œuvres sociales**

**L'organisation de classes d'apprentis** répond aux dispositions de la loi du 28 mars 1882 qui permet aux directeurs d'écoles de délivrer un certificat d'études aux enfants âgés de 11 ans seulement pour qu'ils puissent être autorisés ensuite à ne fréquenter l'école que deux heures par jour et travailler à l'usine le reste du temps. P. Vrau a stimulé les comités paroissiaux pour qu'ils créent ces classes d'apprentis.

**La mise en place d'un service médical d'hygiène** répond au souci de protéger la santé des enfants issus de familles défavorisées.

**L'œuvre du Vestiaire** permet de distribuer des vêtements aux enfants les plus pauvres en évitant une simple aumône grâce à un système de bons points.

**Le Bureau de Charité privée** est mis en place après la laïcisation du personnel des dispensaires du Bureau de Bienfaisance de Lille en 1885. Ce denier est accusé de favoriser les familles fréquentant les écoles communales. Le Bureau de Charité privé distribue des secours aux familles ayant confié leurs enfants aux écoles paroissiales.

Aucun aspect du système scolaire n'est ainsi négligé par l'Oeuvre des écoles chrétiennes qui calque ses initiatives sur l'enseignement public tout en développant la personnalité et le caractère propre de l'enseignement catholique.

#### **IV - Les résultats obtenus et les problèmes rencontrés**

Le bilan de Philibert Vrau et de l'Oeuvre des Écoles chrétiennes peut être appréhendé à un double point de vue : l'audience de l'enseignement catholique d'une part, le fonctionnement financier d'autre part.

##### **a) Une audience incontestable de l'enseignement catholique**

L'enseignement catholique est parvenu à attirer une importante fraction des enfants scolarisés. Il convient toutefois de distinguer plusieurs phases chronologiques précises.

##### **• Une contre attaque spectaculaire de l'enseignement catholique au début des années 1880**

Les effectifs des écoles de garçons passent de 1.300 à 4.819 élèves entre 1877 et 1884, soit une progression de 20 % à 48 % du total des garçons scolarisés. Les écoles de filles congréganistes privées dépassent 54 % en 1884 (elles étaient communales avant 1881). Le tableau de Philibert Vrau fait apparaître une zone qualifiée de l'épithète « *trionphante* » où les pourcentages atteignent les deux tiers. Elle est située dans le Vieux Lille (paroisses de Sainte-Catherine, Saint-André et de La Madeleine) et dans le quartier Vauban (paroisse de Notre-Dame de la Consolation). La zone qualifiée de « *militante* » est celle où l'enseignement catholique demeure majoritaire tout en subissant une concurrence plus affirmée. Elle correspond aux autres paroisses du Vieux Lille et à une partie du Nouveau Lille (paroisses du Sacré-Cœur, de Saint-Michel et de Saint-Martin d'Esquermes). On y note de gros écarts entre la fréquentation des écoles paroissiales de garçons et celles de filles (respectivement 48 % et 67 % dans la paroisse Saint-Sauveur). Enfin, la « *zone déshéritée* » est celle des quartiers pauvres récemment annexés à Lille (paroisse Saint-Pierre et Saint-Paul à Wazemmes (48 %), Notre-Dame à Fives (40 %), Saint-Vincent de Paul à Moulins Lille (39 %).

D'une manière générale, la fréquentation des écoles paroissiales est nettement supérieure à la pratique religieuse située entre 10 % et 28 % en ce qui concerne les communions pascales.

##### **• Une phase de stabilisation à la fin des années 1880**

De 1885 à 1890, la répartition des effectifs entre l'enseignement public et privé se stabilise. Les écoles paroissiales attirent de 47 % à 48 % des élèves. En chiffre absolu, le maximum est atteint en 1888 pour les écoles paroissiales de garçons et en 1889 pour les filles. On est loin de la proportion des deux tiers espérée au départ par les animateurs de l'Oeuvre.

##### **• Une phase d'érosion dans les années 1890**

Les effectifs des écoles paroissiales de garçons chutent de 5367 à 3734 entre 1888 et 1900 soit une baisse de 28 %. Les écoles de filles se maintiennent mieux

(5974 et 5678 soit une diminution de 5 %). La part des écoles élémentaires paroissiales passe de 48 % à 40 %. La résistance de l'enseignement public a été supérieure aux prévisions des dirigeants de l'Oeuvre. La municipalité lilloise a multiplié les constructions scolaires attirantes (les « *palais scolaires* » dénoncés par ses adversaires). Le lancement des cantines scolaires en 1896 a gêné les écoles paroissiales. Enfin, l'application souple de la laïcisation de l'enseignement après 1883 a eu les conséquences que craignait Philibert Vrau. Les manuels de morale condamnés ont été retirés, des infractions à la laïcité tolérées. Des maîtres et des maîtresses laïques conduisent les enfants à la messe.

Le climat est à l'apaisement à l'heure du Ralliement et de l'« esprit nouveau ». Cela ne favorise pas la croisade contre l'enseignement public. L'érosion des effectifs oblige le comité des écoles paroissiales à supprimer des classes (14 en 1894) et même une école en 1896.

L'enseignement primaire catholique demeure néanmoins important à Lille. L'œuvre de Philibert Vrau a survécu à l'expulsion des congréganistes au début du XX<sup>e</sup> siècle et Lille est demeuré un centre important de l'enseignement primaire catholique.

## **b) Des problèmes financiers préoccupants**

Le financement des écoles paroissiales s'est avéré dès le début déficitaire. Il est le talon d'Achille de l'œuvre.

Le budget du comité central est insuffisant pour venir en aide aux comités paroissiaux déficitaires. Le reversement du dixième des souscriptions paroissiales a été imprudemment supprimé dès 1880. Les ressources du Denier des Écoles chrétiennes, suffisantes au départ, ne permettent plus ensuite de venir en aide aux paroisses pauvres. Il faut recourir à des souscriptions extraordinaires. C'est un succès en 1882 (182.000 francs) grâce à l'émotion suscitée par la loi du 28 mars. Mais son produit baisse ensuite (132.000 en 1883, 120.000 en 1884). La situation ne s'améliore pas les années suivantes et les dirigeants de l'Oeuvre la dramatisent en 1888. L'appel à souscrire est rédigé de la main propre de Philibert Vrau sous le patronage de Mgr Hasley, archevêque de Cambrai. Le résultat reste insuffisant. A l'Assemblée générale des catholiques du Nord en 1889, l'abbé Valin met en cause les paroisses riches qui refusent de reverser le dixième des ressources paroissiales : « *les comités paroissiaux ne se rendent pas assez compte des nécessités impérieuses des paroisses pauvres* ». En effet, dans les paroisses pauvres, seules 30 écoles sur 121 sont entretenues par les comités paroissiaux.

La situation s'aggrave dans les années 1890. Le déficit avoué est de 75.000 francs en 1893. On cherche alors à réduire la gratuité. Les écoles payantes sont assez nombreuses dans les années 1890 (12 écoles de garçons sur 32, 17 de filles sur 39). Mais elles sont moins peuplées et les parents refusent la mixité des classes gratuites et payantes sauf dans une seule école. La rétribution scolaire est logiquement surtout acquittée dans les paroisses aisées (26 % des élèves contre 13 % dans les paroisses pauvres).

Devant l'urgence, l'Assemblée des catholiques du Nord décide de lancer une souscription spéciale pour les paroisses pauvres dans les seules paroisses aisées. L'initiative est très mal accueillie. A l'Assemblée de 1894, le rapporteur Dubois Legentil, après avoir rappelé l'élan de solidarité du début des années 1880, déclare : « *Aujourd'hui il y a un refroidissement qui nous épouvante. L'esprit d'égoïsme et de particularité envahit les comités scolaires des paroisses riches et opulentes. Tous se disent pauvres pour donner le moins possible ou ne rien donner du tout* ». La tension est telle entre clercs et laïcs que Dubois Legentil demande à l'archevêque de Cambrai d'être déchargé de ses responsabilités à la direction de l'Oeuvre des Écoles : « *nous ne sommes que des ouvriers laïcs qui n'avons pas charge d'âmes au même titre que les membres du clergé* ». Et Dubois Legentil prie le clergé paroissial de s'entendre « *fraternellement pour reprendre en main la direction de l'Oeuvre des Écoles* ». A la suite de cette intervention, l'Assemblée émet le vœu qu'un comité

ecclésiastique assiste le comité laïc pour la répartition des ressources. Cette décision et l'intervention personnelle de Mgr Sonnois permettent un meilleur accueil de la souscription générale en 1895. « *Bien des préjugés sont tombés* » déclare l'abbé Lamstaes à l'Assemblée générale. Le déficit perdure néanmoins et il est en moyenne annuelle de 17.000 francs. Jonglez de Ligne avoue en 1898 que l'œuvre vit au jour le jour. Seuls, les dons personnels de Philibert Vrau évoqués plus haut permettent de colmater les découverts.

### Trois conclusions se dégagent de cette recherche

Philibert Vrau a réussi à mettre sur pied une organisation efficace. Le réseau des écoles paroissiales de Lille constitue une concurrence sévère pour l'enseignement public. Cette situation a perduré au delà du décès de son fondateur.

L'efficacité des lillois a servi de modèle pour l'ensemble du diocèse de Cambrai dont le comité d'enseignement libre fonctionne selon les mêmes principes que celui de Lille avec des institutions satellites identiques. Bien que toujours sans évêché, Lille est bien la métropole religieuse du diocèse.

Les résultats obtenus sont d'autant plus remarquables que l'œuvre des écoles chrétiennes demeure financièrement fragile et dépend de la générosité de Philibert Vrau. Ce dernier n'a pas été soutenu suffisamment par les catholiques lillois. Peut être a-t-il surestimé l'esprit de solidarité entre paroisses ? Son action n'en paraît que plus prophétique.

### Sources manuscrites

#### Archives privées de la famille Vrau

P C III 8 Notes sur les écoles religieuses des Frères en 1872.

P C III 9 Lettres de Philibert Vrau à M. Desreumaux sur les écoles libres et les comités catholiques (1894-1904)  
Délibérations du Conseil municipal de Lille (1882-1884). Notes sur la moralité des écoles publiques (1888).

P C III 10 Note d'un ami (1884).

P C III 11 Lettres de P Vrau à M Gonnet au sujet des écoles primaires catholiques (1877-1885). Lettre de Camille Feron-Vrau à Mgr Baunard (non datée).

P C III 12 Documentation diverse sur les facteurs favorables aux écoles laïques : dispositions de la mairie, articles de journaux, projets de tracts. Statistique de répartition des élèves.

P C III 14 Écoles de Lille. Statistiques. Brochures et rapports divers. Lettre de M. Gonnet sur le rôle de Philibert Vrau.

P C III 15 Tableaux statistiques sur les écoles primaires de Lille (1888-1900). Lettre de Mgr Sonnois demandant l'aide des chrétiens pour les écoles pauvres.

### Périodiques

- *Bulletin de l'œuvre des Écoles chrétiennes du diocèse de Cambrai*, Bibliothèque des Facultés catholiques (1887-1901).

- *Bulletin de l'Assemblée générale des comités catholiques de Lille*, Bibliothèque des Facultés catholiques de Lille (1879-1900).

### Ouvrages imprimés

- Mgr BAUNARD, *Philibert Vrau et les œuvres de Lille*, Paris, 1906.
- Bernard MENAGER, *La laïcisation des écoles communales dans le département du Nord de 1879 à 1899*, Centre régional d'études historiques, Lille, 1971.

## Philibert Vrau et la presse

Jean-Paul Visse, journaliste, maître de conférences, UCL

Un titre en gras<sup>164</sup> et un article en « une » accompagné d'une illustration, une reprise en page intérieure, *La Croix du Nord* datée du 18 mai 1905 consacre une large place à la disparition de Philibert Vrau. « La mort de Philibert Vrau [...], écrit son rédacteur en chef, Henri Masquelier, atteint toutes les grandes œuvres catholiques de la région du Nord, ainsi qu'une infinité d'autres répandues dans toute la France. »

Après avoir évoqué le fondateur de l'Université catholique et l'industriel, il ajoute que « M. Vrau s'occupa particulièrement des comités catholiques, des œuvres de presse et des congrès ».

Reprise le lendemain par *La Dépêche*, puis quelques jours plus tard par *L'Echo du Nord*, cette formule laconique ne rend pas compte de l'attention que l'homme avait porté, sa vie durant, à la presse catholique. Aucun journal ne semble se souvenir que dix ans plus tôt, il était encore le propriétaire d'un grand quotidien conservateur *La Vraie France*.

La famille de *La Croix* est en deuil. « C'est que cette mort touche douloureusement Paul Feron-Vrau, neveu du vénéré défunt et patron de la Bonne de Presse » précise son rédacteur en chef. Le quotidien lillois aurait-il oublié que, bien avant son neveu, Philibert Vrau accompagna généreusement ses premiers pas comme il l'avait fait pendant un temps pour un hebdomadaire *Le Lillois* ?

Et si lors de chaque congrès des comités catholiques du Nord et du Pas-de-Calais, une commission s'intéressait depuis 1873 à la presse « grand public » - pour user d'un anachronisme - ne fallait-il pas y voir la marque de l'industriel lillois ?

Dans une lettre adressée en janvier 1894 à son neveu, Philibert Vrau constate : « L'importance de la presse grandit tous les jours, c'est maintenant une puissance »<sup>165</sup>. Une bonne décennie après le vote de la loi du 29 juillet 1881, la ville de Lille peut s'enorgueillir de posséder une dizaine de quotidiens qui atteignent des tirages de plusieurs milliers d'exemplaires<sup>166</sup>, mais aussi plusieurs hebdomadaires. Le constat n'est pas nouveau pour Philibert Vrau qui, selon les termes de l'un des ses biographes, Mgr Baunard<sup>167</sup>, appela la presse « aux premiers rangs du saint combat ».

### I - Créer des journaux populaires

Dès leurs premières assemblées, les comités catholiques du Nord et du Pas-de-Calais le reconnaissent : « la presse constitue de nos jours une puissance considérable ». Et d'en tirer la conclusion qui s'impose « au lieu de gémir inutilement sur les ravages de la mauvaise presse, nous devons nous demander comment nous arriverons à faire servir la presse à la défense et à la destruction de l'erreur ».

<sup>164</sup> Ce titre est selon les critères de mise en page de beaucoup de journaux de l'époque sur une colonne.

<sup>165</sup> Lettre du 3 janvier 1894 de Philibert Vrau à son neveu Paul Feron-Vrau, archives des Jésuites.

<sup>166</sup> *L'Echo du Nord*, *Le Progrès du Nord*, *Le Petit Nord*, *Le Réveil du Nord*, *La Vraie France*, *La Dépêche*, *Le Nouvelliste*, *La Croix du Nord*, *Le Courrier de Lille*.

<sup>167</sup> Mgr BAUNARD, *Les deux frères. Cinquante années de l'Action catholique dans le Nord : Philibert Vrau, Camille Feron-Vrau*, Maison de la Bonne Presse, Paris, 1910.

En octobre 1873, une commission qui affirme, pourtant, « son entière et absolue soumission [...] à tous les enseignements passés et futurs de la Chaire infallible de saint Pierre »<sup>168</sup> réfléchit à la question de la presse. Pendant les quelque 30 ans durant lesquels il participa à ces congrès, Philibert Vrau en suivit-il assidûment les travaux ? Selon les procès-verbaux des séances de cette commission, il n'y intervint qu'à de rares occasions, notamment en 1887, en 1888 et en 1892 à propos de la *Feuille du Dimanche* lancée par le propriétaire du *Journal de Roubaix*, sur la diffusion des suppléments de *La Croix* le dimanche dans les cabarets, et sur le rôle du curé dans la presse.

Pourtant comment ne pas croire qu'il était attentif aux travaux de cette commission lui qui, selon l'expression du chanoine Masquelier, « créait, subventionnait et dirigeait des journaux politiques et religieux, défenseurs de l'Église et propagateur de la vérité chrétienne »<sup>169</sup>, lui qui, lors de la préparation des congrès, avance le nom des intervenants.

Au début des années 1870, le constat est amer : « Alors que la presse irrégulière est puissamment organisée, pénètre partout, sait tout et, possédant de plus l'attrait du fruit défendu, trouve partout un nombre incalculable de lecteurs, la presse vraiment catholique existe à peine »<sup>170</sup>. Il est donc urgent de mettre « les ressources de l'imprimerie » au service de « la défense de la vérité catholique. » Les travaux de la commission se nourrissent de l'expérience d'autres pays : la Suisse, l'Allemagne et la Belgique d'où viennent témoigner plusieurs ecclésiastiques. La réussite de certains journaux locaux y est également présentée comme exemple à suivre. En dix-huit mois d'existence, *Le Nouvelliste de Lyon* a atteint un tirage de « 32 à 33.000 numéros par jour ». Son fondateur, Joseph Rambaud, fait une intervention remarquée sur le journalisme populaire lors de l'assemblée générale de 1880. La question qui se pose en effet aux membres de la commission est avant tout celle de ce journalisme populaire où « l'on s'adresse à un autre monde, à d'autres goûts, à d'autres instincts »<sup>171</sup>.

Le contenu des journaux est bien sûr la préoccupation première de la commission. Devant le succès des quotidiens à un sou, et, notamment dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, devant celui du *Petit Nord*, dirigé par les fils de l'ancien président du Conseil Jules Simon, force est de constater que les catholiques ont été largement devancés par leurs adversaires. Ils n'ont pas de journaux populaires, « la grande arme, la seule vraie dans ce siècle de jouissance et de bon marché ». Avec retard sur ses concurrents locaux, *La Vraie France* a bien lancé une édition à un sou, mais objecte le rédacteur en chef du *Propagateur* à son propriétaire du moment Auguste Scalbert, « ce n'est pas un journal populaire ».

Le modèle à suivre ne serait-il pas *Le Petit Journal* ? Tout ce qui intéresse le peuple « est vivant, d'une vie terre-à-terre ». Hélas, les catholiques montrent peu d'empressement à renseigner leurs journaux qui, par ailleurs, éprouvent bien des difficultés à trouver des correspondants, même en les payant. D'autant, constate le rédacteur en chef de *l'Emancipateur de Cambrai*, que « l'archevêché interdit au curé de s'occuper de journalisme et de propagande ». Cette remarque traduit bien l'attitude de la Hiérarchie de l'époque qui hésite encore à « se compromettre dans la presse ».

<sup>168</sup> Assemblée générale des catholiques du Nord et du Pas-de-Calais, 1874, rapport de Paul LAROCHE.

<sup>169</sup> Discours prononcé par le chanoine Masquelier, directeur de *La Croix du Nord*, le 16 mai 1909, Lille, Imprimerie de *La Croix du Nord*.

<sup>170</sup> Discours de Gustave Théry, lors de l'Assemblée générale des catholiques du Nord et du Pas-de-Calais en 1874.

<sup>171</sup> Assemblée générale des catholiques du Nord et du Pas-de-Calais, tenue à Lille du 24 au 28 novembre 1880, p. 201.

Plusieurs points font régulièrement l'objet de débats passionnés. La publication d'un feuilleton qui a ouvert la voie du succès à plus d'un quotidien ne fait pas l'unanimité. En 1880, *l'Emancipateur de Cambrai* l'a supprimé, tandis que l'hebdomadaire *le Pas-de-Calais* a une position plus nuancée : il « faut le choisir avec discernement ». Quinze ans plus tard, la question ne semble toujours pas tranchée. Un grand patron de la presse régionale, Jean-Baptiste Reboux, qui est à l'origine de plusieurs feuilles catholiques dont *Le Nouvelliste* et *La Dépêche*, est péremptoire : « Le feuilleton est indispensable. » Reboux a aussi le mérite de faire rebondir le débat sur un autre terrain celui des hommes qui font ces publications : « que l'on dirige vers le journalisme des jeunes gens intelligents et pleins de tact. » Le propriétaire du *Journal de Roubaix* déplore probablement, comme beaucoup en cette fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'abaissement du niveau du journalisme.

Les journalistes, il y aurait intérêt à ne pas trop leur laisser la bride sur le cou. En 1893, *Le Lillois* et *La Croix du Nord* s'invectivent à longueur de colonnes. Devant les polémiques qui s'engagent un peu trop facilement entre des rédacteurs, souvent seuls en poste, les membres de la commission s'interrogent sur la nécessité de créer des comités directeurs « qui empêcheraient les écarts ».

Depuis longtemps, la presse vit de la publicité. « Les annonces font la fortune d'un journal », la remarque revient, elle aussi, à plusieurs reprises. La commission en appelle aux « hommes d'affaires et industriels chrétiens qui donnent leurs annonces aux organes de la franc-maçonnerie et de la libre-pensée. » Au-delà de l'impact financier, deux types de réclame inquiètent la commission "presse" : les annonces financières et les annonces littéraires. Les premières laissent espérer des gains faciles et les secondes font la part trop belle aux auteurs maçonniques.

La diffusion de cette bonne presse est également l'une des préoccupations constantes du congrès. La loi de 1881 introduit notamment des facilités pour le colportage, les catholiques ne semblent pas savoir les utiliser. Et les mêmes questions se posent régulièrement. Faut-il créer une caisse centrale de colportage ? Comment être présent dans les cabarets ? D'autres relais, comme les coiffeurs, sont-ils possibles ? Certains congressistes préconisent la gratuité dans ces lieux fréquentés par les ouvriers, d'autres exigent la présence des « bons journaux » dans les gares, d'autres encore de les laisser traîner dans les trains.

En une bonne dizaine d'années, bien des progrès ont été accomplis. Stimulés par les encouragements du pape Léon XIII, les catholiques auraient rattrapé leur retard. Lors du congrès de 1885, la commission affirme sa satisfaction « le journaliste populaire et catholique est définitivement fondé dans notre province du nord de la France ». A Arras, le *Pas-de-Calais Hebdomadaire* a une diffusion de 37.000 exemplaires, à Lille, *Le Lillois* et *Nord Hebdomadaire* qui n'ont qu'un an d'existence tirent respectivement à 45.000 et à 7.000 exemplaires<sup>172</sup>. Le panorama dans le Nord et le Pas-de-Calais aurait suffisamment changé, la commission "presse" affirme que « le nombre de bons journaux est assez considérable et que de nouveaux organes trouveraient difficilement leur place. » Ce bel optimisme est cependant tempéré dix ans plus tard : les abonnés des journaux catholiques sont les moins nombreux.

## II - A chaque publication, sa cible

« Aux écrits, il faut opposer les écrits : que cet instrument, si puissant pour la ruine, devienne puissant pour le salut des hommes, et que le remède découle de la source même du poison. Dans ce but il est à désirer qu'au moins dans chaque

<sup>172</sup> Assemblée générale des catholiques, 1885, pp. 307-308. Le ministère de l'Intérieur donne un tirage moindre pour *Le Lillois* (30.000 exemplaires) et *Nord Hebdomadaire* (4 000 exemplaires), ADN, 1T 217/8.

province on crée quelque organe d'enseignement pour instruire publiquement le peuple des graves devoirs qui incombent à tous chrétiens à l'égard de l'Église, et cela au moyen de publications fréquentes et, s'il est possible, quotidiennes »

Philibert Vrau pouvait-il rester insensible à cette prescription du pape Léon XIII, en 1884, rappelée par le président de la commission "presse" Louis Cavrois<sup>173</sup> ? La discrétion avec laquelle l'industriel entoure son action, et particulièrement en faveur de la presse ne facilite pas le travail du chercheur. Et il faut souvent s'en remettre aux témoignages épars de son entourage ou de la police pour suivre cette action.

A la mort d'Auguste Scalbert, la société exploitant le quotidien *La Vraie France* créée en 1871<sup>174</sup> est dissoute. Les commanditaires cèdent leurs droits à Philibert Vrau. Une société dont la raison sociale est « Vittrant et Cie » est reconstituée, le 31 décembre 1885, entre le directeur du quotidien Alexandre Vittrant, ancien officier des zouaves pontificaux, et Philibert Vrau afin de poursuivre l'exploitation du journal. Le premier garde les prérogatives qui étaient les siennes dans l'ancienne société ; le second, tout comme son prédécesseur, possède un domaine réservé. Selon l'article 7 du contrat passé par les deux hommes, la ligne politique du journal est placée sous son contrôle ou celui de personnes qu'il désignerait, les rédacteurs sont nommés ou congédiés par lui. De même, clause apparemment nouvelle, se réserve-t-il un droit de regard sur les annonces.

Journal « légitimiste et clérical », selon la classification établie par la police, *La Vraie France* publie une édition grand format et une édition petit format. Leurs tirages respectifs sont de 3 000 et 6 000 exemplaires<sup>175</sup>. Ce quotidien est nettement distancé par *L'Echo du Nord*, *Le Petit Nord*, mais aussi par *Le Progrès du Nord* et *Le Courrier populaire*. Il se situe juste derrière la toute jeune *Dépêche* mais devant *Le Nouvelliste*. L'imprimerie du journal est chargée depuis mars 1885 de la fabrication d'un hebdomadaire catholique *Le Lillois*. Alexandre Vittrant est également directeur et rédacteur en chef d'une autre publication *Nord Hebdomadaire*<sup>176</sup> situé dans les mêmes locaux que *La Vraie France*, 17 rue de Pas.

La société « Vittrant et Cie » dure un peu plus de cinq ans. En août 1891, elle est dissoute. Elle est remplacée par une société dirigée par Le Chauff de Kerguenec de la Blanchetière qui, dès janvier 1892, cède la place à une nouvelle entité « Morel et Cie » dont Philibert Vrau est toujours le commanditaire. Henri Morel semble avoir hésité avant d'en prendre la direction. Malgré l'aide qu'il reçoit chaque année de son commanditaire, le journal est dans une situation précaire. Le 1<sup>er</sup> mars 1888 déjà, les deux éditions ont été fusionnées. *La Petite Vraie France* n'a pas réussi à conquérir un public populaire. L'adjonction de travaux de ville qui ferait d'Henri Morel, selon le trait d'humour de Philibert Vrau, « le Dubar de *La Vraie France* »<sup>177</sup>, peut-elle sortir la société de ses difficultés ? En tout cas, le filateur lui donne une autre assurance : il continuera à subventionner la société à hauteur 15 000 F par an « jusqu'à ce qu'elle puisse se suffire ». Surtout, il lui dit sa conviction que « la presse est une question

---

<sup>173</sup> *Ibid.*, p. 302.

<sup>174</sup> Le journal a été fondé en février 1871 par le comité royaliste de Lille sous le nom de *L'Echo français*. Il est devenu *La Vraie France* le 26 août 1871.

<sup>175</sup> ADN, 1T 217/8. Statistiques du tirage des journaux suite à une note du ministère de l'Intérieur du 6 février 1885.

<sup>176</sup> LEPREUX Georges, *Nos journaux*, tome 1, 1896.

<sup>177</sup> Gustave Dubar est le directeur de *L'Echo du Nord* et actionnaire principal depuis la modification de la société en novembre 1891. Le journal possède une importante imprimerie de labeur assurant de nombreux travaux.

capitale ». « Cela, poursuit-il, expliquerait pourquoi *La Vraie France*, quoique dans une situation toujours précaire, vit toujours »<sup>178</sup>.

Quotidien fidèle au grand format, *La Vraie France* fait une large place à la politique. Dans sa région, elle souffre, se plaint-elle, de la concurrence des publications parisiennes de même sensibilité *La Vérité*, *Le Monde* et *L'Univers*. Elle ne se vend que par abonnement dont certains lecteurs, « des personnalités cléricales, note la police, paient jusqu'à quatre à cinq fois sa valeur »<sup>179</sup>. Elle n'est disponible au numéro qu'au kiosque de la gare de Lille.

En février 1897, son tirage n'est plus que de 1.500 exemplaires. Journal légitimiste et catholique, *La Vraie France* a vécu la disparition du comte de Chambord comme « une catastrophe », avant de s'aligner derrière le comte de Paris. Son ralliement à la constitution française, après la publication de l'encyclique *Au milieu des sollicitudes*, n'a probablement fait que précipiter la désaffection de ses lecteurs. Les chiffres manquent cependant pour être affirmatif. La situation est d'autant plus délicate que, depuis quelques années, Philibert Vrau a probablement réduit son aide au quotidien. Le 25 juin 1897, dans un éditorial intitulé « À nos lecteurs » et signé *La Vraie France*, le journal annonce sa disparition pour le 30 juin. Deux jours plus tard, le 27 juin, sort le dernier numéro de *Nord Hebdomadaire*<sup>180</sup>.

Depuis le 21 novembre 1889, Philibert Vrau accompagne une autre publication, *La Croix du Nord* supplément régional à *La Croix de Paris*, dont la sortie avait été annoncée à l'occasion du congrès des comités catholiques par son rédacteur en chef, l'abbé Henri Masquelier. Ce bihebdomadaire est imprimé sur les presses de *La Vraie France* contre une redevance modeste. « A bon compte », reconnaît le chanoine Masquelier, en février 1914 dans un article paru à l'occasion de la célébration du 25<sup>e</sup> anniversaire de son journal. Révélateur de la personnalité de Philibert Vrau, le directeur de *La Croix du Nord* n'aurait appris que tardivement l'origine de cette générosité. « Nous avons su plus tard que son propriétaire, M. Vrau, avait donné discrètement des ordres en conséquence », avoue-t-il. Nouvelle libéralité de l'industriel lillois, *La Croix du Nord* hérite des presses de *La Vraie France* lors de sa disparition. Elle devient même propriétaire du titre dont, à la veille de la Première Guerre mondiale, elle publie encore un numéro annuel « pour empêcher le nom de tomber dans le domaine public et d'être exploité par des indignes »<sup>181</sup>.

Nous n'avons pas retrouvé l'acte de création de *La Croix du Nord*. Un compte rendu du 4<sup>e</sup> congrès annuel de l'œuvre de *La Croix* établi par la police le 13 octobre 1893 fait de Philibert Vrau le propriétaire du journal. Selon une autre note datée du 28 octobre de la même année, *La Croix du Nord* lui coûterait « 30.000 F par an, malgré un rapport annuel de 20.000 F fourni par les annonces »<sup>182</sup>. Enfin, si l'on suit toujours la police, en juillet 1894, l'industriel ne consacrerait plus que 15.000 F pour les deux journaux *La Vraie France* et *La Croix du Nord*<sup>183</sup>.

En 1889, le siège du journal est fixé 5 rue des Poissonceaux. Cinq ans plus tard, la rédaction et l'administration du journal rejoignent, au 15 rue d'Angleterre, un « vaste et antique immeuble qui avait servi jadis de maison de famille [...] à des étudiants de l'Institut catholique de Lille ». Le bâtiment aurait été offert aux pères de

<sup>178</sup> Lettre de Philibert Vrau. Archives SJ Champagne M 1698

<sup>179</sup> ADN 1T 222/20, note du commissaire de police de Lille de février 1897.

<sup>180</sup> Ce dernier numéro ne se trouve ni aux ADN ni à la médiathèque de Lille.

<sup>181</sup> *La Croix du Nord* du lundi 16 février 1914.

<sup>182</sup> ADN M 157/8, dossier n° 318 du 28 octobre 1893.

<sup>183</sup> ADN M157/8 dossier n° 318 du 28 octobre 1893, et dossier n° 189 du 24 juillet 1894.

l'Assomption par Philibert Vrau qui, écrit le commissaire de police au préfet, « semble faire un dernier sacrifice en lui faisant cadeau de cet immeuble »<sup>184</sup>. Une lettre de Camille Feron-Vrau à son fils Paul ne permet pas d'être aussi affirmatif. Philibert Vrau était-il l'unique propriétaire de cet hôtel ? Dans ce courrier, Feron-Vrau invite son fils à obtenir, par l'intermédiaire de son oncle, l'accord de Mgr Sonnois, archevêque de Cambrai sur ce don, en lui faisant comprendre combien il représente « un secours providentiel pour la presse populaire catholique »<sup>185</sup>.

*La Croix du Nord* semble avoir tiré les leçons des travaux menés depuis plus de quinze ans par la commission "presse" de l'assemblée générale des comités catholiques du Nord et du Pas-de-Calais. Sa volonté est de s'adresser aux ouvriers. « Nos amis, ce sont les ouvriers... Notre *Croix* tend ses deux bras vers l'ouvrier, ainsi elle lui déclare son amour : venez à moi, je viens à vous » proclame, dans son éditorial du 24 novembre 1889, Cyr, pseudonyme sous lequel écrit Henri Masquelier. De petit format, elle fait une place aux échos et aux nouvelles régionales. Elle dispose surtout de structures de diffusion efficaces grâce à ses zéloteurs puis aux chevaliers de *La Croix* dont l'association est présidée par Paul Feron-Vrau.

Très vite *La Croix du Nord* dépasse *La Vraie France*. Son tirage atteindrait 4.000 exemplaires en 1890, 15.000 en 1891, 25.000 exemplaires en 1895<sup>186</sup>. Son succès précipite probablement la disparition des publications de même sensibilité : *La Vraie France*, mais aussi *Le Lillois* et *Nord Hebdomadaire*.

Quelques mois après la disparition de *La Vraie France*, les statuts de la Société anonyme de la *Croix du Nord* sont déposés par l'abbé Henri Masquelier, rédacteur en chef du journal, et Paul Feron-Vrau pour l'exploitation d'un journal et d'une imprimerie. Tous les deux ont souscrit huit parts chacun sur les 200 qui composent le capital. Philibert Vrau ne figure pas au nombre des actionnaires.

A-t-il cessé d'aider financièrement *La Croix du Nord* comme le laissait supposer la police dès 1893 ? Son neveu a pris le relais, mais Philibert Vrau reste attentif au devenir de ce journal. Que son Paul s'inquiète en janvier 1896 des intentions de l'archevêque de Cambrai à l'égard du quotidien, il lui répond : « Monseigneur est un ami caché qui ne veut pas avoir l'air vis-à-vis du gouvernement de favoriser son action » Et de le rassurer sur le maintien des trois prêtres qui y travaillent : « il ne refusera certainement pas de [les] conserver »<sup>187</sup>.

En 1899, la police le cite toujours en compagnie de son neveu et de toute la rédaction de *La Croix du Nord*, parmi « les notabilités qui, sous l'inspiration des pères assumptionnistes, prennent une part active à l'organisation catholique et à la diffusion de la bonne presse »<sup>188</sup>.

Les sources nous ont manqué pour déterminer exactement le degré d'implication de Philibert Vrau dans *Le Lillois*. Fondateur ou simplement bienfaiteur ? En décembre 1884, Victor Ducoulombier, ancien zouave pontifical, sort le premier numéro de cet hebdomadaire illustré dont le congrès des catholiques loue les vertus pendant les premières années de son existence. Dès avril 1885, Ducoulombier abandonne l'hebdomadaire qui est alors imprimé à *La Vraie France*. Même si son

<sup>184</sup> ADN M157/8 dossier n° 367 du 18 décembre 1893.

<sup>185</sup> Lettre du 7 août 1893 de Camille Feron-Vrau à son fils Paul, Archives des Jésuites de la province de Champagne.

<sup>186</sup> ADN 1T document n° 13 du 6 janvier 1896.

<sup>187</sup> Lettre de Philibert Vrau à son neveu Paul Feron-Vrau du 1<sup>er</sup> février 1896. Archives des jésuites de la province de Champagne.

<sup>188</sup> ADN, 6 V 44, rapport du commissaire de police de Lille au préfet du Nord, daté d'octobre 1899.

tirage, à ses débuts, lui permet de vivre aisément, on peut admettre qu'il a bénéficié, comme *La Croix du Nord*, de la générosité de Philibert Vrau en matière de tarifs d'impression. L'a-t-il subventionné ? En 1893, après la disparition du *Lillois* sous le poids de procès en diffamation, c'est en tout cas vers l'industriel qu'on se tourne pour le relancer : « le camp clérical désirerait faire revivre le journal satyrique *Le Lillois* et il a subi un refus formel de la part de M. Vrau »<sup>189</sup>, affirme la police le 28 octobre. Faut-il en déduire que l'industriel était l'unique bailleur de fonds de cette publication ?

Les liens entre *La Vraie France* et *Le Lillois* sont étroits. Des rédacteurs passent de l'un à l'autre, le cas est avéré pour Arthur Stoven<sup>190</sup>. Les liens entre *La Vraie France* et *Nord Hebdomadaire*, dont la formule est inspirée du *Pas-de-Calais Hebdomadaire* créé à Arras dès 1878, sont encore plus étroits. On l'a vu les deux publications cohabitent dans le même immeuble, elles ont le même directeur, elles disparaissent à la même date. Le bulletin politique de l'hebdomadaire est rédigé par le rédacteur en chef du quotidien. Les rôles ne sont-ils pas répartis entre les trois titres financés par la même personne ? Au *Lillois*, les lecteurs populaires de la ville ; à *Nord Hebdomadaire*, les ruraux, à *La Vraie France*, la bourgeoisie.

### III - Il les poussait au combat

Propriétaire ou mécène, Philibert Vrau était-il intervenu dans le contenu rédactionnel de ses journaux comme les contrats signés avec ses associés successifs dans *La Vraie France* lui en laissent le droit ? Dans les lettres qu'il a échangées avec les siens et que nous avons pu consulter nous n'en avons pas trouvé de trace. Nous sommes donc obligés de nous en remettre aux témoignages.

Dans le discours qu'il prononce en 1909, lors de l'inauguration des bustes de Philibert Vrau et de Camille Feron-Vrau à la cathédrale Notre-Dame de la Treille, le chanoine Masquelier affirme : « Il suivait de très près les journaux qu'il avait fondés et qu'il subventionnait avec une générosité inlassable. Il les conseillait, les inspirait et surtout les poussait au combat. » Chaque mercredi, des « membres de la section "presse" du comité catholique ainsi que des principaux rédacteurs de *La Vraie France*, du *Nord hebdomadaire*, du *Lillois* et aussi de *La Croix du Nord*... » se seraient ainsi retrouvés autour de lui rue du Marais. « On passait en revue les événements et les questions de la semaine, on les discutait aussi : M. Vrau aimait à voir ses lieutenants aux prises et même à les y mettre », poursuit le directeur de *La Croix du Nord*.

Lors du procès en béatification de Philibert Vrau, le père Joseph Peter apporte également, « d'après documents », un témoignage<sup>191</sup> sur l'attention que l'industriel lillois portait à la ligne éditoriale de son quotidien : « Il voulait suivre scrupuleusement les directions du Saint-Siège et il imposait au journal *La Vraie France* pourtant légitimiste dont il s'occupait, cette ligne de conduite de soumission absolue. Il entendait être absolument d'accord avec les idées du Saint-Père »<sup>192</sup>.

C'est cette obéissance au pape qui allait conduire le journal *La Vraie France* à se rallier. En 1892, après la publication de l'encyclique, le rédacteur en chef Gabriel Mailhard de la Couture écrivait « Le pape nous montre le chemin, suivons-le. »

<sup>189</sup> AND, M 157/8 Note du 28 octobre 1893.

<sup>190</sup> A l'Assemblée générale des catholiques du Nord et du Pas-de-Calais, il apparaît comme rédacteur en 1890 au *Lillois* et en 1891 à *La Vraie France*.

<sup>191</sup> Archives diocésaines de Lille, témoignage du père Joseph Peter, juillet 1935.

<sup>192</sup> Témoignage de Joseph Peter, session XLII, p. 689 et suivantes.

Le chanoine Masquelier évoque la présence conjointe des principaux rédacteurs de *La Vraie France*, du *Nord hebdomadaire*, du *Lillois* et aussi de *La Croix du Nord* lors de ces « réunions enflammées » du mercredi. Dans son livre, *Philibert Vrau et les œuvres de Lille*, Mgr Baunard affirme qu'« à partir de 1889, on voit M. Vrau disparaître de Lille chaque année, pendant neuf ou dix mois<sup>193</sup>. » Dès cette date, les réunions se firent donc plus irrégulières et les représentants des quatre titres ne s'y retrouvèrent en commun que peu de temps. *La Croix du Nord* ne fut créée qu'en novembre 1889 et *le Lillois* disparut dès juillet 1893. Encore la cohabitation entre les deux publications était-elle devenue difficile dans les derniers mois.

A-t-il pris la plume pour exprimer son opinion ? Aucun article ne porte sa signature alors que, par la suite, son neveu intervient dans *La Croix du Nord*. Son influence sur le contenu de ces journaux fut certainement importante. Les propos du directeur de *La Croix* devant le buste de Philibert Vrau en porte témoignage : « presque toujours, c'étaient des encouragements à aller de l'avant, à foncer sur le mal. Sa conclusion ordinaire était le cri de Jeanne d'Arc fondant sur ses ennemis : « Sus ! Sus ! Amis. Notre Seigneur les a condamnés. Ils sont nôtres ! »<sup>194</sup>. Si le langage n'est pas le même d'un camp à un autre, ces propos ne détonnent pas dans le milieu journalistique rude de l'époque. Ses encouragements ont-ils couvert les débordements de la presse catholique du Nord et notamment les excès du *Lillois* ? Journal antirépublicain dont la cible préférée est la municipalité de Géry Legrand, l'hebdomadaire dépasse en effet ses confrères dans l'antisémitisme et la dénonciation des francs-maçons. Nous nous garderons de répondre à la question, même si l'industriel figure sur une liste des membres de la Ligue antisémite française de Paris<sup>195</sup>.

Dès la première assemblée générale des catholiques du Nord et du Pas-de-Calais, le constat est établi. Devant le développement de la presse républicaine, les catholiques doivent encourager la création de journaux populaires.

La volonté ne suffit pas. Faute de savoir s'adapter, les quotidiens catholiques qui existent n'attirent pas. L'Église, méfiante à l'égard de cette presse, ne donne guère de signes d'encouragement. A Lille, il faut cependant attendre une dizaine d'années pour que des publications comme le *Lillois* ou *Nord Hebdomadaire* conquièrent un public populaire.

Cette impuissance à combattre sur son terrain la presse républicaine détermine probablement Philibert Vrau à soutenir généreusement ces nouvelles initiatives. Avec *La Vraie France*, racheté par le filateur peu après, les catholiques semblent disposer d'une palette complète de journaux.

La réussite ne récompense pas sa générosité. « Journal féroce »<sup>196</sup>, *Le Lillois* croule sous les procès après dix années d'existence. La désaffection des lecteurs entraîne dans la même chute *La Vraie France* et *Nord Hebdomadaire* alors que *Le Pas-de-Calais Hebdomadaire* survit jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

Seule *La Croix du Nord* s'impose, notamment grâce à une propagande et un système de diffusion originaux. Philibert Vrau accompagne ses débuts, il s'en dégage financièrement dès 1894. Pour quelle raison abandonne-t-il la presse ? On

<sup>193</sup> Mgr BAUNARD, *Philibert Vrau et les œuvres de Lille*, Maison de la Bonne Presse, Paris, non daté, p. 320

<sup>194</sup> *Ibid.*, p. 7.

<sup>195</sup> AN F7/12 459, document cité par Danielle DELMAIRE dans son ouvrage *Antisémitisme et catholiques, dans le Nord pendant l'affaire Dreyfus*, PUL, 1991.

<sup>196</sup> Le qualificatif est employé par Danielle DELMAIRE dans son ouvrage déjà cité plus haut.

peut difficilement se satisfaire de celle déjà avancée par la police en octobre 1893 : « Il vient de signifier au parti clérical qu'il n'acceptera plus aucune œuvre quelle qu'elle soit au passif. » Il s'en éloigne au moment où son interprétation de l'encyclique *Rerum novarum* semble différente de celle de son beau frère Camille Feron-Vrau. Il reste cependant convaincu de l'importance de la presse comme le prouvent les courriers qu'il échange par la suite avec Victor Canet lors de la préparation des différents congrès des comités catholiques.

Son neveu Paul et l'abbé Masquelier font de *La Croix du Nord*, à côté d'autres journaux catholiques *La Dépêche* et son édition du soir *Le Nouvelliste*, mais aussi *Le Journal de Roubaix*, un grand quotidien. La presse catholique a-t-elle rattrapé son retard ? Dans le département du Nord à côté de *l'Echo du Nord* et du *Progrès*, un redoutable concurrent, le quotidien socialiste *Le Réveil du Nord* qui séduit les ouvriers, commence lui aussi une longue carrière.

## Portraits comparés et relations de Philibert Vrau et Camille Feron-Vrau

*Thibault Tellier, maître de conférences, Lille 3*

« J'ai dès ma plus tendre enfance été lié d'une amitié très intime avec Monsieur Vrau, et traité par ses parents comme un véritable fils [...] Je suis devenu son beau-frère en 1861 ; par suite de circonstances de famille, il est devenu en 1870 notre hôte. J'ai donc vécu depuis 39 ans entre le frère et la sœur, dans une situation unique au monde serais-je tenté de dire ».

Ainsi s'exprime Camille Feron-Vrau dans une lettre adressée à la fin du mois de mai 1905 au recteur des Facultés catholiques de Lille Mgr Baunard, au sujet de l'hommage que l'établissement universitaire souhaite rendre à la mémoire de Philibert Vrau décédé quelques jours plus tôt<sup>197</sup>.

En donnant comme titre *Les deux frères* à son ouvrage sur l'action catholique conduite par Philibert Vrau et Camille Feron, Mgr Baunard a durablement installé l'image d'une fraternité indissociable au service de Dieu<sup>198</sup>. Si la représentation est effectivement assez juste comme en témoigne en particulier la très riche correspondance échangée par les deux hommes tout au long de leur vie<sup>199</sup>, il n'en reste pas moins possible de dégager des traits de caractère ainsi que des modes d'action propres à chacun d'entre eux.

Dans cette communication, il sera d'une part question des relations entre les deux hommes et d'autre part, de l'engagement spécifique de Camille Feron-Vrau étant donné que ce colloque est consacré à Philibert Vrau. Médecin de formation, son œuvre a été fortement marquée par la lutte contre les logements insalubres. Combat qu'il mènera jusqu'à l'extrême fin de sa vie. C'est donc ce thème qui sera en particulier traité.

### I - Les relations entre Philibert Vrau et Camille Feron-Vrau

Dix huit mois à peine séparent les deux hommes. Philibert est né le 19 novembre 1829 et Camille le 23 juillet 1831. Les deux familles, toutes les deux dans le négoce, sont très liées.

« Philibert Vrau et Camille Feron s'aimèrent dès leur plus jeune âge » écrit Mgr Baunard. Les deux jeunes garçons deviennent inséparables lors de leur séjour en pension durant leur scolarité au collège. En 1849, Camille Feron passe avec succès son baccalauréat ès lettres et est envoyé pour préparer le baccalauréat ès sciences en vue de devenir médecin. De la séparation des deux jeunes hommes, semble-t-il douloureuse, va naître une abondante correspondance, environ soixante dix lettres. C'est cette fois Camille Feron qui doit secourir Philibert. Ce dernier, tout imprégné de lectures philosophiques, connaît en effet une crise de conscience. Le mariage de sa sœur Sophie et son installation à Lyon est pour lui également un déchirement. L'occasion pour Camille de lui rappeler quelques principes simples :

<sup>197</sup> Projet de lettre de Camille Feron-Vrau adressée au recteur des Facultés catholiques de Lille, 30 mai 1905. Sauf indication contraire, l'ensemble des sources citées provient des archives de l'entreprise Vrau à Lille, conservées et classées par Xavier Theyry.

<sup>198</sup> Mgr BAUNARD, *Les deux frères. Cinquante années de l'Action catholique dans le Nord*, Paris, 1911.

<sup>199</sup> J'adresse mes remerciements à Monsieur Xavier Theyry pour m'avoir communiqué la copie d'une grande partie de la correspondance échangée entre Philibert Vrau et son beau-frère.

« Tu as été tant de fois mon consolateur que je puis bien essayer d'être le tien, une fois au moins. Tu vas perdre ta sœur, je conçois ta tristesse mais enfin il faut bien en prendre ton parti : je me suis bien habitué moi, à la séparation de mes parents, de mes frères, de mes amis, de mon bon Philibert. C'est la première séparation que tu éprouves, il faut, non penser à toi, mais penser à tes parents pour qui, la privation de ta sœur est au moins aussi sensible qu'à toi. Remplace donc ta sœur auprès d'eux, mon bon Philibert, appartiens dorénavant davantage à la vie de famille puisque tu as à y tenir la place de deux »<sup>200</sup>.

Camille met aussi en garde Philibert contre la tentation de l'isolement intérieur dont ce dernier pourrait être la victime : « Tu t'écarterais ainsi de la règle de vie que tu es résolu de suivre dans l'avenir ». Mais il attend les mêmes conseils de la part de son ami : « Je te donne ces conseils, poursuit-il, parce que je veux autant que possible fortifier ton côté faible, je compte sur ton amitié pour en faire autant à mon égard et j'en ai besoin ». La conversion de Philibert Vrau en 1854 ne put que réjouir Camille Feron.

Après neuf années d'études, le 20 août 1858, Camille Feron soutient sa thèse de doctorat. Il décide alors de rentrer à Lille afin de s'y installer comme médecin. Désormais, les deux amis, l'un comme industriel, l'autre comme médecin, peuvent unir leurs forces en vue de l'action qu'ils entendent mener conjointement en faveur des œuvres chrétiennes.

Presque aussitôt, Camille Feron est nommé médecin du bureau de bienfaisance de Lille. Les besoins en assistance médicale sont alors énormes dans la ville industrielle. A la veille de l'agrandissement de la ville, Pierre Pierrard estime à 17.000 le nombre d'indigents sur une population de près de 80.000 habitants<sup>201</sup>. Les quatre communes annexées en apporteront près de 3.500 supplémentaires dont la moitié pour Wazemmes seule. Ses talents médicaux le font également remarquer de l'école nationale de médecine de Lille et de son directeur. Ce dernier lui confia des cours puis une chaire de professeur adjoint. Rapidement, Camille Feron se fit un nom dans le domaine médical. Sur le plan personnel, ce dernier songea à se marier. Il présenta alors sa demande auprès du père de Philibert afin de demander la main de sa fille Marie. Mais ce dernier refusa. Selon Mgr Baunard, les motivations sont d'ordre financier, étant donné la situation plus que précaire à cette date de l'entreprise Vrau. Deux ans plus tard, le mariage put toutefois avoir lieu. Il fut célébré à Lille le 29 juillet 1861. Comme l'a écrit Henri Masquelier, les deux amis « frères de cœur depuis toujours, l'étaient devenus par les liens du sang »<sup>202</sup>. De l'union entre Camille Feron et Marie Vrau devait naître cinq enfants, quatre fils et une fille. Un seul, Paul, né en 1864, devait atteindre l'âge adulte.

Quatre ans après son mariage, Camille reçut une proposition pour le moins surprenante. La mère de Philibert lui suggéra de rejoindre son fils au sein de la fabrique familiale. D'une part, ce dernier n'était plus en mesure de faire face seul à la forte croissance de l'usine car son père François-Philibert était en mauvaise santé, d'autre part, il fallait assurer une descendance à l'affaire familiale. Sans doute un peu avec regret, Camille Feron accepta. Collaborateur de son beau-frère et de son beau-père, il fut, peu de temps après la mort de ce dernier, admis dans la société *Philibert Vrau et Cie*. C'est par ailleurs en 1873 que le couple Feron, suivant en cela une coutume en vigueur chez les industriels du Nord, obtint par décret officiel l'autorisation de joindre à leur nom de famille celui de Vrau. Désormais on parlerait de Philibert Vrau et Camille Feron-Vrau.

<sup>200</sup> Lettre de Camille Feron-Vrau à Philibert Vrau, 14 février 1850.

<sup>201</sup> Pierre PIERRARD, *La vie ouvrière à Lille sous le Second Empire*, Editions Corlet, 1991, p. 197.

<sup>202</sup> Henri MASQUELIER, « Les contemporains, Camille Feron-Vrau », archives Vrau, PV 23.

C'est donc en premier lieu au sein de l'entreprise familiale que les « deux frères » vont unir leurs efforts en vue d'en faire une véritable usine chrétienne sur le modèle de l'usine du Val-des-Bois développée par Léon Harmel à la même période.

En 1874, au cours du congrès des œuvres de Lyon, Camille Feron-Vrau présente ses thèses. De son point de vue, il est indispensable de procéder à une reconquête chrétienne de l'atelier.

Pour cela, il a mis en place dans l'entreprise familiale toute une série de mesures destinées à y parvenir. C'est en effet lui qui se charge de ce que l'on appellerait aujourd'hui l'action sociale auprès des ouvriers. Pour cela, il peut également compter sur l'aide de son épouse. Plus tard, c'est sa belle-fille, Germaine Feron-Vrau, qui s'y investira. Quant à Philibert, il se charge des relations extérieures avec les fournisseurs et de l'action catholique en général. Mgr Baunard, dans son ouvrage, définit ainsi la répartition des tâches entre les deux hommes :

« A l'usine [...] celui qui fait jaillir de son génie industriel les ressources nécessaires à son immense charité, c'est Philibert. Celui qui, d'autre part, met son bonheur comme son devoir à doter la Maison Vrau et Cie de ces institutions morales, charitables, religieuses, familiales, qui en feront le type accompli de l'usine chrétienne, c'est Camille »<sup>203</sup>.

L'une des principales mesures prises consiste à proscrire la mixité au sein des ateliers. Très rapidement, les Vrau font appel à des religieuses pour encadrer les ouvrières. Preuve qu'il s'agit bien d'une œuvre commune de Camille et Philibert, c'est ce dernier qui, dans une lettre du 21 décembre 1875, s'adresse au Supérieur de la Congrégation de la Providence de Portieux afin d'obtenir des sœurs « pour la surveillance, la direction, et le patronage des ouvrières ». Il rappelle en particulier l'œuvre déjà accomplie dans le cadre des ouvriers et qui permet à des jeunes filles, de continuer à recevoir « la bonne et salubre influence des dignes sœurs qui les ont élevées et qui peuvent ainsi les suivre encore pendant les années les plus dangereuses de la vie ». Ainsi, conclut-il, il s'agit donc de parfaire l'œuvre d'amélioration morale, « pour l'âme des ouvrières que Dieu nous a confiées à notre garde de patrons »<sup>204</sup>.

Dans l'usine Vrau, située place du Concert, la vie religieuse est effectivement omniprésente. Des objets religieux sont installés dans tous les ateliers. Des prières sont dites au début et à la fin de chaque journée de travail.

Camille Feron-Vrau apprend le métier de patron. Bientôt, il parvient à mêler les exigences de la moralité avec les contingences économiques. Ainsi, explique-t-il, la présence religieuse omniprésente dans l'usine répond certes avant tout à des critères spirituels, mais en même temps, l'objectif économique n'en est pas absent : « Une ouvrière bien préparée moralement travaille mieux ; elle s'intéresse à la maison ; il n'est pas nécessaire de la surveiller, car elle se surveille elle-même. L'ordre moral influe sur l'ordre matériel ; et cet antagonisme entre patrons et ouvriers finit par disparaître, car sa raison d'être s'évanouit » explique-t-il au cours de l'assemblée générale des catholiques du Nord – Pas-de-Calais de 1881.

Camille Feron-Vrau mettra également en place avec l'assentiment de Philibert des conseils, l'un pour les femmes, l'autre pour les hommes. Chacun est composé

<sup>203</sup> *Les deux frères, op. cit.*, pp. VIII-IX.

<sup>204</sup> Archives Vrau, IV, 4. En 1892, Camille Feron-Vrau demandera l'arrivée d'une septième sœur, au motif qu'il existe « un groupe de magasinnières et de petites filles de 12 à 18 ans qui échappe jusqu'ici à l'influence directe des Sœurs ». Lettre en date du 14 septembre 1892, *ibid.*

des responsables de salle ainsi que d'un représentant désigné de chaque atelier<sup>205</sup>. L'aumônier de l'usine participe aussi à ces réunions.

Mais l'action engagée par Camille Feron-Vrau n'a pas pour seul terrain d'expérience l'usine familiale. L'ambition est beaucoup plus large : il s'agit d'étendre à l'ensemble de la métropole lilloise les préceptes de l'action chrétienne menée sur Lille. C'est ainsi que l'industriel lillois, avec l'aide de Philibert, crée un groupement professionnel basé sur les règles chrétiennes. Il devient ainsi vice-président de l'association des patrons chrétiens. Il fut également à l'origine de la création de nombreuses organisations professionnelles comme la Corporation chrétienne de Saint-Nicolas pour les ouvriers ou bien d'associations comme Notre-Dame de l'Usine.

L'ambition de Camille Feron-Vrau est bien complémentaire de celle de son beau-frère : faire de Lille et de ses environs une « Cité sainte ». Pour y parvenir, il fallait multiplier les œuvres, qu'elles soient purement spirituelles comme celle de l'Adoration nocturne, chère à Philibert, ou plus corporatistes comme celles de Camille Feron-Vrau. Si la plupart d'entre elles sont en réalité communes, la création des facultés catholiques en est un des meilleurs exemples, il n'en reste pas moins que la question du logement, question éminente à cette période, fut avant tout l'œuvre de Camille. Médecin de formation, il avait pu se rendre compte, au cours de ses quelques années de pratique, du caractère dramatique de cette question, en particulier à Lille.

Selon Masquelier, l'insuffisance et l'insalubrité des logements constituaient l'une des misères ouvrières qui le frappaient et l'apitoyaient le plus. Le logement constituant également une part essentielle du plan de rechristianisation de la population ouvrière envisagé par les Vrau, il n'y a guère de surprise à ce que Feron-Vrau en fit l'un de ses principaux engagements.

## II - Camille Feron-Vrau et la question des logements ouvriers

En 1898, le *Bulletin de la Société industrielle du Nord de la France* publie l'étude de Camille Feron-Vrau intitulée « Des habitations ouvrières à Lille en 1896 ». Elle avait été initialement lue devant l'Association des patrons à laquelle Feron-Vrau appartenait. Ce mémoire avait en outre reçu une médaille d'or au Concours de la Société Industrielle. Dans l'introduction, l'ancien médecin lillois rappelait que la question du logement de la famille ouvrière était de toutes celles qui concernent les classes laborieuses, « incontestablement la plus importante, au double point de vue de l'hygiène et de la morale ». De son point de vue en effet, il s'agissait pour l'ouvrier de disposer d'un foyer « et de jouir pleinement et en toute sécurité de tous les avantages qu'il est en droit d'en attendre »<sup>206</sup>. C'est un travail de grande ampleur, basé sur l'enquête de terrain, qui est ainsi conduit par l'industriel lillois puisque pas moins de 1 350 logements (7 600 personnes concernées) ont été étudiés. Pour mener à bien cet ouvrage, ce sont les sœurs de la Société Saint-Vincent-de-Paul qui ont été choisies. C'est en effet à partir des familles visitées par cette organisation charitable à laquelle Feron-Vrau appartient depuis 1865 que l'enquête a été conduite. Quant aux divisions territoriales, c'est l'échelon paroissial qui a été retenu selon qu'il appartienne à ce que l'ancien médecin appelle le « Vieux Lille », le « Nouveau Lille » et la « banlieue »<sup>207</sup>.

<sup>205</sup> Xavier THERY, *Philibert Vrau, le commis-voyageur de Dieu*, Tournai, 2002, p. 148.

<sup>206</sup> Camille FERON-VRAU, « Des habitations ouvrières à Lille en 1896 », *Bulletin de la Société industrielle du Nord de la France*, 1898, 108 pages.

<sup>207</sup> La distinction entre anciens et nouveaux territoires se fait à partir l'extension territoriale de Lille en 1858.

En tout, 1.358 questionnaires qui une fois traités, donneront lieu à publication, soit l'édition de quinze monographies paroissiales d'environ vingt pages chacune en moyenne, constituant ainsi un matériau de premier ordre pour la connaissance des questions de logement à Lille à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Pour Camille Feron-Vrau, l'aspect matériel du problème est indissociable de l'aspect moral. Il n'est d'ailleurs pas étonnant que les deux auteurs auxquels il se réfère soient Louis Villermé et César Binaut, tous deux médecins, et qui, dans leurs enquêtes respectives, avaient justement mis en avant l'interaction profonde entre précarité matérielle et pauvreté morale<sup>208</sup>.

Du point de vue matériel, Camille Feron-Vrau dénonce en particulier le manque d'espace qui caractérise les logements ouvriers et qui se traduit par un manque d'air et de lumière. Selon sa grille d'analyse, les familles ouvrières ne disposent en moyenne que de la moitié du minimum d'air respirable indispensable à une vie normale. L'exiguïté des lieux entraîne également des comportements que selon Camille Feron-Vrau, « la pudeur chrétienne veut couvrir d'un voile discret » et qui viennent « trop souvent alors offenser les regards, la modestie et la conscience de ceux qui y assistent en témoins plus ou moins involontaires »<sup>209</sup>.

La conception du logement ne peut toutefois suffire à expliquer la remise en cause des bonnes mœurs. Le voisinage est également à prendre en compte. Il y a toujours selon Feron-Vrau « des importuns » qui entravent la vie du ménage dans sa partie morale plus encore que dans sa partie matérielle. De ce point de vue, la présence nombreuse de cabarets dans la ville est en soi une explication à ce désordre des âmes. Ici, les préoccupations morales de l'auteur sont en effet complémentaires de celles de Philibert Vrau.

Dans sa conclusion, l'ancien médecin esquisse une série de mesures qui doivent aboutir à la mise en place d'une réforme qui devra être portée conjointement par des organisations comme la Société de Saint-Vincent-de-Paul et l'administration municipale. Trois conditions préalables sont requises : le logement ouvrier devra être salubre, moral, économique. Feron-Vrau songe alors à la construction de nouveaux logements, pour une partie d'entre eux individuels. La loi de 1894 sur les Habitations à Bon Marché lui paraît être un moyen adéquat pour y parvenir. Il est pour cela nécessaire de multiplier à partir d'initiatives privées les sociétés immobilières.

Si les propositions de Camille Feron-Vrau sont effectivement complémentaires du dessein de Philibert Vrau de faire de Lille une « Cité sainte », on peut néanmoins relever, semble-t-il, une spécificité propre à l'ancien médecin. L'approche semble moins spiritualiste que celle de son beau-frère. Ainsi, l'impact politique et social d'une telle réforme ne lui échappe pas. Comme pour le fondateur des HBM, Jules Siegfried, il paraît évident que faire de l'ouvrier le propriétaire de son logement, c'est en faire également un défenseur de l'ordre social existant.

En particulier, Feron-Vrau perçoit nettement les risques d'une révolte sociale due à la crise urbaine : « Rien de plus contraire à l'esprit chrétien que les quartiers exclusivement pauvres, ou exclusivement riches. Le pauvre en contact trop absolu avec ses pareils, s'appauvrit davantage ; encore et loin d'eux le riche se confine dans son égoïsme. Tous nous avons besoin ici bas de vivre au voisinage des uns et

<sup>208</sup> Louis René VILLERME est l'auteur du *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers dans les fabriques de coton, de laine et de soie*, enquête parue en 1840 principalement à partir d'études menées à Lille et Rouen. Quant au docteur BINAUT, il est l'auteur d'un mémoire paru en 1843 sous le titre : *Situation matérielle et morale des pauvres patronnés par la Société*. La Société en question est la Société lilloise de Saint-Vincent-de-Paul.

<sup>209</sup> Camille FERON-VRAU, *op. cit.*, p. 60.

des autres »<sup>210</sup>. Formule d'une remarquable actualité à l'heure de la promotion de la mixité sociale dans nos villes.

Sur le plan des réalisations, celles-ci demeurèrent modestes. Ni l'Association des patrons dont il était vice-président ni la Société industrielle du Nord ne voulurent s'engager en faveur de la construction de logements ouvriers. C'est donc au sein de la Société de Saint-Vincent-de-Paul que Camille Feron-Vrau œuvra jusqu'à la fin de sa vie sur cette question.

Il créa ainsi au sein de la paroisse Sainte-Marie-Madeleine à Lille une société immobilière qui se rendit propriétaire au numéro 23 de la rue des Pénitentes d'un immeuble dans lequel furent aménagés 40 logements pour des familles ouvrières : la Maison de Sainte-Marie-Madeleine<sup>211</sup>.

Dans la présentation qu'il fit devant ses collègues de cette réalisation, Camille Feron-Vrau en appela à la reproduction de tels projets dans toutes les autres paroisses de Lille mais cet appel resta dans l'ensemble lettre morte. Néanmoins, la question du logement ouvrier demeura pour Camille Feron-Vrau une question essentielle sinon primordiale.

Encore dix mois avant sa mort, en mars 1907, il présentait devant le Conseil central de la Société de Saint-Vincent-de-Paul un nouveau rapport sur les *Habitations ouvrières*. Il est vrai que lui-même, devant les cercles catholiques d'ouvriers de Lille en 1887, reconnaissait déjà que la classe dirigeante se montrait indifférente à l'action que lui et d'autres avaient engagée au sujet des questions sociales.

Il est sans doute bien difficile de faire la part de chacun dans les projets menés pendant près d'un demi-siècle par ceux que Mgr Baunard appela les « deux frères », le cas de l'Université catholique de Lille est un des meilleurs exemples. Tous deux poursuivent la même quête spirituelle ainsi que le même apostolat au sein de la grande ville industrielle du Nord. Y a-t-il eu pourtant des différences d'approches entre les deux hommes ?

Bien évidemment, après leur mort, les écrits, les témoignages concernant ces derniers sont tous allés dans le sens de l'unité. Un seul point échappe pourtant à cette règle, même chez les plus fervents zélateurs de la famille Vrau : il s'agit de l'application de l'encyclique *Rerum novarum*. Selon l'auteur d'une étude sur Philibert Vrau, ce dernier aurait volontairement négligé la question ouvrière, la laissant totalement à son beau-frère Camille Feron-Vrau<sup>212</sup>. Si les deux dirigeants étaient en accord sur le traitement à suivre concernant cette question, un seul point de divergence exista entre eux à ce sujet : selon Alain Delaporte, Philibert Vrau fut très rapidement favorable aux thèses émises par l'abbé Lemire et la mouvance démocrate chrétienne. Il leur ouvrit pour cela les colonnes de *La Croix du Nord*. Lui-même était acquis à la constitution de syndicats séparés patrons-ouvriers comme le prévoyait le texte pontifical. Camille Feron-Vrau, au contraire, restait attaché à la forme des syndicats mixtes. Selon Henri Masquelier, il s'agissait d'ailleurs d'une véritable fracture au sein des dirigeants de l'Association des patrons chrétiens. Lors de l'une de leurs réunions à Mouvaux sur ce sujet, il est question de « débats vifs »,

<sup>210</sup> *Ibid.*, p. 91.

<sup>211</sup> Lors de l'exposition internationale de Lille en 1902, la société anonyme des logements ouvriers de Sainte-Marie-Madeleine de Lille reçut pour son œuvre une médaille d'argent. La dite société appartenait au comité des HBM de l'arrondissement de Lille.

<sup>212</sup> Alain DELAPORTE, *Un grand patron chrétien Philibert Vrau*, mémoire sous la direction de Félix-Paul Codaccioni, Université de Lille III, 1973, p. 104.

de « séances orageuses » au cours desquelles le nom de Léon Harmel auteur de la célèbre formule « Rien sans les ouvriers » a été au cœur des débats<sup>213</sup>.

En revanche, même si on ne connaît pas de prise de position de Philibert Vrau sur la question des logements ouvriers, il semble acquis qu'il partageait les vues de son beau-frère à ce sujet. En 1894, en déplacement à Toulouse, il écrit à Camille pour lui faire part de son assentiment concernant l'enquête que ce dernier engage : « Je crois que tout ce qu'on fera dans le sens d'une étude pour l'amélioration est excellent. Jamais on ne pourra assez faire pour lutter contre la misère. Peut-être les résultats auxquels on pourra arriver ne seront-ils que partiels ; mais au moins aura-t-on travaillé à frayer la voie et accompli son devoir »<sup>214</sup>. Si les moyens diffèrent, évaluer la misère des logements pour l'un, pratiquer l'Adoration nocturne pour l'autre, tous les deux poursuivaient le même dessein : rendre à Dieu la cité lilloise.

Ces différentes approches laissent toutefois présager des bouleversements profonds au sein de l'action catholique à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Si Philibert Vrau demeure dans une approche très contemplative, ce qui n'empêche nullement les réalisations concrètes, Camille Feron-Vrau, de son côté, envisage son action en partie du point de vue des rapports entre patrons et ouvriers. Ainsi, il se montrait fidèle au message de Léon XIII de 1891 qui commandait aux catholiques de prendre en compte les bouleversements engendrés par la révolution industrielle. Toutefois, une étude de l'action de Camille Feron-Vrau témoigne des différentes réponses apportées à la sollicitation pontificale. Si l'industriel lillois se montra effectivement très réservé concernant les organisations professionnelles ouvrières suggérées par Léon XIII, il se montra en revanche plus ouvert sur les possibilités de participation des ouvriers dans le domaine du logement, n'hésitant pas, par exemple, à prôner la création de coopératives ouvrières. S'il s'agit bien sûr d'en faire avant tout « une école de moralisation permanente », il n'en reste pas moins que cet exemple suggère une évolution du regard porté par certains dirigeants catholiques sur la classe ouvrière à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Changements dont la portée se fera surtout sentir après 1918.

---

<sup>213</sup> « Les contemporains, Camille Feron-Vrau », op. cit., p. 11.

<sup>214</sup> Lettre de Philibert Vrau à Camille Feron-Vrau, 26 novembre 1894.

## **Les conférences Saint-Vincent de Paul** *Christian Verheyde, président des CSVP, Lille*

Le peu de temps dont je dispose me force à ne retenir que quelques grandes lignes de l'activité débordante de Philibert Vrau à la vice-présidence, puis à la présidence des conférences du Nord et du Pas-de-Calais de la Société de Saint-Vincent-de-Paul de 1872 à 1905.

A travers ses lettres et les comptes-rendus qui parurent après sa mort, je garderai quelques têtes de chapitre montrant, chaque fois par un ou plusieurs exemples, un trait de son caractère.

### **I - Philibert Vrau dans la région**

**Le 10 novembre 1886 à l'âge de 57 ans, Philibert Vrau, confrère de la Société de Saint-Vincent-de-Paul depuis plus de 30 ans, accepte la présidence du conseil central de Lille (dont il était le vice-président depuis près de 15 ans). Ce conseil groupe les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais. Philibert Vrau succède à Charles Kolb-Bernard, fondateur, en novembre 1838, de la première conférence de Saint-Vincent de Paul dans le Nord (soit 5 ans et demi après la première conférence de Charité fondée par Frédéric Ozanam et ses amis à Paris). Après près de 50 ans de présidence, Charles Kolb-Bernard pousse Philibert Vrau à accepter sa succession qu'il assumera jusqu'à sa mort le 16 mai 1905.**

En 1870, Lille est une ville de 75.000 habitants, qui atteindra 220.000 habitants en 1900. C'est une ville malsaine, insalubre en de nombreux quartiers. Rappelons-nous le vers de Victor Hugo évoquant la vie de familles vivant dans des caves : « Caves de Lille, on meurt sous tes plafonds de pierre ». C'est en 1853, qu'Alexandre Desrousseaux écrit sa Canchon dormoire, autrement dit « Le P'tit Quinquin ». Et c'est en 1874, qu'est créé le marché de Wazemmes.

Lille compte alors plus de 3.000 estaminets où l'on boit le genièvre et « l'amer du pays », (produit d'un mélange de macération d'oranges douces, d'oranges amères et de citron auxquels on joint des fruits tombés, de sirop de sucre, d'alcool et d'eau). La situation sanitaire est déplorable. En 1843, une étude très approfondie de la Société de Saint-Vincent-de-Paul de Lille révèle que « un tiers à peu près des pauvres est affecté de maladies chroniques qui influent sur la constitution des individus atteints et sur leur progéniture »<sup>215</sup>.

En 1877, une enquête du Docteur Wintrebert : « la mortalité des enfants du 1<sup>er</sup> âge dans la ville de Lille » montre que sur 5.903 naissances, il y a 1314 décès d'enfants entre 0 et 1 an, soit un taux de mortalité de 22,26 %.

*Bien que nous ne possédions plus les archives de cette époque, les membres de la famille Vrau ont gardé le souvenir que Philibert serait entré au conseil central (alors appelé conseil provincial) en 1855 ou 1856. C'est en tout cas ce qu'indique le compte-rendu de la réunion plénière du samedi 4 novembre 1905.*

On possède une première lettre signée de sa main, en tant que vice-président du conseil central de Lille, en date du 16 mars 1872 adressée à monsieur le doyen de Carvin. Sa dernière missive, datée du 2 mars 1905, est adressée à monsieur Calon, président général de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, qu'il remercie de participer à la prochaine assemblée générale du dimanche 14 mai. Le président général sera l'un des derniers à le voir vivant (sa lettre du 17 mai à Camille Feron-

<sup>215</sup> Société de Saint-Vincent-de-Paul de Lille Rapport sur la situation matérielle et morale des pauvres patronnés par la Société Edité par Lefort à Lille et par Leclere à Paris, octobre 1843, pp. 21-22.

Vrau). Environ 1800 lettres concerne son activité de vice-président, puis de président du conseil central de Lille.

**Le conseil central de Lille regroupe la totalité des conférences des deux diocèses de Cambrai et d'Arras (puisqu' l'évêché de Lille sera créé seulement en 1913). Pendant sa vice-présidence, il recevra la mission de développer les conférences du Pas-de-Calais. En avril 1894, il sera nommé membre du conseil général de la Société de Saint-Vincent-de-Paul par le président national Antonin Pagès.**

Quand Philibert Vrau prend la présidence, la Société de Saint-Vincent-de-Paul, dans la province ecclésiastique, comporte moins de 90 conférences. A sa mort, on compte 268 conférences (219 pour le diocèse de Cambrai et 49 pour celui d'Arras) et 4.206 membres actifs. La Société a souffert énormément de la circulaire Persigny du 16 octobre 1861 qui restreignit considérablement l'activité de la Société l'empêchant de se réunir et causant la disparition de nombreuses conférences. Philibert Vrau, alors secrétaire du conseil central, en rend compte dans un courrier du 9 mars 1889.

On a peine à imaginer ce que pouvait être l'obstacle des distances. Il fallait, en 1875, 3h25 pour aller, en train, de Lille à Bapaume (environ 55 kilomètres) et, en 1887, plus de 2 heures pour aller, de Lille à Saint-Omer « Nous comptons partir de Lille à 12h47, passer à Ascq à 12h58 et arriver à Cysoing à 13h36 » (pour faire environ 15 kilomètres, le 19 septembre 1887). En 1900, il faut quatre heures pour venir de Paris à Lille et les trajets en automobile sont des plus exceptionnels. Il faut avoir recours à la correspondance ou aux déplacements pour échanger les informations :

« Monsieur et cher confrère (il s'agit de monsieur Halloy à Béthune)... Il y a eu dans le temps une conférence à Douvrin, dont M. de Beaumont était, pensons-nous président ; nous ignorons si elle existe encore. Pourriez-vous nous renseigner à ce sujet... Vous vous rappelez sans doute que l'année dernière, il avait été question de Norrent-Fontes. L'un de nous y a été, mais n'a pas réussi alors. N'avez-vous plus entendu parler de rien de ce côté ? Nous serions désireux d'apprendre que M. le curé n'a pas abandonné son idée... »

Pendant plus de 30 ans, il va sillonner régulièrement les deux départements pour rencontrer, animer et sensibiliser les responsables de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, visiter curés et directeurs d'écoles, créer de nouvelles conférences partout où cela est possible, même dans les plus petites communes. Il n'aura de cesse de les regrouper (au sein de conseils particuliers, dans les villes ou sur un petit secteur) de manière à ce que ces conférences ne soient pas isolées, surtout en secteur rural. Dans une lettre du 30 décembre 1872 à l'évêque d'Arras, il précise : « Partout où il sera possible, de relier quelques conférences voisines par un conseil particulier, nous le ferons. Nous pensons que c'est le moyen le plus efficace pour soutenir les conférences des petites localités qui, par elles-mêmes, n'auraient pas assez de puissance pour se soutenir ».

**On remarque que cette association d'hommes catholiques bénévoles laïques est très proche des clercs : prêtres, frères des Écoles chrétiennes, évêques. Toutes les assemblées générales se déroulent en présence de l'archevêque de Cambrai et de l'évêque d'Arras qui sont consultés sur la date de la tenue de l'A.G., et qui donnent souvent une instruction pendant la journée. Le 17 avril 1875 au cardinal Régnier, archevêque de Cambrai :**

« Le conseil central, en remerciant votre Grandeur de la haute marque de bienveillance qu'elle daigne témoigner à nos confrères en venant présider notre assemblée générale du 2 mai prochain, croit devoir vous faire savoir que la réunion aura lieu à trois heures de l'après-midi au local ordinaire des réunions chez les Frères, rue de la Monnaie.

Comme votre Grandeur restera peu de temps à Lille et qu'il lui sera impossible d'aller à Loos, le vice-président du conseil osera-il solliciter l'honneur de vous posséder quelques instants soit avant, soit après la séance pour prendre un instant de repos et une légère réfection. Il serait infiniment touché et reconnaissant de cette insigne faveur.

Daignez agréer, Monseigneur, l'hommage du profond respect avec lequel j'ai l'honneur d'être de votre Grandeur le très humble et obéissant serviteur »

**Bien souvent, on interroge les curés de paroisse pour obtenir leur aide précieuse pour la constitution d'une conférence. C'est par eux que l'on passe très souvent pour créer une conférence. Les exemples sont légion.**

## II - Persuasion

Sa persuasion est énorme. Il pousse les membres de la Société à agir. Il les dynamise, les encourage, les soutient. Il possède un don remarquable pour déceler les futurs responsables et une conviction hors du commun (peu arrivent à lui résister). Il les encourage à ne pas démissionner, comme par exemple dans sa lettre du 26 novembre 1889 à monsieur Vandewynckèle à Comines :

« Vous exagérez les difficultés. Vous ferez ce que vous pourrez. Nous savons que nous pouvons compter sur votre bonne volonté... J'espère donc, monsieur et bien cher confrère, au nom de notre Société de Saint-Vincent-de-Paul, pour l'honneur de nos conférences, que vous ne récuseriez pas la charge qu'on vous a imposée. Si vous désiriez en causer, je suis tout à votre disposition et vous verrais avec grand plaisir un de ces mercredis »

A monsieur Eugène Duthoit, le 28 juin 1904 :

« J'ai vu hier monsieur Butruille. Je lui ai fait pressentir la demande qu'on devait lui adresser. Il s'est récrié, alléguant son incompetence et ses nombreuses occupations. Je crois, néanmoins, étant donné son grand dévouement à notre Société, qu'il finira par céder aux instances qui lui seront faites ».

A monsieur Lecomte le 26 octobre 1897 :

« Je comprends les raisons qui vous empêchent d'accepter un rôle actif au conseil central. Mais je viens vous demander, dans le cas où le choix de vos confrères du conseil particulier se porterait sur vous pour remplacer M. Auguste Vandewynckèle de ne pas refuser. Votre influence, la considération dont vous jouissez, nos relations d'affaires même vous permettent d'exercer une action sur place qui, sans vous, prendra beaucoup de temps.... »

Le 25 août 1887 il apprend le départ de monsieur Alliod de la conférence Saint-Pierre à Calais. Dès le 30, il adresse une longue lettre à monsieur Alliod qui lui a dit (le malheureux !) qu'il habitait Aire/lys :

« Je suis heureux de constater que votre zèle pour la Société de Saint-Vincent-de-Paul ne s'est pas refroidi avec le changement de résidence... Je voudrais depuis longtemps voir un conseil particulier s'établir à Aire. Pour cela il faudrait créer quelques conférences dans les environs.... »

## III - Conférences

Philibert Vrau **crée** ou ranime de fort nombreuses conférences. Il a un don certain pour ce genre d'activités. Il avance ses pions avec maestria. En témoigne la lettre au doyen de Carvin le 16 mars 1872 :

1) « Un des nos confrères d'Arras nous a fait part de l'espoir qu'il y aurait peut-être de fonder à Carvin une conférence de Saint-Vincent-de-Paul.

2) Nous serions très heureux, monsieur le doyen, que cette pensée puisse se réaliser et nous nous mettrions volontiers à la disposition de ceux qui voudraient en prendre l'initiative pour les aider à inaugurer leurs travaux.

3) Il n'est pas nécessaire, vous le savez, que les membres soient nombreux ; au début trois ou quatre personnes de bonne volonté suffisent. L'essentiel est que l'on soit animé d'un bon esprit. Le but des conférences de Saint-Vincent de Paul n'est pas d'embrasser toutes les œuvres mais de faire du bien à soi-même en se livrant aux œuvres de charité. On peut commencer très modestement.

4) Si vous pouviez, monsieur le doyen, indiquer un jour où on pourrait réunir quelques-uns de vos Messieurs les mieux intentionnés, nous pourrions nous tenir au milieu d'eux car j'ai bon espoir que les choses réussiraient au gré de vos désirs.

5) Nous serons aidés par nos confrères d'Arras dont l'ardente charité cherche à propager l'œuvre dans les localités qui les entourent.

6) Monseigneur d'Arras, sur l'initiative duquel les conférences du Pas-de-Calais ont été rattachées au conseil central de Lille, a bien voulu tout récemment nous accorder toutes ses bénédictions et ses encouragements.

7) Nous voudrions pouvoir lui présenter bientôt, comme témoignage de nos efforts, l'offrande de quelques conférences nouvelles.

Veillez agréer, monsieur le doyen, l'hommage du profond respect avec lequel je suis en Notre Seigneur, votre humble et dévoué serviteur. »

Façon d'avancer ses pions :

1. on invoque la demande d'autres confrères.
2. on se met à la disposition de l'interlocuteur.
3. on rassure : pas besoin d'être nombreux.
4. on passe la main : indiquez donc un jour.
5. on sera aidé par les autres qui, eux, ont déjà créé une conférence.
6. on se réfère à l'évêque d'Arras. C'est lui qui veut.
7. il serait tellement content qu'on lui fasse plaisir.

Veut-on un autre exemple ?

«... Je ne voudrais pas abuser de votre obligeance, ni trop vous déranger. Je viens donc vous demander tout simplement ce que vous pourriez faire. Si vous connaissez M. l'abbé Delylle, le supérieur, vous pourriez peut-être lui écrire en lui parlant du collège Notre-Dame des Dunes et lui disant que j'ai l'intention d'aller le voir pour l'entretenir de ce projet. Si, au contraire, vos occupations vous le permettaient, le mieux serait d'aller le voir. Quoiqu'il en soit, je ne vois pas la possibilité pour moi d'effectuer ce voyage avant un mois ou deux ; mais ce sera bien tard eu égard à la rentrée scolaire... (Le 21 septembre 1887 à M. Leroy à Dunkerque)

Il n'hésite pas à convaincre les personnes qu'il connaît par ses autres et multiples activités. On ne prendra que la lettre qu'il adresse le 3 décembre 1874 à monsieur Laversin à Lillers :

« Lorsque l'un de nous a eu le plaisir de vous voir et de vous entretenir de la possibilité d'établir une conférence de Saint-Vincent-de-Paul à Lillers, vous avez eu la bonté de nous promettre votre concours. Nous n'avons pas perdu de vue votre promesse, ni les généreux efforts que vous étiez disposé à tenter et si nous avons tardé à vous écrire pour vous demander où vous en étiez, c'est que nous savons qu'il faut un temps nécessaire pour arriver à la réalisation et que nous avons été nous-mêmes détournés de ces soins pendant une partie de l'été... Aujourd'hui que nous allons pouvoir suivre le développement d'une œuvre qui nous est si chère, nous serions bien heureux de savoir ce qu'il vous a été donné

de faire, persuadé que si vous n'avez pas fait plus, c'est qu'on ne le pouvait pas ».

Des conférences naissent jusque dans les plus petites communes ne dépassant pas 2 à 3.000 habitants. En 1880, la conférence de Rebreuve comprend 17 membres actifs « tous animés d'un bon esprit de charité et de zèle ».

**Certaines conférences sont fort nombreuses. Ainsi la conférence de Saint-Christophe à Tourcoing atteint le chiffre de 97 et à Armentières il y a 57 membres dans cinq conférences.**

#### *IV - confrères*

Il est proche des membres de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, ses confrères. Que de lettres de remerciements pour l'accueil qu'il a reçu, pour l'acceptation d'une nouvelle responsabilité, pour une élection, pour prendre part à une peine, pour encourager, pour relancer les présidents abattus, démoralisés. Il écrit ainsi en janvier 1873 au président de Hesdin : « nous avons lu avec le plus grand intérêt votre lettre du 4 décembre. La situation de votre conférence ne nous paraît pas si triste que vous paraissez l'estimer et nous voudrions bien les voir toutes dans une situation analogue », pour féliciter de l'envoi des fiches statistiques annuelles auxquelles il tient beaucoup car elles rendent compte de la vie et de la vitalité des conférences, pour rappeler les retardataires (13 en 1880) et ... les remercier quand ils ont envoyé les fiches qui sont étudiées avec soin. « Dans votre commune, il n'y a plus de concubinage, ni d'enfants illégitimes. Bien peu pourraient en dire autant et c'est certainement là une des œuvres qui plaît le plus au bon Dieu ... » (22 mars 1876 à M. Thuillier). On y note les progrès, on comprend les difficultés et on essaie de les résoudre. C'est le bon moyen de connaître la vie des conférences, leur évolution, leurs difficultés et leurs projets. Il répond ou fait répondre à toutes les lettres provenant des responsables de conférences. Il demande qu'on veuille bien lui communiquer les noms des partants de manière à ce que la conférence du lieu puisse les accueillir. Il relance les confrères, en suscite d'autres de manière à pouvoir lancer de nouvelles conférences. A monsieur Martinez à Marquise, il écrit le 20 mars 1875 : «... Je prends la confiance de vouloir bien vous occuper de la reconstitution de la conférence de Marquise. Nous ne doutons pas qu'avec votre concours et l'appui de votre zèle, on n'arrive à former bientôt une bonne conférence.... ». A un autre : M. Bonnière le 18 janvier 1876 : « ... Vous aviez eu la bonté de nous parler d'Auxi-le-Château. Etes-vous parvenu à y faire quelque chose ? Nous le souhaitons de tout notre cœur et nous l'apprendrons avec plaisir... ». On relance ceux qui sont en retard. On s'étonne du peu d'empressement à s'abonner aux revues du Mouvement, à régler les offrandes pour le conseil central ou le conseil général... On accompagne vraiment les conférences. C'est un véritable travail de secrétariat, mené comme une entreprise. Toujours prêt à accueillir dans sa maison de la rue du Pont neuf :

« ... P.S. – pour le vendredi 28, M. Feron et moi, nous comptons sur M. Butruille et sur vous. Vous ne refuserez pas notre modeste hospitalité. Tâchez de nous arriver dans l'après-midi pour que nous ayons le temps de causer » (Lettre du 20 janvier 1887 à M. Hazard)

« Je me fais une fête de vous revoir et de causer avec vous des intérêts de notre Société qui nous sont si chers » (27 juin 1887 à M. Masure à Tourcoing)

« Merci de la bonne journée que nous avons passée hier ensemble » (7 juin 1887 à M. Hazard à Douai, vice-président du conseil central, plus particulièrement chargé des conférences du Pas-de-Calais.)

Chaque année, au moment de l'assemblée générale qui réunit l'ensemble des confrères du Nord et du Pas-de-Calais (on atteint parfois 3 à 400 personnes) Philibert Vrau envoie une correspondance pour inciter les membres à venir jusque Lille.

En 1887, par exemple, pour l'assemblée générale du 1<sup>er</sup> mai, entre le 3 et le 5 avril, il envoie 30 lettres aux différents présidents des conseils particuliers. Il se « fait une joie de les retrouver en très grand nombre. Ce sera pour nous un très grand bonheur que de nous trouver avec nos confrères en cette circonstance. »

## V -Tournées

Il agit en incontestable directeur commercial. Il établit une véritable toile d'araignée, constituant un réseau de conseils particuliers et en allant les visiter fort souvent. Pendant de nombreux mois de l'année, il fait ses petites « excursions » qui sont de véritables tournées fort bien élaborées. On se croirait dans une agence de voyage. Dimanche 24 février 1889 : Hazebrouck. Lundi 25 Morbecque et Merville. Mardi 26 : Cassel et Steenvoorde. Mercredi 27 : Bailleul, le tout étant accompli soit en train, soit en voiture et toujours accompagné de l'un des membres de l'un ou l'autre conseil particulier de la région. On pourrait reprendre chaque conseil particulier et annoncer le même programme : 3 février : Douai ; 10 février : Valenciennes, 17 février : Boulogne ; 24 février : Hazebrouck ; 24 mars : Le Quesnoy ; 31 mars : Avesnes.

Toutes ces visites sont évidemment précédées de demandes de rendez-vous et suivies de lettres de remerciements.

« Vous avez bien voulu, ainsi que nos chers confrères, me témoigner le désir de recevoir de moi une petite visite. Une occasion se présente qui me permettrait de voir nos confrères le Mardi 12 de ce mois. Je dois me rendre à Hesdin le lundi et pourrais passer à St Pol le mardi dans l'après-midi ou vers le soir. J'aurais été très heureux d'assister à une réunion. Je ne voudrais cependant pas déranger les habitudes de la conférence qui se réunit généralement le vendredi. Je vous laisse donc apprécier ce qui serait possible à cet égard. Je me mets à la disposition à partir du moment de l'arrivée de la voiture d'Hesdin jusqu'au soir où j'espère trouver un moyen de retourner à Arras. Inutile de vous dire, cher confrère, combien je serai heureux de revoir cette conférence de St Pol que j'ai vu naître en quelque sorte et à laquelle je suis profondément affectionné ». (Lettre du 1<sup>er</sup> mai 1874 au président de St Pol)

« Puisque vous voulez bien accepter le dimanche du Bon Pasteur, comme jour de réunion, je me rendrai avec plaisir auprès de vous ce jour-là et compte arriver à Bapaume vers midi et ¼ par le train partant de Lille à 8h50.... » (Lettre du 30 mars 1875 au président de la conférence de Bapaume)

« Je me propose d'aller à Cambrai dimanche prochain et je serais heureux de vous y rencontrer. Je pourrais même si vous le désiriez, faire avec vous quelques visites à nos plus anciens et meilleurs confrères. Je pourrais être à votre disposition, après Vêpres, mais je passerai chez vous en arrivant vers 1h1/2 pour prendre rendez-vous à l'heure qui vous conviendra le mieux Je serai heureux en cette circonstance de me trouver quelques instants avec vous et de pouvoir causer de nos chères conférences » (Lettre du 16 décembre 1886 à M. Louis Pagniez à Cambrai)

« Je vous remercie de commander une voiture pour le lundi qui sera consacré à nos excursions ; nous en aurons besoin probablement toute la journée. Vous savez qu'il s'agit du lundi 10 septembre. J'ai peur que vous n'ayez compté sur le lundi de la semaine prochaine ». (Lettre du 30 août 1901 à M. Alexandre Faidherbe)

« ...Voici ce que je pourrais faire. Partir de Lille à 11h47 de manière à être à St Amand à 12h50. Je verrai M. le Supérieur du collège Notre-Dame des Anges et nous pourrions partir si vous le voulez bien de manière à être à Valenciennes à 3h ½ ce qui permettrait de fixer la réunion à 4h. Dites-moi si nous pourrions y arriver plus tôt. Quant au jour, M. Giard nous laisse le choix à l'exception pourtant du dimanche et du lundi. Je vous proposerais mercredi prochain ou s'il y avait quelque empêchement le mercredi suivant 21 septembre. A la rigueur un jeudi pourrait également me convenir... ». (Lettre du 7 septembre 1887 à M. Devaux à Valenciennes).

Jusqu'à la fin de sa vie, il accomplira des tournées dans tous les secteurs des deux départements du Nord et du Pas-de-Calais. Le 24 février 1905, on apprend qu'il rentre d'un long voyage (professionnel ? vincentien ?). Ce sera le dernier. Mais jusqu'à là, « presque tous nos dimanches sont pris par d'autres excursions. Il vaudrait donc mieux choisir un jour dans la semaine, le mercredi ou le jeudi par exemple » confie-t-il le 19 octobre 1887 à monsieur Choqueel, notaire et président du conseil particulier de Bergues. A un autre (M. Jacquot à Rosendaël) le 23 février 1889 : « ... je suis presque toujours absent les premiers jours de la semaine jusqu'au Mercredi soir et les autres jours souvent tenu par des réunions dans l'après-midi... ».

Il n'hésite pas à relancer : « ... M. Vrau demande notamment à quel point on est pour la fondation de la conférence de Solesmes qui s'annonçait dans les meilleures conditions. Il vous serait reconnaissant de le tenir au courant de vos démarches et de leurs résultats... » écrit Paul Delepoulle le 11 novembre 1904 à monsieur Charpentier à Cambrai. Le même jour de Paul Delepoulle à monsieur Parmentier à Steenvoorde : « ... M. Vrau vous serait reconnaissant de vouloir bien lui dire où l'on en est pour la constitution du conseil particulier de Steenvoorde. M. Vrau attache la plus grande importance à cette fondation dont il vous a d'ailleurs entretenu... » .

## VI - Conseil central

Il développe le conseil central qui va devenir l'élément essentiel. Dès son élection à la présidence ; il réorganise tout : 3 nouveaux membres entrent au conseil central. Il va régulièrement en augmenter le nombre, pour atteindre 174 membres, ce qui permet de mailler l'ensemble des deux départements. Il fait appel aux présidents de conférence ou à des confrères expérimentés de toutes les grandes localités de la région. Les présidents des conseils particuliers sont de droit membres du conseil central. D'autres membres sont cooptés par le conseil central sur proposition généralement de Philibert Vrau. Le conseil se réunit 2 ou 3 fois par an : vers la fête de l'Immaculée Conception (8 décembre ) aux environs de la fête de saint Joseph (19 mars ) et de saint Vincent de Paul (19 juillet ). Au cours de ces réunions « sont traitées toutes les questions qui intéressent notre Société. Elles permettent de suivre le développement de la Société dans votre arrondissement ». A monsieur Dehaine à Hazebrouck, il précise le 20 février 1889 : « ... Et de traiter dans ces réunions tout ce qui est de nature à perfectionner notre modeste rôle de zélateurs de la charité... » Le bureau, composé de 12 membres, se réunit tous les mois en soirée (normalement le quatrième vendredi) « parce que les membres de Lille ne sont pour la plupart libres que dans la soirée ». Les membres du bureau, pour des raisons de déplacement, sont tous lillois. Là aussi, beaucoup de persuasion, un peu d'entregent, la volonté de faire prospérer la Société de Saint-Vincent-de-Paul. Les membres du conseil central (membres ou non du bureau) le représentent aux réunions régulières que tiennent les conseils particuliers au moins une fois par an.

« Bien cher confrère,

Vous rendez assez de services à la Société de Saint-Vincent-de-Paul pour que vous ne soyez pas étonné si le conseil central désire vous ouvrir ses rangs. Vous connaissez les charges que cela impose. Elles ne sont pas bien considérables. Il y a 2 ou 3 réunions par an et chacun y vient dans la mesure du possible. Seulement on a le grand avantage d'être mêlé plus intimement au fonctionnement charitable de l'œuvre et on est à même d'en mieux comprendre l'esprit.

Nous espérons donc que vous n'hésitez pas à nous accorder cette satisfaction. Ce sera à la grande joie de tous.

Une de nos réunions plénières doit avoir lieu le 11 novembre. Nous comptons pouvoir vous y inviter.

Veillez agréer, mon bien cher confrère, l'expression de mes plus affectueux sentiments ». (Lettre du 15 octobre 1896 à monsieur Louis Desrumaux à Lille)

Philibert Vrau nomme au moins 2 membres par conseil particulier (il y a, en 1904, 21 conseils particuliers dont 3 dans le Pas-de-Calais) ; comme cela : « et dans les cas où l'un ou l'autre d'entre vous serait empêché d'assister aux réunions, il y aurait au moins toujours quelqu'un pour représenter Hazebrouck » (23 juin 1887 à monsieur Deberdt). Cependant, il ne semble pas très regardant sur l'assiduité des membres du conseil central : « ... si la distance et vos occupations sont un obstacle, il ne faut pas vous laisser arrêter par cela. Vous ferez ce que vous pourrez... » indique-t-il à monsieur de Lyon à Montreuil à qui il vient de faire la proposition d'intégrer le conseil central., Il se préoccupe, cependant, des confrères absents à ces réunions

« ... nous avons été très étonnés de ne pas voir à la réunion du 6 juillet M. Léon Martin, d'autant plus qu'il avait assisté à la réunion précédente et qu'il ne nous a rien fait savoir pour celle-ci. Pourriez-vous vous informer discrètement du motif et nous le faire savoir ? Nous ne supposons pas qu'il y ait rien qui ait pu froisser notre bon confrère. Peut-être était-il absent à ce moment ? Vous le saurez facilement et nous ferez grand plaisir en nous tirant d'incertitude » (Lettre du 9 juillet 1887 à M. Alliod à Calais).

Comme il se déplace perpétuellement, il ne comprend pas toujours pourquoi ses collègues du conseil central ne peuvent assister aux réunions : « Puisque vous allez à St Omer, vous auriez pu venir à Lille »

Aussitôt après la réunion du conseil central, il écrit à ceux qui n'étaient pas présents. Il projette de les rencontrer rapidement.

## VII - Secrétariat

Le secrétariat semble bien organisé. C'est son beau-frère : Camille Feron-Vrau qui se charge essentiellement des relations avec le conseil général (Philibert fait partie du conseil d'administration depuis 1894). Toutes les demandes d'agrégation sont établies par Camille Feron-Vrau. Mais il y a énormément de courrier et Philibert Vrau se plaint (c'est le 4 juin 1887) « d'un encombrement de lettres qui a empêché notre trésorier de vous en aviser... ».

Mais, par contre, il ne semble pas que l'on tienne à des contacts suivis avec d'autres mouvements.

Quand il est absent, le courrier suit son cours, sous les signatures des vice-présidents ou du secrétaire ; mais on sent bien que les décisions attendront le retour du « vénéré président » :

« ... Au retour de M. Vrau, je lui ferai remettre votre lettre et si M. Vrau juge qu'il y a lieu de donner suite à votre proposition, il vous proposera un rendez-vous. Pour ma part, il m'est impossible de prendre une décision, même de donner un conseil autorisé en lieu et place de M. Vrau. Aucun des vice-présidents ne voudra le faire non plus et plus on parlera de votre lettre, moins le secret sera gardé... » (Extrait d'une lettre en date du 1<sup>er</sup> décembre 1900 de Paul Delepoulle à monsieur Eugène Darras).

A monsieur Louis Pagniez, président du conseil particulier de Cambrai qui, le 16 juillet 1901, estime que monsieur Vrau fait trop de tournées dans le Cambrésis, le bureau du conseil central, sous la signature de Paul Delepoulle, après en avoir pris connaissance, en sa réunion du 27 juillet, en l'absence de monsieur Vrau, estime qu'il ne peut pas se « ...résoudre à conseiller à M. Vrau d'abandonner cette entreprise si merveilleuse de propagande, à laquelle il s'est voué avec l'ardeur que vous connaissez.... Nous continuons donc à estimer qu'il serait utile de faire une tournée à la date que M. Vrau a indiquée ».

On constate l'importance et le développement du conseil central par le nombre de lettres adressées aux confrères : un seul cahier (500 pages) de copies de lettres est suffisant pour les années allant de 1872 à 1881), puis nous comptons 77 pages pour les années 1881 à 1886. Cela s'emballa ensuite : 300 pages du 20 novembre 1886 au 22 septembre 1887 ; 500 pages du 18 octobre 1887 (le cahier commence seulement à la page 8) au 24 octobre 1888 ; 503 pages du 24 octobre 1888 au 29 novembre 1889. Nous ne possédons pas les cahiers entre le 30 novembre 1889 au 6 janvier 1896. Ensuite un cahier de 600 pages entre le 6 janvier 1896 au 3 décembre 1897 ; puis un autre de 503 pages (qui ne commence qu'à la page 51) du 8 décembre 1897 au 22 janvier 1900. Le cahier suivant de 600 pages couvre la période du 25 janvier au 19 août 1901. Le suivant démarre le 27 août qui nous mène, 600 pages plus loin, au 11 septembre 1903. Le dernier cahier couvre en 602 pages la période du 15 septembre 1903 au 27 avril 1906, marquant la fin de la présidence de Philibert Vrau et le début de celle de son successeur Paul Delepoulle.

L'activité du secrétariat est débordante : 9 lettres écrites et signées de Philibert Vrau pour la seule journée du 23 juin 1887. Entre le 30 septembre (14 lettres pour ce seul jour) et le 7 octobre 1889, il écrit et signe 45 lettres à la fois à des confrères absents à la réunion du conseil central du 29 septembre et réalise une prospection épistolaire dans les localités où il n'y a pas de conférence.

Philibert Vrau signe donc de très nombreuses lettres surtout pendant la première partie de sa présidence. Il est ensuite aidé par plusieurs secrétaires bénévoles, comme Maurice Gonnet, Camille Feron-Vrau, Paul Bernard, Paul Delepoulle. Dans les dernières années, il fait surtout répondre mais s'intéresse très certainement au suivi des réponses. Il est toujours appelé monsieur Vrau ou « *notre vénéré président* », mais jamais Philibert Vrau.

Une autre caractéristique des courriers de Philibert Vrau est que souvent au dessous de la date apparaît le nom du saint dont c'est la fête le jour même : 17 octobre : saint Calixte ; 22 juillet : sainte Marie-Madeleine ; 23 octobre : mois du très saint Rosaire.

On notera également une totale discrétion sur les enveloppes pour deux raisons invoquées à plusieurs reprises : discrétion interne et discrétion externe, même si l'adresse de Philibert Vrau apparaît pour la première fois sur un courrier en date du 8 mai 1876 avec la mention « les lettres doivent être adressées à M. Vrau, rue du Pont neuf 11 ».

« P.S. – je remarque sur l'enveloppe de votre lettre une indication imprimée que, je crois, vous feriez bien de supprimer. Nous n'avons pas besoin de faire connaître à la poste les documents qui émanent de nos conférences, pour ne pas attirer l'attention sur notre Société. Sans doute il n'y a pas grand inconvénient. Mais je crois que c'est rester dans l'esprit de notre œuvre que de supprimer toute indication » (le 4 novembre 1889 à M. Vandewalle à Calais)

## VIII - Les jeunes

Philibert Vrau insiste particulièrement sur la place que les jeunes doivent prendre dans la Société de Saint-Vincent-de-Paul. Il est vrai que moins de 50 ans après la création de la première conférence à Paris, les responsables paraissent souvent âgés, en mauvaise santé, parfois proches de fin de vie.

Ce sont fréquemment des notables : notaire, avocat, professeur d'université catholique, président de tribunal, négociant, filateur, agent des contributions, contrôleur des tabacs. Un certain nombre est noble. Peu de responsables sont de condition modeste. On remarque toutefois des marins.

Donc, Philibert attache une importance extrême au développement des « petites » conférences dans les écoles, les institutions. A de nombreuses reprises, il affirme sa confiance dans la jeunesse :

« Voilà pourquoi nous sommes désireux de voir les conférences s'établir dans les maisons d'éducation. C'est là que nous devons trouver les apôtres pour plus tard et si nous en avons dans toutes les maisons, chaque village un peu important aurait bientôt sa conférence et vos jeunes instituteurs trouveraient alors à appliquer leur zèle » (Lettre du 15 mars 1875 à monsieur Vittu, professeur et président de la conférence de Dohem).

« Et quel moyen plus sûr d'y arriver (à la nourriture spirituelle) que de s'occuper des jeunes gens, de les suivre et de leur faire éviter ainsi l'éveil des mauvaises doctrines de notre époque... » (Lettre du 15 mars 1875 à monsieur de Givenchy, président de la conférence d'Eperlecques).

Très vite, il essaie de constituer des conférences de jeunes dans les maisons d'éducation et monsieur Canet, professeur aux facultés catholiques et membre du conseil central, est chargé de cette mission de création et d'animation.

En 1887, « Il y a 12 ou 13 Maisons d'éducation de la région qui ont des conférences de jeunes. 7 ou 8 nouvelles vont se fonder après la rentrée scolaire » Lettre du 21 septembre 1887 à monsieur Hennion à Estaires. Et il ajoute : « Nous attachons la plus grande importance à ces petites conférences. D'abord, parce que c'est un moyen de répandre l'esprit de charité et de le répandre dans tous les milieux ; ensuite, parce que c'est un moyen de vous préparer des confrères zélés pour l'avenir... ». Il n'hésite pas à demander aux supérieurs des maisons d'éducation de lui fournir les noms des élèves qui quittent l'école. Pourquoi ? : « Il leur sera facile, en effet, s'il existe des conférences dans les localités où ils vont s'établir, d'aviser à les y rattacher, en les mettant en rapport avec les présidents. Nous pourrions peut-être aussi employer leur concours pour la création de nouvelles conférences » (Le 26 juillet 1887 à monsieur l'Abbé Durand à Dunkerque).

Dès son élection à la présidence, il se mobilise auprès des directeurs d'école ou de collège pour le développement des conférences. Il accomplit de véritables campagnes de promotion, particulièrement au moment du départ en vacances. La lettre est également envoyée au président de la conférence du lieu, accompagnée de consignes pour l'épanouissement des œuvres.

« ... Ne pensez-vous pas que la visite de M. Canet pourrait être l'occasion d'une petite fête pour la conférence et même pour un certain nombre de jeunes gens de l'établissement. Le but de nos réunions n'étant pas moins d'établir entre les membres les liens de la cordialité et de la bonne confraternité que de les porter à la visite des pauvres. .... Je sais quelques maisons d'éducation où après la messe dite à l'intention de la conférence, un petit déjeuner a été offert aux membres actifs et honoraires et on entendait par membres honoraires les jeunes gens... Ailleurs, la réunion, qui a lieu le soir, doit être suivie d'un thé avec quelques gâteaux. Je ne vous indique cela que comme indice des dispositions que nous rencontrons et nullement pour tracer un programme. Je suis assuré par avance que vous me saurez gré de vous avoir suggéré l'idée... » (le 23 janvier 1888 à M. le Chanoine Mortreux à Douai).

« Voilà pourquoi, nous avons toujours considéré comme une œuvre excellente les conférences des maisons d'éducation ; elles font connaître à nos jeunes confrères qui entrent dans la vie, un horizon de souffrance et de misère, de patience et de résignation dont ils ne se douteraient peut-être pas, et qu'ils ne connaîtraient sans doute jamais bien sans elles. Une fois entrés dans la voie de la charité, ils ne pourront qu'y progresser et deviendront des hommes utiles à la société en même temps que l'honneur de la religion.... » (le 4 mai 1878 à monsieur de Corbie à Saint-Omer)

« ... Le recrutement est toujours assez difficile chez les jeunes gens. C'est cependant vers la jeunesse que nous devons tendre tous nos efforts... » (le 22 mars 1889 au président du conseil particulier de La Madeleine.)

« ... Vous éprouvez, paraît-il, quelques difficultés à recruter de nouveaux membres parmi les jeunes gens de la commune pour cette raison que ceux-ci ne veulent pas se passer des distractions du dimanche en prélevant l'obole du pauvre sur la petite somme qu'ils consacrent à leurs loisirs... » (le 22 mars 1889 au président de la conférence de Bondues).

Certaines conférences de jeunes fonctionnent fort bien, avec l'aide d'un ou plusieurs professeurs : 32 membres au Collège de Marcq en 1888. Elle existe depuis juin 1854, tout comme celle du Collège Sacré-Cœur à Tourcoing. La même année, le collège Saint-Jude est agrégé. Il en sera de même pour l'école Jeanne d'Arc de Lille en novembre 1904.

## IX - Homme de foi

Sa foi est simple, mais d'une profondeur qui force l'admiration de tous. Quelques exemples :

« Il me tardait de vous témoigner, ainsi qu'à tous nos confrères de la conférence d'Aire, la part bien vive que nous prenons à la perte que vient d'éprouver la conférence ainsi que toutes les œuvres de la ville par suite de la mort de notre cher et bien aimé confrère, votre digne président. Nous n'avons pas manqué, dès que la nouvelle nous en est parvenue, dans nos réunions du conseil central, de faire monter vers Dieu nos honorables prières pour que ce Dieu de bonté daigne l'admettre au plus tôt dans des tabernacles éternels où déjà, nous l'espérons, les prières et la reconnaissance des pauvres lui ont préparé une belle récompense ... » (1<sup>er</sup> mai 1874 à monsieur Chevalier, vice-président à Aire)

« Tâchez de vous pénétrer de plus en plus de l'esprit de saint Vincent-de-Paul et visez surtout à atteindre les âmes tout en soulageant les misères des corps » (Le 18 juillet 1887 à monsieur Van Waelsappel à Dunkerque.)

« Nous savons que vous vous occupez avec soin de vos familles pauvres. Appliquez-vous à leur faire du bien non seulement au point de vue matériel, mais aussi sous le rapport moral et religieux. C'est tout à fait dans l'esprit de notre Société » (le 20 juillet 1887 à monsieur Snyders.)

Très souvent dans ses lettres, il demande à ses chers confrères de prier pour lui :

« Permettez-moi aussi, bien cher confrère, de me recommander à vos prières. J'ai grand besoin de secours dans l'exercice de la charge qui m'est imposée. J'espère que votre bienveillante charité me viendra en aide » (à monsieur Choqueel à Bergues le 23 juillet 1887).

Cette foi est très souvent pleine de prosélytisme. Dans une lettre datée du 11 novembre 1889 et adressée à monsieur Vandesmet à Watten :

«... Vous nous direz si les visites se font bien, si on a obtenu quelques conversions ou au moins des améliorations notables parmi les familles secourues, si nos confrères tâchent de se pénétrer de plus en plus de l'esprit de charité, si vous célébrez bien les fêtes, ... »

Mais n'oublions pas que nous sommes à une époque du XIX<sup>e</sup> siècle marquée par une « guerre » farouche entre les catholiques et les incroyants. On est très influencé par la possibilité de gagner des indulgences. Celles-ci ont été octroyées par un Bref de Grégoire XVI du 10 janvier 1845 et amplifiées ensuite par Pie IX (18 mars 1853, entre autres). Et

dans de nombreux courriers, Philibert Vrau insiste beaucoup sur la possibilité de « gagner les Indulgences accordées en cette circonstance par Notre Saint-Père le Pape » (lettre du 24 février 1875).

On en arrive même à tenir une espèce de comptabilité.

« Vous savez que tout nouveau membre d'un conseil peut gagner une Indulgence plénière le jour de son admission. Vos confrères pourront donc gagner cette indulgence le 16 mars s'ils le désirent. Mais si une autre époque leur était plus favorable, nous pourrions nous entendre avec eux pour fixer une autre date qui coïnciderait également avec une réunion du conseil. ».

Car il existe de nombreuses règles assez draconiennes pour pouvoir bénéficier de ces indulgences qui peuvent être plénières, partielles. « Elles ne peuvent être attribuées que le jour même de l'admission ou dans les 7 jours qui suivent.. »

« En entrant dans le conseil, vous pouvez gagner une indulgence plénière ; mais il n'est pas nécessaire pour cela que vous vous déplaciez ; il vous suffira de faire la sainte communion à cette intention un des jours de nos réunions et je vous proposerai le 4<sup>ème</sup> samedi du mois prochain, c'est à dire le 27 août. Vous connaissez du reste les conditions requises. Outre la communion, c'est la prière aux intentions du Souverain Pontife indiqués dans le Bref » (à monsieur Choqueel à Bergues le 23 juillet 1887.)

A monsieur Evrard, président du conseil particulier de Boulogne par une lettre du 18 juin 1897 : « .... Monsieur Vrau vient d'étudier de nouveau la question des indulgences à propos de la réunion de Boulogne du 18 juillet. L'indulgence peut être gagnée si la réunion a lieu la veille des fêtes, après les Vêpres. Or c'est bien le cas de la réunion de Boulogne. Par conséquent, la difficulté précédemment soulevée disparaît complètement »

Il y a une véritable gestion et tous les moyens sont bons pour gagner une indulgence :

A monsieur Lardeur, président du conseil particulier de Boulogne, le 19 janvier 1873 : « ... Il n'y a du reste pas à regretter de procéder ainsi (le partage des conférences), car on peut profiter à nouveau de l'indulgence qui est attachée à l'établissement d'un conseil particulier et l'on assure d'une manière certaine les bénéfices des autres indulgences attachées aux conférences .... »

A monsieur Hazard à Douai le 20 novembre 1888 : « .... Quant à Béthune, je ne comprends pas bien pourquoi ils tiennent au 6 décembre. Du moment où ils veulent que leurs confrères gagnent les indulgences pour la fête de l'Immaculée Conception, il faut qu'ils les laissent chez eux à cette époque ; du reste le 6 ne leur permettrait pas de gagner ces indulgences. Pourquoi alors ne pas prendre le lundi 3 ou alors remettre à la semaine qui suit l'Immaculée Conception ? ... »

Cette possibilité de gagner une indulgence est rappelée dans chaque lettre adressée à un membre potentiel dont on souhaite s'attacher les services pour prendre une responsabilité dans un conseil particulier ou au conseil central.

## X - Simplicité

Philibert Vrau était un homme fort simple. Ce n'était pas un orateur. Il ne semblait pas être à l'aise dans les grandes manifestations et fuyait tout ce qui pouvait le mettre en avant.

« ... Mais ne vous attendez pas à un concours de ma part qui soit de nature à relever votre séance : je ne vous apporterai que mon cœur et ma bonne volonté... » (le 6 décembre 1887 à monsieur Picard à Calais)

« Je dois vous dire cependant que je ne suis pas orateur et qu'il me serait impossible de faire un discours. Du reste le caractère de ces réunions, c'est la simplicité et la cordialité. Nous resterons dans ce ton. Je vous en parle

seulement pour que vous ne prépariez pas une trop grande déception à vos invités... » (le 5 octobre 1888 à monsieur Deberdt à Hazebrouck).

. « ... M. Vrau a été sollicité de présider cette assemblée. Il accepte volontiers, mais ne pourra pas parler... » (Paul Delepouille à M. de Warenguien à Calais le 26 mai 1901)

Même quand il propose, c'est en laissant la liberté à son interlocuteur de refuser ou de donner d'autres idées.

« ... C'est une simple idée que je vous suggère. A vous de voir si elle a quelque chose de pratique. Nous en causerons du reste avec vos chers confrères délégués qui se rendront à Lille... » (le 9 mars 1887 à monsieur de Ledinghem à Boulogne).

« ... Je vous consulte à cet égard parce qu'il y a à se rendre compte de la situation et à s'assurer que ce ne sera pas froisser quelques susceptibilités. Veuillez donc me donner votre avis, bien franchement... » (e 5 avril 1887 à monsieur Arnould à Merville).

Il est toujours d'une extrême délicatesse :

« ... Je ne veux pas terminer cette trop longue lettre sans vous remercier et sans remercier tous nos confrères de leur accueil tout fraternel ; j'en ai été profondément touché. Je remercie surtout mes charmants compagnons de voyage qui m'ont fait paraître bien courts les moments que nous avons consacrés à nos excursions... » (Le 13 mars 1889 à monsieur Butruille à Douai).

Sur la totalité des lettres en notre possession, le nom de Frédéric Ozanam n'apparaît jamais, si ce n'est pour indiquer une salle Ozanam située rue Voltaire à Lille et pour indiquer à un nouveau groupe de jeunes d'agir « dans l'esprit d'Ozanam ».

Si les conférences de Saint-Vincent-de-Paul ont connu une telle vitalité pendant cette période entre 1872 et 1905, c'est sans conteste à Philibert Vrau qu'elles le doivent. Le vénéré président est toujours sur la brèche. Il est sans cesse prêt à soutenir, à conseiller, à aider une conférence, à aller à sa rencontre, à chercher de nouveaux concours, à créer ou à recréer des conférences. Il agit en chef d'entreprise, en véritable patron.

L'époque n'est pas facile : ce sont les débuts de la III<sup>e</sup> République, les rivalités entre puissances coloniales sont nombreuses, les esprits exacerbés. La révolution industrielle est en marche et c'est la période des inventions : la machine à écrire

(1868), le téléphone (1868). Le réseau ferré, que Philibert Vrau a connu balbutiant, atteint 36.000 kilomètres de voies en 1900, le cinéma a démarré le 28 décembre 1895 et le Métropolitain en juillet 1900. Mais dans le même temps on est souvent proche de la guerre, guerre qui gronde autour de nous. Il connaîtra l'affaire Dreyfus, la loi sur les associations dont sont exclues les congrégations religieuses, la discussion sur la future loi de séparation des Églises et l'État (qui sera promulguée le 9 décembre 1905)...

Dès son décès, on a évoqué la sainteté de Philibert Vrau. « Sa sainteté n'avait rien de farouche d'ailleurs : il cachait les austérités de sa vie dans le secret de son âme. Son abord était facile et souriant », ainsi qu'il est dit au cours de la réunion plénière du 4 novembre 1905.

« Ses démarches multiples, ses voyages dans les campagnes et dans les villes le firent connaître et furent le point de départ de sa sainte popularité » écrit Victor Loiselet dans son livre *Philibert Vrau et les œuvres de Lille*.

Concluons avec le président du conseil particulier de Calais qui rend ainsi hommage à Philibert Vrau dans une lettre du 31 mai 1905 :

« Comme c'est le cas de la plupart des conférences de la région, elles sont trop redevables à ce bon monsieur Vrau ou de leur fondation, ou du maintien de leur prospérité, pour qu'elles manquent à ce pieux devoir, et en priant pour lui, elles demanderont aussi que, du haut du ciel, il intercède pour elles afin de les rendre plus dignes de la grâce de Dieu et de l'extension de son règne et de sa justice ».

## Les patronages

Gérard Cholvy, professeur émérite, Montpellier 3

A quelle époque faut-il faire remonter la naissance des patronages ? Répondre à cette question n'est pas si simple selon la conception que l'on a de ce qui était devenu une institution au début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>216</sup>.

Quoiqu'il en soit, « patronner » les apprentis, les adolescents, les enfants, est né au carrefour d'une double inquiétude, religieuse et sociale. Durant des décennies, seuls les pionniers tentèrent l'aventure. Parmi eux, des laïcs presque toujours membres de la Société de Saint-Vincent-de-Paul. Des prêtres aussi et des frères afin d'assurer la continuité.

Une seconde période fut celle de la naissance du patronage paroissial, à l'essor plus tardif qu'on ne pense, bien qu'il soit lié à une autre inquiétude, la laïcisation, en 1882, de l'école primaire publique. Assurer la solidité de ce que devint l'élément central de la pastorale des œuvres demandait la collaboration des prêtres, des frères et des laïcs. Philibert Vrau fut l'un d'entre eux au centre d'une des régions les plus dynamiques en la matière : les activités industrielles y avaient pris une grande importance, et le fonds chrétien de la population suscita des forces vives qui rendirent plus facile des créations dont il ne faut pas mésestimer le coût, qu'il s'agisse des moyens matériels ou des moyens humains.

### I - Le temps des pionniers

C'est à Marseille, le 16 mai 1799, que l'abbé Jean-Joseph Allemand, qui avait fréquenté, à la veille de la Révolution, l'œuvre de jeunesse des prêtres dits du Bon Pasteur, dont on dit qu'ils avaient hérité de l'esprit de l'oratoire de Philippe Neri, réunit en secret, quatre jeunes gens qu'il venait de préparer à la première communion. Ils appartenaient à la classe moyenne des « muscadins », un milieu social dont la persévérance religieuse semblait alors bien plus menacée que celle du monde populaire marseillais. Interrogé, en 1809, par un commissaire de police, M. Allemand répondit « Ici nous jouons et nous prions », une réponse restée emblématique en ce qu'elle résume l'idéal de ce qui sera nommé plus tard le « patronage ». La division selon l'âge fut établie, un rôle important dévolu aux « dignitaires » puisque le but était de « sauver les jeunes gens par les jeunes gens ». En 1999, l'œuvre Allemand a fêté le deuxième centenaire de sa fondation.

En 1835, à Marseille encore, l'abbé Caire constatait que le quart des premiers communiant disparaitait dès l'année suivante. Mais *l'Œuvre de la jeunesse pour la classe ouvrière* qu'il crée tourne court au bout de quelques années. Il en va de même pour un autre prêtre de Marseille, l'abbé Julien, qui pourtant ne s'adresse, en 1841, qu'aux anciens élèves des frères. Il faudra attendre, à Marseille toujours, l'année 1847, pour que l'abbé Timon-David fonde solidement *l'Œuvre de la jeunesse pour la classe ouvrière* : « Si M. Allemand est notre saint [...] Timon-David est notre docteur » écrira, en 1932, l'aumônier général des patronages de Belgique, l'abbé Mauquoy (*Le patronage de jeunes gens*, Louvain). C'est une allusion à la *Méthode de direction des Œuvres de jeunesse*, publiée pour la première fois en 1859. En 2005, les deux œuvres de jeunesse de Marseille sont toujours vivantes et ont essaimé quelque peu. Le dernier diacre (en vue du sacerdoce) ordonné chez les pères de Timon-David, l'a été en 2004. C'est un ancien de l'œuvre, issu de père et mère musulmans.

<sup>216</sup> On pourra se reporter tout d'abord à notre *Histoire des organisations et mouvements chrétiens de jeunesse en France (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Cerf, 1999 (comporte une bibliographie).

Mais il faut maintenant faire face à l'initiative des laïcs. Et c'est sur le théâtre parisien qu'elle naît tout d'abord, dans le sillage de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, née en 1833. Jean-Léon Le Prevost, un des premiers confrères, est à l'origine, en 1835, du patronage des apprentis orphelins<sup>217</sup>. Le « patronage individuel » qui consiste à prendre la relève des parents défailants et veiller à procurer un bon contrat à l'apprenti, va très vite déboucher sur le « patronage par réunion », complément indispensable du premier et qui conduit à réunir le dimanche les apprentis. Cela ne va pas sans bien des obstacles.

La visite aux pauvres est le pivot des Conférences de Saint-Vincent-de-Paul. Mais, celles-ci, composées de jeunes étudiants au début, sont amenées à prendre conscience d'un problème lié à l'essor du machinisme, à savoir la crise de l'apprentissage<sup>218</sup>.

A Lille, Charles Kolb-Bernard a fondé, en 1838, la première conférence de Saint-Vincent-de-Paul. Environ deux années auparavant, était née une Société de Saint-Joseph. Ceci à l'initiative d'un jeune patron, Edouard Lefort. Il rencontrait quelques jeunes gens à la Bibliothèque des bons livres. L'un d'eux proposa de se retrouver le soir et ils furent 28 à la première réunion, 87 au printemps 1837, et 767 en 1842. La société réunissait de jeunes employés et artisans. Il s'agissait d'occuper les loisirs. Mais Lefort qui était des premiers confrères de Saint-Vincent-de-Paul, ne négligeait pas de proposer un prolongement au zèle de quelques-uns, et, naturellement, dans une conférence. La Société qui avait essaimé à Tourcoing, vit son modèle imité à Rouen, Poitiers, Strasbourg, et même à Paris, mais là sans succès durable.

Le patronage des apprentis n'avait rien de facile. Dès 1839, la Société de Saint-Vincent-de-Paul songeait à l'abandonner : M. Le Prévost se fit l'avocat du maintien et, en 1845 il fut, avec Clément Myionnet et Maurice Maignen, à l'origine des frères de Saint-Vincent-de-Paul, religieux « gardant le dehors des gens du monde ». Ils seront appelés à Arras en 1864. Maurice Maignen, devenu le directeur du patronage Notre-Dame de Nazareth, boulevard du Montparnasse, allait faire de cette fondation un modèle « l'École normale » des patronages<sup>219</sup>. Au « jouer et prier », M. Maignen ajoutait l'aspect professionnel et social : placement en apprentissage, visite des ateliers, caisse d'épargne et caisse de secours mutuel, conférence de Saint-Vincent-de-Paul des apprentis, cours du soir, concours de chefs-d'œuvre et, enfin, corporations. La gymnastique avait été introduite à Grenelle dès 1848, à Nazareth en 1852 : « Les exercices du corps qui ont un caractère mâle conviendront toujours aux apprentis » (M. Maignen, 1864). Avant de fonder le patronage Saint-Léonard (1869), nous savons que Philibert Vrau, qui s'était rendu à Paris pour un congrès de l'Union des Œuvres, avait été conduit au patronage de Nazareth par M. Lantiez, le Supérieur général des frères de Saint-Vincent-de-Paul. Il en avait rapporté le projet de doter Lille d'une institution semblable.

« On immole les enfants au démon de l'usine » avait écrit Mgr Giraud, l'archevêque de Cambrai, dans sa célèbre Instruction pastorale sur « La loi du travail », de 1845. La machine qui permet le travail des enfants freine alors le courant de scolarisation impulsée par la loi Guizot de 1833. Or, à Lille, en 1850, on évalue à la moitié le nombre des garçons au travail dans les manufactures. Sur la paroisse Sainte-Catherine, qui n'est pas la plus ouvrière, 52 des 109 garçons de douze ans

<sup>217</sup> Serge GRANDAIS, *J.-L. Le Prévost, 1803-1874*, Nouvelle Cité, 1985. Serge GRANDAIS, *Clément Myionnet 1812-1886*, CID, 1991. Richard CORBON, *Maurice Maignen*, CID, 2003.

<sup>218</sup> Gérard CHOLVY, *Frédéric Ozanam. L'engagement d'un intellectuel catholique au XIX<sup>e</sup> siècle*, Fayard, 2003.

<sup>219</sup> Daniel ZORDAN, « L'Œuvre de Nazareth : École normale des patronages », in *Sport, Culture et religion. Les patronages catholiques (1898-1998)*, dir. G. CHOLVY et Y. TRANVOUEZ, Université de Bretagne Occidentale, 20 rue Duquesne – B.P. 814 - 29285 Brest Cedex, 1999, pp. 51-68.

admis à la première communion travaillent en fabrique, 51 sont à l'école primaire (dont 35 chez les frères), 6 poursuivent des études plus élevées. Dans la paroisse Notre-Dame, la moitié des 400 enfants qui se présentent « ne connaissent pas une lettre ». Encore ces gens du Nord sont-ils attachés à la religion puisqu'ils n'envoient leurs enfants à l'école que « pour apprendre le catéchisme » et seulement « l'année qui précède la première communion », écrit le maire de Douai, en 1860.

A Boulogne, dès 1844, l'abbé Halluin s'occupe des apprentis qui seront 20 en 1848, et 35 en 1860. A Lille, en 1849, le père Cœurdacier, jésuite, fonde à La Monnaie l'*Œuvre de la jeunesse*. À Arras, l'*Œuvre des jeunes ouvriers* (1839) a été entreprise à l'instigation de la Société de Saint-Vincent-de-Paul par Ernest Lefranc. À Calais, c'est le commissaire d'inscription maritime Dières-Monplaisir, président de la Conférence, qui prépare la fondation d'une œuvre en milieu maritime. L'abbé Grebert est alors nommé par l'évêque et obtient l'érection, en 1861, d'une succursale dans ce quartier du Courgain. Il y fonde l'*Œuvre de Saint-Joseph* et y appelle les frères pour diriger le patronage. Mais ceux-ci, le cas est loin d'être unique, entrent en conflit avec la Société de Saint-Vincent-de-Paul qui finance l'œuvre et la contrôle. Néanmoins, cette œuvre des marins surviva.

Si la Société de Saint-Vincent-de-Paul avait bénéficié du soutien des évêques, il est moins simple de dire quels étaient les rapports des confrères avec un clergé paroissial dont l'origine sociale était le plus souvent plus modeste que celle des membres des conférences, et qui entendait faire de la paroisse le pivot de l'action pastorale. Or, les œuvres de jeunesse qui avaient vu le jour jusqu'alors n'étaient pas paroissiales. Confiées souvent à des spécialistes, tels que les frères de Saint-Vincent-de-Paul, eux-mêmes issus à l'origine du milieu des confrères, elles avaient pour ambition d'accompagner la persévérance des jeunes gens et non de regrouper et distraire les enfants des catéchismes. Cette différence, quand elle est ignorée ou mal perçue, est l'une des raisons du dédain vis-à-vis du patronage, si courant dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Il fallait un abbé Georges Guérin, le fondateur de la JOC française, pour savoir distinguer le patro paroissial de l'œuvre de jeunesse, pour la bonne raison qu'il avait lui-même fréquenté celle des frères (des Écoles chrétiennes) à Paris, dans sa jeunesse.

Donc, vers 1860-1870, seuls des pionniers, prêtres en marge de la paroisse, personnalités, jésuites, assumptionnistes à Arras en 1868, ou frères – ces derniers garants de la continuité – ont créé, non sans mal, quelques œuvres, au demeurant peu nombreuses : même s'il doit être incomplet, l'*Annuaire des œuvres de jeunesse*, publié en 1866, n'en recense que 155 pour toute la France. Seuls 7 diocèses en comptent plus de quatre, 28 n'en ont aucun, 28 un seul. L'effort principal a porté sur la Seine, le Nord, Marseille et l'Ille-et-Vilaine.

L'année précédente, Mgr Parisi, l'évêque d'Arras, écrivait que « Le patronage des jeunes gens est l'œuvre la plus importante et la plus difficile ». Quelques années plus tard, l'évêque de Bayeux, Mgr Hugonin, écrivant à M. Le Prévost, considère l'œuvre des patronages comme « l'une des plus importantes de notre époque. Les prêtres ne suffisent plus. Il nous faut des apôtres ». Mais il s'agit encore de voix isolées. Depuis la loi Falloux (1850), les congrégations font, en effet, un immense effort en direction de l'enseignement. Les frères des Écoles chrétiennes, par exemple, demeuraient alors réticents et le cercle des Francs-Bourgeois, ouvert en 1854, Arnaud de Melun étant parvenu à fléchir le supérieur général de l'Institut, restait une exception.

En 1866, Philibert Vrau avait aidé un jésuite, le P. Braun, à ouvrir un *cercle catholique de jeunes gens*. En 1869, Camille Feron-Vrau contribue à la fondation du *cercle Saint-Augustin*, exclusivement destiné aux jeunes employés de commerce, si nombreux à Lille, quelque 6.000, un bon nombre venus du dehors. Le successeur de Cœurdacier, le P. Vautier avait fait appel au patron commercial de la Maison Vrau. Une propriété se présenta à vendre, 31 rue Saint-André. Les doyens et curés des

diocèses de Cambrai et d'Arras furent invités à adresser les jeunes gens au Cercle. Camille Feron-Vrau, qui avait donné beaucoup d'argent donna aussi « beaucoup de son cœur » écrira un ancien à Mgr Baunard<sup>220</sup>. On ne peut s'empêcher de penser à la naissance à Londres, en 1844, à l'initiative de George Williams, d'une petite société, à l'origine des Young Men's Christian Association, et destinée aux employés de la City<sup>221</sup>.

Mgr Baunard a bien saisi le but que poursuivait Philibert Vrau dans les dernières années du Second Empire pour la ville de Lille. Il s'agissait dans son esprit de créer quatre « bastions de défense » en quatre points différents de la ville. Au retour de sa visite à M. Lantiez, Vrau avait voulu doter Lille d'une œuvre semblable à celle de Nazareth. Il fit d'abord l'acquisition d'un immeuble, rue Notre-Dame, puis, à côté, d'une maison plus vaste, avec dépendances, la « maison Gustave Léonard », le nom du défunt propriétaire. Elle fut achetée et devint le *patronage Saint-Léonard* (1869-1870), fréquenté, en 1905, par 600 jeunes gens. Le second patronage, celui de *Saint-Sauveur*, était, à l'origine, une très modeste œuvre paroissiale. M. Vrau s'assura d'abord de la collaboration d'un frère de Saint-Vincent-de-Paul. Puis, il acheta un vaste ensemble derrière la rue de Poids où s'élevait l'usine Wallaert. Le directeur, arrivé de Paris, n'avait que 23 ans.

Le troisième patronage était celui de la rue de la Monnaie et les frères des Écoles chrétiennes, entrés alors dans le mouvement, le dirigeaient. Le quatrième devait s'élever à Fives, où un grand terrain avait été acquis.

Mais les grandes œuvres de jeunesse ne répondaient plus alors aux désirs du clergé paroissial. Comme l'écrit, non sans user d'un langage diplomatique, Mgr Baunard « M. Vrau avait espéré une plus grande puissance d'action, une plus grande unité et fixité de direction, au sein du mouvement régénérateur de la ville de Lille. Mais il ne discuta pas [...] il s'inclina devant la manière de penser de ceux dont il ne voulait être que le serviteur ignoré »<sup>222</sup>.

## II - Le patronage pivot de la pastorale des œuvres

Il y eut encore, cependant, au quartier Vauban, un patronage du type des premiers, celui de Notre-Dame de Consolation. Fondé à l'initiative du Comité paroissial, il bénéficia de l'appui constant du marquis de Vareilles, le doyen de la faculté de droit à l'Université catholique. Des étudiants furent les auxiliaires de ce patronage. M. de Vareilles, président des Conférences de jeunesse de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, devint, en 1887, le Président de la Commission permanente régionale des patronages. Il eut pour successeur, en 1892, Ernest Behaghel, vinctien lui aussi.

Peu à peu, cependant, l'état d'esprit du clergé paroissial changeait. Le tournant s'amorce avec la laïcisation de l'école primaire publique, en 1882. Dès lors, l'inquiétude grandit quant au devenir spirituel des enfants qui la fréquentent. Mais il serait aventuré d'imaginer un brusque essor des patronages paroissiaux. En fait, dans l'immédiat, l'effort principal a porté sur l'ouverture d'écoles libres. Et Philibert Vrau est membre de la Commission permanente de l'œuvre des écoles de Lille. Or, ceci imposait de gros sacrifices financiers qui ont joué au détriment des autres œuvres, les Cercles catholiques d'ouvriers en particulier.

<sup>220</sup> Mgr BAUNARD, *Les deux frères. Cinquante années de l'Action catholique dans le Nord. Philibert Vrau, Camille Feron-Vrau, 1829-1908*, Bonne Presse, Paris, 1909.

<sup>221</sup> Howard WILLIAMS, *George Williams, pionnier des Unions chrétiennes de Jeunes gens*, Le Phare, Flavion, Belgique, 3<sup>e</sup> éd., 1976.

<sup>222</sup> Mgr BAUNARD, *op. cit.*, supra n° 5, p. 376.

Néanmoins, les prêtres de la « génération Léon XIII » (Yvon Tranvouez) vont contribuer à faire du patronage le pivot de la vie paroissiale au début du XX<sup>e</sup> siècle. Car il faut laisser le temps au temps : lors du congrès diocésain des œuvres, tenu à Paris, en 1913, l'abbé Esquerré pourra évoquer la fin des années 1880 comme « le temps où l'on travaillait presque seul ». En 1890, on ne compte encore, à Paris, que cinq patronages paroissiaux, et six dans la banlieue.

Pour que le patronage paroissial prenne racine trois conditions étaient nécessaires : 1) l'accord du curé, au moins sa bienveillance, 2) la présence de vicaires initiés à la direction dans les Conférences d'œuvres des Grands Séminaires, 3) des moyens financiers. Si ces deux dernières conditions n'étaient pas remplies, il était impossible de créer. On saisit, par ailleurs, les limites de ce type de patronage par rapport aux grands patros confiés à des spécialistes : la ronde des vicaires menaçait sans cesse la continuité souhaitable. Bien des patronages de ce type se sont limités, en fait, aux écoliers, c'est-à-dire aux enfants des années du catéchisme. Il était beaucoup plus difficile de retenir les plus grands. Quant à l'encadrement il fut divers, grands élèves des collèges, étudiants, confrères de Saint-Vincent-de-Paul, parfois aussi, mais, peut-être plus rapidement que dans les œuvres de jeunesse, jeunes gens issus du patro lui-même. Quoiqu'il en soit, le « vicaire de patro » devint l'un des symboles du catholicisme social.

Tout en réservant sa préférence aux œuvres de jeunesse, Philibert Vrau n'en prêta pas moins son assistance aux créations paroissiales. Et quand il fallut acquérir des terrains pour bâtir de nouvelles églises, M. Vrau prit soin de prévoir une place pour le patronage. En 1903, Lille comptait une vingtaine de patronages paroissiaux « Sur ce nombre – a écrit Mgr Baunard – il en est peu auxquels M. Vrau n'ait tendu une main secourable, et à quelques-uns très largement ouverte ».

Il avait formé, en 1883, un Comité des patronages, composé de tous les directeurs et qui tenait, chaque mercredi, une séance chez les frères de la rue de l'hôpital militaire. « M. Vrau en était l'âme ». Il ne manqua guère ces réunions durant toutes les années 1880. À l'assemblée générale des catholiques du Nord, en 1890, un vœu fut adopté : « faire des patronages, non seulement des œuvres de présentation mais former en leur sein de jeunes chrétiens prêts à l'action ». Tels étaient assurément les sentiments de M. Vrau, sensible aux idées de Léon Harmel, voire de l'abbé Lemire et des démocrates chrétiens ce qui, on le sait, créa une tension avec son beau-frère, en 1897.

En 1900, on recensait 132 patronages catholiques dans le Nord, département qui venait en tête devant la Seine 88, et le Pas-de-Calais 77. Nul doute que cette expansion précoce devait beaucoup au zèle de quelques laïcs et, très particulièrement, à celui de Philibert Vrau. Le patronage était pour lui « la maison d'éducation de la classe ouvrière » et non « une garderie d'enfants ». « Il nous faut faire des chrétiens, c'est-à-dire des jeunes gens [...] qui s'efforcent de pratiquer les vertus chrétiennes, qui pensent chrétiennement [...] sachant vouloir par eux-mêmes [...] et cela pour la vie entière [...] qui soient aussi des apôtres ». Il accorde une grande importance à « l'action des aînés sur les plus jeunes, action des dignitaires sur leurs groupes », une pensée et des expressions qui, d'évidence, se réfèrent aux œuvres importantes plus qu'aux patros des écoliers. « Depuis Timon-David et M. Allemand, notre école est faite » en ce qui concerne la piété qui doit être le principal moyen de la vie du patronage. Ces propos, rapportés à Mgr Baunard au lendemain de la mort de Philibert Vrau, offrent l'inconvénient de ne pas être datés avec précision. De ce fait, nous ignorons s'il y eut, comme c'est probable, une évolution dans la pensée de leur auteur, et sous quelles influences ?

Quand la question d'argent surgissait, il la réglait dans la discrétion. Ainsi, pendant plusieurs années, une réunion de tous les patronages fut organisée à l'hippodrome par le Comité de la rue de l'Hôpital militaire ; ainsi fut faite une

« Exposition des chefs-d'œuvre des jeunes gens des patronages » avec distribution des récompenses, qui semble bien s'inspirer des réalisations de Nazareth à Paris.

Mais les directeurs-prêtres se réunirent à part, ce que M. Vrau aurait vécu sans craindre la concurrence. De fait, ce qui a été conservé de sa correspondance témoignerait de son esprit de conciliation et sans doute du souci qui anime les Conférences de Saint-Vincent-de-Paul d'entretenir de bonnes relations avec le clergé. M. Vrau, alors que ses déplacements le tiennent plus éloigné à partir de 1889, a comme interlocuteur le titulaire de la chaire d'histoire de la faculté, Victor Canet. Cet ami de Lacordaire et de Le Play, avait démissionné de l'enseignement public en 1862, à la suite des mesures prises contre la Société de Saint-Vincent-de-Paul. Il avait dirigé un patronage à Castres, dans le Tarn. Docteur ès lettres de Montpellier, en 1877, – thèse sur *Les éléments de l'ancienne constitution française* – il avait été appelé à Lille où il enseigna jusqu'en 1899. Dès son arrivée, il fut intégré au mouvement catholique lillois. Il devint l'ami des deux frères et succéda à Philibert dans la présidence du Comité des directeurs de patronages. Avant de l'avoir pour successeur, M. Vrau avait réglé cette délicate question des deux structures, en rendant visite au vicaire général Carlier. Avec ce dernier, il fut entendu qu'il y aurait un « trait d'union entre les deux réunions » en la personne de l'abbé Lamstaes<sup>223</sup>. Celui-ci, prêtre depuis 1879, avait fondé un patronage de garçons à Douai (Notre-Dame) alors qu'il était vicaire. En 1888, il prit la direction de l'*Œuvre de Saint-Léonard* au quartier de Wazemmes. Créateur de *L'Écho des patronages* en 1889 ; organisateur des premières conférences avec projections lumineuses, ce prêtre devint « la » compétence reconnue en la matière. Il fut l'auteur de deux rapports sur « L'œuvre des patronages » aux congrès catholiques de Lille en 1891 et en 1898.

Au début de l'année 1891, Philibert Vrau écrit à Canet à propos du Pas-de-Calais trop peu intéressé, dit-il, par la réunion des directeurs de patronage. Il faudrait un mot d'encouragement de Mgr Dannel, évêque d'Arras : « Vous savez que toute la force de nos associations repose sur l'union des deux diocèses »<sup>224</sup>. En 1893, M. Vrau, qui a rencontré l'abbé Lamstaes, dit son espoir de voir créer à Saint-Léonard, non pas une mais trois Conférences de Saint-Vincent-de-Paul : une pour les moins de quinze ans ; une pour les jeunes gens de 15 à 18 ans ; une pour les plus âgés, « dignitaires et autres » auxquels se joindraient les anciens. M. Lamstaes doit en parler aux jeunes gens alors en retraite à Haut-Mont, « j'ai été très heureux de mon entretien »<sup>225</sup>. La correspondance se poursuit en 1894 qui traduit le constant intérêt porté par M. Vrau au Conseil des patronages. Unir les conférences des patronages à la Société de Saint-Vincent-de-Paul, n'empêchera pas les patronages de conserver leur indépendance<sup>226</sup>. Si on lui en faisait la demande, l'évêque d'Arras, Mgr Williez, accepterait de venir présider au congrès la commission des patronages<sup>227</sup>.

Que pensait Philibert Vrau de l'introduction du sport dans les patronages ? Y était-il hostile comme les fondateurs du patronage Saint-Stanislas sur la paroisse Notre-Dame de Consolation, Desplats et Arthaud ? Le second de ces professeurs « le saint M. Arthaud » présente un rapport hostile en 1904. Le débat est alors vif entre partisans et adversaires de l'extériorisation des œuvres et les frères de Saint-Vincent-de-Paul n'y sont pas favorables.

<sup>223</sup> Lille, 24 octobre 1889 à V. Canet.

<sup>224</sup> Lille, 16 février 1891.

<sup>225</sup> 12 juin 1893.

<sup>226</sup> À.-V. CANET, 19 août 1896. Le 7 janvier de la même année il s'agit de l'union à la Société du patronage de Bourbourg.

<sup>227</sup> À.-V. CANET, Cambrai le 3 janvier 1899.

Les démocrates chrétiens se sont vivement opposés à Camille Feron-Vrau. Ainsi de Fernand Leclerc, partisan des syndicats séparés. Le 3 décembre 1893, à Lille, devant 2 654 auditeurs, et en présence d'Albert de Mun, Leclerc s'en était pris vivement à ce type de patron : « Nous disions l'autre jour – écrit-il dans *Le Peuple* – que M. Feron-Vrau aurait été décoré si le ministère récompensait ceux qui affament les ouvriers ». Au mois de janvier 1894, *La Sociologie catholique*, revue de Montpellier, créée par le vincentien, rallié et démocrate-chrétien, Jean Coulazou, publie un article de l'abbé Joseph Raux, professeur au Grand Séminaire d'Arras et l'un des principaux rédacteur de *La Démocratie chrétienne* de l'abbé Six. Il s'agit d'une vive critique de « l'école du patronage » et de ses assises annuelles à Lille : « Il faut bien le dire, ces catholiques, en tout le reste si généreux et si dévoués, sont des retardataires dans le mouvement social chrétien ». Ils ne disent rien sur les causes profondes de l'antagonisme des classes qu'ils se contentent de déplorer, en notant qu'il « ébranle les deux bases essentielles de l'ordre social : l'inégalité des conditions et la propriété privée ». Or, *Rerum novarum* a dénoncé une « féodalité du capital plus oppressive que l'ancienne féodalité de la terre ». Le congrès des catholiques du Nord (1893) ne remet pas en cause « cette féodalité » au contraire du journal *Le Peuple*, créé à Lille par des ouvriers chrétiens. La venue d'Albert de Mun est évoquée : il a été « plus efficace que vingt assemblées générales des conservateurs catholiques du Nord, en y ajoutant même ceux du Pas-de-Calais ». La démocratie chrétienne seule pourra lutter efficacement contre « le socialisme révolutionnaire »<sup>228</sup>.

Philibert Vrau ne méconnaissait pas le courant démocratique sans qu'il soit possible d'affirmer que son catholicisme social ait vraiment rompu avec la conception hiérarchique alors dominante. En 1905, au moment où il disparaît, au sein des patronages, bien des Cercles d'Études sont dans la mouvance du Sillon, alors que, par ailleurs, l'attrait des sections sportives contribue grandement au recrutement des patronages<sup>229</sup>, rien n'interdisant, au demeurant, de retrouver quelques jeunes gens à l'Adoration nocturne, au Cercle, et au football. Les patronages du Nord avaient bien des admirateurs et certains venus de loin. M. Vrau au cours de ses fréquents voyages n'est pas sans rappeler le Suisse Henri Dunant, associant commerce et apostolat pour le plus grand profit des Unions chrétiennes de jeunes gens. Des filateurs brésiliens, venus du Pernambucó obtinrent le concours du lillois pour chercher à obtenir des frères de Saint-Vincent-de-Paul.

Ce laïc avait fait sien l'avertissement que le célèbre pédagogue de Turin, Don Bosco, avait lancé lors de sa visite à Paris, dans l'église de La Madeleine, en 1883 : « Ne tardez pas à vous occuper des jeunes gens, sinon ils ne tarderont pas à s'occuper de vous ». On peut aussi se souvenir qu'en cette même année 1905, à Biarritz, Edouard Petit, de la Ligue de l'Enseignement, avait pris conscience de la force que représentait cette « incontestable réussite de masse » (Michel Lagrée) : « À supposer que demain toutes les écoles congréganistes fussent fermées, la bataille ne serait pas encore gagnée. Debout, resteraient les patronages catholiques, et je crains plus dix patronages que cent écoles congréganistes ». Le patronage « ghetto ou vivier », il est toujours imprudent de céder aux affirmations trop catégoriques<sup>230</sup>.

<sup>228</sup> *La Sociologie catholique*, n° 23, janvier 1894.

<sup>229</sup> En 1914, le Nord est l'un des cinq départements qui compte plus de 50 sections affiliées à la Fédération Gymnastique et Sportive des patronages de France, cf. Fabien GROENINGER, *Sport, religion et nation. La Fédération des patronages de France d'une guerre mondiale à l'autre*, Préface de G. Cholvy, coll. « Espaces et Temps du Sport », L'Harmattan, Paris, 2004.

<sup>230</sup> *Le patronage ghetto ou vivier ?*, Actes du colloque des 11 et 12 mars 1987 réunis par Gérard CHOLVY, Nouvelle Cité, 1988. Comprend 23 communications dont celle de Walter BAETEN, « Le cardinal Mercier et les patronages de Belgique (1906-1926) ».

## **La Sainte-Famille, mouvement d'action catholique**

*Yves-Marie Hilaire, professeur émérite, Lille 3*

Le promoteur de la cause de Philibert Vrau pour sa béatification a posé en 1932 à Paul Feron-Vrau son neveu, la question suivante : « N'y a-t-il pas une œuvre de prédilection dont Monsieur Vrau s'est occupé jusque dans ses derniers jours et qui porte le nom d'œuvre de la Sainte-Famille ? » Connu comme l'animateur des comités catholiques du Nord, l'organisateur des congrès annuels des catholiques du Nord et du Pas-de-Calais, le président de la société de Saint-Vincent-de-Paul de Lille, étudiée par Christian Verheyde - il renforce son organisation et hiérarchise les groupes - Philibert Vrau n'est guère perçu par les contemporains comme le fondateur de la « Sainte-Famille », association discrète regroupant une élite d'hommes d'œuvres chargée de militer pour la rechristianisation de l'ensemble de la France.

Cette association, sorte d'institut séculier avant la lettre, est une « pieuse union » selon le droit canon de l'époque, imitée d'une œuvre fondée en Espagne par un professeur à l'Université de Valence Raphaël Rodriguez de Cepeda, que Philibert Vrau rencontre en 1878. En 1889, un an après le décès de sa mère, Philibert Vrau consacre une partie de son temps à développer la Sainte-Famille en voyageant longuement à travers la France.

Nous verrons d'abord comment Philibert Vrau a organisé cette « pieuse union » qui a rassemblé une partie notable de l'élite catholique du Nord. Puis nous suivrons Philibert dans ses déplacements d'une ville à l'autre pendant lesquels il tente d'enrôler des hommes d'œuvres pour en faire des militants d'« action catholique » - il utilise l'expression plusieurs fois. Philibert est alors le commis voyageur d'une première action catholique. Enfin nous verrons comment son neveu Paul Feron-Vrau a tenté de faire de la Sainte-Famille le noyau et le fer de lance d'un grand mouvement catholique d'hommes, notamment à travers le témoignage d'un militant aixois, le philosophe Maurice Blondel.

I - Une « pieuse union » qui rassemble une partie notable de l'élite catholique du Nord

Les statuts de la Sainte-Famille sont inspirés à la fois par les institutions et les expériences de la Conférence Saint-Vincent-de-Paul que Philibert Vrau connaît bien et par le modèle de l'organisation espagnole d'inspiration ignacienne, créée en 1877, qui a séduit notre homme d'œuvres : ils prévoient des responsables laïcs et des conseillers ecclésiastiques.

Placée sous la protection de la « Sainte-Famille de Nazareth », la « pieuse union » est organisée en confréries locales de 3 à 10 membres groupées en provinces et elle est dirigée par la confrérie primaire de Lille. Celle-ci élit le Supérieur Général qui a de grands pouvoirs et qui est assisté par un prêtre, le Directeur spirituel. En fait la Sainte-Famille n'a eu que deux Supérieurs généraux, Philibert Vrau, puis Paul Feron-Vrau, et trois directeurs spirituels, Mgr Baunard, recteur des Facultés catholiques, puis l'abbé Dutoit, futur évêque d'Arras, enfin Mgr Henri Masquelier, directeur de la *Croix du Nord*. Cette organisation centralisée et hiérarchisée est dominée par des hommes du Nord, région où elle a essentiellement recruté à ses débuts lors de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Le Supérieur Général nomme les délégués provinciaux qui désignent les délégués locaux. Chaque confrérie a son directeur spirituel. Plusieurs d'entre eux sont des vicaires généraux influents (Lejeune [Arras], Maugis [Tours]) ou de futurs évêques (Castellan, Rémond, de la Porte, Charmetant).

La pieuse union fonctionne avec l'aide d'une vaste correspondance, d'un bulletin et de rapports réguliers. Chaque confrérie doit tenir séance ou chapitre une fois par mois. Le « chapitre » comprend des prières, une courte conférence spirituelle,

la lecture de quelques articles du règlement, puis celle de la correspondance, des échanges entre les membres sur les travaux accomplis, sur les œuvres à réaliser et sur les besoins spirituels perçus par les confrères. « Ces échanges excluent les bavardages inutiles, les propositions doivent être précises car l'imprécision ne vaut pas plus dans les œuvres que dans l'industrie. »

L'article 6 des statuts indique les conditions d'admission dans une confrérie : « il faut joindre à de solides sentiments religieux et à une conduite irréprochable, un caractère décidé et prudent, docile et entreprenant » ; il faut aussi « avoir l'aptitude et les talents nécessaires pour remplir les fins de l'institution ». Le nouveau membre est initié progressivement et il est invité à faire les Exercices spirituels de saint Ignace. Selon l'article 4, « les confrères ne s'engagent par aucun vœu, promesse ou serment ; l'amour de Jésus-Christ et le zèle pour sa gloire sont leur seul lien ». On leur demande d'être prudents, humbles et discrets, d'imiter la Sainte-Famille dans la retraite de Nazareth ; on leur conseille d'assister quotidiennement à la messe, de dire leur chapelet, de faire chaque jour un quart d'heure d'oraison mentale et chaque soir leur examen de conscience, de s'approcher fréquemment des sacrements en particulier le premier vendredi du mois, et de faire une retraite chaque année. On les invite à « agir en tout d'une manière humble et discrète, de ne pas faire connaître aux autres ce qu'ils n'ont pas besoin de connaître ». Les membres ont toute une série de devoirs à respecter envers leurs confrères malades, agonisants ou décédés.

Ces exigences assez rigoureuses conviennent aux hommes d'œuvres du Nord d'autant plus que leur confrérie se voit proposer une action multiforme : en fonction de leurs aptitudes respectives, les confrères participent à des œuvres de piété, d'instruction, de propagande, de coopération, de charité ou d'aide sociale.

L'œuvre est approuvée par le Saint-Siège qui lui a accordé des indulgences dès 1885 et se trouvera encouragée par les évêques partout où elle est implantée. Quelques prélats assisteront à des réunions de la confrérie de leur ville épiscopale, et plusieurs vicaires généraux seront directeurs spirituels pendant la première décennie du vingtième siècle.

En cette fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la Sainte-Famille est marquée par ses origines nordistes à une époque où l'activité des hommes d'œuvres du Nord a été exceptionnelle : création d'œuvres de piété et des congrès eucharistiques, fondation d'un ensemble universitaire complet avec une faculté de médecine, œuvre scolaire considérable, organisation de confréries ouvrières et de syndicats mixtes dans un cadre paternaliste, puis éclosion du catholicisme social avec des syndicats ouvriers, des coopératives, des mutuelles et des syndicats agricoles. Philibert Vrau et ses proches collaborateurs Gustave Champeaux et Victor Canet suivent les impulsions données par Léon XIII et développent les préoccupations sociales lors des congrès septentrionaux des années 1890. Ils sont suivis, avec ardeur pour certains, réticences pour d'autres, par des hommes d'œuvres influents membres de la Sainte-Famille : Alexandre Faidherbe à Roubaix, Maurice Charvet à Armentières, Émile Barrois-Lepers à Tourcoing, Xavier Battet Royez à Lille, fondateurs de syndicats mixtes, de cercles catholiques d'ouvriers, de sociétés d'habitations ouvrières. Enfin à Lille, Eugène Duthoit, professeur d'économie politique aux Facultés catholiques, catholique social selon l'esprit de Léon XIII, est un membre actif de la Sainte-Famille ainsi qu'Adéobat Boissard, promoteur avec Eugène Duthoit des Semaines Sociales.

## II. Philibert Vrau commis voyageur de la Sainte-Famille à travers la France : une première Action catholique

Au 31 décembre 1901, les trois cinquièmes des membres de la Sainte-Famille font partie de la province de Lille : 353 membres répartis en 58 confréries sur 594 confrères. La province de Paris a 10 confréries et 76 membres ; 165 confrères sont isolés dans les diverses parties de la France, mais Philibert Vrau travaille à les grouper en provinces nouvelles lors de ses déplacements. En 1902 la province de Lyon s'est constituée et en 1904 les provinces de Bourges, Toulouse, Bordeaux et Marseille existent. Au début de 1905, peu avant la mort de Philibert Vrau, trois nouvelles provinces se constituent : Rouen, Reims et Angers, cette dernière province a un bel essor. Les cinq villes possédant des Facultés catholiques se trouvent donc à la tête d'une province. La correspondance de Philibert avec Victor Canet fait apparaître les difficultés que le supérieur général rencontre pour joindre des personnalités catholiques, les persuader de fonder une confrérie et d'y entraîner leurs amis. Dans de nombreuses villes d'Aquitaine et du Languedoc, il doit multiplier les déplacements pour faire naître des confréries. Ainsi il visite quatre fois Millau en trois ans et se plaint des gens de Millau qui sont « inconstants, personnels, indisciplinés ». Quant aux « messieurs de Montauban, ils sont arrêtés par la discrétion demandée par le règlement, cela ne cadre pas avec les habitudes du Midi ». Finalement Victor Canet, qui réside près de Castres une partie de l'année, accepte la responsabilité de délégué provincial pour la province de Toulouse et celle-ci connaît une certaine prospérité jusqu'à la mort de Canet en 1909.

Les états annuels que nous possédons pour les années 1901 à 1906 font apparaître les principales préoccupations des confréries et leurs initiatives les plus fréquentes. Les œuvres de prière des membres qui pour la plupart appartiennent à un tiers ordre demeurent florissantes : fondation de confréries du Saint-Sacrement, adoration nocturne, participation à des retraites fermées, organisation de pèlerinages, lutte contre la suppression des processions et pour le repos dominical et la sanctification du dimanche. Les confrères réagissent aux événements, protestent contre les expulsions des congréganistes, défendent la liberté de l'enseignement en entretenant ou en créant des écoles. Ils prennent la défense du Concordat qui est menacé. Ils luttent contre la Franc-maçonnerie et la mauvaise presse, soutiennent le journal *La Croix* et la presse catholique. En 1904, 36 confréries participent à l'organisation d'un comité catholique de défense des intérêts religieux et de soutien aux œuvres. La constitution d'un réseau de comités catholiques – paroissiaux, cantonaux, d'arrondissement, de diocèse – qui pourrait ultérieurement se fédérer en une union catholique représente alors la grande idée de Philibert Vrau et de Victor Canet.

D'autre part, en 1904, 32 confréries ont soutenu les Conférences Saint-Vincent-de-Paul, 21 des patronages, 17 la Jeunesse catholique, 6 un syndicat jaune, 4 un syndicat mixte, 8 un syndicat ouvrier indépendant ; 5 ont établi des jardins ouvriers. Politiquement les confrères sont pour la plupart proche de l'Action libérale populaire de Jacques Piou.

## III - Après la Séparation, la Sainte-Famille, noyau et fer de lance du mouvement catholique, doit s'adapter aux diocèses

Le 28 mai 1905, pendant que la loi de Séparation est discutée à la Chambre, Philibert Vrau, véritable « génie de l'apostolat » selon l'expression de Mgr Defois, meurt. Son neveu Paul Feron-Vrau devient supérieur général de la Sainte-Famille. Très occupé par ses responsabilités à la *Croix* et dans la presse catholique, il ne peut consacrer autant de temps que son oncle à la Sainte-Famille, mais héritant de l'idée de ce dernier, il songe à constituer un grand mouvement catholique d'hommes et à faire de la Sainte-Famille le noyau et le fer de lance de ce mouvement qui multipliera les comités à travers toute la France. Durant les années noires des

inventaires et des spoliations de 1906 à 1908, une organisation des forces catholiques s'avère nécessaire pour subvenir aux besoins du clergé, défendre et souvent reconstruire l'enseignement catholique. Selon le vœu de Philibert Vrau, une hiérarchie de comités se met en place pour préparer des congrès diocésains et éventuellement une union diocésaine des hommes. Le diocèse devient le cadre le plus approprié pour organiser le mouvement catholique et Paul Feron-Vrau est amené à privilégier la confrérie diocésaine. Cependant les militants du Nord représentent encore une moitié des 674 membres du mouvement à la veille de la guerre.

Plusieurs personnalités participent activement à cette construction du mouvement catholique. Certains sont séduits par l'Action française, tels Charles Arminjon à Chambéry, ou Jean Guiraud, professeur à l'Université de Besançon, d'autres s'y opposent tels Louis Pages président d'ACJF, futur directeur de l'*Ouest Éclair*, ou le philosophe Maurice Blondel à Aix<sup>231</sup>. Celui-ci a admirablement compris le projet des Vrau. Il nous a laissé trois rapports, l'un sur la période 1906-07, le second du 30 avril 1909, le troisième du 24 avril 1910. Donnons-lui la parole.

En 1907 il évoque le rôle de son groupe : « La confrérie Saint-Maximin (celle d'Aix) s'est sans cesse efforcée d'être l'âme invisible de notre Action diocésaine aixoise... C'est ainsi que le congrès de novembre 1906 (qui dans sa grande assemblée de l'Eden a réuni plus de 2.500 catholiques) a été élaboré... dans nos réunions intimes et fraternelles »... « Et nous préparons pour la mi-juin un nouveau congrès dont la physionomie sera un peu nouvelle... Nous convoquons spécialement les curés et les vicaires pour le lundi. »

Le 30 avril 1909, Maurice Blondel revient sur ce sujet :

« Le rôle le plus ordinaire et le moins contestable de la Sainte-Famille à Aix a été de servir de point d'appui invisible mais constant au comité diocésain d'action religieuse. C'est dans nos réunions intimes et restreintes qu'ont été proposés, étudiés, rendus viables la plupart des projets que nos confrères, fort de cette entente préalable et de cette élaboration méthodique, ont fait admettre et exécuter par le comité officiel trop nombreux et trop divisé d'opinions pour que les discussions paralysantes n'y constituent pas un péril sans cesse renaissant. Fidèles à l'esprit dont M. Vrau, à chacune de ses visites, avait autrefois cherché à nous pénétrer, nous nous sommes constamment employés à prévenir les malentendus, à atténuer les heurts, à nous placer sous toutes les initiatives bonnes pour les soutenir, à suggérer les idées qui semblaient mûres pour la réalisation, à empêcher l'*Action religieuse* de perdre son caractère religieux et son esprit surnaturel pour dévier vers une action politique et des moyens trop humains... Il convient de signaler les conférences religieuses et apologétiques... au cours de l'hiver... dans une sorte d'Université populaire... Nous nous intéressons à un Secrétariat du peuple... »

Le 24 avril 1910 :

« Le rôle le plus continu de la Sainte-Famille à Aix a été de servir d'*armature invisible au comité diocésain d'Action Religieuse*, pour soutenir son élan, préparer sa tâche, suggérer les initiatives, empêcher les heurts ; c'est dans la confrérie que se décident et s'organisent les congrès et leur programme ainsi que les diverses manifestations de l'activité du comité diocésain. Nous souhaiterions d'amener tous les membres, assez nombreux et assez

<sup>231</sup> Sociologie de la Sainte-Famille en 1912 : 580 confrères dans 105 confréries dont 453 laïcs ; 72 noms à particule ; 52 propriétaires ; 101 professions libérales dont 58 avocats ; cinquantaine de membres des professions industrielles et commerciales ; cinquantaine de membres de l'enseignement ; des employés, des comptables, 7 imprimeurs ; peu de fonctionnaires, peu d'ouvriers.

hétérogènes qui le composent, à comprendre de plus en plus la nécessité d'une enquête précise sur les ressources morales du diocèse, d'une action méthodique, d'une organisation des pères de famille pour protéger la foi de leurs enfants, des laïques dévoués autour de leurs pasteurs, afin de constituer une force consciente d'elle-même et toujours en éveil pour la défense et la propagande de la religion ».

A propos des Conférences populaires du mardi soir, l'auditoire dépasse parfois 400 personnes. M. Blondel insiste sur les colonies de vacances (487 enfants), les jardins ouvriers, la ligue des familles nombreuses, la ligue aixoise contre la pornographie.

### **En conclusion, retenons trois observations**

La Sainte-Famille est un mouvement profondément spirituel qui met l'accent sur la dévotion eucharistique et qui exerce une action multiforme dans des domaines très variés en rapport avec la vie religieuse. Il s'intéresse aussi bien à la construction des églises qu'à l'enseignement professionnel ou aux organisations de jeunesse ou aux œuvres sociales, ou encore aux ligues antialcooliques ou antipornographiques. C'est une forme d'*Action catholique*, le terme est employé par Philibert dans sa correspondance. Le mouvement de jeunes le plus proche semble être l'A.C.J.F. (Association catholique de la jeunesse française) du temps du président Pierre Gerlier (1909-1913). Le mouvement d'adultes ultérieur qui lui ressemble le plus est peut-être l'*Opus Dei*, ce qui nous ramène en Espagne.

D'autre part Philibert Vrau a évolué avec Rome sous Léon XIII vers une ouverture plus grande sur les questions sociales, comme le montre la variété des propositions et des initiatives, variété que Paul Feron-Vrau va accroître dans son souci d'organiser un grand mouvement catholique souhaité à la fin de sa vie par Philibert. Le texte de quatre pages sur « les œuvres dont on pourrait s'occuper », postérieur à 1905-1906 puisqu'il y est question du denier du culte ou du clergé, multiplie les suggestions. Cependant cette action multiforme des laïcs inquiète certains milieux intégristes influents à Rome sous Pie X, ce qui compromet et entrave un temps les intuitions de Philibert et les projets de Paul.

Enfin cette Sainte-Famille est très marquée par le poids des militants du Nord qui font alors de Lille une véritable métropole religieuse. Cependant au lendemain de la Séparation, l'entreprise qu'ils ont initiée est dépassée par un mouvement plus vaste d'organisation des diocèses au cours des très nombreux congrès des années 1906-1913 préparés par d'innombrables comités qui y participent. Le projet d'une organisation nationale des hommes et le rêve d'un « *katholikentag* » français n'aboutissent pas alors à cause de la méfiance des assomptionnistes romains influencés par l'intégrisme, des réticences des évêques jaloux de leur autorité et des divisions politiques des laïcs catholiques. Ces divisions contribuent à expliquer qu'il y ait alors deux grandes Ligues de femmes catholiques qui regroupent près d'un million d'adhérentes à la veille de la guerre. L'union des hommes se réalisera plus tard en 1924-1925 sous l'égide du général de Castelnau qui, avec la Fédération nationale catholique, fera reculer le Cartel des Gauches en regroupant jusqu'à 2 millions d'hommes.

**Note bibliographique**

- Archives provenant essentiellement de Paul Feron-Vrau et de Victor Canet mises à ma disposition par Xavier Théry.
- Xavier THERY, *Le commis-voyageur de Dieu, Philibert Vrau (1829-1905)*, Tournai, fév. 2002, 350 p.
- Olivier LEMAN, *Les Feron-Vrau et la Sainte-Famille (1878-1914)*, Maîtrise, Lille III, 1996
- Mgr BAUNARD, *Les deux frères, cinquante années de l'Action catholique dans le Nord. Philibert Vrau, Camille Feron-Vrau (1829-1908)*, Paris, Bonne Presse, 1910.

## **Le procès de béatification de Philibert Vrau**

*Mgr Louis Florin, ancien attaché culturel à l'ambassade de France près le Saint-Siège*

Le culte des saints, en commençant par celui des martyrs, est une réalité qui fait partie de la vie de l'Église depuis les premiers siècles.

Et pour exprimer sa gravité, les souverains pontifes – depuis le XII<sup>e</sup> siècle – se sont réservés la déclaration officielle de leur béatification et de leur canonisation. Mais, à la Congrégation romaine qui est chargée de son instruction, on a coutume de comparer « l'introduction d'une cause » à l'engagement dans une course d'obstacles à l'issue incertaine. Cette image convient particulièrement bien à la cause de Philibert Vrau. Et cela pour de multiples raisons parmi lesquelles je mentionne déjà : son introduction conjointement à celle de Camille Feron-Vrau, les évolutions survenues en un siècle dans la législation canonique des causes des saints<sup>232</sup>, et les importantes variations dans l'intérêt accordé à ces causes, en France et ailleurs, par la piété catholique comme par les Églises diocésaines et romaine.

C'est donc dans ce « parcours du combattant » que je vais vous entraîner en trois étapes : de 1912 à 1930, de 1930 à 1950, et depuis les années 80...

### **I - De 1912 à 1930 : Le procès diocésain**

Philibert Vrau meurt le 16 mai 1905 et son beau-frère Camille Feron-Vrau le 30 mars 1908. Tous les deux « en odeur de sainteté ». Les témoignages sur ce point sont immédiats et très nombreux. Le meilleur et le plus nuancé est celui de Mgr Baunard.

Dès juin 1905 dans l'éloge funèbre qu'il prononce comme recteur dans la chapelle académique : « Il y a trois semaines, nous entendions répéter par les chrétiens et les chrétiennes à genoux autour de son cercueil : c'est un saint ! C'est un saint ! Oui... une voix s'élevait de partout : c'était un saint ! ... Qui nous dira la vie du saint de Lille ! »<sup>233</sup>

Et sur la réputation comparée des « deux frères », il écrit, avec finesse : « Bien que, personnellement, mes sympathies aillent de préférence au bon M. Feron, c'est par M. Vrau qu'il faut inaugurer ce procès : sa vie d'ascète, de missionnaire, d'apôtre, silencieuse, mystérieuse, a bien plus impressionné l'opinion que la noble, simple, douce et toute cachée vie d'humilité de l'aimable M. Feron, passée à l'ombre de ce frère. C'est M. Vrau qui est « le saint de Lille ». Nous, les intimes, nous prions tout bas M. Feron. Le public de partout aspire à prier tout haut M. Vrau ».<sup>234</sup>

Et les choses vont s'engager très rapidement puisque, dès octobre 1911, le coadjuteur de Cambrai, Mgr Delamaire, porte lui-même au pape Pie X les résultats

<sup>232</sup> Au début du XX<sup>e</sup> siècle, celles-ci relèvent de la Congrégation des Rites qui fonctionnait alors à peu près selon les normes instituées en 1588 par Sixte-Quint, et selon les critères justement précisés par Benoît XIV au XVIII<sup>e</sup> siècle. En son sein, Pie XI créa en 1930 une section d'études historiques. Et Paul VI l'érigea en 1969 en Congrégation (autonome) de la cause des saints. Le nouveau code de 1983 confirma ses compétences ; et – la même année – Jean-Paul II a précisé son fonctionnement par la Constitution "*Divinus Perfectionis Magister*". Pour cette histoire et l'actuelle législation canonique, cf. Jean-Michel FABRE, *Dictionnaire des canonisations* (CL D 2003) et *La sainteté canonisée* (Pierre Téqui, 2003).

<sup>233</sup> *Revue des Facultés catholiques*, n°6 de juin 1905.

<sup>234</sup> Lettre du 3 décembre 1911.

d'une enquête effectuée dans le diocèse et s'en entretient avec lui. Le résultat ne se fait pas attendre. Une requête de Mgr Ricciardelli<sup>235</sup> en date du 2 mars 1912 invite l'archevêque à constituer une commission canonique.

Celle-ci est toute prête, puisque c'est le 11 mars 1912 – huit jours plus tard (!) – que le procès diocésain est solennellement ouvert par Mgr Delamaire dans l'église Sainte-Marie-Madeleine de Lille, l'église paroissiale des deux beaux-frères. Le Tribunal y est installé sous la présidence de Mgr Margerin – recteur – et il est composé de professeurs des Facultés catholiques. L'abbé Henri Dubrulle, bibliothécaire, en sera le vice-postulateur jusqu'à sa mort en 1941.

Un calendrier des sessions du tribunal est alors fixé – il y en aura effectivement 63 – ainsi qu'une liste des témoins à auditionner – environ 70. Ils le seront à partir du 24 avril 1912 et jusqu'au 20 mai 1914 à partir d'une grille de 70 questions.

La Semaine religieuse de Lille (puisque le nouveau diocèse a été érigé entre temps) en publie en mai 1914 les conclusions en ces termes, sous l'autorité de Mgr Charost :

« Voici les conclusions du tribunal diocésain de Lille concernant la cause des deux serviteurs de Dieu morts, il y a quelques années, avec une éclatante réputation de sainteté :

" Après avoir entendu dans plus de 50 séances un nombre considérable de témoins, dont plusieurs étaient d'une incontestable autorité ou touchant de près les familles des deux serviteurs de Dieu, Philibert Vrau et Camille Feron-Vrau,

1° Nous avons acquis la conviction que ceux-ci ont pratiqué les vertus théologiques et morales, et plus spécialement la foi, la charité, l'humilité, la pauvreté pratique, la dévotion au Très saint sacrement et à la bienheureuse Vierge Marie à un degré vraiment héroïque, et, partageant l'opinion générale qu'ils ont vécu saintement, nous jugeons qu'il y a lieu de demander à la sainte Eglise d'instituer un second procès dont la conclusion serait la béatification des serviteurs de Dieu, Philibert Vrau et Camille Feron-Vrau ;

2° Les signes miraculeux de sainteté que nous avons recueillis avec soin sont peu nombreux, vu la date encore récente de leur bienheureuse mort, mais ils attestent déjà l'opinion de sainteté qui s'est répandue et la confiance qu'inspire au peuple chrétien de notre région la puissance d'intercession que leur donnent leur vie et leur mort si sainte...

En conséquence :

1° Nous déclarons close l'instruction du procès canonique relatif à la béatification des serviteurs de Dieu ;

2° Nous ordonnons la publication du dit procès et autorisons la copie des pièces y relatives, moyennant les cautions requises par le droit ;

3° Nous déliions du serment du secret tous ceux qui ont prêté leur concours au dit procès, à titre de juges, notaires ou témoins. »

Bien évidemment, un premier ralentissement dans la procédure de la cause a lieu en raison de la guerre qui frappe particulièrement la région et le nouveau diocèse, d'août 1914 à novembre 1918.

Mais le processus reprend dès 1919. En février, Mgr Charost demande à Mgr Vanneufville<sup>236</sup> de devenir le Postulateur de la cause des deux frères. Et c'est sans tarder, le 28 juillet 1919, qu'il clôture par une Ordonnance le Procès diocésain.

<sup>235</sup> Attaché à la Congrégation des Rites, et qui y suivra la cause de 1912 à 1924.

<sup>236</sup> Né à Bailleul, professeur à Tourcoing puis à Cambrai, il est à Rome correspondant de la *Croix de Paris* et très lié à Benoît XV. Il décède à Paris en 1936.

Concernant encore cette période, il ne semble pas inintéressant de signaler :

- D'abord un important document de la Congrégation des Rites - daté du 27 février 1924 – intitulé "*super scriptis*", qui accorde, si l'on peut dire, un satisfecit après l'examen des écrits de Philibert et de Camille.
- Ainsi que deux témoignages. « Le pape Benoît XV est très favorable à la cause des deux frères et voudrait qu'on la pousse un peu vivement », écrit le P. Rafaele Ricciardelli (rapporteur de la Congrégation) à l'abbé Dubrulle le 19 décembre 1919. Et « nous avons assez de causes de saints religieux : il nous faudrait des laïcs », dit le pape Pie XI au P. Scognamillo (autre religieux romain) en 1925.

Sachant profiter de cette bonne conjoncture, Mgr Quilliet – nouvel évêque de Lille depuis 1920 - adresse à Rome cette supplique le 14 septembre 1926 :

« Après un procès qui a montré de quelle façon héroïque Philibert Vrau et Camille Feron-Vrau avaient pratiqué les vertus théologiques et morales, le tribunal diocésain de Lille institué par Mgr Delamaire sollicite de SS. le pape Pie XI l'introduction de la cause des deux serviteurs de Dieu. »

On en constate le résultat puisque c'est en 1929 qu'est imprimé à Rome un document de la Congrégation, la « *Positio super introductionis causae* » de Philibert Vrau et Camille Feron-Vrau, qui contient leurs biographies, un exposé de leurs vertus, les remarques du promoteur de la foi, ainsi que les très nombreux témoignages favorables accordés par des cardinaux, des évêques et d'autres personnalités.

Quant à la confirmation du procès diocésain par Pie XI, elle est accordée le 18 février 1930 et publiée par la Congrégation des Rites le 17 juin. Le cardinal Liénart en est averti et effectue alors un déplacement à Rome. Et les Archives possèdent une intéressante carte-lettre de sa main adressée à Paul Feron-Vrau (le fils de Camille) en date du 23 juillet :

« Le cardinal Liénart... a eu la joie d'apprendre pendant son séjour à Rome l'introduction de la cause des deux frères, et de rapporter lui-même à Lille les affiches des décrets qui seront apposées dans les églises. Il espère que la cause si chère au diocèse de Lille se développera maintenant sans obstacle. »

## II - À partir de 1930, le Procès apostolique romain<sup>237</sup>

La Congrégation des Rites élabore un nouveau questionnaire qui va servir à interroger à Lille 46 témoins, du 19 mai 1932 au 20 février 1937. Ils avaient été 70, vingt ans auparavant, et ce ne sont pas exactement les mêmes : parmi eux, 17 sont des employés et des ouvriers de l'entreprise Vrau. Nous sommes au lendemain même de *Quadragesimo Anno* ; et par ailleurs « le Front populaire » n'est pas loin : l'esprit social de la maison est donc mis sur la sellette.

Nous retrouvons l'ensemble des dépositions au procès dans le millier de pages du « Procès Apostolique *super virtutibus et miraculis* » de la Congrégation, en particulier celles de Mgr Henri Dutoit, alors vice-recteur et futur évêque d'Arras, et de Mgr Cholet, archevêque de Cambrai depuis 1913 : tous deux fermes soutiens de la sainteté des deux frères et de leur fidélité à l'enseignement social de l'Église.

<sup>237</sup> Sur le procès romain, les Archives diocésaines sont moins documentées, ce qui est normal : selon les normes de l'époque – le code de 1917 – le procès diocésain étant clos, l'évêque n'a plus de compétence en la matière ; il est simplement « invité à faciliter la mission du Tribunal romain ».

C'est aussi à cette époque, en 1935, que la Congrégation aurait décidé de dissocier les deux causes, de Philibert Vrau et de Camille Feron-Vrau.<sup>238</sup>

Mais il faudra attendre 1944 pour que la Congrégation approuve les interrogatoires des témoins et leurs dépositions (le 25 juillet) et publie le Décret sur la validité de cette phase du procès apostolique (le 30 juillet). Une lettre adressée par Paul Feron-Vrau à Mgr Lotthé (le 27 novembre 1945) fait état d'une lettre de Mgr Charles Lefebvre<sup>239</sup> : « Le procès des écrits est virtuellement terminé et la première réunion anté-préparatoire du procès des vertus pourrait avoir lieu l'an prochain ».

Il convient de signaler ici une Instruction romaine du 16 mars 1946 demandant à l'évêque de Lille de faire procéder à la reconnaissance canonique des corps (*Recognitio exuviarum*). Celle-ci a eu lieu le 1<sup>er</sup> octobre 1947 dans la sacristie de Notre-Dame de la Treille, suivie de l'inhumation dans une chapelle de la crypte, face à celle des évêques de Lille. Quant à leurs cœurs, (déjà à l'Université Catholique depuis 1922), ils ont été transférés plus récemment auprès du Tabernacle de la grande chapelle.

### III - La curieuse « mise en sommeil » de 1950

Le 9 février de cette année-là, le cardinal Liénart renouvelle au cardinal Micara – alors préfet des Rites – sa demande antérieure « de daigner accepter d'être le cardinal-Ponent » de la cause - c'est-à-dire de lui accorder son patronage romain prestigieux - tout en lui confiant : «... certaines oppositions qui s'étaient manifestées parmi les ouvriers chrétiens de (mon) diocèse ; ... (mais)... nullement pour m'opposer à la continuation du procès... Je souhaite donc que la procédure ne soit pas tenue en suspens, mais qu'elle se poursuive normalement... »

De plus, le 13 juin, l'évêque de Lille s'adresse au pape Pie XII lui-même, par Mgr Montini alors substitut de la Secrétairerie d'État :

«... Au moment où Léon XIII faisait connaître la doctrine sociale de l'Église, ces patrons continuaient à agir selon des méthodes qui n'en tenaient guère compte, ni du point de vue des salaires, ni du point de vue des institutions sociales... Aussi n'ai-je pas été surpris de recevoir d'un groupe de catholiques... une lettre exposant leur étonnement de voir que l'Église pourrait éventuellement glorifier des personnes qui n'ont pas eu assez le souci de la justice sociale... »

Intervention inattendue de la part du cardinal qui avait clairement manifesté « sa joie de l'introduction de la cause » et lui avait maintenu jusque là son soutien. Intervention explicable bien évidemment aussi par les pressions subies : Xavier Théry, après enquête, a rédigé sur ce point un document relevant les positions de certains responsables ouvriers chrétiens contre un patron « paternaliste » ; celles aussi de certains responsables de mouvements diocésains en désaccord avec d'autres, les plus proches parfois, mais dont ils voulaient justement se démarquer en recourant à l'autorité.

<sup>238</sup> C'est beaucoup plus tard, en 1989, que le P. Beaudouin, OMI canadien chargé alors des causes de langue française à la Congrégation, nous l'a dit et nous l'a écrit – à X. Théry et à moi-même : « Le procès informatif (diocésain) a été instruit conjointement sur les serviteurs de Dieu. La Congrégation des Rites a dissocié les deux causes, comme il se doit, et les procès apostoliques ont été distincts. »

<sup>239</sup> Mgr Charles Lefebvre a été vice-postulateur adjoint à l'abbé Dubrulle depuis 1939, et - professeur puis doyen de Théologie – lui succèdera en 1945, d'abord à Lille puis à Rome en 1955 où il deviendra doyen de la Rote fort influent. Il est décédé à Lille en 1989.

Sur cet épisode, Mgr Charles Lefebvre écrivait en 1988 : « Je n'ai pas pu faire grand chose. » Et le P. Beaudouin en 1991 : « Les demandeurs n'ont pas donné suite aux travaux. »

#### **IV - Il y a du neuf pourtant depuis les années 80 !**

L'Église romaine et universelle a réévalué son culte des saints : par sa législation canonique les concernant, et par la pratique du pape Jean-Paul II, qui a entraîné celle de la Congrégation compétente.

De nombreux diocèses français y ont été sensibles, et c'est un véritable « dégel qui a pu être constaté dans le stock considérable des causes dormantes dans les rayons français des saints », selon l'expression plaisante d'un de ses responsables.

Y réalisant une évaluation en janvier 1986, j'y ai moi-même appris que près de 390 dossiers y étaient en attente, certains considérés comme enterrés depuis longtemps, mais dont environ 70 avaient été « réactivés » récemment. Cela m'était confirmé en 1991 : « Le travail abonde toujours ici ; les futurs saints se présentent nombreux et doivent suivre la file comme dans les magasins de Moscou » (!)

Et l'intérêt pour la cause qui nous intéresse plus particulièrement s'est réveillé, lui aussi. Grâce à Xavier Théry avant tout, à sa foi, à son travail, à sa ténacité. Il a classé ce qui la concernait dans les abondantes et très riches archives de son entreprise ; il a obtenu à temps de Mgr Charles Lefebvre le regroupement de celles dont il était responsable, et les a déposées aux archives diocésaines ; il a pris les contacts romains nécessaires et y a recueilli les meilleurs conseils. Il a instauré et entretenu un dialogue confiant essentiel avec Mgr Vilnet puis Mgr Defois. Et ayant écrit et publié *Le Commis-voyageur de Dieu*, il a constitué un large Comité de soutien avant de susciter ce colloque qui s'achève.

Ma propre conclusion se voudrait apéritive et encourageante : « La vie du Juste est entre les mains de Dieu ». Mais décidément sa cause constitue aussi « une course d'obstacles à l'issue toujours incertaine. »

## Conclusions. Philibert Vrau le théoricien de l'action religieuse

*Raymond Sansen, doyen honoraire de la faculté libre des lettres et sciences humaines*

Il me revient de conclure ce colloque.

Conclure pourrait signifier ici rappeler l'essentiel des vingt-deux communications déjà données : ce serait une redite et, de surcroît, une redite fastidieuse. Je me bornerai à vous lire la brève mais éloquente synthèse que M. Xavier Théry propose en quatrième de couverture de son ouvrage *Le commis-voyageur de Dieu*.

La voici :

« Philibert Vrau (1829 - 1905) est né à Lille. Célibataire par choix, cet homme a vécu simultanément plusieurs vies.  
Fabricant du fil à coudre « Au chinois », il gagne beaucoup d'argent qu'il dépense au fur et à mesure au service de sa foi.  
Il met en œuvre le premier congrès eucharistique International et les suivants.  
Il est le principal fondateur de l'Institut catholique des Arts et métiers (ICAM) et de l'Université Catholique de Lille.  
Il est un Précurseur de l' « action catholique ».  
Fou de Dieu dans le Christ, il vit et meurt comme un pauvre ».

Et j'ajouterai deux citations non moins éloquents. La première est un témoignage de Léon Harmel : « On se sentait plein de feu au sortir de son entretien, Monsieur Vrau était une flamme. »<sup>1</sup> La seconde est tirée du discours du chanoine Masquelier, directeur de *La Croix du Nord*, lors de l'inauguration des bustes de Philibert Vrau et de Camille Féron-Vrau, le 16 mai 1909, en la crypte de Notre-Dame de la Treille. Elle rejoint le témoignage de Léon Harmel : « Si j'osais choisir parmi les grandes figures d'apôtres celle dont Philibert Vrau rappelait le mieux les traits, je prendrais saint Paul. » Et l'orateur précise : « Il y avait, chez Philibert Vrau, un parfait équilibre de la pensée, du cœur et de la volonté ; tout y était également fort, avec hardiesse et avec une intrépidité très militante ».<sup>2</sup>

Ces deux citations m'incitent à qualifier Philibert Vrau d'enthousiaste, au sens étymologique de ce terme qui veut dire, non pas excité ou même extravagant, mais habité par le feu de Dieu. Le mot enthousiasme n'est-il pas élaboré à partir de « théos » ? Il s'agit d'une exaltation effective et profonde, mais sans les débordements de la démesure.

Mais conclure pourrait vouloir dire aussi apporter une ultime contribution. Et c'est ce que je ferai en essayant de présenter, chez Philibert Vrau, le théoricien de l'action. En agissant, constamment et de bien des façons, cet homme exceptionnel mettait en œuvre en effet, spontanément ou délibérément, une véritable théorie de l'agir humain, théorie que ses propos explicites et les appréciations de ses collaborateurs et biographes permettent d'établir. Certes il ne l'a jamais consignée par écrit mais si c'est moi qui en formule les principes, la substance est assurément de lui. Sa rapide présentation nous offrira une opportune récapitulation de bien des apports de ce colloque.

<sup>1</sup> Cité par X. THERY, *op. cit.*, p. 58.

<sup>2</sup> *Les deux frères*, brochure, Lille Imprimerie de *La Croix du Nord*, 1909, p. 6.

## I - Principes généraux

Voici d'abord quelques principes généraux :

- L'action prouve l'existence et l'authenticité de la conviction qui l'inspire.
- L'action doit suspendre le débat d'idées, même si celui-ci est parfois opportun : c'est elle qui importe.
- Pour agir utilement, il faut agir méthodiquement.
- Des rassemblements (réunions, meetings, congrès ...) sont nécessaires pour exprimer et renforcer les convictions, pour stimuler aussi la volonté d'agir.
- Dans l'action au service de Dieu, c'est Dieu qui est et doit rester l'acteur principal.

## II - Principes pratiques

Si l'on me permet d'associer, en l'occurrence, l'adjectif et le substantif... Les matériaux disponibles permettent de distinguer les trois étapes qui s'imposent : avant l'action, pendant l'action, après l'action.

### ◆ **Avant l'action**

#### Mûrir les décisions

- Envisager un projet à la fois.
- Simplifier en ramenant le projet à l'essentiel.
- Face à la situation à affronter, repérer les causes.
- Proportionner les moyens envisagés à la fin visée.
- Prendre conseil en évitant les confrontations stériles.
- Rencontrer les personnes qui appartiennent aux centres de décisions : pape, évêques ...
- S'il s'agit de l'action au service de Dieu, prier et faire prier.

Praticien de ces sages préalables, Philibert Vrau pouvait se lancer hardiment dans la réalisation. On reconnaît le bien-fondé du constat de sa sœur Marie Feron-Vrau : « Il ne revenait jamais en arrière à cause de la maturité de ses décisions ».<sup>3</sup>

#### Inciter à l'action

- S'il y a hésitation face à la nouveauté envisagée, renouveler l'invitation stimulante qui tient en un mot « Envoyez ! ».
- Donner en exemples des réalisations effectives.
- Etre soi-même exemplaire en se lançant le premier dans l'action

Philibert Vrau mettait en application la consigne proverbiale : "Faites-le, ça se fera".

### ◆ **Pendant l'action**

- S'en tenir à la décision prise, dès lors qu'elle a été suffisamment mûrie.
- Collaborer

Parlant de Philibert Vrau, Mgr Baunard écrit : « L'association est sa méthode. »<sup>4</sup>  
L'association est ici une collaboration et pour que celle-ci soit féconde, des conditions s'imposent : s'engager soi-même pour avoir le droit de demander ;

<sup>3</sup> Cité par Xavier THERY, *op. cit.*, p. 49.

<sup>4</sup> Louis BAUNARD *Les deux frères*, de Gigord, Paris, vers 1910, p. 6.

bien choisir un collaborateur ; les former soigneusement et patiemment ; les mettre chacun à la bonne place ; les encourager inlassablement ; songer à déléguer et déléguer effectivement ; savoir écouter.

- S'attaquer aux causes quand il s'agit de remédier à un mal éventuel
- Exploiter hardiment les moyens nouveaux : la presse, le tracé, l'affiche ..., par exemple, s'il s'agit de la diffusion d'un message.
- Compter sur le recours de Dieu, surtout s'il s'agit de son service.

#### ◆ **Après l'action**

Réaliste, connaissant bien les hommes, éclairé par l'expérience, soucieux du futur autant que du présent, Philibert Vrau affronte les lendemains de l'action. Pour ces lendemains, il a aussi ses principes pratiques :

- Ne pas attendre de reconnaissance pour l'action réalisée.
- Témoigner de la reconnaissance : envers ses collaborateurs ; envers Dieu : qui donne et alimente la foi qui fait agir, qui est l'acteur principal dans l'action religieuse
- Envisager constamment l'avenir, surtout si l'on est responsable de ou dans l'action : savoir passer la main à d'autres ; s'inquiéter d'une relève assurée par des jeunes

Telle aurait pu être, Mesdames, Messieurs, cher Collègue, telle aurait pu être, s'il l'avait rédigée, la théorie de l'action de Philibert Vrau. Vous remarquerez que j'ai élargi la perspective ouverte par le titre annoncé, présentant une théorie non pas seulement de l'action religieuse mais aussi de l'action en général. C'est le contenu même de la documentation disponible qui m'a incité à procéder à un tel élargissement. La richesse de la pensée inclura donc une action ample et multiforme, justifiant pleinement l'éloge de Mgr Baunard, qui voyait dans Philibert Vrau un « génie de l'entreprise et de l'organisation ». <sup>5</sup> Mon exposé est resté dans les limites d'une esquisse. Il appelle assurément une enquête plus approfondie et une présentation plus étoffée.

C'est le philosophe Henri Bergson qui me fournira la conclusion de ma conclusion ! Dans son célèbre ouvrage *Les deux sources de la morale et de la religion*, il évoque et développe « l'appel du héros » c'est sa formule. En voici le texte essentiel, devenu classique :

« Pourquoi les saints ont-ils des imitateurs, et pourquoi les grands hommes de bien ont-ils entraîné derrière eux des foules ? Ils ne demandent rien, et pourtant ils obtiennent. Ils n'ont pas besoin d'exhorter ; ils n'ont qu'à exister ; leurs existence est un appel. » <sup>6</sup>

Un jour, peut-être, Philibert Vrau sera canonisé. Bien des hommes et des femmes ont, de son vivant, répondu à ses demandes, mus déjà par la contagion de sa générosité. Il s'est tu en 1905, mais l'évoquer en 2005 c'est entendre encore son appel.

---

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> In Henri BERGSON, *Œuvres*, Edition du centenaire, P U F, Paris, 1959, p. 1003.

Les documents photographiques sont extraits de l'ouvrage de Xavier THÉRY *Le commis voyageur de Dieu. Philibert Vrau* (2002) et de la revue *Ensemble*, n° 4 (1977), n°3 (1998).